

État actuel des Indes anglaises

Adolphe-Philibert Dubois de Jancigny

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

01

ÉTAT ACTUEL

DES INDES ANGLAISES.

PREMIÈRE PARTIE.

AFFAIRES DE L'AFGHANISTAN. — EXPÉDITION ANGLAISE AU-DELÀ DE L'INDUS.

Les changemens politiques qui s'opèrent en ce moment à l'ouest de l'Indus, et qui nous semblent devoir être étudiés avec soin, reconnaissent pour cause première la nécessité où se trouvait l'Angleterre de faire triompher son influence dans la Perse et l'Asie centrale sur l'influence rivale de la Russie.

Comme ces évènemens joueront nécessairement un grand rôle dans les destinées de l'Orient, et que ce qui se passe depuis quelques mois près des rives de l'Indus commence, selon toute probabilité, une ère nouvelle pour l'empire hindo-britannique, nous croyons utile de résumer et d'examiner sommairement ce que l'on sait de positif tant sur les causes prochaines ou éloignées de l'expédition des Anglais dans l'Afghanistan, que sur les circonstances mêmes de cette expédition et sur ses résultats.

Nous nous proposons de présenter ensuite le tableau de l'organisation actuelle et des ressources du vaste empire hindo-britannique, de montrer quelle a été, dans l'ordre providentiel, la mission donnée à l'Angleterre en Asie, et d'examiner enfin

comment cette mission a été remplie jusqu'à ce jour. Dans ce but et dans l'intention d'arriver, s'il se peut, à une appréciation exacte des graves évènemens dont il s'agit, il nous semble nécessaire de revenir sur l'ensemble des faits déjà connus, et de montrer leur liaison avec d'autres faits de quelque importance qui ont à peine été indiqués en France ou qui y sont entièrement ignorés. Un long séjour aux Indes anglaises nous a permis d'étudier sur les lieux le développement des forces de cet empire, la marche de sa politique, et, jusqu'à un certain point, les probabilités de son avenir. Nous nous efforcerons de jeter quelque lumière sur cette grande question, bien moins en nous livrant à nos propres conjectures qu'en offrant aux méditations des esprits sérieux les véritables données du problème. La plus importante de toutes, dans l'état présent des affaires de l'Asie, est, sans aucun doute, la conquête de l'Afghanistan. Quelques considérations générales établiront cette vérité. Nous tracerons ensuite une esquisse rapide de l'expédition, et ce coup-d'œil préliminaire une fois donné, nous entrerons dans les détails que comporte le plan que nous nous sommes tracé.

L'Afghanistan proprement dit s'étend du 61 au 70 degré de longitude est, et du 30 au 35 degré de latitude nord environ. Il est borné à l'est par la Perse, à l'ouest par l'Indus, au nord par l'Hindou-Koh (prolongement de l'Himalaya), au sud par le Balouchistan. Les deux principaux états de l'Afghanistan sont les royaumes de Kaboul et de Kandahar. Les capitales qui donnent leurs noms à ces royaumes sont les points de communication de l'Inde avec la Perse et la haute Asie. « Depuis l'antiquité la plus reculée, disait l'historien du règne d'Akbar, Aboulfazel (en 1602), Kaboul et Kandahar sont regardées comme les portes de l'Hindoustan ; l'une y donne entrée du Tourân, l'autre de l'Irân ; et, si ces places

sont bien gardées, le vaste empire de l'Hindoustan est à l'abri des invasions étrangères.

Dans ce peu de mots révélés à l'Europe pour la première fois en 1783, sous l'administration de Warren Hastings, a été l'enseignement de l'Angleterre ; elle vient de prouver, quoique un peu tard, qu'il n'avait pas été perdu pour elle.

L'Afghanistan fit partie de l'empire mogol jusqu'à l'invasion de Nadir-Shah (1738-39). « Kandahar, qui tire son nom de la ville capitale ou qui lui donne le sien, dit un vieux voyageur, est la province la plus occidentale de toutes les Indes et a pour voisin le roi de Perse, qui en a souvent été le maître : aussi est-ce pour cette province que les rois de Perse sont presque toujours en guerre avec le Grand-Mogol, comme ils le sont du côté de la Turquie pour Bagdad et Erivan. » Ainsi, il y a deux cents ans, des rivalités semblables à celles qui nous occupent aujourd'hui étaient déjà depuis long-temps en présence.

Nadir-Shah exigea la cession des provinces à l'ouest de l'Indus, avant de rendre à l'empereur Mohammed-Shah le sceptre qu'il avait arraché à sa main débile. Privé de cette base et miné intérieurement par une organisation vicieuse, l'empire mogol croula de toutes parts. La France et l'Angleterre, accourues au bruit de sa chute, se disputèrent long-temps ses débris. Quand la France fut forcée d'abandonner la suzeraineté de l'Inde à son habile rivale, celle-ci put donner toute son attention à l'affermissement et à l'agrandissement de sa puissance. Elle s'attacha à consolider tour à tour, par les négociations ou par les armes, sa domination et son influence, surtout dans le nord et dans l'ouest de l'Hindoustan. La Perse, obligée, depuis la mort de Nadir-Shah, de renoncer à la souveraineté de l'Afghanistan, n'abandon-

nait cependant pas ses prétentions sur ce pays. D'un autre côté, la Russie, qui touche à ces contrées par la mer Caspienne, ne pouvait méconnaître l'importance politique de l'Afghanistan, les richesses naturelles et les facilités qu'il offre à ses possesseurs pour se rendre maîtres du commerce de l'Indus et de la haute Asie. Elle cherchait donc depuis long-temps à s'y créer des relations dont son commerce pût profiter. L'Angleterre, jalouse de toute participation, même en espérance, aux avantages de sa position dans l'Inde, et calculant les chances d'un avenir éloigné, suivait d'un œil inquiet les explorations de la politique russe et les démarches plus directes et plus hostiles du gouvernement persan. Elle n'attendait qu'une occasion pour se mettre ouvertement sur cette défensive qui, dans son système habituel, ressemble si bien à l'attaque ! L'occasion s'est présentée.

La question que les luttes des négociateurs avaient laissée indécise, l'épée vient de la trancher d'un seul coup. Une expédition, aussi hardie que bien combinée, formée dans l'Inde britannique, vient de replacer sur le trône de Kaboul Shah-Shoudjâ-oul-Moulk, exilé depuis trente ans de son royaume, et depuis vingt-quatre ans pensionnaire du gouvernement suprême des Indes anglaises qui lui avait accordé, ainsi qu'à son frère aveugle, Shah-Zéman, un asile à Loudiana, sur les bords du Sutledje. C'est de ce point que le shah est parti, le 14 novembre 1838, pour reconquérir ses états ; c'était la troisième fois depuis vingt ans ! Mais cette fois les astres lui étaient favorables, l'étoile de l'Angleterre marchait devant lui. Des troupes levées pour son service par le gouvernement suprême, payées par ce gouvernement, commandées par des officiers anglais, entouraient sa personne. L'armée du Bengale, destinée à appuyer ce mouvement, s'était réunie à Firozepour d'où elle marcha, le 10 décembre, pour suivre avec le shah

la rive gauche du Sutledje, et traversa l'Indus à Bakker, du 12 au 17 février, se dirigeant par Shikarpour sur les passes du Kandahar. En même temps, un corps d'armée, parti de Bombay et débarqué aux bouches de l'Indus, à la fin de décembre, remontait les rives de ce fleuve, prenait possession d'Hyderabad, le 8 février, après avoir imposé un traité aussi humiliant qu'onéreux aux Amirs de Sindh, et marchait de là, le 11 février, pour opérer sa jonction avec le corps d'armée du Bengale. Cette jonction était complétée, et la passe du Bolan franchie par les dernières colonnes de l'armée, le 4 avril. Le lieutenant-général sir John Keane prenait ce jour même le commandement en chef des corps d'armée réunis sous le nom d'armée de l'Indus, et marchait sur Kandahar. Un corps auxiliaire sikh, commandé par le petit-fils du maharaja Ranjît-Singh, et où se trouvait le général Ventura, se préparait en même temps à pénétrer dans le Kaboul par la route de Peshaver. L'ensemble de ces opérations a eu le succès le plus complet. Shah-Shoudja, après avoir été solennellement reconnu et salué souverain de l'Afghanistan à Kandahar, le 8 mai dernier, par l'armée anglaise, a fait, le 7 août, son entrée triomphale à Kaboul, dont la prise de Ghizni, enlevée d'assaut en deux heures, le 23 juillet, lui avait ouvert les portes. M. Macnaghten, envoyé du gouvernement suprême et ministre plénipotentiaire (dans toute l'étendue du terme) près du roi de Kaboul, s'occupait activement, à la date des dernières nouvelles, de la réorganisation de ses états. Ainsi a été rétabli en quelques mois, au profit de l'Angleterre et presque sans coup férir, le royaume de Kaboul ; ainsi une barrière, de long-temps inébranlable, a été élevée entre la Russie et l'empire hindo-britannique !

Par ce vigoureux coup de main, la suprématie politique et commerciale du gouvernement anglais et, aux yeux des peuples

de l'Inde, le caractère impérial de sa domination, sont établis dans tout le nord de l'Hindoustan. Ils avaient été assurés dans l'Hindoustan central par l'extermination des Pindaries en 1817, et par la prise de Bhurtpore en 1826. Dans le sud, tout reconnaît la souveraineté absolue ou le pouvoir suzerain de la compagnie ; dans l'est et le sud est enfin, l'influence anglaise, quoique moins définitivement établie, s'est manifestée victorieusement par les traités imposés au Népal et à l'empire Birman, et ne tardera pas à se compléter. Mais n'anticipons pas sur cette partie de notre sujet.

Le dénouement de la question de l'Afghanistan a été précipité, sans aucun doute, par la tentative de la Perse contre Hérat, tentative sinon conseillée, au moins appuyée par la Russie ; mais, depuis plusieurs années, la nécessité de reculer les frontières de l'empire hindo-britannique jusqu'à l'Indus, et d'affermir l'influence anglaise à l'ouest de ce fleuve, se faisait sentir de plus en plus, et l'histoire du passé témoigne de la sollicitude inquiète avec laquelle le gouvernement suprême suivait ou cherchait à diriger la marche des évènemens dans cette partie de l'Orient. Pour bien comprendre l'œuvre lente et progressive de sa politique, il est indispensable de rappeler les principaux faits historiques qui ont préparé l'accomplissement des destinées de l'Afghanistan.

Àla mort du roi de Perse, Nader-Shah, en 1747, Ahmed-Khan, l'un de ses généraux, et chef de la tribu des Abdalies (connus depuis sous le nom de Douranies), devint maître de l'Afghanistan, et se fit couronner roi à Kandahar sous le titre de Ahmed-Shah Dourdouran (la perle du siècle). Actif et habile autant que brave, Ahmed-Shah porta la terreur de ses armes de Delhi à Asterabad ; et, à sa mort, en 1773, il laissa à son fils Timour un empire dont

les limites extrêmes avaient été naguère l'Oxus au nord, la mer et les embouchures de l'Indus au midi, le Kashmir et les monts Himalaya à l'est, la Perse au delà de Meshed à l'ouest. Timour-Shah, loin de continuer la vie belliqueuse de son père, ne fit aucun effort pour rétablir l'autorité royale, compromise dans le Pandjab et les provinces voisines, et se contenta de régner paisiblement pendant vingt ans sur les provinces à l'ouest de l'Indus. Il mourut en 1793. Les intrigues du Zénana, appuyées de l'influence de la tribu des Barekzaïs, placèrent d'abord sur le trône l'un des plus jeunes fils de Timour, Zéman-Shah, qui, pendant un règne agité de quelques années, essaya de reconquérir le Pandjab, et annonça même la folle intention d'envahir l'Hindoustan. Si ce projet eût pu avoir un commencement d'exécution, les intérêts anglais dans l'Inde auraient été sérieusement, quoique momentanément, compromis. Le gouverneur-général des Indes anglaises à cette époque (homme si justement célèbre, et auquel la postérité rendra encore un plus éclatant hommage que celui qu'il obtient de ses contemporains), le marquis de Wellesley, ne crut pas inutile de se prémunir contre le danger qui semblait menacer l'influence anglaise dans le nord de l'Hindoustan. La mission du capitaine J. Malcolm (depuis sir John Malcolm) à la cour de Perse, en 1799-1800, eut pour objet principal de déterminer la Perse à donner tant d'occupations à Zéman-Shah chez lui, qu'il ne pût songer sérieusement, de trois ans au moins, à troubler la tranquillité de l'Hindoustan. Le gouverneur-général assignait ce terme de trois ans aux arrangemens politiques et financiers qu'il avait en vue pour mettre les possessions de la compagnie et de ses alliés en état de défier toute agression étrangère. Comme encouragement à l'adoption de ces mesures, Malcolm était autorisé à offrir à la Perse un subside annuel de trois à quatre lacs de rou-

pies (environ un million de francs), garanti pour trois ans. Il lui était recommandé en outre de tirer parti, autant que faire se pourrait, de l'inimitié qui depuis la mort de Timour régnait entre ses fils, et qui avait déjà amené des luttes sanglantes à la suite desquelles deux de ces princes s'étaient réfugiés à la cour de Perse. Admettant que le shah de Perse s'engageât à suivre le plan d'opérations tracé par le gouvernement anglais, celui-ci déclarait ne prétendre à aucune part des conquêtes ou du butin qui pourraient être acquis par la Perse, en cas de guerre avec Zéman-Shah. À cette époque, l'Angleterre trouvait convenable de jouer précisément le rôle qu'elle accuse la Russie d'avoir joué dernièrement devant Hérat. Lord Wellesley armait la Perse contre l'Afghanistan ; aujourd'hui, au contraire, lord Auckland arme l'Afghanistan contre la Perse. Les faits curieux que nous venons de rapporter sont constatés par la correspondance de lord Wellesley, récemment publiée en Angleterre, et qui forme un recueil du plus haut intérêt. Shah-Zéman eut bientôt en effet trop d'occupations chez lui pour songer à inquiéter l'Inde anglaise. Les prétentions rivales de ses frères (Mahmoud et Shoudjâ) trouvèrent de nouveaux et de plus actifs soutiens. Leurs intrigues et les imprudences du shah armèrent contre lui la tribu des Barekzaïs, dont l'influence l'avait porté au trône. Une conspiration fut découverte : le shah fit mettre à mort six des principaux chefs qui s'y trouvaient compromis, et parmi eux, le chef de cette puissante tribu, Sarferaze-Khan. Le fils de ce dernier, le célèbre Fatteh-Khan, avec tous les Barekzaïs, épousa immédiatement les intérêts de Shah-Mahmoud, cet autre fils de Timour, que la Perse, de concert avec l'Angleterre, avait pris sous sa protection.

Le royaume, après quelques mois de tranquillité, fut livré de nouveau aux horreurs de la guerre acharnée que se livraient de-

puis six ans ces malheureux frères. Dans le cours de cette campagne, Shah-Zéman, trahi par un des siens, fut livré à Mahmoud, qui lui fit arracher les yeux. Plus tard (en 1803), Mahmoud était à son tour détrôné par Shah-Shoudjâ, et Shah-Zéman délivré par le nouveau roi (son frère par la même mère), dont il devait suivre désormais la fortune et partager les humiliations et l'exil. Ainsi le gouvernement de la compagnie fut délivré d'un ennemi qu'il avait un instant redouté, mais dont il avait si activement contribué à amener la ruine. Réfugié d'abord dans le Pandjab, — où Randjît-Singh, le sachant sans ressources, lui avait accordé à regret un asile, et quand il eut expié par quinze années d'infortunes les alarmes que son ambition avait causées, le monarque aveugle et mendiant, depuis long-temps à charge à son hôte, trouva enfin un exil paisible et du pain à Loudiana, où Shah-Soudjâ lui-même l'avait précédé.

De 1803 à 1809, Shah-Soudjâ avait occupé un trône mal affermi, et conclu à Peshaver, en 1809, un traité d'alliance avec le gouvernement suprême des Indes anglaises, qui, à l'effet de négocier ce traité, avait envoyé M. Elphinstone à la cour de Kaboul, en qualité d'ambassadeur. Cette même année, ce prince, qui n'avait pu réussir à rallier les Barekzaïs à sa cause, fut obligé de fuir devant le visir Fatteh-Khan, qui, déjà une fois, avait placé la couronne sur la tête de Shah-Mahmoud, et qui de nouveau exerça le pouvoir suprême en son nom, de 1810 à 1818. Shah-Shoudjâ avait trouvé dans le Pandjab un asile qui devait, trois ans plus tard, lui coûter si cher. Il fit de courageux mais vains efforts pour rétablir son autorité, d'abord dans la province de Peshaver, puis dans le Moultan, et enfin dans le Kashmir. Il fut forcé de repasser l'Indus en 1810, et une seconde tentative en 1811 eut pour résultat de le faire tomber entre les mains du gouverneur d'Attock sur

l'Indus. Celui-ci le livra bientôt à son frère, gouverneur de Kashmir, d'où, après des dangers et des souffrances inouis, il parvint à s'échapper en 1812, et vint de nouveau demander l'hospitalité à Randjît-Singh. S'il ne restait plus au roi fugitif ni armée, ni ressources politiques, il lui restait encore, et Randjît-Singh le savait, des pierres précieuses d'une immense valeur, et une entre autres, le Koh-é-nour (montagne de lumière), ce diamant merveilleux qu'aucun souverain n'était assez riche pour acheter, et que la conquête ou le pillage pouvaient seuls faire changer de maître ! Du trésor de Golconde, il était passé au palais des empereurs mogols, du palais de Delhi à la tente de Nader-Shah, où, quand ce conquérant fut assassiné en 1747, Ahmed saisit le Koh-é-nour d'une main et la couronne de l'Afghanistan de l'autre. Randjît-Singh aspirait depuis long-temps à la possession du Koh-é-nour ; après avoir offert sans succès un djâghir (fief) avec une place forte pour la cession du trésor qu'il convoitait, il eut recours aux menaces, puis aux traitemens les plus insultans et aux persécutions les plus incessantes. Les tourmens de la captivité, de la faim, de la soif, tout fut mis en usage, et si Randjît-Singh s'arrêta devant l'assassinat, on peut croire qu'il ne fut retenu que par l'incertitude où il était sur les moyens employés par le shah pour soustraire le diamant aux recherches, et par la crainte que sa proie ne lui échappât à la mort de sa victime. Le shah, vaincu par la persévérance de son bourreau, et craignant non-seulement pour sa vie, mais encore pour l'honneur et la vie des bégoms, consentit enfin à remettre aux mains cupides du maharadja le joyau si ardemment désiré. Mais Randjît-Singh n'était pas encore satisfait : il fit, peu de temps après, saisir par des femmes, dans l'intérieur des appartemens des bégoms, tous les objets précieux sur lesquels on put mettre la main, et examinant les paquets qui

en furent faits et qui lui furent apportés, il s'appropria un grand nombre de bijoux, d'armes de prix, de tapis, etc. Shah-Shoudjâ et sa famille furent ensuite relégués par ses ordres dans un obscur réduit où il leur fit éprouver toute sorte d'indignités, les accusant de menées hostiles à ses intérêts. En novembre 1814, les bégams, sous le costume de femmes hindoues, parvinrent à s'échapper et se réfugièrent à Loudiana, sur le territoire anglais. Shah-Shoudjâ réussit à son tour à se soustraire, comme par miracle, à la surveillance de Randjît-Singh, et après avoir tenté, mais en vain, de pénétrer dans le Kashmir à la tête d'un corps de troupes qu'il était parvenu à lever dans les montagnes, vint rejoindre sa famille à Loudiana, en septembre 1816, et reçut une pension annuelle de 50,000 roupies du gouvernement anglais. Shah-Zéman fut admis plus tard à partager la retraite de son frère, et il lui fut alloué 24,000 roupies par an.

Cependant le gouvernement de l'Afghanistan reprenait quelque unité et quelque force sous l'administration vigoureuse de Fatteh-Khan ; mais ce ministre, dont les hautes qualités et l'influence portaient ombrage à Shah-Kamran, fils de Mahmoud, ne jouit pas long-temps de sa fortune. Il fut égorgé, en 1818, en présence des deux princes et par leurs ordres, de la manière la plus barbare. Shah-Kamran lui avait fait arracher les yeux peu de temps auparavant. La mort de ce chef fut le signal d'une insurrection générale des Barekzaïs, et bientôt les frères de Fatteh-Khan se disputèrent les dépouilles des fils de Timour. Azim-Khan, l'aîné des frères, et gouverneur de Kashmir, s'était hâté de se rendre à Kaboul, et de se mettre à la tête de ce mouvement, son frère Dost-Mohammed, déjà en possession de Kaboul, lui ayant déféré le commandement dans ce moment de crise. Azim-Khan, blessé par quelques paroles offensantes ou quelque acte

impolitique de Shah-Shoudjâ, qu'il voulait d'abord replacer sur le trône, accepta les propositions du jeune prince Ayoub (un autre fils de Timour), qui se contentait du titre de roi et s'engageait à lui en laisser la puissance. Mais dans ces temps difficiles, où des ambitions rivales éclataient de toutes parts, ce sceptre de parade était encore trop lourd pour la main d'Ayoub, qui, effrayé des scènes de violence dont il était témoin chaque jour, prit la fuite et alla demander à son tour un refuge à la cour de Lahore. Les différentes provinces de la monarchie passèrent sous la domination des chefs Barekzaïs, qui finirent, de guerre lasse, par s'entendre sur le partage. La seule province d'Hérat, où Shah-Mahmoud s'était réfugié avec son fils deux jours après le meurtre de Fatteh-Khan, pour échapper aux ressentimens des Barekzaïs, resta en possession d'un prince de la dynastie des Douranies. Mahmoud, qui s'était replacé sous la protection de la Perse, mourut en 1829. Shah-Kamran lui succéda comme souverain d'Hérat, mais la Perse continua à se considérer comme suzeraine de ce petit état (qui, par sa position géographique et ses antécédens historiques, appartient au Khorassan), et à en exiger le tribut. Le détail des luttes sanglantes dont l'Afghanistan et le haut Indus ont été le théâtre, à dater de cette époque jusqu'en 1828, serait ici superflu ; deux faits importans dominent les autres : l'affermissement du pouvoir de Dost-Mohammed Khan à Kaboul, l'affermissement et l'agrandissement du pouvoir de Randjît-Singh dans le Pandjab. Randjît-Singh avait su de bonne heure profiter des troubles de l'Afghanistan pour s'emparer successivement des diverses provinces sur la rive gauche de l'Indus ; et ayant soumis, de 1819 à 1823, la principauté de Peshaver sur la rive droite, et le Kashmir, il s'ouvrait ainsi la route de Kaboul. Dès 1809, il avait eu soin de fortifier sa puissance de fraîche date par un traité d'al-

liance avec le gouvernement anglais, intéressé à la consolidation et à la durée de cette puissance. Mais à mesure que les empiétemens progressifs de Randjît-Singh le rapprochaient des territoires de Kaboul, la haine politique et religieuse des deux chefs ne pouvait qu'enfanter de nouveaux troubles et compromettre sans cesse l'avenir.

Examinons maintenant quelle était la situation politique de l'Afghanistan de 1823 à 1838.

Dost-Mohammed-khan, Barekzaï, régnait à Kaboul. Trois autres frères de Fatteh-Khan étaient conjointement souverains de Kandahar et en mauvaise intelligence avec Dost-Mohammed. Un quatrième frère était gouverneur de Peshaver, mais tributaire de Randjît-Singh. D'autres chefs de cette famille avaient établi leur autorité à Ghizni et à Djellalabad, dans une dépendance plus ou moins contestée de Dost-Mohammed. Les Amirs de Sindh, anciens vassaux de la couronne de Kaboul, avaient secoué le joug, sans rompre entièrement toutefois leurs relations avec Shah-Shoudjâ, dont ils avaient même, à diverses reprises, secondé les tentatives malheureuses pour remonter sur le trône de ses pères. Les Amirs avaient conclu des traités d'alliance et de commerce avec le gouvernement anglais ; le dernier datait de 1832, et stipulait, de la part de chacune des parties contractantes, le respect le plus inviolable pour les possessions de l'autre, de génération en génération (article 2 des traités). Balk était tombé dans la dépendance de Bokhara. Le Moultân et le Kashmir étaient, ainsi que Peshaver, au pouvoir de Randjît-Singh. Hérat enfin était, comme nous l'avons vu, le seul débris de la grande monarchie Douranie que possédât encore un prince de la famille royale des Saddozaïs, Shâh-Kamran.

De tous les chefs de la tribu des Barekzaïs, depuis la mort des deux aînés de cette famille, Fatteh-Khan et Azîm-Khan, Dost-Mohammed-Khan paraît avoir été le seul homme de tête et le seul propre aux affaires de gouvernement, le seul surtout, tant à cause de ses talens militaires que de ses ressources, qui fût en état de résister aux envahissemens de Randjît-Singh. Il est probable qu'il aurait fini par ranger la plus grande partie de l'Afghanistan sous sa loi et fondé peut-être une monarchie durable, si les Anglais, par une inspiration soudaine de leur politique, n'eussent songé à faire prévaloir les droits si long-temps oubliés ou méconnus de leur hôte Shah-Shoudjâ au trône de Kaboul. Les frères de Dost-Mohammed n'avaient, au contraire, réussi à se faire remarquer, dans leur gouvernement de Kandahar, que par la persistance infatigable de leur cupidité et de leur tyrannie. Ils avaient ruiné le commerce et l'industrie, et réduit les populations à désirer le retour de leurs anciens maîtres, les Saddozaïs, originaires, comme tous les Douranies, de cette portion du pays où leur antique race est en grande vénération. Hérat n'était guère plus heureux sous la domination de Shah-Kamran ; mais ce prince était le seul rejeton de la race royale autour duquel on pût se rallier sans intervention étrangère. Il manifestait, d'année en année, l'intention de marcher contre les Barekzaïs, et l'espoir de rentrer en possession de Kandahar, siége primitif du pouvoir de ses ancêtres. Hérat appelait de ses vœux le jour où l'ancienne capitale lui succéderait dans l'onéreuse distinction de servir de résidence habituelle au souverain. Les chefs de Kandahar, de leur côté, menaçaient sans cesse Hérat d'une invasion prochaine.

Il est nécessaire d'ajouter un dernier trait à ce tableau. L'infortuné Shah-Shoudjâ, avec plus de persévérance que de jugement, au travers de mille dangers, d'humiliations, de fatigues et de mi-

sères de toute espèce, s'était efforcé, à diverses reprises, de ressaisir, aux mains des usurpateurs, les tronçons d'un sceptre brisé. Le gouvernement suprême des Indes anglaises avait assisté, avec son humanité impassible, au triste spectacle de cette longue agonie. La dernière tentative du royal exilé eut lieu, avec l'assentiment du gouverneur général, en 1833-34 ; elle faisait le sujet de toutes les conversations dans le haut Hindoustan, où nous nous trouvions à cette époque. Comme précédemment, le gouvernement anglais resta spectateur de la lutte, qui fut, cette fois, assez sérieuse et d'assez longue durée, mais qui se termina d'une manière aussi désastreuse que les expéditions antérieures. Il en eût été autrement sans doute, si les Anglais eussent pensé dès-lors avoir un intérêt réel ou immédiat au rétablissement de Shah-Shoudjâ sur le trône de l'Afghanistan. Un secours modéré en hommes (surtout en officiers) et en argent eût suffi, selon toute apparence, pour assurer son triomphe. Il est permis de penser, en voyant ce qui se passe aujourd'hui, qu'il eût été à la fois plus honorable pour le gouvernement anglais, et plus conforme à ses véritables intérêts, de soutenir franchement et activement, en 1834, la cause qu'il a épousée avec une sympathie si inattendue en 1838. Il en eût coûté peut-être bien des millions de moins à l'Angleterre, et son attitude politique eût été, selon nous, plus forte encore et surtout plus digne qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cette occasion fut manquée. Shah-Shoudjâ rentra à Loudiana, au mois de mars 1835, avec une centaine d'hommes, débris de la petite armée qu'il avait conduite jusque sous les murs de Kandahar. Les Amirs de Sindh l'avaient aidé dans cette expédition aventureuse ; ils le secoururent dans sa retraite précipitée, et lui facilitèrent les moyens de regagner le territoire de la compagnie, où il

fut accueilli par le reproche que lui fit la presse anglaise d'avoir survécu à sa défaite.

Tel était donc l'état des choses, quand le roi de Perse résolut de châtier un vassal insolent qui, depuis plusieurs années, pillait et ravageait les territoires du Khorassan et du Seistan avec impunité, marcha en personne contre Shah-Kamran, et mit le siége devant Hérat. Les motifs ne manquaient pas sans doute pour entreprendre cette expédition ; les deux ministres anglais qui se sont succédés à la cour de Perse, M. Ellis et M. Mac-Neill (depuis sir John Mac-Neill), avaient été forcés d'admettre la légitimité de ces motifs. M. Ellis, dans son rapport du 17 avril 1836, s'exprimait ainsi : « J'ai eu une audience du shah aujourd'hui ; sa majesté m'a fait observer que, comme roi et musulman, les plus fortes raisons lui faisaient un devoir de marcher sur le Khorassan ; que Kamran-Mirza (c'est ainsi que les autorités persanes affectaient de le désigner), et les Afghans sous ses ordres avaient enlevé douze mille sujets persans qu'ils avaient vendus comme esclaves, et avaient forcé le chef de Khaïn, également sujet de sa majesté, de payer tribut à Kamran, etc. » M. Ellis avait déjà reconnu auparavant que le prince Kamran avait manqué aux engagemens pris envers la Perse, et dont les principales stipulations étaient de raser le fort de Ghorian, de renvoyer certaines familles en Perse, et de payer dix mille tomans au roi. « Le shah, disait M. Ellis, est conséquemment en droit d'exiger satisfaction par la force des armes, et, dans ces circonstances, quand bien même le gouvernement anglais ne serait pas lié par l'article 9 du traité existant, qui lui interdit toute intervention entre les Persans et les Afghans, il paraîtrait difficile de s'opposer à une attaque contre Hérat, ou de définir la limite exacte où devrait s'arrêter cette opposition. » M. Mac-Neill, qui succède à M. Ellis, re-

connaît plus clairement encore, dans sa dépêche à lord Palmerston du 24 février 1837, les justes motifs qu'a la Perse de déclarer la guerre au prince Kamran :

« Mettant de côté les prétentions de la Perse à la souveraineté d'Hérat, et considérant la question comme élevée entre deux souverains indépendans, je suis porté à croire qu'on trouverait que c'est le gouvernement d'Hérat qui a été l'agresseur. À la mort d'Abas-Mirza, quand le shah actuel revint de son expédition infructueuse contre Hérat, des négociations s'ouvrirent, et le résultat fut la conclusion d'une convention qui fit cesser les hostilités et marqua les limites des territoires respectifs. De cette époque jusqu'au moment actuel, la Perse n'a commis aucun acte d'hostilité contre les Afghans ; mais, à la mort du dernier shah, le gouvernement d'Hérat fit des incursions sur le territoire persan de concert avec les Turkomans et les Hazarehs, pilla et captura les sujets de la Perse pour les vendre en esclavage. Les Afghans d'Hérat ont continué ce système de guerre et de rapine sans intermission depuis cette époque, et la Perse n'a répondu à ces actes d'agression par aucune mesure hostile, à moins qu'on ne considère comme telle la déclaration publique de son intention d'attaquer Hérat. Dans ces circonstances, il ne saurait, je pense, exister de doute quant à la justice de la guerre que le shah veut entreprendre ; et, bien que la prise d'Hérat par la Perse fût certainement un grand mal, nous ne devrons pas nous étonner que le shah, sans égards pour nos remontrances, maintienne le droit qu'il a sans doute de faire la guerre à un ennemi qui l'a poussé à bout, et qu'il peut se regarder comme obligé, par son devoir envers ses sujets, de punir ou même de déposséder entièrement. »

Rien ne saurait être plus concluant, ce nous semble, que ces aveux de M. Mac-Neill. Mais nous ne sommes pas au bout. À tous les sujets de plaintes énumérés par la cour de Perse, vinrent s'ajouter les réponses hautaines de Kamran aux propositions qui lui furent faites à la fin de 1836, d'après le désir et par l'intermédiaire de l'ambassadeur anglais. Enfin, et comme dernière insulte, Kamran, se dégageant ouvertement de toute dépendance envers la Perse (dont la suzeraineté sur cette partie de l'Afghanistan était établie et reconnue depuis long-temps par les chefs afghans eux-mêmes, prit le titre de shah et la haute désignation de kéblé alem (père du monde). Des négociations furent renouvelées l'année suivante sans succès, et, en juillet 1837, le shah se mit à la tête d'une nouvelle expédition contre Hérat. Le siége traîna en longueur. Un officier d'artillerie anglais, le lieutenant Pottinger, « voyageant dans l'Afghanistan par ordre du gouverneur-général de l'Inde, » et arrivé à Hérat en octobre, dirigeait la défense de la place. M. Mac-Neill offrit de nouveau sa médiation pour la conclusion d'un traité, et, pour donner plus de poids à ses démarches, il se rendit au camp en mars 1838. L'ambassadeur russe l'y suivit. Les dépêches du gouverneur-général de l'Inde, et les instructions du cabinet de Saint-James, faisaient un devoir à M. Mac-Neill de s'opposer par tous les moyens possibles à ce que la Perse donnât suite à ses projets de vengeance contre le souverain d'Hérat. La question d'Hérat devenait, aux yeux du gouvernement anglais, la question de l'Afghanistan ; et depuis que la réception favorable, faite à un envoyé russe par le chef de Kaboul, était connue, et que la mission russe à la cour de Perse avait rejoint le camp royal devant Hérat, et donné ses conseils pour la direction des opérations du siége, il fallait, à tout prix, empêcher que la ruine de Kamran ne se consommât. Aussi

M. Mac-Neill assiégeait-il régulièrement à son tour de ses demandes, de ses plaintes, de ses menaces, le monarque persan et son conseil, et il n'eut de repos ni de cesse qu'il ne les eût poussés à bout et forces, pour ainsi dire, de penser à se jeter entièrement dans les bras de la Russie. M. Mac-Neill avait pénétré lui-même dans Hérat, le 19 avril, pendant un armistice, avec le consentement du shah, et après une longue conférence avec le vizir du prince Kamran, Yar-Mahommed-Khan, qu'il appelle « l'un des hommes les plus remarquables de son temps et de son pays, » il avait rapporté le projet d'un traité qui contenait toutes les concessions demandées par la Perse, sauf le point de la suzeraineté. Le shah n'avait pas voulu, cette fois plus que les autres, céder sur un point qu'il considérait comme la base de tous ses droits. De là nouvelles persécutions de la part de M. Mac-Neill, nouvelles résistances, pleines d'égards et de mesure, du cabinet persan. Nous croyons inutile de nous arrêter sur les détails de ces négociations, et de suivre les négociateurs anglais ou russes sous leurs tentes. La correspondance publiée des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg a fait connaître le résultat de la lutte diplomatique qui s'était engagée entre les représentans des deux grandes puissances dans l'extrême Orient. Des explications données il semblerait résulter que la Russie n'a songé qu'à établir des relations avantageuses pour son commerce. L'Angleterre, de son côté, ne demandait qu'à placer des sentinelles de son choix sur la rive droite de l'Indus, afin que les intérêts de son commerce et la sûreté de ses frontières fussent respectés. Nous n'examinerons pas, en ce moment, quel a été le caractère des moyens employés ; nous admettons que tel était, en effet, le but qu'on se proposait d'atteindre de part et d'autre. Nous acceptons en conséquence les déclarations de l'Angleterre et de la Russie comme l'expression

provisoire de leurs intentions, mais (surtout en ce qui concerne la Russie) comme réservant l'avenir. Nous aurons d'ailleurs occasion de traiter plus tard des intérêts réels et des vues de la Russie dans la haute Asie. Nous nous bornerons, pour terminer cette partie de notre exposé historique, à résumer en peu de mots les faits de quelque importance relatifs au siége d'Hérat depuis le mois d'avril 1838.

Au mois de mai, M. Mac-Neill spécifie, par ordre de son gouvernement, les motifs de plaintes que le cabinet anglais croit avoir contre le gouvernement persan, et, au commencement du mois de juin, les concessions faites par ce dernier gouvernement ne paraissant pas suffisantes, M. Mac-Neill annonce sa détermination de quitter la Perse, et se met presque immédiatement en marche vers les frontières de la Turquie. De Tehran, il envoie, le 30 juillet, sur de nouvelles instructions, son dernier ultimatum au shah de Perse, par le colonel Stoddart. Dans l'intervalle (20 juin), une expédition anglaise débarque à l'île de Kharak, dans le golfe Persique, et s'en empare. Le shah donne l'assaut à la citadelle d'Hérat le 23 juin, et est repoussé avec une perte immense. Il n'en est pas moins résolu de continuer le siége ; mais la nouvelle de la prise de Kharak et la réception de la lettre menaçante de sir J. Mac-Neill le déterminent enfin, le 9 septembre, à abandonner ses projets et à lever le siége. Dans une proclamation à son peuple, le shah n'hésite pas à assigner pour cause de cette détermination soudaine la conduite de l'Angleterre, qui, méconnaissant les traités encore en vigueur, le menace d'une guerre immédiate, et, comme manifestation de ces sentimens hostiles, a déjà envoyé une expédition armée dans le golfe Persique ! Cette expédition n'était, en effet, que le prélude d'opérations plus importantes et plus décisives. Le gouverneur-général de l'Inde avait

résolu d'assurer par la voie des armes le triomphe de l'influence anglaise dans l'Afghanistan.

Comme la déclaration du gouverneur-général, au moment où l'armée se préparait à entrer en campagne, contient une exposition, faite de main de maître, de l'état des relations de son gouvernement avec les princes du nord-ouest de l'Inde, et comme, d'ailleurs, elle récapitule avec beaucoup de force et de clarté les motifs politiques qui ont, selon lord Auckland, nécessité l'expédition de l'Afghanistan, nous ne pouvons mieux faire que de donner ici une traduction complète de ce manifeste et de la déclaration non moins remarquable dont il a été suivi, lorsque le gouverneur-général a appris la retraite des troupes persanes devant Hérat. Le premier de ces documens porte la date du 1 octobre 1838. En voici la teneur :

« Le très honorable gouverneur-général de l'Inde ayant, avec le concours du conseil suprême, ordonné le rassemblement d'un corps de troupes destiné à servir au-delà de l'Indus, sa seigneurie juge à propos de publier l'exposé suivant des motifs qui ont conduit à l'adoption de cette importante mesure.

« Il est de notoriété publique que les traités conclus par le gouvernement britannique en l'année 1832 avec les Amirs de Sindh, le navâb de Bhavalpour et le maharadja Randjît-Singh, avaient pour objet, en ouvrant la navigation de l'Indus, de faciliter l'extension du commerce, et d'assurer à la nation anglaise, dans l'Asie centrale, cette influence légitime qu'un échange d'avantages devait naturellement produire.

« Dans l'intention d'inviter les gouvernemens de fait de l'Afghanistan à adopter les mesures nécessaires pour donner un en-

tier effet à ces traités, le capitaine Burnes fut député, vers la fin de l'année 1836, en mission près de Dost-Mohammed-Khan, chef de Kaboul. L'objet de la mission de cet officier était, dans l'origine, d'une nature purement commerciale ; toutefois, tandis que le capitaine Burnes était en route pour Kaboul, le gouverneur-général reçut avis que les troupes de Dost-Mohammed-Khan avaient soudainement, et sans provocation, attaqué celles de notre ancien allié, le maharadja Randjît-Singh. Il était naturel d'appréhender que son altesse le maharadja ne tarderait pas à se venger de cette agression, et on devait craindre que, la guerre une fois allumée dans les pays où nous cherchions à étendre notre commerce, les intentions pacifiques et bienfaisantes du gouvernement anglais ne fussent entièrement paralysées. Dans le but d'échapper à une telle calamité, le gouverneur-général résolut d'autoriser le capitaine Burnes à intimer à Dost-Mohammed-Khan que, dans le cas où il se montrerait disposé à un arrangement juste et raisonnable avec le maharadja, sa seigneurie emploierait ses bons offices auprès de son altesse pour le rétablissement de la bonne harmonie entre les deux états. Le maharadja, avec cette confiance caractéristique qu'il n'a cessé de placer dans la bonne foi et l'amitié de la nation anglaise, consentit immédiatement aux propositions du gouverneur-général, et à suspendre provisoirement toute hostilité de son côté.

« Il vint subséquemment à la connaissance du gouverneur-général qu'une armée persane assiégeait Hérat, que d'actives intrigues se poursuivaient dans l'Afghanistan, dans le but d'étendre l'influence et l'autorité de la Perse jusqu'aux bords de l'Indus et même au-delà, et que la cour de Perse avait non-seulement commencé une série d'injures et d'insultes envers les officiers de la mission de sa majesté britannique à la cour de Perse, mais encore

donné des preuves de ses desseins, entièrement opposés aux principes et à l'objet de son alliance avec la Grande-Bretagne.

« Après un long temps passé par le capitaine Burnes en vaines négociations à Kaboul, il devint évident que Dost-Mohammed-Khan comptant surtout sur les encouragemens et l'assistance de la Perse, persistait à avancer les prétentions les plus déraisonnables par rapport à ses différends avec les Sikhs, prétentions telles que le gouverneur-général ne pouvait, sans déroger à la justice et à ce qu'il devait à l'amitié de Randjît-Singh, consentir à les soumettre à la considération de son altesse. Il fallait reconnaître également que Dost-Mohammed-Khan affichait des plans d'agrandissement et d'ambition nuisibles à la sécurité et à la paix de nos frontières, et qu'il menaçait ouvertement de faire concourir à l'exécution de ces plans toute assistance étrangère dont il pourrait disposer. Enfin il donnait hautement son appui aux desseins de la Perse sur l'Afghanistan, quoique parfaitement instruit du caractère hostile de ces desseins en ce qui touchait à la puissance anglaise dans l'Inde ; et, par son mépris absolu pour les vues et les intérêts du gouvernement anglais, il obligea le capitaine Burnes à quitter Kaboul sans avoir rempli aucun des objets de sa mission.

« Il devenait évident dès-lors que le gouvernement anglais ne pouvait exercer aucune influence ultérieure pour rétablir la bonne intelligence entre le souverain sikh et Dost-Mohammed-Khan, et la politique hostile de ce dernier chef montrait trop clairement qu'aussi long-temps que Caboul resterait sous sa loi, nous ne pourrions espérer de maintenir aucune tranquillité dans notre voisinage, ou que les intérêts de notre empire dans l'Inde pussent se conserver intacts.

« Le gouverneur-général juge nécessaire de revenir ici sur le siége d'Hérat et la conduite de la nation persane. Le siége de cette ville par l'armée persane continuait depuis plusieurs mois. Cette attaque sur Hérat avait un caractère de cruauté que rien ne pouvait justifier ; elle avait été commencée et continuée nonobstant les remontrances solennelles et réitérées de l'envoyé anglais à la cour de Perse, et après que toutes les offres d'arrangement justes et raisonnables eurent été faites et rejetées. Les assiégés s'étaient conduits avec une bravoure et une énergie dignes de la justice de leur cause, et le gouverneur-général se plaît à espérer encore que leur héroïsme maintiendra la lutte jusqu'à l'arrivée des secours, que l'Inde anglaise leur envoie. Cependant les desseins ultérieurs de la Perse, en tant qu'ils pouvaient affecter les intérêts du gouvernement anglais, se sont manifestés de plus en plus ouvertement par la succession des évènemens. Le gouverneur-général a récemment acquis la certitude, par une dépêche officielle de M. Mac-Neill, envoyé de sa majesté, que son excellence a été obligée, par le refus d'obtempérer à ses justes demandes et par un manque systématique d'égards et de respect envers lui, de quitter la cour du shah et de déclarer publiquement que toute communication avait cessé entre les deux gouvernemens. La nécessité où se trouve placée la Grande-Bretagne de regarder la marche des armées persanes dans l'Afghanistan comme un acte d'hostilité envers elle, a été également communiquée au shah d'une manière officielle, d'après les ordres exprès du gouvernement de sa majesté.

Les chefs du Kandahar (frères de Dost-Mohammed-Khan de Kaboul) ont avoué leur adhésion à la politique de la Perse, ainsi que la pleine et entière connaissance que cette politique était en opposition avec les droits et les intérêts de la nation anglaise

dans l'Inde, et ils ont donné ouvertement leur concours aux opérations dirigées contre Hérat.

« Dans l'état critique des affaires, depuis le départ de notre envoyé de Kaboul, le gouverneur-général a senti de quelle importance il était de prendre des mesures immédiates pour arrêter les progrès rapides de l'influence étrangère et de l'agression qui menaçait notre propre territoire.

« L'attention du gouverneur-général a été naturellement appelée, dans cette conjoncture, sur la position et les droits de shah Shoudjâ-Oul-Moulk, qui, tant qu'il avait eu le pouvoir entre les mains, avait cordialement accédé aux mesures de résistance combinée que le gouvernement anglais avait jugé nécessaire d'adopter à cette époque contre les ennemis du dehors, et qui, lors de l'usurpation de son empire par les chefs actuels, avait trouvé dans nos domaines un honorable asile.

« Il avait été clairement établi, d'après les renseignemens fournis par divers officiers qui avaient visité l'Afghanistan, que les chefs Barekzaïs, par suite de leur désunion et de leur impopularité, ne pouvaient devenir, dans aucune circonstance, d'utiles alliés à notre gouvernement, ou nous aider dans les mesures justes et nécessaires qu'exigeait la défense de nos intérêts nationaux. Néanmoins, aussi long-temps que ces chefs s'abstinrent d'actes nuisibles à nos intérêts et à notre sécurité, le gouvernement anglais reconnut et respecta leur autorité. Mais une politique différente paraissait plus que justifiée aujourd'hui par la conduite de ces chefs, et indispensable pour notre salut. Le bien-être de nos possessions dans l'Orient exige que nous ayons sur notre frontière de l'ouest un allié intéressé à s'opposer à l'agression et à maintenir la tranquillité, au lieu de chefs toujours dispo-

sés à servir les vues d'un pouvoir hostile et à favoriser ses plans de conquête et d'agrandissement.

« Après de sérieuses et mûres délibérations, le gouverneur-général s'était convaincu qu'une nécessité pressante, aussi bien que les principes de la politique et de la justice, nous autorisait à épouser la cause de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk, dont la popularité, dans toute l'étendue de l'Afghanistan, avait été établie aux yeux de sa seigneurie par le témoignage aussi fort qu'unanime des meilleures autorités. Une fois arrivé à cette détermination, le gouverneur-général était également d'avis qu'il était juste et convenable, non moins à cause de la position du maharadja Randjît-Singh qu'en conséquence de son inébranlable amitié envers le gouvernement anglais, d'offrir à son altesse de prendre part aux opérations projetées. M. Macnaghten fut, en conséquence, député, en juin dernier, à la cour de son altesse, et le résultat de sa mission a été la conclusion d'un triple traité entre le gouvernement anglais, le maharadja et Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk, traité qui garantit à son altesse ses possessions actuelles, et par lequel elle s'engage à coopérer au rétablissement du shah sur le trône de ses ancêtres. Les amis et ennemis de l'une quelconque des parties contractantes seront considérés comme amis ou ennemis des trois. Plusieurs points discutés entre le gouvernement anglais et son altesse le maharadja ont été réglés de manière à montrer aux états environnans l'identité de ses intérêts avec ceux de l'honorable compagnie. On offrira aux Amirs de Sindh une indépendance garantie à des conditions favorables, et la possession d'Hérat par son souverain actuel sera respectée dans toute son intégrité, en même temps que des mesures déjà prises ou en cours d'exécution auront pour résultat, on peut raisonnablement l'espérer, d'encourager la liberté générale et la sé-

curité du commerce. Le nom et la juste influence du gouvernement anglais se feront connaître d'une manière convenable parmi les nations de l'Asie centrale ; la tranquillité sera rétablie sur la frontière la plus importante de l'Inde, et nous élèverons une barrière durable contre les intrigues et les empiétemens de nos ennemis.

« Sa majesté Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk entrera dans l'Afghanistan, entouré de ses propres troupes et soutenu, par une armée anglaise, contre toute intervention étrangère et toute opposition factieuse. Le gouverneur-général espère avec confiance que le shah sera promptement replacé sur son trône par ses propres sujets et ses amis, et, une fois son pouvoir affermi et l'intégrité et l'indépendance de l'Afghanistan bien établies, l'armée anglaise sera rappelée. Le gouverneur-général a été conduit à l'adoption de ces mesures par le sentiment du devoir qui lui est imposé de veiller à la sûreté de la couronne d'Angleterre mais il est heureux de penser qu'en remplissant ce devoir, il aura pu contribuer à rétablir l'union et la prospérité des peuples de l'Afghanistan. Dans le cours des opérations qui se préparent, l'influence anglaise sera soigneusement dirigée vers l'exécution des mesures d'un intérêt général ; elle s'attachera à apaiser les différends, assurer l'oubli des injures, et mettre un terme aux dissensions dont le bien-être et la prospérité du peuple afghan ont souffert depuis tant d'années. Elle s'emploiera à assurer un traitement honorable et libéral, même à ces chefs dont les actes hostiles ont justement offensé le gouvernement anglais, s'ils savent se soumettre à temps et cesser toute opposition aux mesures qui peuvent être jugées les plus convenables pour l'avantage général de leur pays.

« Par ordre du très honorable gouverneur-général de l'Inde,

« W. H. Macnaghten,

« Secrétaire du gouvernement de l'Inde près du gouverneur-général. »

Àla suite de cette déclaration remarquable, on trouve la nomination de M. Macnaghten comme envoyé et ministre du gouvernement suprême à la cour de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk, et celles de divers officiers, destinés à servir, comme agens politiques, sous ses ordres. En apprenant la retraite des troupes persanes, employées au siége d'Hérat, le gouverneur-général publia la déclaration suivante :

« Le très honorable gouverneur-général de l'Inde juge à propos de publier l'extrait ci-joint d'une lettre du lieutenant-colonel Stoddart, datée d'Hérat, le 10 septembre 1838, et adressée au secrétaire du gouvernement de l'Inde :

« Par ordre de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de sa majesté britannique, et envoyé de l'honorable compagnie des Indes orientales à la cour de Perse, j'ai l'honneur de vous informer, pour que cela soit porté à la connaissance du très honorable gouverneur-général de l'Inde en conseil, que sa majesté le shah de Perse a levé hier le siége de cette ville et commencé son mouvement rétrograde vers ses propres états. Toutes les troupes ont campé à Sang-bust, à environ quatre lieues d'ici. Sa majesté se rend sans délai à Tehran par Tourbat, Shekhi-Jaum et Meshed.

« Ce mouvement a eu lieu par suite de l'acquiescement de sa majesté aux demandes du gouvernement anglais, que j'avais eu l'honneur de lui remettre le 12 août, et auxquelles sa majesté a accédé en entier le 14.

« Sa majesté Shah-Kamran, son vizir Yar-Mahommed-Khan et la ville entière reconnaissent pleinement la sincérité de l'amitié du gouvernement anglais, et M. Pottinger et moi-même, nous partageons leur gratitude envers la Providence pour l'heureux évènement que j'ai l'honneur de vous annoncer.

« En publiant ces importantes nouvelles, le gouverneur-général croit convenable de déclarer aussi que, tout en pensant que le gouvernement de l'Inde et ses alliés doivent se féliciter à bon droit de l'abandon par le shah de Perse de ses desseins hostiles contre Hérat, il n'en continuera pas moins à poursuivre avec vigueur l'exécution des mesures qui ont été annoncées, dans le but de substituer une domination amie à un pouvoir hostile dans les provinces orientales de l'Afghanistan, et d'établir une barrière permanente contre tout plan d'agression qui pourrait menacer notre frontière au nord-ouest.

« Le très honorable gouverneur-général juge à propos de nommer le lieutenant Eldred Pottinger (du corps de l'artillerie de Bombay), agent politique à Hérat, sous les ordres de l'envoyé et ministre à la cour de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk. Cette nomination doit dater du 9 septembre dernier, jour où le shah de Perse a levé le siége d'Hérat.

« En nommant le lieutenant Pottinger au poste désigné ci-dessus, le gouverneur-général se félicite de l'occasion qui lui est offerte d'applaudir hautement, comme il le doit, aux services signalés de cet officier, qui, pendant le long siége d'Hérat, et dans des circonstances particulièrement dangereuses et difficiles, a, par son courage, son habileté et son jugement, soutenu honorablement la renommée et les intérêts de son pays.

« Par ordre du très honorable gouverneur-général de l'Inde,

« W. H. Macnaghten,

« Secrétaire du gouvernement de l'Inde près du gouverneur-général. »

Àla lecture de ces importans documens, les réflexions se présentent en foule. Les principes de libéralité, d'humanité, de justice, invoqués dans cette circonstance pour motiver les actes du gouvernement anglais, paraissent, il faut en convenir, en contradiction avec ces actes eux-mêmes. L'application insolemment capricieuse de ces principes est ici par trop manifeste, surtout en ce qui touche les droits de Shah-Shoudjâ, et la conduite si cruelle, selon le gouverneur-général, de la Perse envers le prince d'Hérat. La presse libérale dans l'Inde et en Angleterre n'a pas épargné lord Auckland à cet égard. Le blâme, le sarcasme, sinon l'injure, lui ont été prodigués. On a condamné la résolution prise de replacer Shah-Shoudjâ sur le trône ; on a critiqué ensuite les moyens d'exécution de cette grande mesure ; on ne manquera pas de se plaindre des résultats. Chez nos voisins, rien de tout cela ne doit étonner, et il se passe bien, de temps à autre, quelque chose d'analogue chez nous ; mais, à examiner de près cette grande affaire d'Orient, il nous semble que la gloire et les intérêts de l'Angleterre n'ont pas eu à souffrir de la détermination prise par lord Auckland, et si le langage du gouverneur-général, dans le manifeste que nous venons de lire, manque un peu de franchise dans les détails, il ne manque certainement, au total, ni de dignité, ni de force. Nous irons plus loin, et nous ne craindrons pas de dire que jamais homme dont les résolutions devaient influencer les destinées d'un grand empire, n'a pris son parti plus à propos et avec plus de vigueur, n'a avoué plus hautement et plus

distinctement ses amitiés ou ses haines politiques, et proclamé enfin avec plus d'indépendance ses motifs et son but.

Au moment où lord Auckland annonçait ainsi la chute prochaine des princes Barekzaïs et la restauration du shah de Kaboul, les immenses préparatifs de l'expédition s'achevaient entre la Djamna et le Sutledje. Tous les corps destinés à former l'armée de l'Indus avaient été portés au grand complet. Le rendez-vous indiqué pour les troupes du Bengale était à la station de Karnaul, au nord de Delhi, et de là elles devaient marcher sur Firozepour, aux bords du Sutledje, et s'y concentrer. Le corps d'armée du Bengale se composait dans l'origine de cinq brigades d'infanterie, de trois régimens chacune, partagées en deux divisions ; d'une brigade de cavalerie et d'une d'artillerie ; en tout 15,000 hommes environ, dont trois mille Européens. Des arrangemens subséquens le réduisirent à 12,000 hommes.

Le corps d'armée levé pour le service particulier de Shah-Shoudjâ, dans le nord, s'était formé à Loudiana et se composait de 2,000 hommes de cavalerie, 4,000 hommes d'infanterie et une compagnie d'artillerie à cheval en tout environ 6,000 hommes commandés par des officiers anglais. En même temps, à Bombay, s'organisait le corps d'armée auxiliaire destiné à occuper le Sindh et à marcher ensuite sur Kandahar, après avoir opéré sa jonction avec les troupes du Bengale. Bombay fournissait pour son contingent deux brigades d'infanterie, une de cavalerie, une d'artillerie, offrant un effectif d'à peu près 6,000 hommes, dont 2,500 à 3,000 Européens. Le gouverneur général, de Simla où il s'était établi depuis long-temps, surveillait tous les mouvemens de troupes et dirigeait les opérations des nombreux agens politiques qu'il avait expédiés de toutes parts. Une entrevue se

préparait entre le représentant du léopard britannique et le lion du Pandjab. Le capitaine (depuis major et bientôt lieutenant-colonel honoraire) Wade, agent politique à Loudiana, présidait à tous les arrangemens préliminaires. Un ordre du gouverneur-général, sous la date du 11 octobre, avait désigné cet officier pour rejoindre, en temps utile, l'armée du maharadja Randjît-Singh à Peshaver, et l'avait chargé, d'après les instructions qui lui seraient données, de la surintendance des affaires du gouvernement anglais, en tout ce qui aurait rapport aux états et aux troupes de son altesse. Il devait être assisté à Peshaver de plusieurs officiers, parmi lesquels se trouvait un lieutenant Mackeson, agent anglais pour la navigation de l'Indus. Le célèbre voyageur, sir Alexandre Burnes, que son activité, son intelligence, sa persévérance infatigable et sa connaissance des intérêts politiques et commerciaux à l'ouest de l'Indus avaient signalé depuis long-temps comme le guide et l'avant-garde intellectuelle, en quelque sorte, de l'expédition, s'occupait sans relâche des moyens d'aplanir les difficultés que l'armée pouvait s'attendre à rencontrer sur sa route. La plus grande activité, le zèle le plus animé, l'accord le plus parfait, se montraient dans toutes les branches du service. Des approvisionnemens considérables avaient été faits sur plusieurs points, des marchés conclus pour les besoins à venir, des convois organisés ; l'armée allait se concentrer à Firozepour, pour y passer la revue du gouverneur-général et du souverain du Pandjab, le seul chef redoutable que le gouvernement de l'Inde comptât parmi ses alliés, et auquel, ainsi qu'à tous les siens, il importait de donner à la fois l'idée la plus imposante des forces militaires dont ce gouvernement pouvait disposer, et un témoignage éclatant d'estime politique et de confiance.

Le général commandant en chef, qui était venu rejoindre le gouverneur-général à Simla, publia, le 22 octobre, un ordre du jour qui semblait indiquer qu'il n'avait pas encore une parfaite confiance dans ses troupes, sous le rapport de la discipline, et qui causa d'abord quelque mécontentement dans l'armée. Cependant les officiers, jeunes et vieux, n'en burent pas moins à la santé de sir Henry Fane, et en général l'ardeur et l'enthousiasme des troupes, soit européennes, soit indiennes, se manifestèrent partout et en toute occasion de la manière la plus flatteuse pour leurs chefs, par des acclamations, par des chants, pendant la marche au rendez-vous général à Firozepour, en un mot par les explosions de la joie la plus bruyante.

Le gouverneur-général et le commandant en chef étaient à Firozepour dès le 27 novembre. Il paraîtrait qu'à cette époque le gouverneur-général avait déjà reçu avis de la levée du siége d'Hérat par l'armée persane. D'un autre côté, la santé de Randjît-Singh, depuis long-temps affaiblie par des excès de tout genre, donnait lieu de penser que dans quelques mois, dans quelques semaines peut-être, le maharadja aurait cessé de vivre ; et bien que déjà, dans plus d'une circonstance, il eût trompé les prévisions des médecins, des renseignemens positifs ne permettaient guère de douter, cette fois, que le terme fatal de cette longue carrière d'ambition et d'iniquités n'approchât en effet. Aux précautions prises de longue main pour que la tranquillité du Pandjab ne fût pas troublée à la mort de son chef, il paraissait prudent d'en ajouter de nouvelles. C'est à ces divers motifs qu'il nous semble naturel d'attribuer les dispositions suivantes de l'ordre du jour du 27 novembre : « Les circonstances ont tellement changé dans les pays à l'ouest de l'Indus depuis le rassemblement de l'armée destinée à entrer en campagne, que le très honorable gou-

verneur-général ne juge pas nécessaire de faire marcher toutes les troupes dont une partie suffira pour remplir le but de l'expédition. En conséquence, d'après les instructions de sa seigneurie, toute la cavalerie, une compagnie d'artillerie à cheval, une batterie de campagne, l'artillerie de siége, les sapeurs et mineurs et trois brigades d'infanterie, se mettront en marche. Le reste des troupes attendra des ordres à Firozepour. La tête de la colonne commencera son mouvement aussitôt que l'armée aura été passée en revue par le gouverneur-général et le maharadja Randjît-Singh. »

La première entrevue de lord Auckland et de Randjît-Singh eut lieu le 29, et, à dater de ce jour, pendant plus d'un mois, ce ne fut qu'échange de politesses de cadeaux, de protestations affectueuses, entre les deux grands personnages, soit à Firozepour, soit Lahore, où le gouverneur-général accompagna son royal ami peu de temps après la grande revue qui avait lieu le 3 décembre. Ainsi Randjît-Singh s'était trouvé deux fois, dans l'espace de sept ans, assis sur un même éléphant ou à la même table avec le vice-roi des Indes anglaises, passant en revue les troupes de ses alliés et faisant défiler devant eux les siennes, organisées et disciplinées par des officiers français. Toutefois cette dernière entrevue avait un caractère politique et militaire plus marqué que la rencontre de lord William Bentinck avec le souverain sikh, au mois d'octobre 1831.

Enfin tous ces préparatifs et ces préliminaires, indispensables à l'exécution du traité passé entre les hautes parties contractantes, étant terminés, l'armée commença sa marche le 10 décembre. Le 22 du même mois, le corps d'armée de Bombay débarquait aux bouches de l'Indus, et marchait sur Hyderabâd, en

même temps qu'une expédition destinée à occuper Aden faisait voile de Bombay. Un vaisseau de soixante-quatorze, le Wellesley, avait démoli, le 2 février, le petit fort de Manhara, situé vers l'embouchure la plus occidentale de l'Indus, et débarqué des troupes qui avaient occupé ce fort et la ville voisine de Karatchi le jour suivant. La nouvelle de la prise de Karatchi accéléra la soumission des Amirs. Le corps d'armée du Bengale passa l'Indus à Bâkker pendant les journées des 14, 15, 16 et 17 février, sur un pont de bateaux jeté par les soins du capitaine Thomson, commandant l'arme du génie, aux sons de la musique de trois régimens. C'était la première fois qu'un corps de troupes régulières et disciplinées à l'européenne passait ce fleuve fameux, que les préjugés des Hindous leur font considérer comme impur. Toutefois les sipahies ne montrèrent pas moins d'empressement que les Européens à s'élancer sur la rive opposée. Des négociations conduites par sir Alex. Burnes avaient amené un traité entre l'amir de Khaerpour et le gouvernement suprême, en vertu duquel la forteresse de Bâkker, située sur une île au milieu du cours du fleuve, était cédée en toute propriété aux Anglais ; résultat d'une immense importance en lui-même, et sur lequel nous aurons occasion de revenir par la suite. Le 31 janvier, les troupes anglaises, après quelques hésitations de l'amir, qui ne semblait pas vouloir s'exécuter de bonne grace, avaient pris possession du fort. Le 20 février, tout le corps d'armée du Bengale et les troupes de Shah-Shoudjâ étaient réunies à Shikarpour. Le commandant en chef, sir Henry Fane, avait pris congé de l'armée le 16 février pour se rendre à Bombay ; l'état des affaires dans le Deccan et les vues ultérieures du gouvernement (par suite des circonstances extraordinaires dans lesquelles les Indes anglaises étaient placées) nécessitaient sa présence dans l'Hindoustan. Le lieutenant-

général Keane, destiné à lui succéder dans le commandement immédiat de l'expédition, s'avançait pour opérer sa jonction avec les troupes du Bengale, après avoir rangé le Sindh sous l'autorité anglaise et imposé aux amirs d'Hyderabad un nouveau traité qui assurait la libre navigation de l'Indus, la possession du port de Karatchi aux Anglais, et d'autres avantages matériels ou politiques qui rendent par le fait tout le Delta de l'Indus province anglaise.

Dans les premiers jours d'avril, la jonction des deux armées s'était opérée à Quetta, capitale de la province de Shâl. Dès le 17 mars, sir Alex. Burnes, à la tête d'un détachement d'avant-garde, avait franchi les passes du Bolan et s'était occupé, avec son activité ordinaire, des moyens de diminuer, autant que possible, les privations et les souffrances qui attendaient l'armée dans sa marche à travers ces défilés, formidables par les obstacles naturels qu'ils opposent au passage, et la difficulté, ou même l'impossibilité, de s'y procurer de l'eau. Cependant ses efforts n'eurent pour résultat que de rassembler vers le milieu de la passe principale (qui n'a pas moins de quatorze à quinze lieues de long) quelques chameaux chargés d'outres remplies de ce précieux liquide dont chaque goutte valait, pour les malheureux soldats, son pesant d'or. Toute l'armée cependant était arrivée saine et sauve de l'autre côté des passes, dans la délicieuse vallée de Shâl, sans avoir encore rencontré aucun ennemi sérieux, mais inquiétée sur ses flancs et sur ses derrières par des nuées de Béloutchies et ayant à lutter dans ses longues marches contre la fatigue, la poussière, souvent la faim et toujours la soif. Comment il s'est fait que les chefs de Kandahar n'ont pas défendu les passes du Bolan, c'est ce qu'il est impossible d'expliquer, car on ne possède encore que des renseignemens incomplets sur cette partie de l'histoire de l'expédition. Peut-être l'argent a-t-il, avec sa toute-

puissance ordinaire, aplani aussi cet obstacle. « Jamais armée dans l'Inde, dit un de nos correspondans, n'a été si largement pourvue de fonds pour toutes les branches du service. La patience, le courage, l'admirable discipline de nos troupes, ont surmonté bien des difficultés pendant cette marche aventureuse de trois cents lieues : l'argent a fait le reste ! » Néanmoins, au-delà du Bolan et sur le plateau de Kandahar, une résistance formidable pouvait avoir été organisée par les chefs Barekzaïs : on s'y attendait en quittant Quetta, d'où le shah, M. Macnaghten, sir John Keane et le quartier-général avec toute la cavalerie, l'artillerie et la première brigade d'infanterie, avaient marché le 6 avril sur Kandahar : quelques-uns prétendaient cependant que les Serdars enverraient leur soumission à l'approche du gros de l'armée. Toutes ces prévisions furent déçues. M. Macnaghten, dans son rapport au gouverneur-général sous la date du 24 avril, rend un compte si intéressant des évènemens qui avaient précédé l'arrivée du shah dans son ancienne capitale, que nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'en reproduire les principaux passages.

« Dans ma dépêche du 12 de ce mois, dit M. Macnaghten, j'avais cru pouvoir annoncer qu'un laps de quelques jours suffirait pour montrer la haute considération dont sa majesté Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk jouit parmi ses compatriotes, aussi bien que la sagesse des mesures adoptées par le gouvernement anglais et dont l'exécution nous est confiée. Hier le shah, avec ses troupes régulières, fit une marche de vingt-deux milles, qui le conduisit à Deh-Hadji, où il eut la satisfaction d'apprendre que les Serdars étaient sur le point de décamper. Nous avons acquis la certitude qu'en effet ils ont pris la fuite hier au soir, suivis de deux ou trois cents cavaliers au plus. Leur conduite, jusqu'au dernier moment, a été marquée par la bassesse et la rapacité. Tandis que d'une

main ils vendaient aux marchands de la ville les grains qu'ils avaient accaparés, de l'autre ils épuisaient les ressources des pauvres habitans par tous les moyens possibles d'exaction et de violence. Ils sont partis au milieu des malédictions et de l'exécration de toutes les classes. Ce matin nous avons marché sur Kandahar, distant d'environ dix-huit milles, et nous sommes en ce moment campés à moins de deux milles (environ trois quarts de lieue) de la ville. Le spectacle qui s'est offert à nos yeux est, sans aucun doute, le plus intéressant dont il m'ait jamais été donné d'être témoin. Sir John Keane, avec l'armée de l'Indus, était à une marche en arrière de nous ; … les troupes régulières du shah étaient également en retard, et sa majesté avança, accompagnée seulement des officiers de la mission et des gens de sa maison. À chaque centaine de toises, nous rencontrions des troupes d'hommes bien armés et bien montés venant faire leur soumission au roi, tandis que les paisibles habitans des campagnes accouraient en foule, et, se pressant autour du shah, exprimaient en termes non équivoques la joie que leur causait son retour. La tranquillité est rétablie… Sa majesté se proposait d'envoyer un détachement à la poursuite des Serdars en fuite, et il est certain qu'ils méritent peu d'égards après la perversité et la folie de leur conduite, en dépit des avertissemens solennels et répétés qu'ils avaient reçus. Il serait sans aucun doute dangereux de les laisser libres de fomenter de nouveaux troubles, mais j'ai dû appréhender que, dans l'état d'excitation des esprits, ils ne fussent exposés à des cruautés inutiles s'ils tombaient entre les mains des troupes du shah ; j'ai donc persuadé à sa majesté de me permettre de faire aux Serdars une offre qui, s'ils l'acceptent, les mettra à même de se retirer en sûreté sur notre territoire. La pension que sa seigneurie le gouverneur-général pourrait juger convenable de

leur assigner sera nécessairement beaucoup moindre que celle qu'ils auraient reçue, s'ils eussent accepté nos propositions dès l'origine, et je pense qu'une allocation de 500 roupies par mois, pour chacun d'eux, serait amplement suffisante… Je leur ai fait écrire dans ce sens, et je ne suis pas sans espoir de les amener à souscrire à ces conditions. »

M. Macnaghten rend compte ensuite de ce qui s'est passé du 12 au 23 avril. Les Serdars avaient eu quelques instans l'idée d'arrêter l'armée à la passe de Kadjak, mais la rapidité des mouvemens de l'avant-garde les avait surpris avant qu'ils ne fussent en mesure, et un détachement envoyé par eux dans la passe avait fait une retraite précipitée après avoir échangé quelques coups de fusil avec la tête de la colonne de marche. Leurs efforts pour soulever la population des provinces contre l'invasion des infidèles, avaient complètement échoué. Deux des frères, Rahani-dil-Khan et Mehr-dil-Khan, s'étaient enfin décidés à sortir de Kandahar, avec deux ou trois mille cavaliers, dans l'intention de harceler l'armée anglaise et avec l'espoir d'intercepter les convois, de surprendre des traînards ou des détachemens isolés, etc., laissant au troisième frère, Kohun-dil-Khan, la garde de la ville. Mais ces efforts tardifs de résistance n'aboutirent qu'à s'emparer de deux éléphans de M. Macnaghten, qui s'étaient trop écartés du camp en allant au fourrage, à tuer quelques misérables non combattans qui s'étaient imprudemment avancés dans le pays, et à priver le camp anglais d'eau, pendant quelques heures, en détournant un ruisseau. Dans la journée du 20 ; quelques-uns des principaux chefs, à la suite des Serdars Barekzaïs, les abandonnèrent et vinrent faire leur soumission. Consternés de ces défections soudaines et de l'approche des troupes anglaises, les Serdars s'étaient repliés en toute hâte sur Kandahar d'où ils se détermi-

nèrent à fuir, comme on l'a vu, dans la soirée du 23. Puisque nous sommes sur le chapitre des trois frères qui, depuis tant d'années, opprimaient, à l'envi l'un de l'autre, les provinces du Kandahar, nous ne pouvons nous empêcher de dire, en passant, qu'il nous paraît difficile que ces chefs subissent, aussi promptement que M. Macnaghten l'espérait, les conditions humiliantes qu'il leur a fait notifier. Les districts sous l'administration despotique de Raham-dil-Khan, la ville de Kandahar y comprise, rapportaient environ cinq lacs de roupies, c'est-à-dire plus de 1,200,000 francs. Kohun-dil-Khan retirait des neuf districts de son gouvernement, dans l'ouest, à peu près quatre lacs (un million). Mehr-dil-Khan, le plus jeune des frères et le plus insouciant, homme de plaisir avant tout et l'un des génies poétiques de l'Afghanistan, s'il faut en croire la renommée, se contentait des trois sacs qu'il levait chaque année des districts du sud. Ces gens-là auront bien de la peine à se résigner à subir la loi du vainqueur : il leur semblera bien dur de descendre si promptement d'une royale indépendance à l'humble condition de pensionnaires à 500 roupies par mois, eux qui, pendant si longtemps, en ont eu plus du double par jour à leur disposition ! D'ailleurs ils sont Afghans, le sang des Barekzaïs coule dans leurs veines, et se révolte sans doute à l'idée de se rendre, pour ainsi dire, à discrétion, quand il leur reste peut-être encore des moyens, sinon de salut, au moins de résistance. L'avenir nous apprendra ce que les chefs fugitifs auront résolu en recevant les propositions de M. Macnaghten. Au reste, il ne faut pas prendre, selon nous, dans un sens absolu, tout le mal que les Anglais ont pu dire, ou penser de ces chefs. La tribu des Barekzaïs est une des plus puissantes est des plus honorées de l'Afghanistan. Elle a produit plus d'un homme de cœur et de tête, plus d'un ministre,

plus d'un guerrier. Les chefs de Kandahar ont, sans aucun doute, tous les vices de leur race, et probablement à un haut degré ; mais ils en ont aussi les vertus. Ils sont braves, intelligens dans les affaires, généreux envers leurs alliés, leurs cliens, leurs serviteurs ; hospitaliers envers les étrangers. Plus d'un voyageur anglais a été reçu en ami par eux, comblé d'égards, d'attentions, de soins ; protégé dans sa personne et ses bagages en traversant leur territoire. Nous en avons les preuves sous les yeux, et, tout en reconnaissant que la civilisation européenne fera, selon toute probabilité, du bien à l'Afghanistan, même en s'y introduisant brusquement et les armes à la main, nous pensons qu'elle a plus à gémir qu'à s'indigner et qu'elle ne doit pas s'étonner si elle n'est pas comprise tout d'un coup par des hommes comme Rahem-dil-Khan et ses dignes frères, ou même par la génération qui les suivra. Nous croyons, au reste, avec M. Macnaghten, que Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk est mille fois plus digne de régner sur l'Afghanistan que les Serdars Barekzaïs de Kandahar ou de Kaboul ; mais nous soutenons aussi, à part les considérations politiques qui ont déterminé les Anglais à prendre si chaudement le parti de Shah-Kamran contre la Perse et les princes Barekzaïs, que ces derniers, aux yeux de tout homme civilisé et de tout juge impartial, méritaient plus de considération et d'égards que ce petit roi d'Hérat, dont les dangers avaient excité si inopinément les sympathies britanniques. Ce Kamran, qu'un journal représentait tout dernièrement comme un souverain jeune, brave, entreprenant, est un vieillard usé par les débauches les plus honteuses et l'usage continuel de l'opium, le tyran le plus cruel et le plus abject en même temps qu'il soit possible d'imaginer. Les témoignages sont unanimes à cet égard. Les officiers anglais « voyageant en Afghanistan par ordre du gouverneur général » représentent eux-

mêmes, sans exception, le souverain d'Hérat comme un prince d'un caractère cruel, tyrannique, avare, débauché, écrasant son peuple d'impôts et arrachant à ses sujets par la torture et tous les genres de supplices les contributions extraordinaires dont il ne cesse de grossir son trésor. Et voilà cependant le protégé de l'Angleterre, tandis que les Barekzaïs sont signalés par son gouvernement au mépris et à la haine des nations. Nous croyons Shah-Shoudjâ meilleur qu'eux tous, sans aucun doute, mais par un accident de sa nature, et nous nous en réjouissons pour les peuples qu'il est appelé à gouverner de nouveau après un exil si long et si instructif à la fois. Toutefois nous craignons, pour eux et pour lui, le retour des anciennes habitudes de despotisme, les mauvais conseils et les flatteurs. Ce qui nous rassure cependant, c'est la présence, ce sont les conseils du ministre anglais ; et d'ailleurs les Afghans, il faut en convenir, n'ont pas le droit d'être difficiles en fait de gouvernement. Ceci nous rappelle un trait d'humanité et de justice de Shah-Shoudjâ lui-même, que nous avons entendu raconter dans l'Inde, et que les gens du pays admiraient fort. Un des serviteurs intimes du shah, disait-on, ayant commis un crime qui méritait la mort, le shah, fort attaché à cet homme et résolu cependant de ne pas laisser le crime impuni, fit couper les oreilles du coupable qui, dévoué plus que jamais au maître dont la clémence avait épargné sa vie, ne voulut pas se séparer un instant de lui au milieu de ses plus cruelles infortunes. Un souverain absolu qui, pouvant faire abattre la tête, se contentait des oreilles, méritait, dans les idées de ses compatriotes, la palme de la modération et de l'indulgence. Rentrons à Kandahar avec Shah-Shoudjâ et l'envoyé du gouvernement britannique, dont la prudence, aidée des baïonnettes anglaises, a amené ce triomphe et en prépare de nouveaux.

L'entrée du roi dans l'ancienne capitale de l'empire afghan présenta le spectacle le plus imposant et le plus touchant à la fois. L'enthousiasme de la population était à son comble : les femmes se pressaient sur les balcons ; les hommes, en masse compacte, bordaient les rues de chaque côté ; les acclamations de cette foule heureuse enfin du présent, parce qu'elle était confiante dans l'avenir, retentissaient de toutes parts, « Soyez le bien-venu, fils de Timour ! vous êtes notre refuge ! Kandahar a été ruiné par les Barekzaïs ! Que votre pouvoir nous protège à jamais ! Périssent vos ennemis ! » Tels étaient les vœux et les félicitations qui accueillaient le souverain sur son passage. On jetait des fleurs sur lui et des corbeilles pleines de pain sous les pas de son cheval. Shah-Shoudjâ, après avoir traversé la ville, se rendit avec tout son cortége à la mosquée où est suspendue, dit-on, la tunique du prophète, et offrit ses actions de graces au Dieu des croyans. De là le shah se rendit au tombeau de son grand père, Ahmed-Shah, pour y prier encore. Son émotion était visible ; le souvenir de ses maux passés, le sentiment de sa prospérité actuelle, prospérité si inattendue, ce témoignage muet, devant ses yeux, de la vanité de la conquête et du néant des grandeurs humaines : tout se réunissait pour remuer fortement son cœur et lui inspirer des sentimens à la hauteur de sa situation. Aussi, se tournant vers l'une des personnes de sa suite, donna-t-il l'ordre de faire courir après les chefs Barekzaïs, non plus cette fois avec des idées de vengeance, mais pour leur dire de sa part de ne pas errer à l'aventure comme des mendians et des gens sans aveu, de venir à lui, et qu'il prendrait soin de leur avenir. « Je ne sais plus faire de différence, ajouta-t-il, entre les Barekzaïs et les Saddozaïs ! » Ce sont là des mots heureux, des inspirations de bon augure. Le shah ne se borna cependant pas à des paroles, et le premier acte de son

gouvernement a été, à ce qu'on assure, la remise d'un lac et demi d'impôts.

Le roi prit possession solennelle de son trône le 8 mai avec tout l'appareil et l'éclat que pouvaient donner à cette imposante cérémonie la présence des troupes anglaises, la foule des chefs alliés autour du souverain légitime, et l'empressement des populations accourues de toutes parts pour jouir de ce spectacle. Le général en chef avait donné ses ordres pour qu'on ne laissât au camp que le nombre de troupes strictement nécessaire à la garde des malades, du trésor, et des bagages. Huit mille homme de toutes armes furent commandés pour la parade ; une plate-forme avait été élevée pour le roi sur le front de la ligne occupée par les troupes.

Àl'approche du roi, un salut fut tiré par une des batteries, et lorsqu'il eut atteint le centre de la ligne et pris place sur son trône, les drapeaux saluèrent, les tambours battirent aux champs et une salve de cent-un coups de canon annonça que la main de l'Angleterre venait de replacer sur le front de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk la couronne de l'Afghanistan. L'envoyé et ministre anglais, M. Macnaghten, le général en chef et leurs suites, avec les principaux chefs afghans, étaient à la droite du roi, les sayèdes et les moullas à sa gauche. Immédiatement après, le ministre et le général en chef présentèrent leurs nazzers (offrandes), circonstance digne de remarque, et qui avait pour but sans doute de grandir Shah-Shoudjâ aux yeux de ses sujets, en témoignant ainsi publiquement du respect du gouvernement anglais pour lui. Les officiers anglais des troupes du shah furent ensuite admis à présenter leurs nazzers, et enfin ceux de ses propres sujets qui avaient droit à cette distinction. Le défilé des troupes en grande tenue

termina la cérémonie. Le roi présenta à sir John Keane un sabre magnifique, et exprima l'intention d'offrir un gage de sa reconnaissance à chaque officier présent, et le soir même un ordre du jour, d'après le commandement exprès de sa gracieuse majesté, exprimait aux généraux, officiers, sous-officiers et soldats présens dans cette occasion mémorable, la profonde reconnaissance de sa majesté pour les grandes obligations qu'elle leur avait, ainsi qu'à la nation anglaise en général.

L'armée anglaise, après s'être reposée à Kandahar de ses immenses fatigues, se remit en marche du 27 au 30 juin ; mais, bien que la distance de Kandahar à Ghizni ne soit que de cent soixante milles, bien que la route soit presque droite et en général assez belle, l'insuffisance des moyens de transport, d'autres causes matérielles de retard, et les précautions indispensables à la sûreté de l'armée en avançant dans le pays, ne permirent pas d'atteindre les environs de cette place avant le 21 juillet. Dans la matinée de ce jour, l'armée marcha en trois colonnes, cavalerie, artillerie et infanterie, sur Ghizni, dont l'ennemi défendit les approches d'abord par une vive fusillade, et bientôt par une canonnade qui annonçait enfin une lutte sérieuse. L'artillerie de siége était restée à Kandahar, l'armée n'était point pourvue de moyens d'escalade ; la place était plus forte d'assiette et d'ouvrages qu'on ne se l'était figuré. Il n'y avait pas de temps à perdre ; le général en chef prit ses mesures, et, après s'être concerté avec l'habile directeur du génie, capitaine Thomson, il fut décidé qu'on ferait sauter la porte de Kaboul (le point le plus faible de l'enceinte) d'après un plan indiqué par le colonel Pasley en 1835. (Des copies lithographiées de ce plan avaient été adressées par la cour des directeurs au gouvernement de l'Inde, et distribuées aux officiers d'artillerie et du génie.) Tous les préparatifs s'achevèrent dans la journée du

22. Le 23, à deux heures du matin, sir John Keane et son état-major prirent position sur les hauteurs de Balloul, à portée de canon de la place. Les batteries étaient en avant avec quatre régimens d'Européens, suivis des sipahies, prêts à se porter à l'assaut. À trois heures, la canonnade commença, et bientôt après, avant que le jour eût paru, une explosion terrible annonça que le plan arrêté la veille avait été mis à exécution. Il avait eu le succès le plus complet. Les troupes s'étaient précipitées sur les décombres, avaient pénétré dans la place après une lutte courte, mais acharnée, et à cinq heures, aux premiers rayons du jour, les couleurs anglaises flottaient sur la citadelle de Ghizni. Protection fut immédiatement accordée aux femmes, dit le rapport du général en chef, et ce mot honore la conquête, s'il ne suffit pas pour la justifier.

La garnison et la colonne d'assaut étaient à peu près d'égale force, au moins numériquement parlant, environ 3,500 hommes de part et d'autre. La perte totale du côté des Anglais en tués et en blessés, dans cette brillante affaire, n'a été que de 182 hommes, tant officiers, que sous-officiers et soldats. À l'assaut de Bhurtpour, le 18 janvier 1826, l'armée anglaise avait perdu 580 hommes, après une lutte corps à corps avec les Djats. Nous mettons ces deux faits en présence pour prouver que les Afghans, malgré la bravoure qu'ils ont montrée à Ghizni, n'ont pas été les adversaires les plus redoutables que les Anglais aient eu à combattre dans l'Inde. Plus de 500 Afghans paraissent avoir trouvé la mort dans cette rencontre sanglante. La garnison était sous les ordres de Mohammed-Hyder, un des fils de Dost-Mohammed, qui fut fait prisonnier dans un des bastions où il s'était réfugié, quelques heures après la prise de la place, et confié, d'après sa demande, à la surveillance bienveillante de sir Alex.

Burnes, qui l'avait connu à la cour de son père. Celui-ci avait compté que le siége de Ghizni arrêterait un an ou deux l'armée anglaise ; la prise de cette place produisit une grande impression sur les Afghans et sur le chef de Kaboul lui-même. Toutefois, en apprenant le désastre de son fils, il se mit à la tête d'un corps de 12 à 13,000 hommes avec 28 pièces de canon et prit position à Argbandie, à trente milles de Kaboul ; mais ici, comme à Kandahar, les derniers efforts des usurpateurs furent inutiles : à l'approche de l'armée anglaise, qui s'était dirigée de Ghizni sur Caboul en deux colonnes les 30 et 31 juillet, les troupes de Dost-Mohammed-Khan se débandèrent ; il ne resta autour de lui que les hommes de sa propre tribu, les Barekzaïs. Enfin ce malheureux chef, après quelque hésitation, convaincu de l'impossibilité de défendre les approches de son ancienne capitale, se détermina au dernier moment à prendre la fuite dans la direction de Balk, laissant en position à Argbandie toute son artillerie, qui, presque immédiatement après, tomba entre les mains de 200 lanciers formant l'avant garde de l'armée.

Enfin le terme de tant d'efforts approchait. Le but de cette expédition lointaine allait être atteint. Le 6 août, Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk, avec l'armée anglaise, campa en vue de Kaboul ; le 7, dans la soirée, le roi fit son entrée dans sa capitale, accompagné de M. Macnaghten, du général en chef, de l'état-major-général, et escorté, d'après son désir exprès, par un escadron du quatrième régiment de dragons légers de la reine. La réception du vieux monarque par ses sujets de Kaboul, parut aussi cordiale que celle qui lui avait été faite à Kandahar, quoique l'enthousiasme ne se manifestât pas d'une manière aussi bruyante. La dernière dépêche officielle du ministre anglais, qui nous soit connue, conclut ainsi : « De Kandahar à Kaboul, Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk a été

rejoint par toutes les personnes d'un rang un peu élevé et de quelque influence dans le pays, et il a fait son entrée triomphale en cette ville dans la soirée du 7 courant. Sa majesté a établi sa résidence dans le Bala-Hissar, et a voulu que la mission anglaise s'y établit provisoirement près de lui. »

Au moment où le roi de Kaboul arrivait sous les murs de sa capitale, le corps d'armée auxiliaire, fourni par le souverain du Pandjab pour coopérer avec les troupes anglaises, se rendait maître des passes de Kheyber, d'où Mohammed-Akber (autre fils de Dost-Mohammed) chargé de défendre ces défilés, avait été rappelé en toute hâte par son père pour le rejoindre avec ses troupes sur la route de Kaboul à Ghizni. Ce corps sikh avait été placé sous la direction du colonel Wade qu'accompagnait le prince Timour, fils de Shah-Shoudjâ. Le colonel Wade était campé, d'après les derniers avis, à l'ouest des passes sur la route de Djallalabad, et se préparait à occuper cette ville, située entre Peshaver et Kaboul. Le pays d'alentour avait reconnu l'autorité du shah. Les dernières nouvelles de Kaboul sont de la fin d'août ; à cette époque, le roi paraissait assez affermi sur son trône pour qu'un ordre du jour du général en chef de l'armée de l'Indus pût annoncer déjà le prochain départ de la majeure partie des troupes anglaises. D'après les dispositions de l'ordre du jour, sous la date du 27 août, deux régimens d'infanterie du Bengale, un régiment d'infanterie européenne, deux compagnies d'artillerie et quelques escadrons de cavalerie, resteront campés autour de Kaboul, un régiment d'infanterie du Bengale et une compagnie d'artillerie à Kandahar, enfin deux régimens d'infanterie dans la province de Shâl. On peut évaluer l'effectif de ces corps réunis à environ 5000 hommes. Le reste des troupes du Bengale devait rentrer en octobre dans la présidence de Calcutta en pas-

sant par le Pandjab, et les troupes de Bombay retourner dans leur présidence par les passes du Bolan et Quetta en septembre. Avant de rentrer sur le territoire du Sindh, ces troupes paraîtraient avoir eu mission de châtier les Béloutchies, et de déposer leur principal chef, le khan de Kélat. L'artillerie et les munitions envoyées à Hérat, sous la conduite du major Todd, avaient atteint leur destination. Le shah d'Hérat avait accepté les propositions qui lui étaient faites par le gouvernement suprême ; il s'était résigné à reconnaître Shah-Shoudjâ, son oncle, comme roi de Kaboul. Les Anglais se chargeaient de réparer les fortifications d'Hérat. Kamran est un homme d'une soixantaine d'années, d'un extérieur peu recommandable ; nous avons vu ce qu'on devait penser de son caractère. Shah-Shoudjâ a également atteint sa soixantième année, mais il a une belle figure, une physionomie où la majesté et la bonté se peignent dans chaque trait. Un officier présent à l'intronisation du shah à Kandahar écrit qu'il ne paraît pas avoir plus de quarante ans. Ce monarque reprend le sceptre sous les plus heureux auspices. Il y a cependant beaucoup à faire encore pour arriver à la reconstruction de l'unité gouvernementale dans l'Afghanistan, et la consolidation du pouvoir royal sera, avant tout, l'œuvre de l'influence anglaise. Le commerce, ruiné par les troubles continuels dont ces malheureux pays ont été le théâtre pendant tant d'années, va renaître et s'accroître rapidement à la faveur des mesures actives et intelligentes que M. Macnaghten ne manquera pas de recommander au souverain. La conquête, quand elle a ainsi pour but l'organisation et le commerce, est, nous le répétons, un puissant moyen de civilisation. On pensait que M. Macnaghten resterait au moins un an à Kaboul pour y asseoir le nouveau gouvernement sur des bases durables.

Il sera d'un haut intérêt d'étudier les nouvelles relations qui, en conséquence de ces grands changemens, vont s'établir entre la Perse d'un côté, l'Asie centrale et la Russie de l'autre, et ces riches provinces de l'Afghanistan placées si hardiment sous le protectorat de l'Angleterre, relations auxquelles se rattache la déclaration toute récente et si remarquable de la Russie contre le khan de Khiva. La navigation de l'Indus et de ses affluens va aussi se régulariser et se développer au profit surtout de nos voisins. Ce sont des questions importantes et dont la solution intéresse non seulement les destinées de l'Inde britannique, mais celles du monde entier.

Dans la suite de ce travail, nous apprécierons les ressources naturelles et commerciales de l'Afghanistan et du Delta de l'Indus, que l'Angleterre vient aussi de ranger sous sa loi. Nous examinerons ensuite en quoi l'annexation de ces contrées à l'empire, déjà si vaste, des Indes anglaises, modifie l'état politique et commercial de cet empire et engage son avenir.

A. de Jancigny

Dans cette circonstance, Randjît-Singh, malgré le voisinage du roi exilé et alors oublié, Shah-Shoudjâ, n'avait pas hésité à faire parade du Koh-è-nour, que lord et lady William et les personnes de leur suite avaient pu se passer de main en main et admirer à leur aise. Cette fois, mieux avisé, quoique les sœurs de lord Auckland et plusieurs autres dames prissent part aux fêtes brillantes qui s'échangeaient entre les Anglais et les Sikhs, le maharadja aura paru peut-être plus désireux de montrer ses troupes que ses diamans. Environ dix mille hommes d'élite de son armée furent passés en revue par le gouverneur-général et le général en chef, sir H. Fane, le 5 décembre.

02

ÉTAT ACTUEL

DES INDES ANGLAISES.

SECONDE PARTIE.

L'Indus. — le Sindh. — Avenir politique et commercial.

I. – SYSTÈME FLUVIAL DE L'INDUS.

Dans ce vaste empire de l'Inde anglaise, tout, il faut en convenir, est sur une vaste échelle. Les plus hautes montagnes du monde lui servent de rempart au nord ; les mers qui le baignent sont le lien de l'Orient et de l'Occident ; les plus nobles fleuves arrosent et fertilisent son sein. Le plus grand et le plus important de tous sous le point de vue historique et politique est l'Indus, dont la conquête vient de faire un fleuve britannique.

Les sources de l'Indus ne paraissent pas avoir encore été déterminées d'une manière précise. Les indications les moins douteuses font sortir les deux cours d'eau principaux ou branches primitives de l'Indus, l'un du lac Mansorawar, dans le Pays des Neiges (Ouna Désa), visité par Moorcroft en 1812, l'autre du lac Nobra-Soh, situé à environ quatorze jours de marche de Léh capitale de Ladack, vers Yarkend. Ces deux grandes branches se joignent à quelques milles seulement au-dessus de la vallée d'Iskardoh, explorée par d'autres voyageurs anglais, MM. Vigne et Hamilton, en 1835 et 1837. Elles présentent à peu près le même volume d'eau. Ce qu'il y a de certain, c'est que le cours supérieur de l'Indus commence dans la haute chaîne Himalaya, derrière le

Kaïlasa, passant de Ghertope à Léh. De là, descendant sous le nom de San Pou (c'est-à-dire le grand fleuve), le cours de l'Indus n'a été constaté par des témoins oculaires que dans la portion qui longe la route de Léh à Kashmir, au travers du petit Thibet ou Baltistan. Après sa réunion avec son affluent du nord, le Shayouk, il poursuit sa course solitaire sur un espace d'environ 200 milles, pénétrant l'immense barrière du Caucase indien (Hindou Koush), recevant à Mallaï les eaux de l'Abba Sine, et environ 100 milles plus bas (par 33° 15′ L. N.) la rivière de Kaboul, le plus important de ses affluens à l'occident ; il passe à Attock, et bientôt après se fraie, par un étroit passage, une route au travers des embranchemens de la chaîne des monts Soliman.

C'est à partir d'Attock, et après sa jonction avec la rivière de Kaboul, que l'Indus appartient réellement à l'Hindoustan. Son lit, étendu naguère sur un vaste plateau, se resserre à une largeur de moins de 300 mètres. Sa profondeur et la vitesse de son courant augmentent en proportion. Pendant la saison des hautes eaux, le fleuve, sous les murs de la forteresse d'Attock, est profond de 35 à 40 pieds. Ce point, tant à cause de son importance réelle qu'à cause des souvenirs historiques qui s'y rattachent, mérite que nous nous y arrêtions quelques instans.

Le district d'Attock fait partie du Pandjâb, et est au pouvoir des Sikhs depuis 1813. Randjit-Singh avait rassemblé immédiatement au-dessous de la forteresse une quarantaine de bateaux à l'aide desquels il pouvait jeter un pont en quelques jours pour le passage de son armée. Dans la saison des basses eaux, c'est-à-dire de novembre à avril, vingt-quatre de ces bateaux, mouillés à de petits intervalles (le fleuve n'étant large à cet endroit que d'en-

viron 250 mètres), suffisaient à la construction du pont, dont le tablier était formé de planches recouvertes de terre mouillée.

Il est remarquable que la méthode de construction de ce pont, telle que la donne Burnes, soit précisément la même que celle que décrit Arrien, comme ayant été en usage chez les Romains, et qu'il suppose avoir été employée par Alexandre. Le passage de l'armée macédonienne a dû s'opérer, en effet, près d'Attock et de l'embouchure du fleuve de Kaboul. C'est là aussi que Tchingis-khan avait conduit la première armée mongole et établi son camp, sans cependant oser franchir le fleuve. Son descendant Timour, deux cents ans plus tard, construisit à la même place un pont de bateaux et y passa le fleuve après avoir donné audience aux envoyés de la Mecque, de Médine et de Kashmir. La position d'Attock, à l'entrée de la partie de l'Indus la plus favorable à la navigation, au bas des pentes immenses de Kaboul, devait appeler à la fois l'attention des souverains de l'Hindoustan et celle des chefs étrangers qui aspiraient à la conquête de ce pays. L'empereur Baber, qui savait aussi bien qu'Alexandre distinguer d'un coup d'œil les points stratégiques et les utiliser, indique, dans ses mémoires, quatre passages différens de l'Hindoustan dans le Kaboul, mais qui tous présentent des difficultés pour la traversée du fleuve. Il remarque qu'en hiver on arrive au Sindh (l'Indus) au-dessus de l'embouchure de la rivière de Kaboul, et que dans la plupart de ses invasions il avait pris ce chemin ; dans la dernière, seulement il franchit le fleuve en bateaux à Nilâb ; Nilâb est encore aujourd'hui situé à environ quinze milles anglais au-dessous d'Attock. Le lit du fleuve y est très rétréci, l'eau très profonde et le courant très rapide. L'empereur Akbar fit construire le fort d'Attock pour protéger efficacement ce point important des frontières de l'empire. Mais les faibles princes qui succédèrent à Aureng-

Zeb négligèrent la défense de l'Indus, et Nadir-Shah, en 1738, s'empara facilement d'Attock, qui, en 1809, lorsqu'Elphinstone visita ce lieu mémorable, tombait en ruines. Randjit-Singh a reconstruit ou réparé la forteresse, et la garnison en est considérable. Comme position militaire et sous le point de vue politique, Attock a donc une grande importance. Des préjugés religieux qui ne sont pas indignes d'attention, se rattachent également à ce nom qui a été imposé non-seulement au lieu, mais au fleuve. Attock signifie empêchement, obstacle, arrêt. Or, d'après les idées traditionnelles, il y a empêchement à ce qu'un Hindou orthodoxe traverse la rivière d'Attock ou même le Sindh ou Indus en général. Cependant nous ne pouvons affirmer que la formule prohibitive qui spécifie cet empêchement existe dans l'un des livres sacrés. Quoi qu'il en soit, il est admis parmi ces mêmes Hindous orthodoxes que l'empêchement cesse immédiatement au-dessus du confluent des rivières d'Attock et de Kaboul. Les Brahmanes du Radjpoutâna et ceux qui habitent l'Afghanistan traversent d'ailleurs le fleuve sans beaucoup de scrupule ; et on a vu que les soldats hindous, qui formaient la plus grande partie de l'expédition anglaise dans l'Afghanistan, ont franchi, avec la même ardeur et le même empressement que les troupes européennes, le double obstacle que leur présentait l'Indus. Il faut remarquer, à ce sujet, que l'Indus, malgré son antique célébrité, son importance, et bien qu'il figure parmi les fleuves sacrés, n'a jamais eu, dans l'opinion des Hindous, le caractère de sainteté qu'ils reconnaissent à d'autres rivières, même d'un cours très borné. Les causes de cette espèce d'interdiction dont le passage de l'Indus est frappé, nous paraissent d'ailleurs se rattacher au grand système d'isolement qui fait la base des institutions brahmaniques, et dont le but était surtout de garantir les quatre castes pures du

contact des Metchas (barbares ou incivilisés) qui ne reconnaissent pas la forme de gouvernement prescrite par les livres sacrés. Nous ajouterons en terminant que diverses espèces d'interdiction atteignent les eaux de quatre rivières dans l'Hindoustan. Il est défendu de toucher les eaux de la Caramnassa, qui sépare la province de Bahar de celle de Benares ; de se baigner dans la Caratoya, petite rivière du Bengale ; de nager dans le Gondak, l'un des affluens orientaux du Gange, et enfin de traverser l'Attock.

De Nilâb à Karabâgh (improprement appelé Calabâg), vers le 33° L. N., l'Indus serpente au travers des montagnes ; à sa sortie de la chaîne des monts salins (salt range), il s'étend en une nappe claire, profonde et tranquille, et poursuit son cours majestueux vers le sud ; c'est là que commence le cours moyen de l'Indus. Cependant, de ce point jusqu'à la mer, son bord occidental est longé par un grand système de montagnes (la chaîne des monts Soliman), qui se lie au nord à l'Hindou-Koush, et finit sur la côte de la mer Indo-Persique au cap Mouari ou Monze (le Fines Gedrosiœ des anciens) ; au-dessous de Karabâgh, l'Indus, qui depuis son entrée dans l'Hindoustan prend le nom d'Attock, ou rivière d'Attock, se partage tout d'abord en quatre bras, qui courent en serpentant pour se réunir à peu de distance, se diviser ensuite en de nouveaux rameaux, se réunir et se diviser encore, de manière que le lit principal du fleuve, sous l'influence des crues inégales et des accidens du terrain, se déplace sans cesse. Près de Mittun Kote (Mittenda Kote), sous le 28° 55′ L. N., il reçoit du côté gauche, c'est-à-dire du Pandjâb, les eaux de cinq fleuves réunis en un seul sous le nom de Tchénab (d'après celui des cinq qui est le plus voisin de l'Indus), et désigné, à l'est de l'Indus seulement, sous le nom de Pandjund, Pandjnud ou Pandjnoud. Ce puissant affluent coule presque parallèlement à l'Indus l'espace de

70 milles, et à peu de distance, en sorte que pendant la saison des inondations, en juillet et en août, presque tout le pays intermédiaire est sous l'eau. Les cinq rivières qui arrosent le pays des Sikhs, et dont la réunion forme le Pandjnud, sont le Sutledje (Hesudrus des anciens), le Béyas ou Beyah (Hyphasis), le Râvy (Hydraotes), le Tchénab (Acesines), et le Djélôm (Hydaspes). Le plus considérable de ces fleuves tributaires est le Sutledje, qui prend sa source au lac Mansorawar dans l'Himalaya thibétain, à 5,200 mètres environ au-dessus du niveau de la mer, et probablement dans le voisinage des sources principales de l'Indus. C'est à une distance de 900 milles de son origine, et sous-tendant pour ainsi dire l'arc immense décrit par le roi des fleuves de l'Inde, que le Sutledje rejoint ce dernier à Mittun Kote. Ainsi, comme deux bras gigantesques, l'Indus et le Sutledje embrassent le Pandjâb, le Kashmir et une partie du Thibet, et l'avenir politique et commercial de ces contrées est soumis désormais à l'influence de l'Angleterre, dont ces deux vastes cours d'eau navigables reconnaissent aujourd'hui la domination. Le Sutledje est navigable pour de grands bateaux dans la majeure partie de son développement fluvial. Après sa jonction avec le Beyah, dont le volume d'eau est au moins égal au sien, il prend le nom de Gharra jusqu'au Pandjnud. Après le Sutledje, le Tchénab est le plus important des affluens de l'Indus. Il n'a pas moins de 540 milles de longueur sur une profondeur moyenne de 10 à 12 pieds. Le Djélôm, le Râvy et le Beyah sont aussi des rivières assez considérables et comparables à plusieurs des principales rivières d'Europe par le volume de leurs eaux et l'étendue de leur cours.

Àpartir de Mittun-Kote, le cours inférieur de l'Indus a été exploré avec exactitude d'abord par Burnes, puis par des officiers de la marine anglaise ; mais de ce point de Mittun-Kote en amont

jusqu'à Attock, le cours moyen du fleuve est peu connu. Elphinstone, allant en ambassade à Kaboul, traversa l'Indus sur un bac le 7 janvier 1809, à Kahirie Ghât (31° 28′ L. N.), environ cent soixante-quinze milles au nord de Mittun-Kote. La rivière était à cet endroit divisée en plusieurs branches parallèles, dont la principale était large d'environ mille mètres, avec une profondeur de douze pieds ; c'était la saison des basses eaux. Le lit était sablonneux, un peu limoneux, l'eau pareille à celle du Gange. Près de Kahirie, selon Elphinstone, l'Indus avec ses prairies a un aspect imposant ; sur son rivage oriental est situé le plat pays de Moultân, dont les sables touchent presque le fleuve. Une étroite bande sur le rivage est tout ce que l'intelligente activité de l'homme peut disputer au désert. Cette bande naturellement fertile est parfaitement cultivée, pleine de métairies, de terres labourées et fumées avec soin. Des maisons construites en nattes grossières sur le bord même du fleuve sont élevées sur des plate-formes, soutenues par de forts piliers hauts de douze à quinze pieds, et offrent un refuge pendant les inondations. Sur la rive occidentale de l'Indus, on voyait s'élever le haut pays de l'Afghanistan, en trois chaînes distinctes qui paraissaient superposées l'une à l'autre jusqu'au Takht Soleiman (trône de Salomon), qui les domine toutes, et dont aucun Européen n'a encore atteint le sommet, quoique cette exploration hardie ait été tentée par des officiers de l'ambassade d'Elphinstone.

Ce pays de hautes terrasses s'appelle Damaun, c'est-à-dire lisière de montagnes ; il sépare l'Indus de l'ouest. Traversé par un petit nombre de passes, il est sillonné par quelques courans d'eaux tout-à-fait insignifians, enflés parfois en torrens qui roulent avec bruit, mais ne durent qu'un instant. L'Indus, semblable au Nil égyptien, n'a donc aucun affluent de ce côté, et tous

ses affluens de gauche, au contraire, se dirigent vers cette contrepente précipitée de l'ouest. C'est comme si tout le système de l'Indus était attiré vers cet ourlet de montagnes (comme le Gange vers le rempart éternel de l'Himalaya), quoique dans l'est une plaine immense s'étende devant lui. Dans ce cours, différens noms sont donnés à l'Indus par différens auteurs : Sar, Shar, Syr, Mehrân ; mais ils sont, ou erronés, ou importés (comme Mihran du Zenda Vesta, et Mehran-al-Sind d'Abulfeda). Aujourd'hui la rive orientale est habitée par des Sikhs, des Hindous et des Beloutchies ; la rive occidentale est peuplée par des tribus afghanes.

Au-dessous de Kahirie, à partir du parallèle de Sanngar, le cours de l'Indus, strictement parlant, jusqu'à Shikarpour, est désigné par le nom de Sindh supérieur. Plus loin, jusqu'au Delta de l'Indus, c'est le Sindh inférieur. La plaine étendue autour de Shikarpour, à l'ouest de l'Indus, s'appelle Kutch-Gandava ; du temps de l'empereur Akbar, elle portait le nom de Sévistân. Dera Ghazi-Khan est la seule ville considérable située au nord de Mittun-Kote, sur la rive droite de l'Indus ; sur la rive gauche, du côté de Pandjâb, il n'y en a aucune de quelque importance. Cette capitale est entourée d'un sol très fertile et remarquable, ainsi que Dera-Ismael-Khan, ville située à 7 milles géog. (35 m. angl.) plus au nord, — par ses beaux jardins et ses bosquets de dattiers. Autrefois appartenant au royaume afghan, elle fut constamment le but des excursions et du pillage des Sikhs, qui enfin, voyant que cette contrée était trop éloignée pour y détacher sans cesse des troupes, l'affermèrent au khan de Bahawalpour, dans le Daoudpoutra, pour six lacs de roupies (environ 1,500,000 francs) ; mais, comme ce district ne pouvait guère fournir plus de quatre lacs, le gouvernement du khan a eu recours à d'affreuses exactions, sous lesquelles ce malheureux pays a gémi jusque dans ces

derniers temps. Les relations plus directes et plus régulières qui se sont établies entre le Nawab de Bahawalpour et le gouvernement anglais, en vertu des derniers traités, auront sans doute amené dans l'administration de ce petit état les améliorations importantes que réclamait l'humanité.

Quelques productions de la partie occidentale des districts riverains de l'Indus et du Damaun sont transportées dans le Pandjâb, surtout le bois de teinture appelé mandjit, qu'on porte au marché de Outch (pays des anciens Oxydrakes) ; mais la voie commerciale plus animée, qui mène à travers le Pandjâb à l'Indus, se trouve située plus haut, et va de Moultân au passage Kahirie. De là, la route des caravanes continue par terre jusqu'à Dera-Ismael-Khan ; puis, par Deraband et par le pays montagneux de Vaziri, à travers Ghizni, elle se dirige à Kaboul. Cette route, qui a été suivie en 1833 par M. Honigberger, était inconnue auparavant. Il paraît que le fleuve de l'Indus lui-même ne sert encore, dans cette partie de son cours moyen, de Calabâg à Mittun-Kote, à aucun transport. Le louage des barques, dont le nombre est très petit, est démesurément coûteux ; les transports se font à meilleur marché sur des bœufs et des chameaux. C'est la cause principale pour laquelle cette ligne fluviale n'est pas encore utilisée. Il convient d'observer à ce sujet que dès le temps d'Alexandre les fleuves du Pandjâb avaient eu la préférence pour le transport en aval, parce que le Pandjâb était plus riche, mieux cultivé, et que les grands marchés et les résidences principales, telles que Lahore et Moultân, étaient situés sur ces fleuves, ce qui manque au cours de l'Indus.

Près de Mittun-Kote, l'Indus atteint 2,000 mètres de largeur ; dans sa descente jusqu'à Bâkker, il se rétrécit souvent de moitié,

mais sa profondeur ne diminue pas dans la même proportion ; elle n'est jamais au-dessous de 7 mètres 5 décimètres au temps des basses eaux, et elle atteint parfois l'énorme chiffre de 30 mètres. Sa vitesse n'augmente cependant pas beaucoup, et son lit serpenté indique une pente extrêmement douce.

Au-dessous de Mittun-Kote, le point le plus remarquable jusqu'à Hyderabad, comme le plus important de tout le fleuve, sous le point de vue politique et stratégique, est la forteresse de Bâkker. Bâkker est situé sur une île ombragée de bosquets et de dattiers ; le château s'élève sur une roche de silex, entre les villes de Sakker sur la rive occidentale, et Rori sur la rive gauche, les dominant et les protégeant toutes deux. L'île est longue de 800 pas, large de 300. Du rivage de l'Indus, le groupe de rochers sur lequel s'assied la forteresse présente un beau coup d'œil.

La navigation est assez dangereuse sous le fort, à cause des bas-fonds ; ces dangers seraient nuls pour des bateaux plats à vapeur. Rori, sur son rocher haut de 40 pieds, compte 8,000 habitans. Ses maisons paraissent suspendues sur le fleuve, et ses habitans peuvent en puiser l'eau de leurs fenêtres. La plus grande partie des habitans de Bâkker sont Hindous ; mais cette ville est aussi un lieu de pélerinage pour les mahométans, parce qu'un cheveu de la barbe de Mahomet y est conservé dans une boîte d'or.

Nous ne nous arrêterons pas long-temps sur l'hydrographie du cours inférieur et du delta de l'Indus. Nous ferons observer d'abord que les deux grandes branches de l'Indus, — au sommet desquelles se trouve située Hyderabad, la capitale actuelle du Sindh, — désignées par les noms de Fulaili et de Pinyari, et qui constituent le Grand-Delta, sont desséchées en grande partie

dans leur cours inférieur, en sorte que le véritable Delta de l'Indus se réduit à celui que forment immédiatement au-dessous de Tatta les bras du fleuve connus sous les noms de Baggaur et Sata, le premier, à son origine, coulant à angle droit dans l'ouest, le second au sud. Ces différens bras de l'Indus se divisent et se subdivisent à l'infini avant d'entrer dans la mer. Les bouches de l'Indus changent fréquemment de position, ou du moins le chenal dans chaque bouche se trouve souvent déplacé et paraît rarement présenter la même profondeur pendant plusieurs années. L'Hadjamri est aujourd'hui l'entrée principale du fleuve. On croit avoir découvert une branche nouvelle navigable dans le voisinage du port de Karatchi, ce qui augmenterait encore l'importance de ce port ; mais cela demande confirmation. Karatchi et Vikkar, ou Bander-Vikkar, sont les principaux ports du Sindh ; des navires tirant jusqu'à 7 pieds d'eau peuvent remonter le fleuve de l'embouchure Hadjamri jusqu'à Vikkar. Ce bourg, avec les petits villages voisins, a une population d'environ 1,200 ames, abritée par de chétives huttes de roseaux plâtrées de boue ; le commerce de Vikkar est cependant plus considérable que ne le semble indiquer ce misérable extérieur. Il s'y fait pour cinq lacs de roupies d'affaires, et l'importance des relations de cette ville ne peut qu'augmenter. Le montant des exportations, d'après les derniers avis reçus, y a excédé de plus d'un tiers celui des importations. Le Sindh exporte, par cette voie, du riz, du ghi (beurre fondu), et du gourh (sorte de cassonade) : il reçoit en échange, de Bombay, des toiles, sucres, teintures, du fer, du cuivre et du plomb ; de Maskat, des dattes, des fruits secs et des esclaves ; de Goudjerat et de Kutch, du coton ; de la côte de Malabar enfin, du poivre, du bois de construction, de grosses toiles, etc. Le commerce le plus actif paraît être celui qui se fait avec Bombay. Les droits perçus à Vik-

kar par les Amirs s'élevaient, année commune, à environ 250,000 fr.

Karatchi a plus d'importance dans le présent et dans l'avenir, et il nous paraît nécessaire de faire connaître plus particulièrement ce point intéressant dont les Anglais ont pris définitivement possession depuis près d'un an.

L'occupation de la ville de Karatchi et de son petit fort par une division de l'armée anglaise, le 2 février de l'année dernière, avait accéléré, on le sait, la soumission des Amirs de Sindh. Ayant des communications sûres et promptes par la voie de terre avec Tatta, avec la mer et les côtes de l'Hindoustan par sa baie d'un accès facile, Karatchi, le seul port véritable sur toute la côte du Sindh, était destiné à devenir de bonne heure le centre d'un commerce de transit soit entre le golfe Persique et celui de Kutch, soit entre l'Hindoustan et l'Afghanistan. Karatchi est situé presque sous le 25 degré de latitude nord et par 65° environ de longitude est, et conséquemment à l'ouest des principales embouchures de l'Indus, entre le cap Monze et l'embouchure Phitti du Baggaur (branche occidentale du petit Delta), à cinq heures de marche de cette embouchure. Le petit fort de Manhara ou Manora, qui garde l'entrée du port, est bâti sur une éminence pittoresque. Les Amirs le regardaient comme imprenable. Quand sir J. Maitland (l'ancien commandant du Bellérophon), arriva devant Karatchi, Manhara n'était défendu que par vingt hommes et sept pièces de canon. La garnison s'attendait à être renforcée dans la soirée du 2 février, et avait repoussé les offres de capitulation honorable qui avaient été faites par l'amiral dans la matinée. Une cinquantaine de coups de canon avait, avant l'heure de l'après-midi, démoli le fort en partie et mis en fuite la garnison, qui espérait pou-

voir se réfugier à Karatchi, mais que les troupes déjà débarquées firent prisonnière, et la ville, sommée le soir même, était occupée par les Anglais dès le lendemain. Karatchi est une ville considérable, bien que de chétive apparence. Les rues en sont étroites et tortueuses à l'excès ; toutes les maisons sont construites en terre détrempée mêlée avec de la paille hachée, à toits plats, avec un ou plusieurs ventilateurs faits d'une espèce d'osier et servant à la fois de manche à vent et d'abat-jour ; aucun édifice de quelque importance n'attire les regards. Les maisons, dont les plus élevées sont toutes au centre de la ville, diminuent graduellement de dimensions du centre à la circonférence, dont un mur épais en terre défendait autrefois les approches. Il ne reste que des portions de cette enceinte. Quoique Karatchi fût depuis long-temps l'entrepôt commercial du Sindh, ni le gouvernement des Amirs, ni l'administration locale n'avaient pris aucune mesure pour faciliter l'arrivage et le débarquement des marchandises par l'établissement d'un quai, le creusement, l'élargissement du canal naturel qui conduit du port à la ville, c'est-à-dire à plusieurs milles dans l'intérieur, en sorte que le transport s'effectue moitié en bateaux plats qu'on hale avec peine au travers d'une eau vaseuse, moitié à l'aide d'hommes qui portent leur charge sur la tête. Le bazar est grand ; quelques-unes de ses rues sont complètement abritées du soleil par des nattes étendues d'un toit au toit opposé. Là se presse une population bigarrée, qui présente peu de traits intéressans pour le voyageur. On y remarque toutefois quelques Hindous du Moultân, qui sont les seuls commerçans et les seuls hommes d'affaires du pays, et qui se distinguent par la propreté de leur mise et leur air de prospérité, On rencontre aussi des soldats Beloutchis, si de pareils brigands peuvent mériter le nom de soldats, dont le costume pittoresque et la physionomie sauvage

attirent les regards. Les Beloutchis sont des hommes d'une assez forte stature et dont l'apparence indique la vigueur et les habitudes martiales. Ils sont armés jusques aux dents. Ils laissent souvent croître leurs cheveux par derrière, contrairement à la coutume ordinaire des mahométans. Leur barbe touffue, le bonnet de forme étrange et de couleurs variées dont ils se coiffent, leur nez aquilin, leurs yeux petits, mais vifs, l'expression sournoise et même farouche de leur regard, tout concourt à les faire reconnaître comme une race à part et comme les dominateurs du pays. Les Beloutchis, formaient, disait-on, la principale force des Amirs. On supposait que ces princes entretenaient sur pied un corps d'environ 20,000 hommes, de cette milice indisciplinée, infanterie et cavalerie. Par les stipulations du dernier traité, cette armée a dû être entièrement licenciée et remplacée par un corps de troupes anglaises de 5,000 hommes, répartis suivant le bon plaisir du gouvernement suprême. Un régiment européen (le 40), et d'autres troupes appartenant à la présidence de Bombay occupent Karatchi, qui nous semble devoir être regardé maintenant comme la clé de l'empire hindo-britannique à l'occident, se trouvant au sommet de l'angle formé par la ligne des bouches de l'Indus et la branche la plus occidentale de ce fleuve.

En général, la population mâle de Karatchi a des formes athlétiques et l'apparence de la santé. La tête et la face sont petites, mais d'un beau contour ; l'habillement des hommes est d'un tissu grossier, mais il leur sied à merveille, et tous, à l'exception des Hindous, que l'on rencontre en petit nombre, portent le bonnet beloutchi. Les femmes ont, comme les hommes, les traits marqués et le nez aquilin. Leurs cheveux sont simplement partagés sur le front, mais cependant la coiffure des coquettes du pays doit, pour être parfaite, satisfaire à une condition étrange. Une

mèche de cheveux bien lisse, ramenée avec soin du sommet du front sur le nez, s'attache à l'anneau qui traverse l'une des narines. Les domestiques sont esclaves pour la plupart. Le commerce d'esclaves a été jusqu'à présent en grand honneur à Karatchi. Un bon esclave mâle se payait en général de 2 à 400 roupies (de 500 à 1,000 francs environ). Les femmes ne coûtaient guère plus de 60 roupies, et les enfans de sept à huit ans, 50. Cet odieux trafic a dû cesser depuis que les Anglais sont entrés en possession de ce district. — Le chameau, qui est ici d'une petite espèce, n'en est pas moins le plus précieux de tous les animaux domestiques. On l'emploie à tout. Les chameaux qui servent de monture font aisément un trajet de 70 milles dans un jour.

Nous avons déjà dit que la portion la plus industrieuse de la population, quoique de beaucoup la moins nombreuse, est hindoue. Le commerce est tout entier entre les mains des Hindous Moultanis. Ils occupaient aussi, sous le gouvernement des Amirs, quelques emplois subalternes, mais à la condition de laisser croître leur barbe comme les musulmans et de porter le même habillement qu'eux, humiliation que l'amour du gain leur faisait supporter sans hésitation. Le gouvernement anglais n'a pas tardé à utiliser l'intelligence et l'expérience locale de cette classe d'hommes, et nous voyons, par une lettre d'un des officiers appartenant à la garnison de Karatchi, que l'amiral sir Frédérick Maitland n'a pas dédaigné de s'asseoir à un banquet qui lui avait été offert par un de ces Hindous Moultanis, le principal négociant de la place. « C'était chose étrange, dit notre jeune officier, que de voir à la table de Seth Pratom Dass le vétéran qui commandait le Bellérophon, quand le grand Napoléon vint s'y placer sous la protection du pavillon britannique. » Après le repas, et au moment où l'amiral prenait congé du riche Hindou, celui-ci pré-

senta à son excellence un superbe bonnet beloutchi et une pièce de lounghie, comme échantillons des manufactures du Sindh. Le lounghie est un tissu soie et coton nuancé des plus riches couleurs ; la longueur ordinaire d'une pièce de lounghie est de 10 à 12 pieds, et sa largeur de 2 pieds. Roulé autour de la taille, un lounghie forme une ceinture d'une richesse et d'une élégance parfaites. Il paraît qu'il se fabrique à Karatchi une grande variété de ces tissus de soie et de coton, ainsi que des toiles d'une grande finesse et d'un fil très fort avec de jolies bordures de soie. On cite parmi les produits les plus remarquables de cette industrie des pièces de toile destinées à servir de vêtement aux femmes. Ces pièces sont d'abord teintes du plus beau cramoisi, on y imprime ensuite les plus riches dessins, à l'aide d'une composition de gomme et d'étain dont l'effet est précisément celui d'un magnifique tissu d'argent. Des tissus de laine grossiers, et particulièrement une sorte de couverture faite en poil de chèvre et presque imperméable, méritent aussi d'être mentionnés. Au total, il paraît certain que non-seulement les habitans de Karatchi, mais les Sindhis ou Sindhiens, en général, sont adroits et imitateurs par nature, et que différentes branches d'industrie auraient déjà atteint un haut degré de développement parmi eux, si la main de fer du gouvernement musulman n'en eût arrêté l'essor. Les revenus des douanes de Karatchi se sont élevés en 1832 à environ 500,000 francs. Ils ont beaucoup diminué depuis cette époque, ce qu'il faut attribuer surtout à la mauvaise administration des Amirs, qui, au lieu de protéger et d'encourager le commerce, l'écartaient pour ainsi dire par des exactions et des violences dont on ne pouvait prévoir le terme. Indépendamment des articles que nous avons indiqués plus haut, le commerce de Karatchi, qui est surtout un commerce de transit, consiste en noix d'areck, carda-

mome, cochenille, girofle, draps, cuivre, fers en barre, plomb, quincaillerie, sucres, bois de charpente et autres (qui sont importés surtout de Bombay), etc. Les caravanes de Kaboul et de Kandahar apportent des amandes, des graines de cumin, des dattes, du ghi, du grain, des cuirs, de l'huile, des cotonnades, etc. Karatchi est loin de répondre, par son aspect, à l'idée qu'on doit se former, d'après ce qui précède, de son importance politique et commerciale. Son territoire est borné au nord et à l'est par une chaîne de hautes montagnes appelée dans le pays le Pob, à l'ouest, par la chaîne des monts Lakki, prolongement du Hala, au sud par la mer. L'espace intermédiaire est une plaine aride presque entièrement dépourvue de végétation, et parsemée çà et là de noirs rochers dont les blocs confus semblent témoigner de quelque convulsion intestine de ce sol désolé. À la distance de 8 milles environ de Karatchi, et dans les seuls lieux peut-être dont l'aspect repose un peu le regard qu'attriste sans cesse l'infertilité poudreuse et monotone de ce pays, au milieu de bosquets de dattiers et des tombes de saints musulmans, on a trouvé des sources d'eau chaude dont les propriétés médicinales n'ont point encore été constatées par les Européens. Dans le voisinage immédiat de ces sources, et dans les mares qu'elles alimentent, se voient un grand nombre de crocodiles qui sont non-seulement respectés, mais protégés et nourris par les fakirs. Un jour viendra sans doute où le territoire de Karatchi, utilisant enfin le voisinage des cours d'eau dont il paraît être entouré, et changeant par degrés de nature sous la main intelligente de ses possesseurs actuels, se revêtira de verdure et produira en abondance des légumes et des fruits. En attendant, on trouve quelques légumes dans les rares jardins ou terrains cultivés décorés de ce nom, aux environs de la ville. Le poisson et le gibier sont à très bon compte, ainsi que la

volaille. L'eau est remarquablement saine et abondante, quoique ce soit de l'eau de puits. Enfin, comme si la nature eût tenu à dédommager les habitans de ce district des bois touffus, des gras pâturages, des riches moissons qui leur sont refusés, le climat de Karatchi est un des plus beaux de la terre ; l'air est vif et pur, les chaleurs sont très modérées, les maladies y sont rares et les convalescences promptes ; en un mot, tout semble indiquer que, comme station militaire et comme entrepôt commercial, les Anglais ne pouvaient choisir dans ces parages un poste qui fût plus à leur convenance. La population actuelle de Karatchi peut être estimée à huit ou dix mille ames, et augmentera rapidement selon toute apparence.

Le gouvernement de l'Inde a fait commencer dès 1836 l'exploration hydrographique de l'Indus. À la fin de cette même année, le travail des ingénieurs n'embrassait encore que la partie du cours du fleuve entre Hyderabad et la mer. Ce que nous connaissons de ce beau travail nous semble justifier les conclusions suivantes.

Les données fournies par Burnes sur la largeur moyenne de l'Indus, sa profondeur et le plus ou moins de facilité qu'il présente à la navigation dans diverses portions de son cours, sont en général d'une grande précision. Il paraît, cependant, que les branches du Delta ont plus de bancs de sable qu'il ne l'avait supposé, et que les embouchures réelles du fleuve se réduisent à peu près à deux, dont la principale est l'Hadjamri (où a débarqué au mois de décembre 1838 le corps d'armée de Bombay, sous le commandement de sir John Keane). Les lits qui avaient été considérés comme des issues et qui ont été ou ont pu être des embranchemens utiles du fleuve à des époques antérieures, ont

entièrement perdu ce caractère. Dans l'état actuel des choses, les deux branches navigables du Delta ne peuvent et ne pourront, probablement d'ici à long-temps, être parcourues avec sûreté que par des navires dont le tirant d'eau n'excède pas sept pieds. Toutefois, à une époque assez rapprochée, la rivière a été navigable pour des navires d'un tirant d'eau beaucoup plus considérable, des débris de navires de cette classe étant encore visibles sur plusieurs points du Delta. Il serait difficile et peut-être impossible, au terme où en sont arrivées nos connaissances, de préciser les causes de changemens aussi rapides que ceux qui sont attestés par ces débris. Il est cependant évident que, faisant toute la part possible aux tremblemens de terre et en particulier à celui de 1819, qui a ruiné une partie de la province de Kutch, il faut admettre qu'il y a quelque chose dans la nature du fleuve ou du pays qu'il parcourt, qui le soumet à de plus grands changemens qu'aucun grand cours d'eau du même genre, et que ces changemens se sont manifestés, pour ainsi dire, par des oscillations fréquentes depuis les temps les plus reculés. Sous ce rapport, le résultat des recherches des ingénieurs anglais a une portée historique intéressante, en ce qu'il démontre l'impossibilité de déterminer avec le moindre degré de certitude, au moins dans le Delta, les lieux que l'expédition d'Alexandre a successivement atteints dans sa marche. Le premier steamer employé à l'exploration de l'Indus n'était pas, à ce qu'il paraît, d'une assez grande force pour manœuvrer avec la vitesse et la précision convenables dans cette rivière si difficile à remonter à cause de la nature capricieuse de son lit et de la mauvaise qualité de son fond. Aujourd'hui que la domination anglaise est établie de fait dans toute l'étendue du Sindh, cette exploration importante sera promptement complétée, et il est hors de doute que la navigation de l'In-

dus et de ses affluens recevra dans peu d'années un immense développement.

L'expédition de l'Afghanistan a été, comme on pouvait le prévoir, l'occasion et l'instrument de nombreuses recherches qui ont suggéré d'utiles mesures pour l'encouragement et l'extension du commerce intérieur par l'Indus et ses affluens. Les points les plus avantageux pour servir d'entrepôt ou de point de départ ont été signalés par le gouvernement à l'attention des spéculateurs. Les ressources du pays, les échanges les plus profitables, leur ont été indiqués ; en un mot, une impulsion et une direction nouvelles ont déjà été données au commerce, en particulier à celui de Bombay. Le port riverain le plus important auquel la navigation puisse s'étendre dans les circonstances actuelles, est celui de Firozepour, à 950 milles des bouches de l'Indus. Firozepour était une ville considérable dans les anciens temps, de nombreuses ruines l'attestent. Elle a un fort d'une bonne assiette qui a été récemment mis en état de résister à un coup de main. On y a construit des marchés et de nombreuses boutiques ; elle se repeuple rapidement. Trois régimens sont cantonnés dans les environs. Le Ghât (débarcadère) est à la distance d'une lieue environ de la ville et d'un accès commode. De Firozepour on peut se rendre par des routes faciles dans toutes les parties des états sikhs protégés (protected sikhs states). Patalla, Nabal, etc., sont des pays riches et qui peuvent offrir plusieurs articles de commerce. Toutes les pacotilles d'objets d'Europe pour Sabattou et Simlah sont maintenant envoyées à Barr, située dans la vallée de Pinjore, à 14 marches (160 milles) de Firozepour. Ces pacotilles sont amenées de Calcutta à Allahabad par des bateaux à vapeur, et de là conduites 560 milles plus loin par la voie de terre au Ghât de Gharmakteser, sur le Gange, puis enfin par Mirut (206 milles)

au lieu de leur destination. Les prix des articles de luxe venant d'Europe, qui sont fort demandés et dont la consommation tend à s'augmenter de jour en jour, sont portés ainsi à 50 p. 100 au-dessus des prix courans de Calcutta. Les marchands de Bombay, remontant le Sutledje dans la saison favorable, pourront dès à présent, selon toute probabilité, soutenir une concurrence avantageuse avec les expéditionnaires de Calcutta, même dans l'approvisionnement des marchés de Simlah, Sabattou, etc. Loudiana, position civile et militaire importante, située, comme nous l'avons vu, sur le Sutledje, à peu de distance de Firozepour, se fournira aussi de préférence à cet entrepôt. C'est une chose digne de remarque, pour le dire en passant, que le point de départ de l'armée qui a soumis l'Afghanistan à l'influence de la civilisation européenne, soit destiné à devenir l'un des centres principaux du commerce qui va refleurir sous la protection de la domination anglaise.

Sur la rive droite du Sutledje, vis-à-vis de Firozepour, des routes directes conduisent à Amritsir et à Lahore, les deux principales villes des domaines de Rundjit-Singh. La distance est courte et la route facile, et il est probable qu'on pourrait se rendre à Lahore plus commodément par cette voie que par la rivière Râvy (quoique celle-ci passe à Lahore même), parce que le cours du Sutledje est infiniment moins tortueux que celui du Râvy. À sept milles de la rivière, sur la route de Lahore, se trouve une ville nommée Kassour, où il se fait beaucoup d'affaires, et où des articles de sellerie, de quincaillerie, sur les modèles sikhs, et des cuirs de couleur, rouges, verts et jaunes, trouveraient un débit avantageux. Rassour était autrefois une ville fort considérable. Des articles de fantaisie, des soies, des satins, des kimkhabs (brocarts) et de la bijouterie, en particulier les perles et les

émeraudes, vraies ou fausses, seraient fort recherchés dans les villes sikhs, les chefs sikhs et les gens aisés aimant à s'habiller richement. Des outils de charpentier, du fer en barres, se vendraient aussi avec profit.

En descendant le Râvy, le marché de Moultân appelle l'attention des spéculateurs. Le gouverneur actuel de Moultân est un administrateur éclairé qui protége le commerce. Moultân fabrique de très beaux et bons tapis. Bahawalpour, près du Sutledje, à 377 milles de Firozepour et environ 70 milles de Moultân, se présente ensuite. C'est une ville peuplée de 20,000 habitans parmi lesquels on compte un assez grand nombre d'Hindous ; tout le commerce de détail est entre leurs mains. De Bahawalpour, il s'établira probablement des relations avantageuses avec la province anglaise d'Harriana et les provinces voisines, ainsi qu'avec les marchés importans de Bhawani et de Palli dans le Radjpoutana. On trouve encore, de Bahawalpour à Bâkker, plusieurs points situés dans un pays fertile, bien cultivé, et dont les productions offriront très probablement d'utiles échanges ; mais Bâkker (144 milles de Bahawalpour) est, nous le répétons, le point le plus important de tous. C'est celui qui commande le commerce de tout le fleuve ; c'est le terme de jonction des routes qui viennent de l'Hindoustan, du Sindh, de l'Afghanistan. Kheyrpour n'en est éloigné que de 15 milles, Shikarpour de 22 milles. C'est là que les steamers devront remonter d'abord ; c'est de là que l'ouest de l'Afghanistan et la Perse elle-même tireront peut-être un jour tous les articles d'Europe nécessaires à leur consommation. Hyderabad est à 178 milles de Bâkker. On compte 329 milles de Bâkker à l'embouchure Hadjamri de l'Indus.

Vers le mois de mai dernier, un avis officiel du gouvernement suprême avait prévenu le commerce que 5 bateaux, de 300 mands au moins chaque (10 à 12 tonneaux), et préparés pour recevoir des passagers aussi bien que des marchandises, seraient expédiés deux fois par mois du Ghât de Firozepour pour Bâkker, à commencer du 1 juin. Au moment où nous écrivons, le commerce de l'Indus par le Sutledge est donc très probablement en toute activité.

Le commerce français nous semble appelé à prendre sa part dans ce mouvement commercial, et nous aimons à croire qu'il profitera des nouveaux débouchés qui lui sont offerts dans l'extrême Orient. Nous pensons que les ports de Bombay et de Karatchi en particulier pourront devenir le but d'expéditions profitables, et nous appelons sur les relations nouvelles et importantes qui doivent nécessairement s'établir pour fournir à de nouveaux besoins, l'attention des armateurs de nos ports principaux.

On ne nous blâmera pas, nous l'espérons, d'avoir exposé dans tout son ensemble et dans ses rapports principaux le système fluvial de l'Indus. Partout, et d'après la même loi, les eaux courantes se fraient leur route, directement ou indirectement, des points les plus élevés de la surface du globe aux mers qui la baignent ; mais les circonstances et les effets de la chute présentent des variétés infinies. C'est de l'ensemble de ces circonstances que résulte l'individualité de chaque système d'eaux ; par elles, la surface inorganique de la terre se divise et se constitue en unités locales, que nous désignons par les noms de pays, contrées, et ces lieux, ainsi individualisés par les eaux, exercent partout sur l'homme qui y vit un charme secret et mystérieux, et sont la base de toute vie or-

ganique. L'exploration détaillée des systèmes d'eaux dans leurs rapports avec l'agriculture, l'industrie et le commerce, est un des élémens les plus importans des études de l'homme d'état, et, avec l'importance de ces systèmes, s'accroît la portée des considérations dont ils sont l'objet. Les fleuves comme l'Indus exercent une immense influence sur la civilisation des peuples et sur leurs destinées. Ces vastes systèmes d'eaux navigables sont comme les artères et les veines de la terre ; sans eux, il n'est point de vie politique et commerciale complète ; par eux, l'humanité est fortement excitée au développement de ses forces utiles, et, s'organisant en grandes nations, elle sème à chaque instant, dans le présent déjà riche, les germes d'un avenir plus riche encore.

II. — LE SINDH.

Si nous avons réussi à donner une idée exacte du système fluvial de l'Indus et des circonstances particulières de son développement dans la partie inférieure de son cours, on comprendra que la province de Sindh ne vive, pour ainsi dire, que par ce fleuve, qu'elle lui doive son importance politique et commerciale, et que ses élémens de prospérité aient subi jusqu'à ce jour l'influence des causes physiques qui se résument dans les accidens de ce cours gigantesque, qu'une civilisation, toujours imparfaite, souvent rétrograde, n'a pu maîtriser encore.

Alexandre, cet homme d'une si grande prévoyance, d'une volonté si prompte et si ferme, d'une puissance d'exécution si merveilleuse, avait compris du premier coup d'œil le parti qu'on pouvait tirer d'une occupation permanente du Delta : il s'était rendu maître du cours navigable du fleuve en fondant des villes et en élevant des forts sur deux points qui sont précisément, on a tout sujet de le croire, ceux sur lesquels s'élèvent les villes modernes

de Bâkker et de Tatta. L'œuvre ébauchée par cet homme, si grand qu'il fût, ne pouvait être achevée que par une nation, et avec toutes les ressources de la civilisation européenne. Ce que tout le génie et la persévérance d'Alexandre n'auraient pu accomplir, même relativement, pendant la durée d'un long règne, se fera de nos jours, sinon sans efforts, au moins sans lutte, et se fera surtout par l'introduction de la navigation à la vapeur, cette puissance miraculeuse qui seule pouvait, en assujettissant complètement le cours de l'Indus à la domination intelligente d'un grand peuple, doter le Sindh et le Pandjâb d'une vie nouvelle et d'un riche avenir.

Nous avons vu que les pays situés sur la rive occidentale de l'Indus, dans son cours moyen et à partir de Sanngar, sont désignés par le nom de Sindh ; mais le Sindh proprement dit commence au confluent de l'Indus et du Pandjnud, et a pour limites au nord le Pandjâb et le Kutch-Gondava, au sud la province de Kutch et l'océan, à l'est le Radjpoutana et le pays des Daoudpoutras (le Bahawalpour), à l'ouest enfin, le Beloutchistan. Sa forme est irrégulière, elle approche cependant de celle d'un triangle dont les embouchures de l'Indus (occupant une ligne de 130 milles environ de longueur) formeraient en partie le plus petit côté, et dont l'angle opposé aurait son sommet près de Mittun-Kote. L'aire de ce triangle peut être évaluée à environ 2,600 myriamètres carrés. Les quatre cinquièmes au moins de cette surface, si l'on en croit les témoignages les plus dignes de foi, sont propres à la culture ; on n'en cultive aujourd'hui qu'un peu plus des deux cinquièmes. Ce que produit cette exploitation imparfaite du sol suffit cependant et au-delà aux besoins de la population actuelle, qui paraît ne pas excéder un million d'ames, si même elle atteint ce chiffre. Dans le Delta comme au Bengale, le

riz forme la nourriture principale des habitans ; plus haut, le blé, comme dans le cours moyen du Gange, remplace fréquemment le riz. L'aspect de ce pays est dénué d'intérêt. À l'est de l'Indus, à l'exception des collines de Bâkker et d'Hyderabad, on ne rencontre pas un seul accident de terrain, pas une pierre depuis le fleuve jusqu'aux monticules de sable du vaste désert qui sépare la province du Sindh de l'Hindoustan ; tout est plat et couvert de buissons. À l'ouest du fleuve, du parallèle de Mittun-Kote à celui de Sehwun (26° 30′ L. N. environ), on retrouve cette plaine monotone et infertile jusqu'au pied des monts Hala, qui bordent le Beloutchistan. De Sehwun à la mer, le pays est nu et hérissé de rochers. Le sol du Delta est riche, mais mal cultivé ; la surface en est sans cesse modifiée par les inondations périodiques du fleuve. Les points, en petit nombre, qui ne sont pas atteints par le débordement, y participent par des canaux artificiels de 4 pieds de large sur 3 pieds de profondeur qui suffisent aux besoins de l'irrigation. La crue des eaux commence en avril, atteint sa limite en juillet, décroît sous l'influence des vents du nord et disparaît en septembre ; les pluies, sont très rares. Un huitième environ du sol du Delta est couvert par les lits du fleuve ou ses ramifications ; une grande partie des sept huitièmes restans est envahie par une végétation naine, mais vigoureuse, qui forme des fourrés impénétrables. Dans la proximité des villes seulement, comme près d'Hyderabad et de Tatta, on cultive la vigne, le figuier, le pommier, le grenadier, la canne à sucre ; on récolte aussi quelque peu d'indigo, du tabac et du chanvre : ces deux dernières plantes sont employées comme narcotiques. Partout les grands arbres sont rares. De vastes portions de la surface du Delta sont occupées par des plaines entièrement nues, d'une argile durcie. Sans l'Indus et ses inondations bienfaisantes, tout le Sindh de-

viendrait un désert semblable à celui qui s'étend entre ce pays et l'Hindoustan. Malgré ces désavantages naturels et l'incurie de ses habitans, le Sindh a rapporté, dans ces derniers temps, au gouvernement des Amirs, environ 40 lacs de roupies (à peu près 10 millions de francs) ; sous la dynastie précédente, les revenus s'élevaient, dit-on, au double de cette somme.

L'histoire du Sindh est assez bien connue, Alexandre avait trouvé ce pays habité par les Hindous et gouverné par les brahmanes. Après avoir fait quelque temps partie de la monarchie bactrienne, le Sindh regagna son indépendance qu'il conserva jusqu'à l'établissement de l'islamisme, et passa bientôt après sous le joug mahométan. Les califes renversèrent la dynastie brahme, et de Baghdad gouvernèrent cette province par députés. Le Sindh passa successivement sous la domination des Ghaznavides et des Ghorides, jusqu'au XIV siècle ; à cette époque, les princes du pays reprirent le dessus, et plusieurs tribus se disputèrent l'honneur de donner des souverains au Sindh, qui fut soumis de nouveau par les conquérans tartares. Enfin, Nâder-Shâh le réunit à son empire, et quand, après sa mort, Ahmed-Shâh fonda le royaume de Kaboul, cette province en fit partie et a été considérée depuis lors comme une de ses dépendances. Du temps de Nader, elle était gouvernée par la famille des Caloras, originaire du Beloutchistan. Sous le règne de Timour-Shâh (fils d'Ahmed-Shâh), vers l'année 1786, le pouvoir passa dans la famille des Talpouris, qui l'a conservé jusqu'à ce jour, et qui est également Beloutchie d'origine. Nous savons déjà ce que l'on doit penser du caractère et des résultats de leur administration, qui avait pour but exclusif de remplir les coffres des Amirs, sans égards pour le commerce, pour l'agriculture, pour le bien-être présent ou futur des populations. Le gouvernement anglais chercha plu-

sieurs fois à former avec ces princes une alliance qui pût profiter d'une manière efficace et durable à leurs intérêts commerciaux ; mais il n'y avait aucun résultat utile à attendre de traités conclus dans ce but avec des chefs qui n'avaient qu'un respect médiocre pour la foi jurée, et dont les engagemens ne liaient pas d'ailleurs d'une manière absolue les chefs secondaires. Nous avons dit que l'avant dernier traité datait de 1832. Le caractère des négociations entamées à cette époque par ordre et d'après les instructions positives de lord William Bentinck, se ressentit de la circonspection souvent imprévoyante et de la politique timide et flottante de ce gouverneur-général. La dignité du gouvernement suprême en souffrit sans que les intérêts matériels en retirassent aucun bénéfice. Si jamais l'inopportunité et le danger des demi-mesures ont été démontrés, c'est en ce qui touche aux relations de l'Inde anglaise avec le Sindh. Lord Bentinck a voulu temporiser, se borner à un traité de commerce avec des gens qui ne comprennent, ou du moins qui ne respectent que la force. Ce traité n'a servi à rien parce que les spéculateurs ne pouvaient compter sur aucune protection dans le Sindh, par suite de l'organisation, ou, si l'on veut, de la désorganisation politique du pays. Il fallait imposer un traité dont les stipulations pussent protéger efficacement les intérêts politiques et commerciaux. C'était le seul moyen d'en finir avec les Amirs, et c'est celui qu'a adopté lord Auckland. Parmi les princes de la famille régnante, le plus intelligent et le plus puissant de beaucoup est Mir-Mourad-Aly-Khan-Talpour, d'Hyderabad. Les Amirs de Kheyrpour et de Mirpour, ses neveux, sont plus ou moins sous sa dépendance. Mir-Mourad-Aly a usurpé les droits de Mir-Sobdar-Khan, un autre neveu, fils de son frère aîné ; il a de plus désigné, comme son successeur, le second de ses propres fils, au détriment de l'aîné ; et, comme

Mir-Sobdar-Khan est encore en vie, à ce qu'on nous assure, il ne saurait y avoir moins de trois prétendans au trône, à la mort de Mir-Mourad-Aly. Toutefois ces prétentions rivales ont trouvé, par suite des derniers traités, un arbitre dont les décisions seront sans appel, et conséquemment l'avenir politique du Sindh est, sous ce rapport, à l'abri de toute commotion violente.

Nous croyons inutile d'entrer dans de longs détails sur la forme de gouvernement du Sindh et son action dans ces dernières années. La domination anglaise commence pour ce pays, et nous ne pourrions former que des conjectures sur le système d'administration qui va être introduit. Nous nous bornerons donc à résumer en peu de mots ce qu'on sait sur l'état actuel, la population et les ressources du Sindh et le caractère de ses habitans.

Les trois districts principaux du Sindh se subdivisent en un nombre presque infini de cantons pressurés outre mesure par de petits chefs absolus qui paient une certaine redevance aux Amirs. Ces despotes, grands et petits, ont sans cesse les versets du Koran à la bouche, mais ne reconnaissent, par le fait, d'autre loi que leur caprice. Ils pouvaient mettre à mort, et cela s'est vu maintes fois, leurs femmes ou leurs concubines et leurs propres enfans, sans que personne y trouvât à reprendre. Fumer, mâcher le bétel ou l'areck, s'enivrer par tous les moyens connus dans l'Inde, chasser ou au moins tuer à loisir le gibier entassé dans les innombrables réserves ménagées à cet effet sur les bords du fleuve, telles sont leurs occupations habituelles. Ces enclos réservés, connus sous le nom de Shikar-Gahs, occupent à eux seuls une portion considérable du pays. On n'en compte pas moins d'une trentaine sur une seule rive, entre Hyderabad et Tatta. Ce sont autant d'obstacles à

la culture et même à la navigation, car les clôtures descendent jusque dans le voisinage du chenal et interceptent le halage.

La masse de la population du Sindh est mahométane ; un quart environ de cette population suit la religion brahmanique. Sous le rapport ethnographique, comme sous le point de vue du climat et des productions, le Sindh est une terre de transition. Bien des races, autrefois distinctes, s'y sont croisées et confondues. Les Sindhis ou Sindhiens proprement dits sont la partie nomade de la population ; on les regarde comme les premiers habitans du pays. Convertis à l'islamisme, ils se sont mêlés par le mariage avec la race des conquérans. Il y a des mahométans dans le Sindh et des Hindous dans la province de Kutch qui reconnaissent les mêmes ancêtres. Les mahométans sont grands et bien proportionnés, très bruns ; ils portent les cheveux longs, ce qui les distingue des autres mahométans de l'Inde ; ils portent tous le bonnet, au lieu du turban (comme on a déjà pu voir dans la description que nous avons donnée de la ville de Karatchi). Les Hindous du Sindh ne diffèrent pas extrêmement de ceux de l'Hindoustan ; ils ont le teint plus clair que les mahométans. On voit aussi dans le Pandjâb quelques Sikhs de la caste ou tribu des Lohanies ; ceux-ci et les Hindous se livrent exclusivement au commerce.

Le fanatisme religieux est porté par les musulmans au plus haut degré. En tout ce qui touche aux pratiques extérieures de la dévotion, les Sindhiens sortent de leur apathie habituelle ; aussi dit-on d'ordinaire qu'ils n'ont de zèle que pour célébrer la fête de l'Ide, de libéralité que pour nourrir la paresse des sayëds, de goût que pour orner les tombeaux de leurs saints. Les sayëds et les fakirs, mendians religieux à pied et à cheval abondent dans toutes

les parties du Sindh ; ils demandent l'aumône avec arrogance et souvent la menace à la bouche. Mendier est un métier si profitable dans ce pays, que beaucoup de gens du peuple suivent cette vocation, et s'attirent les respects et les offrandes de la multitude sans y avoir d'autres titres qu'une apparence étudiée d'austérité et de pieux recueillement. Rester assis toute une nuit, par exemple, sur le toit en terrasse d'une maison, et répéter des milliers de fois, sans interruption, le nom d'Allâh, suffit pour donner à l'un de ces personnages une réputation de sainteté. Au reste, tout se réduit à ces démonstrations extérieures et à ces vaines pratiques. Pour un homme vraiment religieux et de quelque instruction, on en rencontre cent parmi ces classes privilégiées qui savent à peine lire et qui ne savent pas écrire. Dans toutes les classes, le goût des plaisirs sensuels, des jouissances matérielles les moins relevées, l'emporte sur le sentiment du devoir et les affections de famille. Les personnes des deux sexes s'abandonnent à l'usage immodéré des liqueurs spiritueuses et des drogues enivrantes. Les exercices mâles propres à entretenir et à développer la vigueur de la constitution sont inconnus au bas peuple, qui, ainsi que les grands du pays, regarde l'oisiveté, il dolce far niente, comme le bien suprême. Dans ce pays ainsi peuplé et ainsi gouverné, on conçoit que l'agriculture se repose sur l'Indus du soin de fertiliser le sol, et que le commerce languisse ou soit comprimé dans son essor par l'aveugle rapacité du despotisme. Cependant les Sindhiens, nous le répétons, ont un penchant marqué à l'imitation et beaucoup d'aptitude pour les arts mécaniques. Ils fabriquent des armes d'assez bonne qualité, ils préparent les cuirs mieux qu'on ne le fait dans l'Hindoustan. Nous avons vu qu'ils réussissent particulièrement dans la fabrication de certains tissus ; mais ces différentes branches d'industrie, que le gouver-

nement musulman a constamment rançonnées au lieu de leur donner quelque encouragement, n'ont produit, surtout dans ces derniers temps, que ce qui pouvait suffire à la consommation locale.

La plupart des chefs sont Beloutchis. Il y a quelque analogie de position entre eux et les mamelouks au milieu des populations égyptiennes, et ce n'est qu'une des nombreuses analogies qui, sous le point de vus physique et sous le point de vue politique, ont été déjà signalées entre le Sindh et l'Égypte.

Il y a peu de villes de quelque importance dans toute l'étendue du pays ; la plus considérable est Shikarpour, dont la population est au moins de 26,000 ames, et qui, se trouvant située sur les bords d'un canal, à peu de distance de l'Indus, sur la grande route suivie par les caravanes, est devenue le centre de relations très actives. Hyderabad, moins peuplé, quoiqu'elle soit la capitale actuelle du Sindh, ne compte, selon Burnes, que 20,000 habitans (Elphinstone lui en donne 80,000 !). Tatta, l'ancienne métropole, la Pattata d'Alexandre, a environ 15,000 ames. Viennent ensuite Larkhana, Kheyrpour, Mittun-Kote, Schwun, Karatchi, et quatre ou cinq autres de moindre importance. Au reste, les principales autorités que l'on puisse consulter ne s'accordent guère que sur le chiffre général de la population du Sindh, population qui ne semble pas, comme nous l'avons déjà dit, dépasser un million.

Les productions du règne végétal et du règne animal diffèrent peu de celles de l'Hindoustan. Le chameau et le buffle sont les deux grandes ressources du pays ; l'un et l'autre s'y sont prodigieusement multipliés : le chameau est petit, mais très vigoureux ; le buffle, d'une grande espèce au contraire, et don-

nant en abondance un lait très riche. Le mouton à large queue (doumba) est aussi très commun. Les produits de la pêche sont assez considérables, non-seulement pour fournir amplement à la consommation, mais encore pour former une branche d'exportation qui ne manque pas d'importance. Le commerce intérieur est insignifiant, la consommation des articles d'Europe est restreinte à la classe élevée ; mais à mesure que la population s'accroîtra avec la liberté et l'aisance des classes inférieures, de nouveaux besoins se développeront parmi ces classes, et nos toiles, nos indiennes, nos soies, nos velours trouveront des acheteurs, soit pour être employés sur les lieux, soit pour être exportés dans l'Asie centrale. Dans ces derniers temps, les principales importations consistaient en bois de construction, en indiennes, mousselines, calicots et autres tissus de Bombay, velours, soies, satins, fils de soie, noix de cocos, épiceries, métaux, ivoires, etc., des ports de l'Arabie et autres ports du sud. Goudjerât, Marwar et Djeyssulmire envoient du sucre et de l'opium de Malwa.

Les exportations consistaient en riz, sel, poisson (l'espèce appelée poullah, qui est très délicate), ailerons de requin, ghi, et quelque peu d'indigo, etc.

Le langage du Sindh est d'origine hindoue. Les classes élevées parlent un persan corrompu ; les basses classes, un jargon mêlé de sindhy et de pandjâby : le sindhy est une langue écrite, mais nous ne savons pas quels sont les caractères qu'elle emploie.

Avant de nous occuper des ressources que pourront offrir au commerce les contrées situées à l'ouest de l'Indus, à la suite des grands changemens que la domination anglaise doit amener dans l'administration des pays afghans, nous croyons intéressant de comparer le système du Gange avec le système de l'Indus, et de

rattacher à cette comparaison l'étude politique du domaine de ce dernier fleuve.

Les sources du Gange et celles de l'Indus, venant du même système de montagnes, traversent les mêmes parallèles de latitude, mais dans une longueur inégale, une direction opposée, avec des ramifications caractéristiques diversifiées, et par conséquent avec un développement fluvial très différent. Le Gange reçoit ses eaux des systèmes Himalaya et Vindhya, l'Indus uniquement du système Himalaya. Tous les deux sont des fleuves sous-tropicaux, tous deux voient leurs eaux croître à des époques déterminées. Le volume de leur décharge dans l'Océan nous marque leur grandeur relative, modifiée cependant par la différence de leurs pentes.

Sikliguly, au-dessus de Rajmahal, sur le Gange, et Tatta, sur l'Indus, sont deux points de comparaison convenables, étant situés l'un et l'autre à l'endroit où chacun des fleuves respectifs a reçu la totalité de ses affluens, et immédiatement avant la bifurcation de ces fleuves au delta. Si les deux bras les plus orientaux de l'Indus, le Fulaili et le Pinyari, n'étaient pas trop insignifians (malgré leur crue momentanée pendant la saison des grandes eaux), Hyderabad serait encore plus propre à servir de point de comparaison avec Rajmahal, tous les deux étant situés à la pointe du delta, comme le Caire sur le Nil. G. Prinsep, qui a étudié particulièrement le sujet qui nous occupe, établit que le Gange, près Sikliguli, décharge dans le mois d'avril 21,500 pieds cubes d'eau par seconde, que la largeur moyenne du fleuve y est de 1,500 mètres au moins, et sa profondeur, pendant la saison des basses eaux, de 3 pieds (d'après Ritter, 5 pieds de chenal au plus. Les mesurages à Bénarès (en avril) donnent des résultats sem-

blables ; la largeur du Gange y est de 1,400 pieds seulement, sa profondeur, de plus de 34 ; il y passe donc de 19,000 à 20,000 pieds cubes d'eau par seconde.

L'Indus, au milieu d'avril, près Tatta, a une largeur de 670 yards (environ 2,000 mètres). Sa vitesse est de 2 milles et demi par heure ; ses rives escarpées lui donnent dans toute sa largeur, à quelques mètres près, la même profondeur régulière, qui est au moins trois fois aussi grande que celle du Gange, c'est-à-dire de 15 pieds. Sa décharge s'élèverait, d'après ces données, à 110,500 pieds cubes dans une seconde, ou seulement 93,465 pieds d'après la formule de Buat. Il faut introduire dans cette évaluation une légère correction pour les basses eaux des rivages, et il paraît raisonnable de s'arrêter au chiffre de 80,000 pieds cubes par seconde pour la décharge de l'Indus, c'est-à-dire quatre fois autant que le Gange, dans la même saison, près de Bénarès (le Rhin près de Bâle n'en décharge que la moitié, c'est-à-dire 13,400 pieds cubes par seconde), et presque autant que le Mississipi.

Nous n'avons encore aucunes données précises qui nous permettent d'établir une comparaison utile entre l'Indus pendant la saison de l'inondation et le Gange pendant la saison des pluies, époque du maximum de la crue de ce fleuve, et à laquelle il passe à Sikliguly 500,000 p. cubes d'eau par seconde. Cependant les observations recueillies sur l'Indus conduisent aux considérations suivantes :

La longueur plus grande du cours de l'Indus, depuis le voisinage du lac Mansorawar, où se trouvent les sources de l'Indus et du Satadrou (Sutledje), fait supposer une plus grande quantité absolue d'eau que dans le Gange. L'Indus parcourt un domaine

fluvial relativement aride, désert ou faiblement peuplé ; le Gange s'élargit beaucoup plus dans son cours et dote ses rivages de plus riches moissons. L'Indus, même dans le temps de son inondation, reste toujours emprisonné dans son lit entre des rives escarpées et proportionnellement beaucoup plus rapprochées ; rarement il a plus d'un demi-mille anglais de largeur. Il rappelle en ceci le cours étroitement encaissé du Nil. Le Gange, au contraire, pareil aux fleuves chinois, s'élargit en quelques portions de son parcours comme un immense lac ou une mer d'eau douce ; d'un rivage on peut à peine distinguer l'autre. C'est pourquoi l'évaporation à sa surface et la quantité d'eau absorbée par le fond et par l'atmosphère doivent être infiniment plus grandes que dans l'Indus.

Le Gange, avec ses affluens, reçoit le déversement atmosphérique uniquement de la pente méridionale du système Himalaya, et l'Indus le reçoit non-seulement de celle-ci, mais aussi de la pente septentrionale et des gîtes de neiges de la haute masse des plateaux. Ses eaux croissent long-temps avant la saison des pluies par la fonte des glaces et des neiges, nonobstant la longueur extraordinaire de son cours. Sa pente paraît être très douce, comme dans tous les grands fleuves ; sa vitesse moyenne ne dépasse pas 2 milles et demi anglais par heure, tandis que toutes les rivières du Pandjâb parcourent un mille anglais de plus dans le même espace de temps, ce qui s'explique par leur plus grande proximité des montagnes. De l'ensemble des faits observés, il résulte que l'Indus a un volume d'eau plus considérable que le Gange, quoique le Gange paraisse surpasser de beaucoup l'Indus dans le développement grandiose de son lit. Le Gange semble offrir plutôt le caractère d'un torrent de montagnes qui dans une saison inonde tout, et dans une autre accuse une pau-

vreté d'eau remarquable ; l'Indus, au contraire, roule toujours ses eaux également abondantes vers l'Océan. De son côté, le Gange, présente d'autres contrastes et d'autres avantages partiels en opposition à ce développement plus régulier du cours de l'Indus, qui rappelle celui du Rhin. Ces contrastes viennent d'un plus riche déversement des pluies sur son domaine fluvial et d'une irruption plus profonde de la marée ; deux rapports qui, dans le domaine de l'Indus, situé plus à l'ouest, sont d'une moindre importance, excepté pendant le règne des moussons. L'action de la marée dans l'Indus pénètre à peine jusqu'à Tatta ; est-ce à cause d'un plus grand volume d'eau douce, qui oppose une plus grande résistance à la pression des vagues de la mer, ou bien serait-ce que les grandes embouchures de ce fleuve sont situées peu favorablement pour admettre une pénétration complète de la marée ? Quoi qu'il en soit, il est certain que la marée, dans l'Indus, reflue avec une vitesse incroyable, surtout dans le voisinage de l'embouchure. La plus grande marée moyenne, dans le Gange, paraît être de douze pieds ; dans l'Indus, à la pleine lune, la marée observée par Burnes atteignait neuf pieds, mais la hauteur moyenne n'a pas été observée, que nous sachions.

Ces résultats sont d'une extrême importance pour l'étude de la navigation sur l'Indus. L'application de la vapeur à cette navigation sera grandement facilitée par la découverte faite en 1830 de gîtes de houille très riches, au-dessus d'Attock, à seize heures de marche seulement de cette forteresse, dans les montagnes de Cohat. Ces mines se trouvent ainsi à l'extrémité nord de la navigation possible sur l'Indus, comme il s'en trouve à son extrémité sud, et à proximité de son embouchure dans la province de Kutch. Il est, certes, très remarquable que l'Indus supérieur, même dans la saison sèche, n'ait pas moins de 15 pieds de pro-

fondeur, sur une largeur d'un demi-mille ; que le Tchénab conserve 12 pieds de profondeur dans la même saison, et le Râvy 6 pieds environ. Il s'ensuit que la navigation intermédiaire la plus étendue, sans transbordement, ne pourra s'effectuer qu'à l'aide de bateaux plats qui ne tirent pas plus de 4 à 5 pieds d'eau ; de pareils bateaux peuvent charger de 75 à 80 tonneaux, comme les grands bateaux sur le Rhin. Des bateaux à vapeur, construits dans le genre de ceux du pays, répondront parfaitement aux besoins de cette navigation mais il ne faut pas songer aux navires à quille tirant beaucoup d'eau. Burnes avait mis deux mois à remonter la rivière jusqu'à Lahore, 40 jours jusqu'à Moultân. Avec des bateaux à vapeur, on arrivera certainement de l'embouchure de l'Indus à Moultân, en 10 jours, au lieu de 40, que nécessiterait, comme on le voit, le hâlage, et déjà, de ce point comme centre, on pourra ouvrir des relations avantageuses avec les provinces voisines. Nulle part la marche n'est obstruée par des barrages, des rapides, des cataractes, et la nature semble avoir tout fait pour favoriser cette navigation intermédiaire. Le trajet de Lahore à la mer (une distance de 1000 milles environ) se fera probablement en moins de 15 jours ; à Moultân, en 6 jours ; de là à Bakkar en 4 jours au plus ; puis à Hyderabad en 3, et de là à l'embouchure en 2 jours. Nous ferons observer, à ce sujet, que du temps d'Aureng-Zeb, il se faisait un commerce considérable par l'Indus et le Râvy jusqu'à Lahore. Ce commerce, ruiné par les commotions politiques du pays, et surtout par les exactions des nombreux chefs qui s'étaient rendus successivement indépendans, sur les lignes parcourues par les marchands, va renaître, et probablement acquérir, sous la protection du gouvernement anglais, un développement bien supérieur à celui qu'il avait atteint à l'époque dont nous parlons.

Résumons en peu de mots les observations qui précèdent.

Les plus grands obstacles politiques s'opposaient depuis longues années au rétablissement de cette ligne commerciale si importante qui, de l'embouchure de l'Indus, atteint le pied de l'Himalaya. Les princes qui régnaient hier encore le long des rivages de ce fleuve grevaient de droits énormes le passage des marchandises ou pillaient les marchands. Le commerce était réduit à se frayer par terre des voies détournées et coûteuses. Entre Lahore et la mer, on comptait tout au plus dans ces derniers temps, sur tout le système de l'Indus, 700 bateaux, qui suffisaient pour le service des passagers et le transport des bagages et des marchandises. Quelle différence de là aux 300,000 bateliers du système richement peuplé du Gange ! Aujourd'hui que l'Indus est devenu de fait, comme il était destiné par la nature à le devenir, la frontière occidentale de l'empire hindo-britannique, cet état de décadence va faire place, comme par miracle, à une activité et une prospérité sans cesse croissantes. Les obstacles politiques qui s'opposaient au développement et à l'utilisation des ressources naturelles de ces vastes contrées ont disparu. Ils ont disparu devant la volonté intelligente de la nation anglaise, représentée sur cette terre lointaine par un véritable homme d'état et un grand citoyen, car tel nous apparaît lord Auckland à la tête de ce vaste empire de l'Inde, dont il vient de consolider la puissance. Quelles que soient nos opinions, nos sympathies particulières, nos répugnances peut-être, nous ne pouvons refuser notre admiration à de semblables actes. L'humanité tout entière doit applaudir à des mesures dont l'énergie prévoyante a avancé d'un demi-siècle le triomphe de la civilisation européenne dans ces pays qui languissaient depuis si long-temps sous le joug du despotisme le plus ignorant et le plus immoral à la fois. L'agriculture

encouragée, l'industrie protégée, le commerce ouvert à la concurrence des nations de l'Europe et de l'Asie, les rapports intérieurs améliorés et consolidés dans un but d'avenir, les rapports extérieurs étendus et rendus de jour en jour plus profitables, tels sont les bienfaits que la domination anglaise promet aux peuples qui habitent les bords de l'Indus ; tels sont les devoirs qu'une saine politique lui impose. Puisse la France s'associer à l'accomplissement d'une œuvre si belle, en contribuant à établir dans ces pays lointains l'heureuse influence de la civilisation et du commerce !

A. de Jancigny.

03

ÉTAT ACTUEL

DES INDES ANGLAISES.

III PARTIE.

L'Afghanistan. — Mœurs des Afghans.

Àl'ouest de l'Indus, et à partir des monts Soliman, commence un pays dont le Sindh a toujours été une dépendance jusque dans ces derniers temps, et dont l'importance ethnographique, historique et politique appelle toute notre attention. Comme le parti que saura tirer l'Angleterre de ce pays de transition et de ces peuplades inquiètes et belliqueuses exercera la plus grande influence sur l'avenir de l'Asie centrale et de l'Hindoustan, nous chercherons à faire connaître, par une esquisse nette, quoique rapide, le caractère du pays et celui de ses habitans, et nous rattacherons à

cette étude l'examen sommaire de la condition actuelle et des ressources des contrées voisines que dominent également les crêtes neigeuses de l'Indou-Koh et qu'arrose l'Oxus.

Dans l'acte de cession de ces belles provinces de l'ouest à Nader-Shâh, acte auquel on conçoit à peine que Mohammed-Shâh ait eu la lâcheté d'apposer son sceau impérial, on voit spécifiés tous les points dont la valeur stratégique ou politique avait été reconnue par l'œil exercé du conquérant. « En considération, y est-il dit, de cette faveur (celle de ne pas l'avoir détrôné et de lui avoir permis de garder une partie de ses pierreries !) qu'un père ne fait pas à son fils, ni un frère à son frère, je lui cède tout le pays à l'ouest de la rivière Attock, du cours du Sindh, c'est-à-dire Peshaver avec son territoire, la principauté de Kaboul, Ghaznavi (Ghizni), les montagnes où résident les Afghans, le Hazaridjat et les passes avec le fort de Bakker, Sankar et Khoudabad ; le reste des territoires, passes et résidences des Tchokias, Beloutchis, etc., avec la province de Tatta, le fort de Râm et les villages de Tirbinn, les villes de Tchun, Samawali et Ketra, etc., places dépendantes de Tatta ; toutes les campagnes, villes, villages, forts et ports, depuis le commencement de la rivière Attock avec toutes les passes et lieux habités compris dans le bassin de ladite rivière jusqu'au Nala-Sankra, où elle se décharge dans la mer ; en un mot, tous les lieux à l'ouest de la rivière Attock, de la rivière Sindh et du Nala-Sankra. »

Ce document officiel d'une précision si remarquable témoigne surtout de l'importance que Nader-Shâh attachait à la possession des passes, et ce sont ces passes, en effet, qui font la force principale de l'Afghanistan. Elles sont les clés du plateau de Kandahar, de la haute terrasse de Kaboul et du Khorassan, et dominent le

cours de l'Oxus d'un côté, celui de l'Indus de l'autre. Les systèmes de montagnes dont elles font partie, et qu'elles permettent de franchir, n'ont été qu'imparfaitement étudiés. Nous allons essayer d'en donner une idée.

La limite de l'Afghanistan au nord est la continuation occidentale de la grande chaîne de l'Himalaya, le Caucase indien des Macédoniens, désigné par les géographes orientaux sous les noms de Hindou-Koh, Hindou-Khou, Hindou-Koush. Les vallées de l'Abou-Sine, du Londye (l'une des principales branches de la rivière de Kaboul), du Kaméh, appartiennent à sa pente méridionale ; l'intérieur et la pente septentrionale de cette chaîne sont entièrement inexplorés. La pente sud n'a été étudiée que vers son extrémité ouest dans ces dernières années par Burnes, qui en a mesuré et franchi les passes principales. Le fleuve ou rivière de Kaboul coule au pied de l'Hindou-Koh et reçoit ses affluens en partie des montagnes avancées au sud et à l'ouest, en partie de la terrasse de Kaboul, en partie enfin de l'Hindou-Koush même. La petite rivière qui passe par la ville de Kaboul est le plus insignifiant de ces affluens, mais donne cependant son nom au cours principal. À quatre journées de marche, à l'ouest de Kaboul, on trouve le village de Sir-Tchaschma (sir, tête ; tchaschma, source) ; c'est là que la rivière prend sa source, et non loin de là s'élève la première rangée de montagnes que l'on passe à la hauteur de 3,350 mètres environ. C'est le commencement d'une chaîne dépendante de l'Hindou-Koush, connue sous le nom de Koh-é-Baba, et qui s'étend vers le S.-O. entre Kaboul et Bâmiân. L'élévation des sources donne une grande rapidité à la rivière de Kaboul et à tous ses affluens. Les montagnes opposées à l'Hindou-Koush, au sud de la rivière, se nomment monts Tira ou Khaybers. Il faut les traverser pour se rendre de Peshaver à Ka-

boul. La passe de Khayber, longue de 25 milles, est, pour les provinces du Haut-Indus, ce que la passe du Bolan est pour les provinces du Sindh. L'une et l'autre peuvent être défendues par une poignée d'hommes résolus contre les efforts de toute une armée. Nader-Shâh fut arrêté plus d'un mois et demi devant la passe de Khayber, et craignant de ne pouvoir la forcer sans y perdre une grande partie de son armée, les Khayberiens lui ayant déjà tué et blessé beaucoup de monde, il négocia avec eux et obtint le passage moyennant une somme convenue, se mettant ainsi aux lieu et place des empereurs moghols qui allouaient à ces dévaliseurs de caravanes une certaine redevance annuelle. Cette redevance, au temps de l'invasion de Nader-Shâh, n'avait pas été payée depuis cinq ans. Shâh-Shoudjâ, lors de son avènement au trône, avait passé une sorte de traité avec les Khayberiens en vertu duquel, moyennant 60,000 roupies qui leur étaient alloués par an, ils répondaient du libre passage des hommes et des marchandises. C'était une sorte de prime d'assurance à laquelle Shâh-Soudjâ aura désormais le pouvoir de se soustraire, les Anglais, ses protecteurs, étant maîtres de la passe. On a vu, dans la première partie de ce travail, qu'une des divisions de l'expédition d'Afghanistan, composée d'un détachement de troupes du Bengale et d'un corps sikh, sous le commandement du colonel Wade, avait marché par la passe de Khayber, défendue par un fils de Dost-Mohammed, mais abandonnée par lui lors de la marche de sir J. Keane de Kandahar sur Kaboul. Un service de postes est aujourd'hui établi entre Calcutta et Kaboul, en passant par le Pandjâb et la passe de Khayber. Les monts Khaybers courent de l'est à l'ouest, vis-à-vis de la projection septentrionale du Hindou-Khou, dont le sommet le plus élevé paraît atteindre 6,000 mètres (le Kound d'Elphinstone, le pic Kouner de Burnes). Ces deux séries

de montagnes forment un passage étroit que le fleuve de Kaboul perce près de Djellalabad, pour passer de son gradin supérieur de Kaboulistan sur le gradin inférieur de Peschaver, qui se lie au plat pays de l'Indus.

C'est cette même contrée montagneuse vers le haut Kound, contrée dans laquelle Alexandre-le-Grand pénétra par la vallée de Kouner, le long du fleuve Kaméh, qui porte le nom de Hindou-Khou ou Hindou-Kôh, strictement parlant. Le nom de Hindou-Koush, qui a de l'analogie avec le premier et qui souvent est confondu avec lui, ne se rapporte qu'aux passages plus occidentaux entre Bâmiân et le pays de Balkh. D'après Ibn-Batuta, qui franchit ces passes vers le milieu du XIV siècle, l'étymologie de Hindou-Koush se déduit de la destruction causée par le froid parmi les Indiens qu'on traînait en esclavage dans la Bactriane, et qui trouvaient la mort dans ces montagnes. Hindou-Koush signifie, en effet, mot à mot, destructeur ou tueur des Hindous.

Toute cette contrée au nord du fleuve du Kaboul fut le théâtre de combats livrés par l'une des divisions de l'armée d'Alexandre. Elle est désignée aujourd'hui sous le nom de Kohéstân de Kaboul (Koh-é-stân, c'est-à-dire pays de montagnes), et ses hauteurs avancées, du côté du fleuve, sous le nom de Kohdamaun. L'ensemble de ces contrées, à partir de la rive gauche du fleuve de Kaboul, peut se diviser en trois régions : dans les basses plaines les plus chaudes se sont établis les Afghans proprement dits ; dans les vallées moyennes, les Youssouf-Zaïs, dont nous aurons occasion de parler bientôt ; les hautes vallées presque inaccessibles de la chaîne géante sont habitées par un peuple tout-à-fait distinct, les Kafers. Le Kaferistân, ou pays des Kafers (kafers, mécréans, infidèles, qui ne sont ni mahométans ni hindous), est d'une éten-

due indéterminée, mais qui comprend au moins tout le pays au nord du fleuve de Kaboul, depuis Tchitrâl jusqu'à Badakshan, Anderab et Balkh. Le Kaferistân offre un vaste champ aux explorations des voyageurs futurs ; c'est une vraie terra incognita dans sa partie orientale. Elphinstone, dans son excellent ouvrage sur le Kaboul et les pays voisins, a donné une notice très intéressante sur les Kafers ou Siapôsh. C'est un fait très remarquable que non-seulement ces peuplades (visitées en 1810 par Moulla-Nadjib, et dont Elphinstone décrit les mœurs et les usages surtout d'après cet observateur musulman), mais en général toutes les tribus qui habitent au nord du Hindou-Koh et sur la rive droite de l'Indus jusque dans le petit Tibet, prétendent descendre des Macédoniens de l'armée d'Alexandre. On peut espérer que M. Vigne, voyageur anglais qui a tout récemment exploré avec soin les pays au nord de l'Hindoustan, et dont on imprime en ce moment la relation à Londres, aura recueilli des renseignemens curieux sur cette intéressante question.

Au-dessous et à l'est du Kaferistân, le pays montagneux entre la rivière Londye et l'Indus (au nord d'Attock) est habité par la tribu des Youssouf-Zaïs, dont l'importance historique mérite une mention particulière. D'après les traditions et les histoires écrites que possède cette tribu, les Youssouf-Zaïs sont originaires du pays situé entre Hérat et le Beloutchistan, sur les confins du Dushté-Lout, ou grand désert salé ; et lorsqu'ils en furent expulsés vers la fin du XIII, ou au commencement du XIV siècle, ils peuplèrent en partie la haute terrasse de Kaboul, et, de proche en proche, s'établirent, de gré ou de force, dans les districts voisins du bassin de l'Indus, et plus particulièrement dans celui que nous avons désigné, et d'où ils ont envoyé des colonies dans tout l'Hindoustan. Les Youssouf-Zaïs n'ont ni agriculture, ni industrie, ni

commerce. Propriétaires par droit de conquête, ils vivent du travail des tribus qu'ils ont soumises, et si l'accroissement de la population rend les moyens de subsistance précaires, l'émigration est une ressource que leur audace aventureuse a su exploiter avec avantage depuis des siècles. Comparable en quelques points aux Lacédémoniens par son organisation intérieure, aux Normands par le caractère et le but de ses expéditions, ce peuple turbulent, connu à l'est de l'Indus sous le nom général de Patanes, a exercé, à diverses époques, une grande influence sur les affaires de l'Hindoustan. Les armées mogholes se sont toujours recrutées de ces émigrés. Les Hindous ont plus d'une fois plié devant eux. Une dynastie de leur souche a occupé le trône de Delhi pendant trois siècles, et sur les ruines de l'empire du Grand-Moghol, ils avaient élevé la république des Rohillas dans l'ancienne province de Kattaïr (au S.-E. de Hardwar), aujourd'hui le Rohilkond, d'où ils s'étaient rendus souvent redoutables aux Anglais eux-mêmes. Ce pays est aujourd'hui soumis entièrement à la domination anglaise, ainsi que les autres colonies afghanes de moindre importance qu'on trouve dans toute l'étendue de l'Hindoustan, telles que Furruckabad, Bopâl, Karnoul, Kadappa, etc. ; mais les Patanes sont toujours rangés, sinon parmi les meilleurs, au moins parmi les plus braves soldats de l'Hindoustan.

Revenons à l'Afghanistan, et en particulier à la haute terrasse de Kaboul. Le Hindou-Koush au nord, le Koh-é-Baba au sud-ouest, les monts Khayber avec le Sofaid-Koh (montagne blanche, à cause de ses neiges éternelles) au sud, l'Indus à l'est : telles sont les limites naturelles et bien définies de ce pays gradué qu'arrosent la rivière de Kaboul et ses affluens, dont un seul prend sa source dans le plateau de Ghizni. Liée à ce plateau et à celui de Kandahar, la haute terrasse de Kaboul, moins élevée que l'un et

l'autre, est plus favorisée de la nature dans son aspect général comme dans ses productions. Le plateau de Ghizni est le plus haut et le plus froid.

Kaboul est situé tout près du Kohéstan, c'est-à-dire de la pente méridionale de l'Hindou-Koush. Vu de ce côté, c'est un pays de montagnes ; mais, vers le sud-ouest et le sud, le terrain prend la forme d'un plateau ondulé, sillonné par des séries de rochers, traversé par des plaines de sable et de grès, offrant par intervalles des portions de sol qui, sans être précisément stériles, sont cependant privées d'eau ; des steppes arides, des herbes sèches, des broussailles et des buissons épineux. Ni arbres ni arbrisseaux ; çà et là quelques cours d'eau qui fertilisent un vallon ; et dans les crevasses des rochers, de nombreux amandiers, végétation caractéristique de tout le plateau de l'Afghanistan. À peu de distance, la scène change comme par miracle. Autour de Kaboul même, et surtout au nord et à l'ouest de la ville, les champs cultivés, les prairies, les vergers arrosés par mille ruisseaux, les nombreux villages, tout contribue à animer le paysage, dont le cadre de montagnes qui l'entoure augmente encore la richesse et la grandeur. Dans la seule vallée d'Estalif, on compte plus de 6,000 vergers où mûrissent tous les fruits de l'Europe et de l'Asie.

La ville de Kaboul est située, d'après les observations les plus récentes, par 34° 24′ 5″ de L. N., et 69° 7′ 15″ de L. E., sur une plaine élevée de plus de 2,000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Sur cette haute plaine, la rivière de Kaboul n'a pas moins de 50 pieds de chute par mille anglais, et la pente vers l'est est si raide, qu'après une journée de marche à l'ouest, près de la source principale du fleuve, à Sir-Tchaschma, on s'est déjà élevé à la hauteur absolue de 2,620 mètres. La ville de Kaboul est très ani-

mée et très bruyante, quoiqu'elle ne compte que 60,000 habitans. De grands bazars où abonde tout ce qui est nécessaire à la vie, et ce qui peut flatter les goûts asiatiques, sont le rendez-vous de toutes les classes de la population, qui viennent s'y pourvoir d'étoffes, de soieries, de draps, de provisions de toute espèce offertes à bas prix, ou admirer les innombrables boutiques où sont étalés, jour et nuit, avec autant de profusion que d'élégance, les produits de l'industrie locale, ceux des manufactures européennes que les caravanes ont apportés de Russie ou de l'Inde anglaise, et les fruits délicieux que la vallée de Kaboul y envoie dès le mois de mai. Burnes donne une description très détaillée et très pittoresque de la ville de Kaboul, telle qu'elle était en 1832. Son aspect a changé sans doute depuis que le shâh a repris possession du Balahissar, où un ministre anglais réside à ses côtés, et que l'armée anglo-indienne a établi ses cantonnemens aux portes de la ville. Un élément nouveau et désormais le plus important de tous est entré dans cette population déjà si variée et si active. Les Européens peuvent, dès à présent, traverser l'Afghanistan dans toutes les directions, et avant peu ils auront formé dans les villes principales, surtout à Kaboul et à Kandahar, des établissemens durables, destinés à étendre et à vivifier le commerce, et à satisfaire aux nouveaux besoins que leur exemple aura créés parmi les populations indigènes.

Jusqu'ici le marché de Kaboul a reçu principalement de la Russie les approvisionnemens de denrées ou de produits industriels nécessaires à la consommation du peuple afghan. Les caravanes, parties d'Orembourg et passant par Khiva, lui fournissent, par la voie de Bokhara, principal entrepôt de ce commerce, des armes à feu, de la coutellerie, du cuivre en feuilles, des ustensiles en cuivre, des aiguilles, des miroirs, des verres de lunettes, des

verreries, de la porcelaine, du papier, du thé de plusieurs espèces, dont une, dit-on, supérieure au thé qui nous vient de Canton ; des cuirs préparés, de la cochenille, du sulfate de cuivre, du fil d'or et d'argent, des draps, des indiennes, des velours, des satins, des toiles appelées nanka, et une infinité d'autres articles.

Tous les efforts du gouvernement anglais vont tendre désormais à exclure les Russes du marché de Kaboul et, par la suite, de celui de Bokhara. C'est là, selon nous, la seule lutte qui, d'ici à long-temps, puisse s'établir entre ces deux puissances. Nous reviendrons sur ce sujet important, quand nous traiterons des intérêts généraux des deux empires dans l'Asie centrale.

Sous le point de vue physique comme sous le point de vue politique, la position très remarquable de Kaboul dans le monde asiatique attire sur cette ville l'attention de tout l'Orient. Kaboul est le carrefour où se croisent les grandes routes de communication de la Perse et de l'Inde, de l'Irân et du Tourân, ou, en d'autres termes, du nord et du sud, de l'est et de l'ouest de l'Asie centrale. Sous le rapport du climat, Kaboul est aussi un point de transition d'une importance caractéristique, offrant une réunion singulière des influences diverses du ciel et de ses dons variés, en un mot le climat accidenté qui, dans les pays de terrasses, rapproche toujours les contrastes dans le moindre espace et le temps le plus court, mais aussi dans le style le plus grandiose. À Kaboul règne déjà en partie le climat sec de la Perse ; mais les derniers nuages de la mousson, suivant l'éternel rempart de l'Himalaya et de l'Indou-Kôh, arrivent encore jusqu'ici, et y déposent les pluies fertilisantes dont ils sont gonflés. La neige, inconnue aux plaines de l'Hindoustan, se montre dans le haut pays de Kaboul ; mais, en hiver, elle ne fait que couronner les hauteurs qui environnent

de toutes parts sa délicieuse vallée. Au mois de mai, de nouvelles pluies viennent féconder le sol, et le printemps se montre, comme en Europe, avec son nouveau feuillage et ses boutons de fleurs. Il n'y a point ici de chaleurs étouffantes comme sur les bords du Gange ; mais l'air est pur et vif, les rayons du soleil pénètrent aisément l'atmosphère. L'été, comme l'hiver, arrive subitement et s'en va de même. Le changement des saisons est brusque, mais régulier. À une journée de marche de Kaboul, vous trouverez des endroits où il ne tombe jamais de neige, et en deux heures vous pouvez vous transporter dans des lieux où elle couvre le sol pendant presque toute l'année.

Tous les observateurs constatent que c'est ici que finit, pour ainsi dire, l'Asie orientale et que commence l'Asie occidentale avec ses tendances européennes. De ce point critique, regardez à l'est, et vous y voyez une race d'hommes recueillis en eux-mêmes, séparés par leur civilisation et leurs mœurs du reste du continent asiatique et du monde entier. À l'ouest, aux yeux de ces peuples spectateurs immobiles et impassibles du mouvement des autres peuples, commence l'Europe, même en Asie, tant est frappant le contraste que présentent ces deux moitiés d'une même masse terrestre.

Sous le point de vue historique, l'une de ces moitiés semble exercer une force attractive, l'autre une force répulsive, sur les races humaines, phénomène qu'aucune autre partie du monde ne présente avec le même caractère de grandeur. D'un côté, habitudes calmes et contemplatives, indifférence de ce qui se passe à l'extérieur, obstacles physiques, répugnance naturelle et empêchemens religieux à l'émigration ; de l'autre, agitation perpétuelle des hommes et des intérêts, besoin de changement, re-

cherche d'un équilibre inconnu entre les besoins et le superflu : natures différentes en un mot, et non moins dans le sens physique que dans le sens moral.

Avant de nous occuper de l'ethnographie de l'Afghanistan, achevons l'esquisse de la constitution physique du pays, et jetons un coup d'œil sur les provinces qui en étaient autrefois des dépendances.

Les monts Soliman, décrits pour la première fois par Elphinstone, commencent au Sofaid-Kôh et suivent la direction du sud jusque vers 29° L. N., où ils tournent en s'abaissant vers le plateau de Kélat et se joignent aux monts Brahoé, qui forment le bord oriental de ce plateau, et que H. Pottinger a nommés ainsi d'après les peuples qui les habitent. Sur le dos du haut et froid plateau de Kélat est située la ville de même nom (à 2,600 mètres de hauteur absolue au-dessus du niveau de la mer), capitale ou au moins ville principale du Béloutchistan. Toute la contrée à l'ouest des chaînes Soliman et Brahoé forme, depuis Kaboul jusqu'à la côte de Mékran (l'ancienne Gédrosia), un haut pays non interrompu de plateaux et de montagnes, qui a pour rempart au nord l'Hindou-Koush, la triple chaîne Soliman pour boulevart frontière vers l'Indus, et le plateau du Béloutchistan pour limite au sud. Au nord-ouest, sur le prolongement de l'Hindou-Koush, s'étend le Paropamise, pays des Hazarehs, semblable par son isolement à une forteresse de montagnes inaccessibles, entre le Kaboul, le Kandahar, Balkh et le Khorassan. À l'ouest, enfin, s'étend jusque vers le lac Zarah et le Seistân un pays montueux, de forme quadrangulaire, dont les déserts sablonneux et salins de la Perse centrale forment la limite. Telles sont les frontières naturelles du vaste plateau de l'Afghanistan ; quant aux frontières politiques,

elles n'ont jamais été nettement déterminées à aucune époque dans un pays où aucune domination n'a réussi à former d'unité monarchique de quelque durée.

Les passes par lesquelles on pénètre de la vallée de l'Indus dans le haut pays, sont assez nombreuses ; les principales, sous le point de vue commercial, sont celles qui se trouvent sur la route conduisant du Moultân au bassin de la rivière Gomul, et de là à Ghizni, et celles qui mènent plus haut, par les pays de Bannou et Bungush, directement à Kaboul. La première route, qui passe par Dérabund, n'est suivie que par les Lohanies, tribu guerrière, pastorale et commerçante à la fois, qui, depuis long-temps, est en possession presque exclusive du commerce de l'Hindoustan avec Kaboul et le nord de l'Afghanistan par le Moultân. La seconde route, beaucoup plus courte et bien plus praticable, et qui était autrefois la grande route entre Kaboul et Moultân, avait été abandonnée par suite des troubles du pays ; mais il est probable qu'elle va être rétablie. Au sud de ces deux routes que nous ne faisons qu'indiquer, les plus importantes sont celles dont Mittun-Kote, au continent de l'Indus et du Pandjund, et Shikarpour, près de Bâkker, sont les points de départ à l'ouest de l'Indus. La seconde de ces routes mène à Bâgh, Dâder, et de là à Quetta, par la passe Bolan, et enfin de Quetta à Kandahar ; c'est la route suivie par l'expédition anglaise, mais elle est peu fréquentée, surtout pendant l'été ; on lui préfère une autre route qui, de Shikarpour, mène, par la passe de Gandava, à Kélat et Moustoung, et rejoint ensuite la route royale de Kandahar.

Lié par le plateau de Kélat à l'Afghanistan, le Béloutchistan est une vaste contrée soumise à divers chefs, et dont les limites politiques ont varié comme celles de l'Afghanistan. Le principal chef,

le khan de Kélat, reconnaissait la suzeraineté du roi de Kaboul, auquel il payait tribut et fournissait un contingent de huit mille hommes, sous la condition toutefois que ces troupes ne fussent pas employées dans les guerres civiles. Du temps d'Ahmed-Shâh, le prince béloutchi Nassêr-Khan était maître de tout le pays, et le shâh lui avait abandonné en outre la province de Shâl, et deux autres districts près de Dera-Ghazi-Khan, en récompense de ses services. La ville de Kélat porte encore, d'après ce chef, le nom de Kélat-é-Nassêr. Dans ces derniers temps, les possessions du khan de Kélat ont été réduites par la rébellion ; cependant, lorsque l'expédition anglaise traversait le Balan, l'autorité du khan s'étendait jusqu'à Dâder et sur les districts voisins. Le gouvernement anglais avait cru s'être assuré, sinon la coopération active de ce prince, au moins sa neutralité ; mais loin de tenir les engagemens qu'il avait contractés à cet égard, Mehrab-Khan (c'est le nom de ce prince) avait cherché tous les moyens de nuire à la marche de l'armée et au succès de l'expédition. Nous avions fait pressentir que la perfidie de Mehrab-Khan ne resterait pas impunie ; les dernières nouvelles de l'Inde ont confirmé ces prévisions. Une marche rapide a conduit, le 13 novembre dernier, sous les murs de Kélat, une brigade de l'armée anglaise composée d'environ 1500 hommes, la plupart Européens, avec six pièces d'artillerie, et le fort a été enlevé en une heure, après un assaut plus brillant encore et plus meurtrier, en proportion, que celui de Ghizni. Tous les chefs béloutchis, Mehrab-Khan à leur tête, ont fait une résistance désespérée. Dans cette circonstance, comme à Ghizni, la lutte a été acharnée, corps à corps, mais de courte durée, et par une cause qu'il est intéressant de signaler. Le sabre n'a pu lutter long-temps contre la baïonnette. La supériorité de cette arme terrible, dans deux combats où la force physique et le courage pa-

raissaient si bien balancés, a été établie d'une manière incontestable. Mehrab-Khan est mort, comme il l'avait dit, le sabre à la main, à la porte de son zenana. Le gouvernement anglais a remplacé ce chef par un khan de son choix, mais on ne sait rien encore sur l'organisation politique qu'il aura pu convenir à ce gouvernement de donner au Béloutchistan ; toutefois, il nous paraît probable qu'une partie au moins de ces provinces rentrera sous l'autorité de Shâh-Shoudja.

Dans l'esquisse historique que nous avons tracée des évènemens qui ont amené l'expédition d'Afghanistan, nous nous sommes arrêté plus particulièrement sur les circonstances qui témoignaient de l'importance politique d'une des provinces, anciennes dépendances du royaume de Kaboul, la principauté d'Hérat : nous n'en reparlerons ici que pour rappeler à nos lecteurs qu'aux termes de la déclaration de lord Auckland, Hérat doit demeurer indépendante à l'avenir, sous la garantie de l'Angleterre. Les correspondances de l'Inde avaient fait supposer que les vues de l'Angleterre à cet égard auraient pu se trouver contrariées par l'étrange résolution qu'aurait prise Shâh-Kamrân de se placer tout à coup sous la protection suzeraine de la Perse, qu'il avait repoussée naguère par de si sanglans efforts ; mais le ministère anglais, interpellé tout dernièrement à ce sujet, a déclaré qu'il n'avait été reçu aucun avis officiel qui pût donner lieu de penser que l'exécution des mesures politiques adoptées par le gouvernement dans cette partie de l'Orient éprouvât des obstacles sérieux.

Balk et Bokhara étaient aussi autrefois des dépendances de la monarchie douranie. De l'attitude que prendront les chefs de ces contrées dans lesquelles Dost-Mohammet-Khan a été chercher

un asile, et de la nature des relations qui s'établiront entre ces chefs et le shâh d'Hérat, dépend en grande partie l'affermissement de Shâh-Shoudja sur le trône de Kaboul. Nous examinerons plus tard quelles sont, sous ce point de vue, les probabilités de l'avenir ; nous ajouterons seulement que les derniers avis reçus par la voie de Saint-Pétersbourg, doivent faire regarder comme très probable l'entrée du corps d'armée russe commandé par le général Perowski, à Khiva, dans les derniers jours de janvier, et que cette circonstance aura, selon toute apparence, donné lieu à des intrigues dont Hérat et Bokhara seront les principaux foyers. Sir William Macnaghten et Shâh-Shoudja devront déjouer ces intrigues avant de pouvoir accomplir la rude tâche que leur impose la réorganisation politique de l'Afghanistan.

Sept ou huit fleuves serpentent sur le plateau de l'Afghanistan de l'est à l'ouest : aucun de ces fleuves n'arrive à la mer ; leurs eaux sont détournées et épuisées par de nombreux canaux pour les besoins de l'irrigation. Le plus considérable de ces fleuves est l'Hirmend ou Helmund (l'Etymander des anciens), qui prend sa source dans le Paropamise et se jette dans le lac de Zarah après un cours d'environ 400 milles ; il est navigable, ainsi que plusieurs des autres cours d'eau du plateau, mais seulement dans certaines limites.

Le bassin de l'Helmund est le lien qui unit l'Irân, le Tourân et l'Hindoustân. Les caravanes trouvent dans cette région seule un point d'appui solide, pour ainsi dire, et des communications assurées, des routes et les provisions nécessaires aux voyageurs. Cette circonstance a exercé une influence décisive sur les relations historiques et ethnographiques de l'Afghanistan. C'est à travers ce pays qu'en 1738 le shah Nader, comme jadis Alexandre-

le-Grand, marcha à la conquête de l'Inde. Bien avant cette époque, c'est-à-dire en l'an 1000 après J.–C., le sultan Mahmoud s'appuya sur Ghazna dans sa marche à la fois politique et religieuse. Timour, le conquérant de l'Asie supérieure, fut obligé de se rendre maître de Kaboul (1398) pour pouvoir pénétrer jusqu'au Gange. Le sultan Baber, fondateur de l'empire moghol (1520), se montrait partout comme le souverain de Kaboul.

Les Afghans constituent ici depuis des siècles un état intermédiaire entre l'Inde et la Perse. Occupant le pays des passages, ils furent long-temps redoutables aux rois d'Ispahan et de Delhi. Leurs migrations se répandaient dans tous les pays voisins. Plus tard, quand l'Afghanistan devint royaume indépendant, il s'étendait depuis la mer jusqu'à Kashmir et Balkh, et depuis l'Indus jusqu'au Kerman. Un mouvement immense et continu de différens produits, marchandises, peuples, tribus, et au milieu des circonstances les plus variées, donna à ce pays et au peuple qui l'habite un caractère tout particulier. L'agglomération des étrangers et la division des indigènes en oulousses (tribus) et en khails eurent ici pour résultat l'étrange spectacle d'un chaos de peuples se mouvant, s'en allant, se colonisant, contrastant par leur mobilité, de la manière la plus frappante, avec les peuples de l'Hindoustan.

Les bords de l'Indus, depuis un temps immémorial, sont unis à la ville de Kaboul par six voies de communication, dont une seule, celle qui passe par les monts Khayber, fut rendue praticable pour tous les moyens de transport sous le règne de l'empereur Akbar. Sept passages conduisent de Kaboul à Tourân ; mais à l'ouest il n'y a qu'une route par Ghazna, Kandahar et Hérat en Perse ; c'est la route royale, remplie aujourd'hui encore de cara-

vanes, et concentrant tout le commerce, malgré le redoutable voisinage des Béloutchis, qui la bordent de deux côtés.

Nous avons déjà fait observer, au début de ce travail, que Kaboul et Kandahar sont, en effet, appelées les portes de l'Inde. Chaque jour encore le Turc, l'Arabe, le Moghol, le Persan, l'Indien, l'Ouzbeg, etc., viennent frapper à ces portes, près desquelles, depuis hier seulement, l'Angleterre fait sentinelle, et que sa main puissante ouvrira seule désormais au commerce de l'Asie. C'est sur cette langue de terre, c'est dans ce pays de montagnes et de pâturages, pays rempli de chevaux et de chameaux, qu'en 1747, Ahmed-Shâh fonda l'empire que les Anglais relèvent en ce moment à leur profit. Mais bien avant cette époque, Kandahar formait à lui seul un point central très important.

Le peu de villes principales de l'immense plateau de l'Afghanistan, villes où se concentrent la civilisation, la politique et le commerce du monde asiatique, se trouvent situées non sur la même ligne comme le dit Ritter, mais sur un grand segment de cercle, et à peu de distance l'une de l'autre. Ce sont Kaboul, Ghazna, Kandahar, Hérat, toutes bordant la route royale, qui a quatre-vingt-cinq m. géo. (418 m. ang.) de long. Zeman-Shâh quand il régnait à Kaboul, mit onze jours à faire ce chemin. Le voyage ordinaire de caravane dure de trente à quarante jours. On trouve le long de cette route beaucoup de stations commodes, mais peu d'habitations. Chacune des villes que nous venons de nommer a son territoire bien cultivé. Elles doivent en grande partie leur importance aux souverains qui ont successivement régné sur ce plateau. La plus glorieuse de ces dynasties, la dynastie des Ghaznavides (976 à 1184) fut fondée par Mahmoud, qui, en mourant, laissa pour limites à son empire les frontières extrêmes de la

Géorgie et de Bagdad, l'Océan indien, l'Hindoustan de Goudjrât au Gange, Kaschgar et Bokhara. Les Afghans formaient la meilleure partie de son armée, et ce furent encore les Afghans de Ghour et du Paropamise, qui secouèrent les premiers le joug de cette dynastie, et en chassèrent de chez eux les derniers rejetons. Le nouveau royaume des Afghans se releva avec la famille des Douranies (1747). Du temps de l'ambassade d'Elphinstone (1809), ce royaume comprenait dix-huit provinces. C'est vers 1774 que la résidence royale, qui avait été à Kandahar, fut transportée à Kaboul, et c'est une faute que les politiques du pays reprochent à Timour-Shâh. Nous avons vu que Shâh-Shoudja a eu soin de prendre possession solennelle de sa couronne à Kandahar. Cependant il paraîtrait porté à fixer sa résidence habituelle à Kaboul. Peut-être changera-t-il de résidence selon les saisons. D'après les derniers avis, il se préparait à se rendre avec le ministre anglais et toute sa cour à Djellalabad, sur la route de Peshaver, autrefois sa capitale favorite, mais maintenant au pouvoir des Sikhs. Shâh-Shoudja regrettera plus d'une fois Peshaver et le Cachemir ; il ne faudrait même pas s'étonner que ces regrets prissent plus tard un caractère politique. Kaboul et Peshaver sont pour le Tourân et l'Inde ce que Hérat et Kandahar continuent à être pour tout l'ouest et le sud, c'est-à-dire de grands entrepôts de commerce. Les relations auxquelles ce commerce donne lieu s'étendent de ces quatre villes à travers toute l'Asie. Cependant elles ont beaucoup souffert des troubles politiques de la Perse et de l'Hindoustan. Anciennement, du temps du shah Abbas-le-Grand (pendant le séjour de Chardin à Ispahan, 1674), on a vu sur la route royale des caravanes de deux mille hommes, portant pour une valeur de plus de treize millions et demi de livres.

Le recensement ou plutôt l'énumération que fit le sultan Baber des peuples habitant l'Afghanistan, ne saurait plus être admis maintenant. Plusieurs races kafers ont disparu ou se sont confondues avec les races mogholes et afghanes. D'autres, et surtout les tribus afghanes, se sont dispersées et établies par groupes dans les différens recoins des montagnes ; d'autres encore, comme les Arméniens et les Hindous, ont émigré et ont donné naissance à des colonies considérables telles que Guèbres, Patanes, Rohillas. Ce peu de mots doit faire comprendre combien il serait difficile de donner une notice historique exacte sur chacun de ces peuples. Cependant nous pouvons, avec beaucoup de probabilité, les ranger tous dans deux grandes catégories, savoir, celle des peuplades autochtones, et celle des peuplades immigrées.

Sous le nom de Thâl, Tadjik, Tadschik, Tadschek, il faut comprendre toute cette réunion de peuplades agricoles qui occupe le pays supérieur de l'Irân, n'appartenant à aucune des races nouvellement dominantes, et n'ayant d'autre unité que celle de la même dégradation et du même avilissement. L'origine du mot Tadjik est persane ; les Tartares donnent ce nom à la Perse entière, et dans la langue moghole il signifie le paysan. Quand a-t-il été imposé à cette partie de la population de l'Afghanistan ? c'est ce qui n'est pas facile à préciser. Ritter a prouvé, en s'appuyant sur les annales chinoises, que, par ce mot de Tadjik, on désigne dans toute l'Asie centrale un homme parlant le persan. Du temps de Timour, on appelait ainsi tous les habitans de l'Irân qui n'étaient ni Arabes ni Moghols. Ce nom était déjà alors un signe de mépris et correspondait au fellah des Turcs dans l'Égypte. Malcolm les regarde avec vraisemblance comme un restant de l'ancienne population autochtone, qui survécut à toutes les guerres, révolutions et secousses désastreuses de l'Irân. Les Tad-

jiks s'étendent par toute la Perse, tout le Béloutchistan, tout l'Afghanistan, jusqu'à la Boukharie. Ils parlent dans tous ces pays un des dialectes du vieux persan, mélangé de néo-persan, de poushtou et de tourkoman, et forment une classe de serviteurs, des glebœ adscripti, des colons vivant sous la domination tyrannique de leurs maîtres.

En jetant un coup d'œil sur toute l'Asie supérieure de l'ouest, depuis les monts Hindou-Koush jusqu'au Taurus, on aperçoit un contraste très constant et très prononcé entre les peuples nomades et les peuples agricoles. Les rapports de l'une de ces deux classes à l'autre ressemblent à ceux qui existent ordinairement entre les seigneurs et les serfs, entre la noblesse et le peuple. L'origine de cette division remonte, si l'on peut croire les témoignages de quelques officiers d'Alexandre-le-Grand, jusqu'au temps de l'expédition de ce conquérant en Asie. Les Afghans et les Tadjiks sont l'expression la plus frappante qui existe encore de cette division.

Les Tadjiks se trouvent aussi dans le Turkestan chinois ; ils y sont établis comme dans le Turkestan tartare, dans le pays d'Usbeks et dans toute la Perse. Leur sort diffère cependant dans chacun de ces pays. Dans le plateau d'Irân, où ils furent conquis par les khalifes avec le premier débordement de l'islamisme, ils restèrent serfs tant que dura la domination arabe ; mais dès que celle-ci s'écroula, ils se mêlèrent avec leurs dominateurs, et en prirent, jusqu'à un certain point, les mœurs, la langue et la civilisation. Tel fut le sort de la population primitive de la Boukharie. L'Afghanistan, au contraire, conserva son indépendance plus long-temps. Il résista aux Arabes pendant près de trois siècles, et ne fut influencé par le contact de cette race qu'en passant sous la

domination de la Perse. C'est alors que naquit dans ce pays, du mélange de la population arabe et persane avec la population indigène, la classe des Tadjiks, classe des travailleurs aux yeux de toutes les hordes nomades qui traversèrent ce pays, mais classe profondément différente de celle des anciens cultivateurs de l'Afghanistan, qui, à l'approche de l'ennemi, se sont retirés dans les montagnes, emportant avec eux leur vieille liberté.

La noblesse de l'Afghanistan n'est pas prétentieuse ; elle admet dans son sein les hommes les plus incultes, pourvu qu'ils soient d'origine libre. Aussi cette classe y devint facilement très nombreuse, par l'incorporation de différentes hordes nomades tout entières. Mais à mesure qu'elle croissait, la classe des Tadjiks devenait de plus en plus asservie. La majeure partie des hommes de cette classe se recommande par des mœurs douces, paisibles et industrieuses. Ils sont généralement plus policés, plus entreprenans et plus intelligens que leurs maîtres, pour lesquels ils sont obligés de travailler, et auxquels ils livrent souvent la moitié de leurs revenus. Dans les villes, ils sont attachés à différentes branches d'industrie manuelle, et se louent tant par an. Leur religion est celle des Sounnis ou Sunnites. Dans le Sistan (Sedjestan) et le Béloutchistan, ils forment la majeure partie de la population. Ailleurs, ils sont semés çà et là par groupes et présentent ainsi le triste spectacle d'un peuple dispersé par tous les vents des révolutions.

Parmi les races d'origine étrangère qui ont colonisé l'Afghanistan, et dont la plus ancienne, celle des Tadjiks, n'est encore qu'un jeune peuple métis, il faut distinguer les Kazzelbashis (appelés Qizalbash par Mohun-Lall ; Kuzzilbaushes par Elphinstone), tribu tourkomane, qui du temps de la domination des dy-

nasties tourkomanes parvint en Perse à un haut degré de puissance, et qui, à la suite de Nader-Shâh et d'Ahmed-Shâh, s'est établie, au nombre de plusieurs milliers de familles, principalement à Kaboul et dans les autres grandes villes de l'Afghanistan. Les Kazzelbash, race intelligente et vaniteuse, à la fois insolente et servile, passionnée pour la gloire et les plaisirs, aimables compagnons, mais dangereux amis, sont à Kaboul en possession de presque tous les postes de confiance dans les grandes familles et même à la cour, et exercent par leur nombre, leur union, les qualités redoutables de leur esprit et leur audace, une assez grande influence sur le gouvernement et le peuple dont ils sont cependant haïs à cause de la différence des religions, les Kazzelbash étant de zélés Shiahs, tandis que la masse des populations appartient à la secte des Sounnis. Les Kazzelbash ont vu, avec une extrême jalousie, que les Anglais eussent pris une part si active et si glorieuse au rétablissement de l'autorité de Shâh-Shoudja. Depuis l'arrivée de l'armée anglaise à Kaboul, ils n'ont cessé de témoigner, par l'insolence provoquante de leur langage et de leur conduite, de la haine que leur inspiraient ces étrangers et du mépris qu'ils affectent pour les troupes indiennes, ces cypahis dont la froide bravoure, la persévérance intrépide et la discipline forment cependant un contraste si frappant avec la folle jactance, les habitudes corrompues et l'insubordination orgueilleuse de ces fils dégénérés des compagnons d'armes de Nader Shâh. À entendre les Kazzelbash, l'armée anglo-indienne n'a dû son salut qu'à leur modération. « Si ce n'était pour ces hommes blancs, disent-ils, nous aurions bon marché de ce ramas d'Hindoustanis. » Une affaire un peu sérieuse aux portes de Kaboul aurait rabaissé la morgue de ces « bonnets rouges, » et leur aurait appris que le cypahi leur est aussi supérieur en vrai cou-

rage et en mérite militaire qu'en conduite et en valeur morale. Les Kazzelbash sont de beaux hommes, bien montés, bien armés, prompts à s'offenser comme à offenser les étrangers, surtout les Européens qu'ils ont en aversion : avec de semblables dispositions, il paraît bien difficile que le séjour des troupes anglaises à Kaboul puisse se prolonger beaucoup sans amener quelque collision sanglante entre eux et les Kazzelbash.

Outre ces étrangers, il y a encore dans les plaines du haut pays afghan plusieurs débris des innombrables hordes de conquérans qui les ont traversées. Dans cette catégorie, les Hazarehs tiennent, par leur nombre, la première place ; viennent ensuite les descendans des Moghols, des Tartares, des Kalmouks, des Kourds, des Lesguis et d'autres peuples du Caucase. On rencontre aussi plusieurs Abyssiniens ; le roi de Kaboul en avait autrefois plusieurs à son service comme gardes du corps. Quelques hommes sortis de cette caste ont joué dans l'Irân un rôle remarquable. Le nombre des Juifs établis dans l'Afghanistan n'est pas considérable ; la plupart d'entre eux se tiennent dans le Kaboul et s'occupent du commerce de la Haute-Asie jusqu'à la Chine.

Ainsi une multitude de peuplades d'origines différentes vivent maintenant côte à côte dans l'Afghanistan, et y ont conservé jusqu'à un certain point leurs habitudes et leurs mœurs ; mais rarement admises dans le sein des populations indigènes de manière à s'y fondre, et ne pouvant pas conserver leur individualité comme peuple, elles ont en général passé comme serfs sous le joug des plus forts.

Il n'y a qu'un siècle et demi que les Afghans sont désignés dans l'histoire sous ce nom d'Afghans comme peuple dominateur. Il est fait mention d'eux par Tavernier et par Chardin sous

les noms d'Aghuans, d'Aguaes et Augans, et Tavernier les désigne de la manière la plus significative par ces mots : « peuples appelés Augans, qui habitent depuis Candahar jusqu'à Kaboul, vers les montagnes de Balch, et qui sont gens forts et voleurs de nuit. » Elphinstone, qui les a étudiés dans le pays, en parle comme d'un peuple auquel la nature a donné un caractère très marqué au physique comme au moral. Il nous représente les Afghans comme des hommes forts, osseux, bien faits, ayant les yeux vifs, le visage long, le nez aquilin et une chevelure noire ou brune, rarement rousse : leurs manières sont simples et prévenantes ; leur caractère franc, valeureux, sans dureté bien que sans culture ; ils portent des barbes longues, ce qui leur donne un air grave, bien que naturellement ils soient vifs, agiles, adroits, presque coquets dans leurs mouvemens et enfans dans leurs jeux ; leur parole est facile et coulante, leur mémoire active et fidèle (surtout en ce qui concerne la généalogie et l'histoire de leurs tribus) ; leur ignorance est moins grande que ne l'est leur modestie et leur désir de s'instruire. Ils sont regardés comme des barbares par les Persans, mais c'est parce qu'ils sont plus véridiques que ces derniers et qu'ils ont des inclinations moins vicieuses.

On remarque d'assez grandes différences entre les Afghans orientaux et les Afghans occidentaux : les premiers sont bruns comme les Hindous, les seconds plus olivâtres ; chez les uns et chez les autres, on rencontre des figures noires comme celles des habitans du Dekkan, au milieu de visages au teint clair et animé comme ceux des peuples du Caucase ; mais cette complexion européenne se montre bien plus souvent chez les Afghans orientaux. Les Afghans occidentaux sont plus grossièrement organisés que ceux du côté de Kaboul ; ils sont plus lourds, plus mous que

ces derniers. Les uns tenant à la Perse, les autres à l'Inde, ils forment par leur ensemble une sorte de peuple hindo-persan. Bien qu'également indépendans à l'égard de l'un et de l'autre pays, ils préfèrent les vêtemens, le langage et les habitudes persanes, à tout ce qui pourrait leur venir de l'Inde. Cependant c'est un peuple différant essentiellement des hindous, des Persans et des Tartares, et qui, converti l'un des premiers à l'islamisme, a su néanmoins résister courageusement à tous les conquérans de l'Irân. Mohammed, Tchingiskhan, Timour, Abbâs, Nader-Schâh, ont tous trouvé les Afghans indomptables ou prêts à se révolter.

La race afghane forme trois groupes principaux : les Béloutchis, les Ghildjies et les Douranies ; ces trois groupes se distinguent par la bravoure militaire et les habitudes de pillage. Celui des Douranies a des dispositions très démocratiques, et cependant les hommes faisant partie de ce groupe sont presque tous établis dans les villes, tandis que ceux des deux autres mènent la vie de pasteurs. L'organisation des tribus de ce singulier peuple est pour ainsi dire toute généalogique et peut se résumer dans la formule qui suit : Chaque famille est sous le gouvernement absolu de son chef.

Dix ou douze familles sont présidées par un ancien, spin-zhéra (mot à mot, barbe blanche), ancêtre commun de ces familles ou son représentant.

Dix ou douze spin-zhéras reconnaissent l'autorité d'un canndidâr, représentant l'aîné de toutes ces familles.

Un certain nombre de ceux-ci composent une subdivision à laquelle préside un mallik ou moushir, qui à son tour doit représenter l'ancêtre commun.

Plusieurs subdivisions forment une division régie d'après le même principe ancestorial.

Enfin plusieurs divisions composent le khail, et plusieurs khails forment les grandes familles ou tribus, telles que les Barakzaïs, les Saddozaïs, Ismaëlzaïs, etc..

Chaque groupe de khails ou chaque khail indépendant, ou même chaque division qui a pour chef un khan, est désigné par le mot oulouss.

Ce qui distingue particulièrement les Afghans, c'est l'amour extrême de la liberté et de l'indépendance. Ce sentiment a donné à leur caractère un fonds immense d'originalité. Leur système militaire, leur cavalerie, leur législation et leur gouvernement, tout est frappé, dit Elphinstone, d'un sceau qui leur est particulier. Ils obéissent aveuglément à leur chef, mais c'est que, dans ces chefs, ils voient la personnification de la force et de l'éclat de leurs tribus ; c'est que, dans leur grandeur et leur influence, chaque Afghan voit la splendeur de sa propre famille. Ils les accompagnent à la guerre avec la soumission aveugle, et le tendre dévouement d'un enfant pour son père. En général ce gouvernement est aussi étranger à l'égoïsme qu'il se complaît dans une discipline militaire dure et inexorable. Les Afghans parlent avec enthousiasme de la liberté de leurs institutions : ils sont toujours prêts à maintenir que tous les Afghans sont égaux, ce qui, bien que l'histoire du passé et celle du présent donnent un démenti formel à cette prétention, montre au moins leurs dispositions naturelles et la tendance constante de leurs idées. Elphinstone s'efforçait un jour de convaincre un vieillard d'une de leurs tribus, homme très intelligent, de la supériorité et des avantages de la vie civilisée dans nos grandes monarchies, comparée aux tu-

multes, aux alarmes et aux discordes sanglantes, résultat inévitable de leur système de gouvernement. Le vieillard, répondant avec une chaleureuse indignation à ces argumens, conclut en ces mots : « Nous aimons la discorde, nous aimons les alarmes, nous aimons le sang ; mais nous n'aimerons jamais un maître ! » Avec de pareils sentimens, le gouvernement monarchique est en effet difficile, et il est aisé de prévoir que pendant un long temps encore la présence d'une armée anglaise pourra seule contenir l'esprit turbulent et inquiet et les vagues désirs d'indépendance de ces populations, qui n'ont jamais montré d'unité nationale que pour envahir eux-mêmes ou repousser l'invasion.

Les Afghans, tout en aimant la guerre, la rapine et le pillage, prétendent qu'il n'y a de force que dans la justice ; mais ils sont justes à leur manière : l'hospitalité est encore une de leurs vertus, seulement cette hospitalité ne dépasse pas les limites du village ou du territoire ; au-delà de ces limites, le droit de pillage reparaît dans toute sa force, et ne respecte personne ; les amis comme les ennemis subissent la loi commune. Telles sont principalement les mœurs des habitans des monts Soliman et du Béloutchistan.

Les Afghans primitifs résidaient, selon toute apparence, dans le Paropamise, entre l'Inde, la Perse et la Bactriane. Les données que nous fournit l'histoire, et qui remontent au temps d'Alexandre, prouvent que, déjà à cette époque, il y avait une différence profonde entre les habitans de l'Afghanistan actuel et les populations de l'Hindoustan. Les premiers sont actifs, agiles, entreprenans et énergiques ; les seconds, doux, indolens, plongés dans une extase et une contemplation habituelle. Cette différence de caractère et de mœurs frappa les Anglais. Ils aimaient à re-

trouver dans l'habitant de l'Afghanistan un homme de la trempe européenne. C'est de ce point de vue que les Afghans furent étudiés et représentés par Elphinstone. D'autres écrivains sont allés plus loin, cherchant à donner un tableau exact de l'état actuel de ce peuple remarquable, en même temps qu'à pénétrer jusqu'à son origine, pour en faire ressortir tous les points d'affinité avec la race germanique, la race irannienne, et celle des peuples occupant l'Asie centrale. Parmi ces écrivains, nous citerons surtout Fr. Wilken, dont la dissertation, portant ce titre : De l'Origine et du Gouvernement des Afghans, a trouvé un excellent accueil au sein de l'Académie des sciences de Berlin, où elle avait été lue en séance publique.

Le point de départ de Wilken est diamétralement opposé à celui de ses prédécesseurs. À commencer par les écrivains persans et arabes, tels que Neamet-Oulla, Ebn-Batuta, tous les autres, et particulièrement Ferishta, J. Potocki, A. Burnes, etc., etc., mêlant plus ou moins de fables à leurs récits, se plurent à déduire l'origine des Afghans de la race juive habitant primitivement les monts Caucase. Wilken protesta contre cette hypothèse ou cette assertion, au nom de données historiques et ethnographiques aussi curieuses qu'incontestables, que nous résumerons ici.

De tous les peuples conquis par les musulmans, les Afghans ont été les plus fidèles gardiens de leur nationalité. Leur organisation sociale a résisté à toutes les tentatives faites par leurs rois pour y établir un gouvernement despotique. Elle ressemble sous plus d'un rapport à celle des anciens Persans et à celle des anciens Germains.

Les Afghans se divisent, comme autrefois les Persans, en deux grandes classes : 1 colons établis, 2 pasteurs. Ces derniers

changent de place périodiquement, à de certaines saisons de l'année. D'après leurs mœurs, ils se divisent encore en Afghans orientaux et en Afghans occidentaux. Les tribus les plus renommées et exerçant une espèce d'autorité sur les autres tribus sont celles des Ghildjies (Gildschi) et celle des Douranies. Ces divisions n'en font pas des peuples aussi différens les uns des autres que l'avaient été jadis dans la race germanique les Francs et les Saxons. Les Afghans déduisent leur origine de Kais-Abdulraschid et de ses quatre fils. Ce Kais fut, suivant la légende, le premier de son peuple qui, du temps de Chaled, accepta l'islamisme. Ce mythe n'a probablement d'autre but que d'indiquer l'origine de la noblesse afghane.

Le roi des Afghans est le chef de l'état ; il a un pouvoir suprême dans toutes les affaires concernant le peuple entier, mais il n'administre que le domaine de sa propre tribu, et ne se mêle des choses touchant les autres tribus que lorsqu'elles le lui demandent elles-mêmes. Cependant elles sont toutes obligées à lui fournir des troupes et à payer un impôt. Nous avons vu quelle est l'organisation intérieure de la tribu ; la moins importante compte rarement plus de dix familles.

De même que les tribus se forment des familles, de même le peuple n'est qu'un assemblage de tribus. Les liens qui unissent entre elles toutes ces parties sont les mêmes que ceux qui unissaient jadis les demen et les phylen des Grecs, ou les pagi et les vici des Germains, et dont les traces se sont conservées jusqu'à présent parmi quelques peuplades des Slaves méridionaux.

L'union du droit de succession aux dignités vacantes, au droit d'élection des chefs de famille, repose sur les mêmes bases que chez les anciens Francs. Dès qu'un khan ou un supérieur quel-

conque meurt, l'élection a lieu. Ordinairement c'est le puîné de la famille qui est choisi. Cependant c'est une règle qui n'est pas obligatoire. Le roi n'a que le droit d'approbation. Quelques tribus lui accordent celui de nomination, dont il n'est libre de se servir qu'en faveur des membres de la famille possédant telle ou telle dignité par droit d'hérédité. Ce système de succession politique expose les Afghans, comme c'était jadis chez les Germains, à des guerres intestines. Ils prennent, suivant l'usage adopté par ces derniers, leurs reges ex nobilitate et leurs duces ex virtute. Leur khan est, comme autrefois le roi des Germains, le chef de la tribu pendant la paix. Il résigne son pouvoir pendant la guerre entre les mains d'un commandant général ou dictateur. Après la guerre, les khans redeviennent ce qu'ils avaient été avant. L'administration intérieure de chaque tribu afghane se trouve encore tracée par Tacite : De minoribus rebus principes consultant, de majoribus omnes. Les khans, les malliks et les moushirs ne peuvent donc rien décider dans les circonstances graves sans prendre l'avis préalable des chefs de familles et de la masse de leurs subordonnés. Les assemblées des chefs de famille, ou les djirgas, sont convoquées par un spihn zerah (barbe blanche), et ne contiennent que les chefs de famille. Les djirgas (assemblées) d'oulousses, se composent de tous les spihn zerahs. Les djirgas des malliks n'admettent que leurs subordonnés, les moushirs, et les djirgas des khans ne sont composées que de malliks. Dans toute affaire concernant la tribu entière, et devant être réglée par la décision de tous les chefs de famille, on prend les voix de la manière suivante : les spihn zerahs interrogent les chefs de familles qui leur sont subordonnés. Ils se rendent ensuite à l'assemblée des moushirs. Les moushirs forment le conseil privé des malliks, qui sont le dernier et le seul organe par lequel le khan

apprenne la volonté de sa tribu. Les affaires courantes ne passent pas à travers cette filiation des assemblées populaires, et sont décidées ou réglées par le khan lui-même ou par ses subordonnés. En examinant cette organisation de près, il est impossible de ne pas se croire transporté au milieu de ces anciennes tribus germaines réglant toutes leurs affaires par leurs villages (gauen), leurs bourgs (marken) et leurs centines (zehenten). Les chefs des gauen furent également élus par le peuple et parmi les chefs de familles. Les centeni singulis ex plebe comites, qui formaient le conseil du prince, correspondent bien aux djirgas du khan.

Les djirgas exercent aussi un pouvoir judiciaire, et leur intervention, en général conciliatrice, substitue par degrés, aux habitudes sanglantes de vengeance, l'idée d'une proportion équitable et régulière entre la peine et le délit. Les Afghans seuls jouissent de tous les droits consacrés par les djirgas ; ils sont, à peu d'exceptions près, les seuls propriétaires et citoyens dans le pays. Les peuples qui leur sont soumis n'ont, au contraire, aucun droit de propriété sur les terres qu'ils habitent. Le pays entier est divisé entre les différentes tribus, de manière que chacune d'elles possède un district à elle seule.

Parmi quelques tribus des Afghans orientaux, l'occupation territoriale suit, comme chez les anciens Germains, un tour de rôle ; c'est le sort qui en décide. Le tirage des lots se fait à des époques périodiques et de manière à ce que les terres les plus fertiles puissent changer de mains. Cette opération s'appelle waish. Dans la tribu des Youssouf-Zaïs, elle a lieu tous les dix ans.

Les Afghans ne cultivent pas toutes les terres qui leur échoient en partage, ni ne les font cultiver par leurs colons, mais ils en abandonnent une grande partie aux peuples vaincus. Ces der-

niers sont partagés en plusieurs catégories pareilles à celles qui existaient parmi les esclaves des anciens Germains.

Les relations des Afghans avec les habitans reçus par octroi ne sont pas moins dignes d'attention. À cette classe appartiennent non-seulement les colons, mais aussi les fermiers et les Buzgurs, connus sous le nom générique de Humsayehs (voisins). Ils n'ont ni le droit de propriété ni celui d'assister aux djirgas. Cependant ils peuvent s'y faire représenter par des personnes de leur choix. Chaque Humsayeh est tenu de se choisir un patron parmi les Afghans. Le nombre de ces patrons, qui rappelle l'usage adopté à cet égard par les Romains, est, dans certaines tribus, très considérable. Le sort des Humsayehs est généralement assez heureux. Leurs patrons sont obligés de les défendre et de les protéger de tout leur pouvoir et dans toutes les circonstances possibles. La plupart d'entre eux sont Tadjiks ou étrangers. Cependant on y voit aussi des Afghans venant d'une tribu dans une autre tribu. Les Humsayehs d'origine afghane sont plus estimés que les autres.

Telle est l'organisation intérieure des Afghans : toutes les tribus de ce peuple jouissent de droits égaux et sont soumises à des obligations égales. La tribu des Douranies est la seule qui fasse exception à cette règle, comme étant attachée par des liens de consanguinité à la maison royale.

Les Douranies sont exempts des impôts fonciers. Les rois des Afghans font partie de l'Oulouss Populzaï, et particulièrement de la famille Saddozaï. Cette famille a des priviléges considérables : aucun de ses membres ne peut être condamné et puni qu'en vertu d'un décret prononcé dans le sein de la famille. Le khan de l'Oulouss des Douranies lui-même n'a aucun pouvoir sur aucun

individu appartenant à la famille Saddozaï. Leurs personnes sont sacrées et placées, du consentement de la nation, à l'abri de toute attaque particulière, fût-elle la plus juste au fond.

Wilken a montré qu'il existait de très grandes analogies entre cette organisation à la fois démocratique et monarchique (avec des priviléges en faveur d'une tribu particulière), et l'organisation politique de la Perse ancienne, au temps de Cyrus. Il a donné, par ses savantes recherches, un très grand degré de probabilité à l'hypothèse de Klaproth sur l'origine de la langue poushtou, lien commun de toutes ces peuplades. La constitution primitive des Afghans, constitution marquée énergiquement au coin de l'individualité persane, vient à l'appui de cette hypothèse d'une manière aussi tranchante que la langue même. Selon Klaproth, Wilken et Ritter, le poushtou serait d'origine perso-mède. Des recherches toutes récentes sembleraient indiquer des analogies entre le poushtou et le sanskrit ; mais c'est un point qui a grand besoin d'être éclairci. Quoi qu'il en soit, la langue des Afghans paraît n'être rien moins qu'harmonieuse. La tradition s'est même égayée à ce sujet. Selon elle, un certain roi ayant envoyé son visir pour étudier les différentes langues de la terre et lui en rapporter des vocabulaires, le visir, à son retour, essaya de donner à son maître une idée de chaque langue par des citations. Quand il en vint à l'afghani, il s'arrêta, et, prenant un vase en étain dans lequel il avait mis un gros caillou, il commença à secouer le vase. Le roi surpris lui demanda ce que signifiait ce charivari ; le visir déclara que, n'ayant pu réussir à apprendre la langue des Afghans, il n'avait vu que ce moyen d'en donner une idée à sa majesté. Cependant cette langue, selon Elphinstone, ne manque ni d'expression ni surtout d'énergie, et elle se prête aux sentimens

les plus passionnés ; elle a sa poésie, et les poètes poushtous sont assez nombreux, surtout depuis deux siècles.

Ahmed-Shâh a composé un recueil d'odes en poushtou, son fils Timour en a publié un en persan. Le shâh actuel, Shâh-Shoudja, est lui-même très versé dans la littérature arabe, persane et poushtou. Dans un pays où la poésie est en honneur, l'amour se révèle tôt ou tard à l'homme en dépit des institutions qui assignent à la femme le rôle d'esclave et la condamnent à ne pas franchir les limites de la vie intérieure. L'amour est un sentiment qu'éprouvent fréquemment ces populations nomades ou guerrières de l'Afghanistan, et qui chez elles paraît même présenter des caractères tout-à-fait analogues à ceux qui distinguent le véritable amour d'après nos idées européennes. La condition des femmes, malgré les restrictions qu'imposent les habitudes musulmanes, est au total heureuse dans ces contrées, et l'influence du beau sexe se manifeste souvent dans les évènemens qui changent la destinée des familles, et même celle de l'état. L'appel d'une femme à la protection d'un Afghan n'est jamais fait en vain, et la forme même de cet appel a quelque chose de simple, de noble et de touchant, comme la confiance dont elle est le signe. Ainsi, à la mort de Timour-Shâh, la reine favorite, mère de Shâh-Zeman, envoya son voile à Sarfraz-Khan, chef de la tribu des Barekzaïs, et se plaçant ainsi avec son fils sous la protection de ce puissant serdar, le mit dans l'obligation d'appuyer les prétentions de Shâh-Zeman au trône.

Tel est le tableau général et fort incomplet de l'Afghanistan sous le point de vue physique et ethnographique. Elphinstone évaluait sa population totale à plus de quatorze millions. Ce qui reste de l'ancien empire douranie, sous la domination de Shâh-

Shoudja, compte probablement encore de huit à dix millions. Cette population est trop mélangée et trop remuante pour qu'il soit possible de lui imprimer promptement la direction salutaire qui doit la conduire à un avenir heureux. Cependant il y a au fond de l'esprit afghan, et dans la constitution des peuples qui habitent à l'ouest de l'Indus, des tendances européennes que l'influence de la civilisation anglaise parviendra à développer tôt ou tard. Cette disposition ou cette aptitude à se convertir, pour ainsi dire, à notre civilisation, tient à des considérations générales que nous avons déjà indiquées, et sur lesquelles nous croyons utile de revenir en peu de mots avant de terminer.

Kaboul étant le point culminant parmi tous les points de cette double ligne de séparation que la nature physique et la nature morale ont tracée entre les deux mondes asiatiques, et en même temps le point d'intersection le plus remarquable des routes qui viennent de l'Asie centrale ou qui se dirigent vers elle, les différences ou les contrastes que nous avons signalés s'y résument, pour ainsi dire, aux yeux de l'observateur attentif, mais ils se manifestent dans leur plus grande généralité, aussitôt que l'on a franchi l'Indus.

Les peuples à l'ouest de ce grand fleuve se distinguent par un sentiment profond de liberté et d'indépendance, sentiment complètement étranger à la plupart des nations de l'extrême Orient. Ils possèdent en outre un grand fonds de courage relevé et soutenu par la barbarie relative de leurs mœurs. Leur pays est généralement peu cultivé : on n'y voit point, comme dans l'Hindoustan, de grandes routes ni de grandes plantations. La colonisation n'y est qu'un fait sporadique ; les points qui lui sont acquis se trouvent séparés les uns des autres par de vastes pâturages où se

heurtent et se croisent en tous sens les pâtres avec leurs bestiaux. Leurs physionomies sont dures, leur peau velue et brunie au soleil ; ils vivent sous l'influence des traditions patriarcales. Gouvernement, tribunaux, magistrature, lois, police et civilisation, tels que l'Hindou les a conçus, créés ou acceptés, leur sont entièrement inconnus, et cependant il y a du mouvement et de l'ordre dans cette étrange agglomération d'hommes à demi barbares.

Le ciel de ces pays est, comparativement à celui de l'Hindoustan, plus frais et plus pur ; la nature s'y montre sous des formes plus pittoresques. La coupe des figures humaines se rapproche autant de la nôtre qu'elle diffère de celles des Hindous ; la forme et surtout la nature des vêtemens s'éloignent de celles qui sont généralement adoptées dans l'Hindoustan. Les tissus blancs et légers cèdent ici la place aux cotonnades de couleurs foncées et aux habillemens en cuir ou en peau de mouton. L'activité du corps et de l'esprit est, chez ces peuples, poussée aussi loin qu'au milieu des Hindous l'indolence et l'apathie. Ceux-ci trahissent à chaque instant, et dans toute leur manière d'être, les habitudes de soumission servile à la domination d'un maître ; ceux-là sont libres et ne reconnaissent d'autre frein à ce sentiment de liberté qui les anime, que la force et la volonté de la masse.

La physionomie des pays n'est pas moins différente que celle de leurs habitans. À l'est de l'Indus, le terrain est égal et fertile, tandis que du côté opposé, il est plein des contrastes les plus frappans ; les changemens subits de température, l'impétuosité des vents d'hiver et de printemps sont autant de phénomènes très communs du côté de l'Afghanistan, et complètement inconnus dans l'Hindoustan. Les terrasses qui constituent la surface

du premier sont remplies de sinuosités, de plaines et de gradins qu'on ne trouve point dans les domaines de l'Indus et du Gange.

Cette différence se fait remarquer jusque dans les plantes des deux régions ; celles de l'Afghanistan se rapprochent beaucoup plus des plantes européennes que des plantes de l'Hindoustan ; le dattier, si commun dans l'Hindoustan, ne se rencontre que par bouquets clairsemés entre les monts Soliman et l'Indus, et a disparu au-delà. Le dernier dattier observé par les voyageurs qui se dirigent du Sindh sur Kandahar, s'élève solitaire à l'entrée de la célèbre passe du Bolan. Vers le haut Indus, quand on s'avance dans l'Afghanistan, le dattier ne dépasse pas Peshaver ; cet arbre royal est entièrement inconnu dans l'Irân ; mais, en revanche, on y rencontre une foule d'arbres européens. Les jardins de Kaboul, de Kandahar, d'Hérat, en sont remplis ; les forêts de la Perse ne diffèrent en rien de celles de l'Europe. Le platane, qui orne les environs de Kashmir et tout l'Afghanistan, disparaît complètement près d'Attock sur l'Indus : c'est surtout à partir de ce point que la physionomie de l'Inde se dessine d'une manière plus prononcée ; c'est à partir de là qu'on ne rencontre, à mesure qu'on s'avance vers l'est, que des plaines ensemencées avec du riz et du froment. Le panorama prend, au-delà du Djélôm, un aspect plus monotone : il embrasse un pays sillonné par une multitude de rivières, et s'inclinant par une pente douce, mais continue, du côté du Bengale et de la mer. Les Afghans égarés dans ce pays ne ressemblent point à ceux de leurs compatriotes d'en-deçà de l'Indus.

Ritter fait observer que dans l'Hindoustan même, et plus particulièrement dans le Dekkan, les habitans qui occupent la partie orientale ne ressemblent en rien à ceux qui se trouvent dans la partie occidentale. Dans le Dekkan, l'air, les saisons, les vents,

rien n'est comme dans le Coromandel. Les habitans du premier pays sont pleins d'énergie et d'activité ; ceux du second vivent au contraire dans la mollesse et la nullité la plus complète.

Les animaux semblent suivre aussi cette ligne de démarcation que nous avons indiquée entre l'est et l'ouest dans les rapports tant ethnographiques qu'orographiques. L'éléphant ne se trouve nulle part dans l'Asie antérieure, tandis que dans l'Inde il abonde. Du temps d'Alexandre, il paraissait parfois sur les bords de l'Indus, où on ne le trouve plus du tout. À l'est, au contraire, il pénètre jusqu'à la Chine. Le chameau est rare et s'acclimate difficilement dans l'Inde ; il fait l'une des richesses et des principales ressources du pays à l'ouest de l'Indus.

Ces rapprochemens sont d'un haut intérêt, parce que leur étude, quand elle repose sur des données exactes, peut conduire à des déductions importantes pour les progrès de l'agriculture, du commerce, de la civilisation en général ; mais nous devons nous borner à ces indications sommaires, qui suffisent pour apprécier le caractère spécial des pays dont le contact immédiat intéresse l'avenir de l'Inde britannique. Nous avons dû nous arrêter sur l'Afghanistan proprement dit, pour montrer quels étaient les nouveaux élémens de force et de résistance, et aussi de richesse commerciale, dont le gouvernement anglais aura à disposer désormais. Il nous reste à examiner quel est l'état actuel des nations qui habitent le bassin de l'Oxus, et au milieu desquelles la Russie, suivant l'exemple que lui a donné l'Angleterre, paraît vouloir se faire une position influente et durable, militaire et commerciale à la fois. Comme l'Angleterre, la Russie s'avance dans une route nouvelle, le glaive d'une main, le caducée de l'autre, et sur cette route l'Angleterre peut la rencontrer un jour ! Le caractère

qu'aura cette rencontre, les circonstances qui peuvent la hâter ou la retarder, les résultats qu'elle pourrait amener, toutes ces questions se rattachent à l'examen de la condition actuelle et des ressources de l'empire hindo-britannique considéré dans son ensemble ; nous remettons cet examen à notre dernier article.

A. de Jancigny.

04

ÉTAT ACTUEL

DES INDES ANGLAISES.

DERNIÈRE PARTIE.

L'Hindoustan. — Expédition de Khiva. — Affaires de Chine.

I.

La nature a marqué de si grands traits la physionomie physique et intellectuelle de l'Hindoustan ; les destinées de l'humanité s'y sont développées par des influences si mystérieuses ou des secousses si inattendues, et l'avenir s'y prépare par des causes qui empruntent au passé un tel caractère de grandeur, qu'on se laisse volontiers aller à la contemplation rêveuse de ce vaste ensemble, et qu'on se demande tout d'abord ce que deviendra cet empire dans la main de l'homme et sous l'œil de Dieu ! Mais les véritables intérêts et le sort futur des nations ne peuvent être compris ou conjecturés sans une investigation attentive et une comparaison laborieuse des élémens que la philosophie poli-

tique emprunte à l'observation. Il n'est pas permis, dans l'état actuel de l'esprit humain, de négliger l'emploi de ces données fondamentales, sur lesquelles s'appuient toute recherche et toute discussion. Dans l'examen qui nous occupe, il nous a paru indispensable de faire connaître plus particulièrement les élémens nouveaux qui entrent dans l'appréciation du caractère actuel de la domination anglaise dans l'Inde. Déterminé par ces convictions, nous avons cru nécessaire d'appeler d'abord l'attention de nos lecteurs sur l'Indus, et les peuples qui défendent les approches de ce fleuve contre les tendances de l'Occident. Il nous reste à exposer quel est l'état présent de l'Hindoustan proprement dit, et à indiquer les conséquences probables de l'occupation de l'Afghanistan par les troupes anglaises.

Les relations intimes que le commerce et les progrès de la civilisation ont établies, surtout depuis un demi-siècle, entre les nations européennes et les états de l'Orient, ont amené la publication d'un grand nombre d'ouvrages destinés à faire connaître l'histoire, les productions, les ressources, la condition politique des vastes contrées et des peuples de l'Hindoustan. Les investigations scientifiques, les recherches administratives, les documens officiels publiés par ordre du parlement anglais et les observations de quelques voyageurs, ont fourni des données précieuses sur plusieurs points de détail ; mais l'ensemble, la physionomie générale du pays, celle des races diverses qui l'habitent, et surtout les résultats de l'influence, exercée par la jeune Europe sur ces races vieillies, n'ont été que très imparfaitement connus jusqu'à ces derniers temps. Depuis une quinzaine d'années seulement, les ouvrages de Mill, Prinsep, Heber, Rickards, Auber, Montgomery-Martin, etc., chez les Anglais, et chez nous la Correspondance de Jacquemont et quelques résumés épars dans les

journaux et les recueils périodiques, ont commencé à rectifier et à étendre nos notions sur l'Inde anglaise, et même jusqu'à un certain point à populariser l'étude de ces notions générales, qui trouvent une application immédiate à la politique du jour en ce qui touche la question d'Orient. Rassembler ces données et déterminer le caractère qu'elles affectent dans leur ensemble, ou plutôt le caractère qu'elles assignent aux peuples et au gouvernement de l'Inde ; indiquer les modifications qui se développent dans ce pays par l'action lente, mais partout sensible et toujours croissante, de notre civilisation : tel est notre but en ce moment.

L'Angleterre est le milieu principal par lequel s'opère la transmission de cette action que nous venons de signaler. Aussi les altérations graduelles qui s'introduisent dans les institutions et les habitudes de l'Hindoustan ont-elles une teinte anglaise. Mais la tendance générale et définitive du mouvement social appartient à l'Europe, et amènera irrésistiblement des résultats qui contrarieront peut-être beaucoup les vues de l'Angleterre, et nuiront en particulier aux intérêts de la Compagnie des Indes orientales, aujourd'hui régente de ce vaste empire. Cette association, remarquable surtout par les résultats qu'elle a obtenus, ce pouvoir anomal, cet imperium in imperio, présente un des phénomènes politiques les plus dignes de fixer l'attention, et cependant l'origine, les accroissemens successifs, le mode d'action de ce pouvoir, unique peut-être dans les annales du monde, étaient peu connus, même en Angleterre, avant la publication du grand ouvrage de Mill, et n'y ont excité long-temps qu'un médiocre intérêt. En France, on n'a sur la compagnie et sur les peuples qu'elle gouverne que des renseignemens vagues ou incomplets.

Nous ne saurions avoir la prétention de peindre ici ce vaste tableau ; nous voulons seulement en marquer les contours, en arrêter le trait pour ainsi dire, afin que l'œil puisse en saisir l'ensemble, et que les détails tracés par d'autres mains viennent s'y placer avec les couleurs qui leur sont propres, sur les plans qui leur conviennent, dans les rapports qu'ils doivent conserver entre eux.

Nous nous bornerons donc, d'après les documens officiels, les renseignemens que nons avons recueillis, et les données les plus récentes et les plus exactes, à exposer succinctement l'état actuel de l'empire hindo-britannique. Il faut constater ce qui est avant de songer à prévoir ce qui sera. Mais, pour bien comprendre le présent, il faut jeter un coup d'œil sur le passé, et, avant tout, il convient de décrire la scène où, après tant et de si grandes catastrophes, une poignée de soldats au service d'une compagnie de marchands a, sans le savoir et sans le vouloir, décidé, au profit de l'humanité, du sort de tant de millions d'hommes.

Ici nous nous voyons forcé de nouveau d'entrer dans quelques détails dont nous ne nous dissimulons pas l'aridité, mais qui nous paraissent d'autant plus indispensables à l'intelligence complète du sujet, que les relations des voyageurs et les conjectures des géographes ont donné naissance à une foule de notions confuses ou contradictoires.

Arrêtons d'abord nos regards sur l'Inde connue des anciens. Les limites géographiques de la partie de l'Asie, que les Grecs et les Romains désignaient sous ce nom, ne sont peut-être pas bien exactement déterminées ; mais il paraît probable qu'ils entendaient par ce mot l'ensemble des contrées habitées par les Indi (Hindous), contrées désignées d'une manière tout-à-fait sem-

blable par le mot persan Hindou-St'hân, qui a passé dans notre langue. Quelques géographes modernes considèrent les limites de l'Hindoustan comme déterminées par les points extrêmes où la religion hindoue a pénétré, et Hamilton, dans sa Description de l'Hindoustan, observe que ce mode de démarcation a l'avantage de coïncider admirablement de trois côtés avec les barrières naturelles que présentent l'immense chaîne de l'Himalaya, l'Indus et l'Océan ; mais cette observation semble peu exacte, puisque au-delà de ces barrières la religion hindoue a laissé des traces évidentes, comme au nord-ouest de l'Indus (où se trouve peut-être le berceau de la race hindoue), à l'est du Brahmapouttra, dans les îles de la Sonde, etc. Il semble plus naturel de consulter, sur la position et les limites de l'Inde ancienne, l'autorité des Hindous eux-mêmes.

Les brâhmes désignent l'Hindoustan sous le nom de Bhârat-Khand ou Bhârat-Varsha (contrée ou pays de Bhârat), du nom d'un prince issu de la race lunaire, fils de Doushmanta et de Sacontala. Suivant eux, le Bhârat-Varsha est borné au nord par l'Himalaya, au sud par la mer, à l'est en partie par la mer et en partie par les chaînes de montagnes qui le séparent des pays connus aujourd'hui sous les noms d'Assâm, Cassay, Arracân, à l'ouest enfin par l'Océan et par les chaînes de montagnes qui séparent ces contrées de l'ancienne Perse et s'étendent jusqu'aux bouches de l'Indus ; montagnes que les géographes modernes désignent par le nom de Monts-Soliman, et que les plus anciens auteurs hindous considéraient comme une continuation de l'Himalaya, mais qui sont par le fait dépendantes du plateau de l'Irân, dont elles constituent le bord oriental. D'après ces données, traduites en géographie mathématique, l'Inde continentale des anciens, envisagée sous le point de vue de ses limites extrêmes,

s'étendait du 8 au 35 degré de lat. N., et du 65 au 91 degré de long. orientale (méridien de Paris).

L'empire moghol, sous Aurengzeb, a dépassé ces limites en longitude ; mais plusieurs états du sud n'étaient pas soumis au joug musulman.

L'empire hindo-britannique, au contraire, embrasse tous ces états, ainsi que l'Inde centrale (dont quelques districts ne reconnaissaient qu'imparfaitement la domination des empereurs moghols), mais il ne s'étend au nord que vers le 31 et à l'ouest que vers le 68 degré ; à l'est, il atteint le 91 degré de long., et plusieurs provinces réunies dans ces dernières années aux territoires de la compagnie, comme Assâm, Arrâcan, Tavoy, Tannasserim, Singapour, Malacca, etc., sont situées bien au-delà de ce méridien. La grande presqu'île hindoustanique, par sa position intermédiaire à l'égard des peuples de l'Asie postérieure d'un côté, et des Arabes de l'autre, se trouve dans des conditions analogues à celles où se trouve l'Italie entre la Grèce dans l'est et la Péninsule ibérique dans l'ouest. On ne l'approche que par de vastes surfaces de mer, ou en traversant des chaînes de montagnes d'un passage difficile. Envisagée dans son ensemble, cette vaste contrée offre, suivant la belle remarque de W. Jones, la figure d'un quadrilatère qui se divise en deux immenses triangles dont la base commune est la ligne de jonction des bouches de l'Indus à celles du Gange et du Brahmapouttra. Cette ligne, comprenant toute la largeur de l'Hindoustan de l'est à l'ouest, n'a pas moins de 1650 milles anglais d'étendue (environ 680 lieues de poste) ; c'est la distance qui, en Europe, sépare Bayonne de Constantinople. Le triangle septentrional a son sommet à Léh, sur l'Indus supérieur ; le triangle méridional a le sien au cap Comorin. La ligne qui joint les

deux sommets n'a pas moins de 1975 milles (ou environ 815 lieues de poste, c'est-à-dire que la distance entre ces deux points est à peu près la même que celle qui sépare Bordeaux de Moscou, ou Naples d'Arkhangel). La surface totale des deux triangles est à peu près égale à la moitié de la superficie de l'Europe continentale, moins la péninsule scandinave. Le triangle du nord contient trois fois la superficie de l'empire d'Autriche, celui du sud trois fois celle de la France. Les côtés du triangle du nord sont formés par de hautes chaînes de montagnes ; le centre est occupé par de basses vallées ou des plaines immenses. Dans le triangle du sud, au contraire, les côtés sont des terres basses, étroites, tandis que le milieu est rempli de montagnes ou de hauts plateaux. Le contraste est complet sous le point de vue astronomique, comme sous celui de la configuration plastique des surfaces. La base commune à ces triangles est formée en grande partie par la vallée de la Narbaddah, au pied des monts Vindhya ; aussi ces montagnes et la rivière la Narbaddah ont-elles une grande importance absolue et traditionnelle, comme partageant l'Hindoustan en deux parties qui se distinguent l'une de l'autre non moins par leur aspect physique que par le caractère, le langage et les mœurs des peuples qui les habitent, et par les souvenirs religieux ou historiques qui se rattachent à chacune d'elles. La partie septentrionale, ou Hindoustan propre, portait chez les anciens brâhmes le nom de terre civilisée et sacrée, parce que la tradition voulait qu'elle eût été fréquentée par les dieux. La partie méridionale, ou le Dekkan (Dakkann), était seulement appelée terre civilisée. Le Dekkan a aussi ses contrastes qu'il faut au moins désigner à l'étude, et dont l'influence ne saurait être méconnue. Ses côtes de l'est et de l'ouest étant tournées vers des mers animées par des courans et des systèmes de vent très diffé-

rens, les courans d'air, les eaux, les productions, les peuples eux-mêmes, diffèrent sur l'une et l'autre plage, et à ces différences correspondent des besoins et des échanges, en un mot des relations commerciales d'un caractère distinct.

Résumons en peu de mots ce que l'on sait aujourd'hui sur l'aspect géologique et hydrographique de l'Hindoustan embrassé du point de vue le plus général.

Un pays dont l'étendue égale celle de la moitié de l'Europe doit nécessairement présenter une grande diversité de surfaces ; aussi depuis des siècles les voyageurs qui ont visité différentes parties de ce pays ont décrit ou indiqué, chacun de son point de vue exclusif, ce labyrinthe de montagnes et de vallées, de plaines fertiles, de déserts, de provinces peuplées, de forêts, de bassins fluviaux et de côtes. Il était à peu près impossible de se former, d'après ces données éparses, toujours incomplètes, souvent inexactes, une idée de l'ensemble des caractères physiques de ces contrées. C'est aux déterminations rigoureuses fournies, dans ces derniers temps, par la géodésie, la géognosie, la botanique, la climatologie, que nous devons la connaissance du vrai relief du pays, et c'est par le judicieux emploi des élémens qu'elles ont rassemblés qu'on a pu arriver enfin à la construction d'une carte tant soit peu exacte de l'Hindoustan. Le gouvernement anglais a fait exécuter dans ce but une série de travaux que l'on peut sans hésiter ranger au nombre des entreprises qui honorent le plus l'humanité. Les énormes chaînes de l'Himalaya au nord et à l'est, avec leurs pics élevés de vingt-un mille à vingt-quatre mille pieds au-dessus du niveau de la mer, les Monts-Soliman qui terminent le bassin de l'Indus à l'occident, le grand désert de sable qui sépare le Sindh du Rajpoutana, les chaînes qui traversent le Raj-

poutana, le plateau central de Malwa, les monts Vindhya qui se lient à ce plateau et à ses dépendances ; puis, au sud de cette chaîne, les groupes connus sous le nom de Gaths orientaux et occidentaux, et enfin les Gaths méridionaux, ou la chaîne qui se termine au cap Comorin : tels sont les traits géologiques les plus saillans de cette vaste contrée. Les terrains élevés y sont à l'ensemble des terres basses, d'après nos calculs, dans le rapport approximatif de 19 à 14. Toutes ces grandes formes de la nature sont traversées d'une multitude innombrable de courans d'eaux depuis les cimes les plus hautes jusqu'aux plages de l'Océan. Dans l'Inde du nord, toutes les sources et leurs ramifications infinies se partagent en deux systèmes gigantesques, celui de l'Indus et le système combiné du Gange et du Brahmapouttra. Le Dekkan ou l'Inde du sud est, au contraire, arrosé par une multitude de rivières bien plus petites, mais se jetant isolément dans la mer. La longueur des ces rivières et leur profondeur vont en s'amoindrissant du nord au sud à mesure que la presqu'île se rétrécit. Les deux rivières situées le plus au nord, la Narbaddah et le Tapti, ont cela de particulier que, contrairement à la pente générale, elles courent de l'est à l'ouest, en ligne presque directe, se jeter dans la mer à la côte de Malabar, tandis que le Godavery, le Kistnah, le Pânar, le Câvery, qui ont leurs sources près de la côte du Malabar dans les montagnes marginales du plateau du Dekkan, c'est-à-dire dans la pente orientale des Gaths, vont traverser les plaines du plateau de l'ouest à l'est, et se jeter dans la mer du Bengale à la côte de Coromandel. En résumé, trois des plus grands fleuves du monde, plusieurs autres fleuves ou rivières considérables, égaux par le volume de leurs eaux et la longueur de leur cours aux principaux fleuves de l'Europe, et un grand nombre de rivières secondaires arrosent et fertilisent plusieurs

parties de l'Hindoustan ; mais l'Hindoustan n'est pas aussi favorisé, sous ce rapport, que l'Inde transgangétique, surtout cette portion de l'Inde qui s'étend à l'est du grand Gange et du Brahmapouttra.

La fertilité de l'Hindoustan, la beauté de son climat, sont presque proverbiales ; cela est dû, sans doute, à ce que l'on a appliqué au pays entier ce qui n'est vrai que de quelques-unes de ses parties, ou à l'année ce qui n'est vrai que d'une saison. Les conquérans musulmans n'avaient pas une très haute opinion des avantages que pouvait offrir un établissement durable dans ces contrées, et ce n'est qu'une longue habitude qui a vaincu leurs répugnances. Ce n'est pas la richesse du sol, mais les richesses minérales et les produits précieux de l'Inde ; ce n'est pas la beauté du climat, mais la soif et l'espoir du butin qui paraissent avoir tenté ces hordes envahissantes. Le fanatisme religieux, agissant comme prétexte et comme excitant à la fois, a fait le reste, et livré l'Hindoustan à toutes les horreurs de la dévastation et du pillage.

Selon les brahmes, l'Inde se divisait originairement en dix grands royaumes, et l'existence de ces divisions générales paraît être confirmée par celle de dix dialectes principaux, correspondant à chacune de ces divisions. Environ deux mille ans avant l'ère chrétienne, selon les Pouranas, le Bharat-Khand aurait compris quatre riches et puissans royaumes. Tous les autres états secondaires de l'Inde auraient été tributaires de l'un ou l'autre de ces grands empires, et ceux-ci auraient, à leur tour, formé, à de certaines époques, une confédération soumise à un seul chef ou empereur. Cette organisation politique et l'indépendance des races hindoues furent détruites par les invasions successives des mahométans, de l'an 1001 à l'an 1193 de l'ère chrétienne. À dater

du XI siècle, la domination plus ou moins absolue de l'Hindoustan passa d'une dynastie de conquérans à l'autre, jusqu'à Baber, descendant de Timour, qui, envahissant ce malheureux pays pour la cinquième fois, en 1525, détrôna l'empereur Patan, Soultan-Ibrahim, et commença la dynastie moghole, qui a régné sans compétiteur sur ce vaste empire (si l'on en excepte l'usurpation de Sheer-Khan) pendant près de deux siècles. Sous le règne d'Akbar, petit-fils de Baber, l'empire fut divisé en soubahs ou gouvernemens, ceux-ci en sircars ou provinces, et les provinces en pargannahs ou districts. Le nombre des soubahs a varié sous le règne d'Akbar et les règnes suivans ; mais on peut en compter vingt sous Aurengzeb, savoir : Kaboul, Kandahar, Lahore, Kashmir, Adjmir, Moultân, Dehli, Agra, Aoudh, Allahabad, Béhar, Bengale, Orissa, Malwa, Goudjrât, Khandeish, Bérar, Aurangabad, Golconde et Bidjapour. C'est là l'époque la plus brillante de la domination moghole, et celle où l'administration musulmane a eu le plus d'unité et de vigueur. La période de décadence a commencé avec le XVIII siècle, sous le règne de Shah-Allum, fils d'Aurengzeb, et la désorganisation qui suivit l'invasion de Nader-Shah laissa vacant par le fait le trône de l'Hindoustan, où l'Angleterre est venue s'asseoir. Elle a ramassé les débris et reconstruit l'édifice impérial sur des bases plus durables.

L'Inde britannique est divisée aujourd'hui en quatre grands gouvernemens, savoir : la présidence du Bengale ou Fort-William, celle de Madras ou fort Saint-George, celle de Bombay, et le gouvernement d'Agra ou des provinces de l'ouest (Western-Provinces). Ces quatre gouvernemens forment l'Inde continentale anglaise, régie par la Compagnie des Indes orientales, en vertu d'une charte particulière dont nous parlerons bientôt ; mais il faut leur ajouter, comme partie intégrante de l'empire hindo-bri-

tannique, le gouvernement de Ceylan, quoique cette grande île soit administrée directement par la couronne. Avant d'entrer dans l'examen de l'organisation politique, civile, militaire, et des ressources de cet empire, il convient de donner une idée de la forme du gouvernement qui le régit.

L'origine première de ce gouvernement est remarquable par le règne auquel elle se rattache, celui d'Élisabeth ; par la date de la charte d'incorporation de la première Compagnie des Indes, le 31 décembre 1600, et surtout par le contraste entre le point de départ, le commerce, et le point d'arrivée, l'empire !

Montesquieu a dit : « Le monde se met de temps en temps dans des situations qui changent le commerce. » Quand on pense à quel degré et à quelle nature de pouvoir la compagnie anglaise des Indes orientales est arrivée de nos jours, et qu'elle tient en ses mains la destinée de la moitié des peuples de l'Asie, il semble qu'on puisse dire à plus juste titre : « Le commerce se met de temps en temps dans des situations qui changent le monde. » La constitution actuelle et la nature du gouvernement de la compagnie nous montreront jusqu'à quel point, à son égard, cette conclusion est fondée.

Ce n'est pas ici le lieu de suivre dans toutes ses phases le développement de ce pouvoir colossal ; cependant il importe de bien constater un fait important que nous venons d'indiquer, fait déguisé, il est vrai, sous l'appareil des formes commerciales, mais qui perce au travers des chiffres et se révèle par les hésitations et les précautions affectées, d'une ambition que les honneurs vulgaires et les profits du négoce ne pouvaient satisfaire. Depuis un siècle et demi, le commerce a cessé d'être le but exclusif ou même le but principal de la compagnie. Le pouvoir, les possessions ter-

ritoriales, l'empire, voilà ce qu'elle a convoité sans presque oser le vouloir, voilà le résultat vers lequel elle a été fatalement entraînée, et qu'elle n'a complètement atteint que depuis quelques années.

Nous envisageons ici la question sous son point de vue le plus général ; nous admettons que, dans l'origine, les diverses associations qui se sont formées en Angleterre pour envoyer des flottes marchandes aux Indes orientales, ne songeaient qu'aux profits que pourraient réaliser les cargaisons de retour ; mais, à dater de 1689, et surtout depuis la fusion des deux grandes compagnies rivales en une seule, et la constitution définitive de la compagnie actuelle en 1702-1708, la tendance à l'agrandissement, l'esprit de conquête, la volonté de devenir puissance dans l'Inde, se sont montrés en toute occasion, et ont dominé toute question commerciale. Les archives de la compagnie fournissent à cet égard un document d'autant plus curieux, qu'il révèle, à une époque si reculée, la pensée tout entière de ce gouvernement, pensée ambitieuse et cupide à la fois. Les directeurs, dans les instructions envoyées à leurs principaux agens dans l'Inde, en 1689, s'exprimaient ainsi :

« L'augmentation de nos revenus est un sujet qui nous intéresse autant que la prospérité de notre commerce : c'est cela qui nous rendra forts, tandis que vingt accidens peuvent interrompre notre commerce ; c'est avec cela que nous deviendrons une nation dans l'Inde ; sans cela, nous ne sommes qu'une réunion d'aventuriers sous la protection de la charte royale, faisant le commerce là seulement où il n'est pas de l'intérêt de quelqu'un de puissant de s'y opposer, et c'est pour cela que les sages Hollandais, dans toutes leurs instructions générales, instructions que

nous avons lues, écrivent dix paragraphes concernant leur gouvernement, l'administration civile et militaire, la guerre et l'augmentation de leurs revenus, pour un paragraphe concernant leur commerce. »

L'historien des Indes anglaises, l'illustre Mill, avait signalé cette tendance précoce à la souveraineté ; toutefois, il s'était borné à en conclure qu'un commerce dédaigné est un commerce négligé, et conséquemment un commerce sans profit, vérité que la discussion publique des ressources et de la situation financière de la compagnie, dans ces derniers temps, a pleinement établie, comme résultat de sa longue existence commerciale. Ce n'était pas là toute la vérité, ce n'était pas le résultat le plus important d'un siècle de combats, de monopole et d'intrigues. Un acte du parlement a formulé d'une manière officielle, il y a sept ans, ce résultat définitif, résultat politique et non commercial, conséquence forcée d'un développement monstrueux et d'une complication d'intérêts dont le ministère anglais n'avait ni la volonté, ni le loisir d'accepter la responsabilité. Par cet acte, qui reçut l'assentiment du roi le 28 août 1833, la compagnie a renoncé au monopole de Chine, suspendu indéfiniment tout négoce, et a été investie du gouvernement immédiat de l'empire hindo-britannique jusqu'au 30 avril 1854. La couronne a délégué à la compagnie le gouvernement suprême des Indes, à la condition acceptée par elle de soumettre ses actes au contrôle d'un conseil spécial. La désignation ordinaire de ce conseil est celle de conseil ou bureau de contrôle (board of control), et ses membres ont le titre de « commissaires de sa majesté pour les affaires de l'Inde. » Le président de ce conseil siége parmi les ministres. La première formation du bureau de contrôle remonte à l'année 1784. Avant d'en définir les attributions, il convient de se rendre compte de

l'organisation actuelle de la compagnie des Indes orientales et des fonctions de la cour des directeurs.

Le capital de la compagnie est de 6 millions sterling, ou plus de 156 millions de France. L'intérêt de ce capital, au taux de 10 1/2 p. 100, est réparti, d'après les renseignemens les plus récens, entre trois mille cinq cent soixante-dix-neuf propriétaires. Les affaires générales de la compagnie sont réglées par la cour des propriétaires. Ceux des propriétaires qui possèdent pour 500 liv. sterling d'actions de la compagnie, depuis au moins un an, ont droit de siéger et de prendre part aux débats, mais ils ne peuvent pas voter ; 1,000 liv. sterling donnent droit à un vote, 3,000 liv. sterling à deux votes, 6,000 liv. à trois votes, et enfin 10,000 livres et au-dessus à quatre votes, nombre de votes le plus élevé auquel un seul propriétaire puisse prétendre. Les femmes peuvent posséder des actions de la compagnie ; les étrangers, à quelque nation, à quelque religion qu'ils appartiennent, peuvent également devenir propriétaires. Les uns et les autres ont droit de prendre part aux débats et de voter aux conditions que nous venons de mentionner. Le nombre total des votans est estimé à deux mille. En 1832, deux mille deux cent onze votes appartenaient à des hommes, trois cent soixante-douze à des femmes. La cour des propriétaires s'assemble régulièrement tous les trois mois. Elle nomme des directeurs tirés de son sein pour administrer les affaires politiques, financières, etc., de la compagnie. La cour des directeurs, émanée de la cour des propriétaires, se compose de trente membres, qui doivent satisfaire aux conditions suivantes : être né sujet anglais ou avoir été naturalisé, posséder des actions de la compagnie pour au moins 2,000 liv. sterl., n'être ni directeur de la Banque d'Angleterre ni directeur de la Compagnie de la Mer du sud. De ces trente membres, vingt-

quatre seulement sont en activité, six sortant à tour de rôle, tous les ans, de la direction active, et n'étant rééligibles qu'à l'expiration de l'année. La cour des directeurs se choisit chaque année un président et un vice-président. Cette cour s'assemble une fois par semaine. Il faut que treize membres au moins soient présens pour constituer la cour. Toutes les questions sont décidées au scrutin secret. La cour des directeurs se partage, pour l'expédition des affaires ordinaires, en trois comités : 1 de l'intérieur et de la comptabilité, composé de huit directeurs ; 2 des affaires politiques et militaires, composé de sept directeurs ; 3 comité législatif, des revenus et de la justice, sept directeurs. Les affaires secrètes sont confiées exclusivement à un comité qui se compose du président, du vice-président et du plus ancien directeur. Les membres de ce conseil des trois prêtent entre les mains l'un de l'autre, avant d'entrer en fonctions, le serment dont voici la teneur : « Je jure d'exécuter fidèlement le mandat qui m'est confié comme membre du comité secret nommé par la cour des directeurs de la compagnie des Indes, et de me servir des pouvoirs qui me sont attribués en cette qualité avec toute l'habileté et tout le jugement dont je suis capable. Je ne confierai ou ne ferai connaître à qui que ce soit les ordres secrets, instructions, dépêches, lettres officielles ou communications qui pourront m'être donnés ou envoyés par les commissaires pour les affaires de l'Inde, si ce n'est aux autres membres dudit comité secret, ou à la personne ou aux personnes duement nommées et désignées pour transcrire ou préparer ces documens, à moins que je n'y sois autorisé par lesdits commissaires. Qu'ainsi Dieu me soit en aide. »

Le gouvernement suprême des Indes reçoit directement ses instructions de la cour des directeurs. Une importante prérogative de ce corps est la nomination à peu près exclusive aux grades

ou emplois par lesquels se recrutent les différentes branches du service dans l'Inde : patronage immense, et qui suffirait pour donner une influence considérable à la cour des directeurs, en Angleterre même, où les plus grandes familles sont souvent désireuses de voir leurs plus jeunes membres entrer dans la carrière à la fois honorable et lucrative que peut leur ouvrir la protection d'un directeur. Ce patronage est réglé sur les bases suivantes. Le nombre des commis, cadets et chirurgiens aides-major à nommer dans le cours de l'année étant connu, ce nombre est divisé en trente parts. Le président de la cour des directeurs a deux nominations, le vice-président deux, le président du conseil de l'Inde deux également, et chacun des directeurs une. Une partie du patronage est entre les mains des ministres par l'intermédiaire du conseil de l'Inde, la nomination des juges, des évêques et des officiers de l'armée de la reine qui sont appelés à servir dans l'Inde leur étant dévolue. La couronne s'est aussi réservé le droit d'accorder ou de refuser sa sanction à la nomination du gouverneur-général, des gouverneurs et des généraux commandant en chef les armées de l'Inde.

Dans l'état actuel des relations que la nouvelle charte a établies entre le conseil de l'Inde (board of control) et la cour des directeurs, les grandes mesures administratives et surtout politiques émanent du bureau, qui, en outre, exerce un droit de contrôle absolu sur toute la correspondance de la cour des directeurs. Quant à la correspondance générale, ce droit est mitigé par le droit de remontrance, que la charte reconnaît à la cour des directeurs ; et en ce qui concerne la correspondance secrète, les ordres du bureau, étant alors sans appel, doivent être transmis par l'intermédiaire du comité secret et revêtus des signatures des membres de ce comité, en sorte que les agens de la compagnie au

dehors ne reconnaissent que l'autorité de la cour des directeurs, et ne correspondent qu'avec elle, quoique l'autorité suprême et l'initiative des grandes mesures appartiennent, comme nous l'avons dit, au conseil suprême des affaires de l'Inde, ou bureau de contrôle. Cette organisation manque, jusqu'à un certain point, d'unité, et conséquemment de force ; mais elle était peut-être la seule possible au milieu des circonstances tout-à-fait anomales où se trouvaient en 1833, d'un côté la compagnie, de l'autre le gouvernement royal. C'est une forme de transition par laquelle il était sage de passer, et qui ne nous semble pas devoir compromettre l'avenir de la domination anglaise dans l'Hindoustan. Sur quelques points de détail seulement, il y a eu et il y aura désaccord entre ces deux pouvoirs ; mais les bases de la transaction sont larges, rationnelles, simples et durables, et suffiront à maintenir le système actuel de gouvernement jusqu'au 30 avril 1854 (terme auquel expire la charte accordée à la compagnie) et au-delà, s'il le faut. La compagnie a fait au total une belle affaire en acceptant les conditions que le gouvernement lui avait offertes ; elle a abandonné, il est vrai, ses priviléges commerciaux, mais son commerce l'avait appauvrie, loin de l'enrichir. Toutes les propriétés mobilières et immobilières qui lui appartenaient au 22 avril 1834, ont été transférées à la couronne, mais elle en conserve l'administration. L'exploitation des immenses ressources de l'Hindoustan lui est concédée pour vingt ans au moins ; le dividende de ses actionnaires est payé sur les revenus de l'Inde, et garanti, en outre, sur un fonds de 2 millions sterling mis à part sur le montant de la réalisation de ses valeurs commerciales (estimées à 21 millions sterling). Enfin, si le gouvernement juge à propos d'user de la faculté qu'il s'est réservée de racheter les actions qui donnent droit à ce dividende, ce rembour-

sement ne pourra se faire que dans quarante ans (c'est-à-dire au plus tôt en 1874), au taux de 200 p. 0/0, à moins que la compagnie cesse, en 1854, d'être chargée du gouvernement immédiat de l'Inde, auquel cas elle pourra exiger le remboursement, sous trois ans, à ce même taux de 200 p. 0/0.

Les détails dans lesquels nous sommes entrés, quoique très succincts, suffisent, nous l'espérons du moins, pour donner une idée exacte des formes et de l'action du gouvernement suprême des affaires de l'Inde en Angleterre. Il nous reste à examiner quelle est la forme et le mode d'action du gouvernement local chargé de l'administration immédiate des Indes anglaises.

En 1831, d'après les documens officiels imprimés par ordre du parlement, les territoires anglais dans l'Inde occupaient une superficie de 514,190 milles carrés, peuplée d'environ 100 millions d'ames. La totalité des territoires possédés directement par l'Angleterre, ou protégés par elle, était évaluée à 1,128,800 milles carrés, habités par environ 200 millions d'ames. C'est à cette prodigieuse multitude, répandue sur un espace immense, que l'Angleterre envoie tous les cinq à six ans, par l'intermédiaire d'une compagnie de négocians retirés du commerce, un roi sous le titre de gouverneur-général.

Les présidences que nous avons déjà indiquées, savoir : la présidence du Bengale, celle de Madras, celle de Bombay, le gouvernement d'Agra ou des provinces de l'Ouest, et le petit gouvernement de Penang, Malacca et Singapour, sont soumises à l'autorité suprême d'un gouverneur-général en conseil, désigné par le titre de gouverneur-général de l'Inde. Le conseil de l'Inde se compose de quatre membres ordinaires et du général commandant en chef les armées des trois présidences (le gouvernement

d'Agra étant plus particulièrement une dépendance de la présidence du Bengale) qui y siége comme membre extraordinaire. L'un des membres du conseil ne siége et ne vote que lors de la proposition et de la discussion des lois ou ordonnances nouvelles que le gouvernement peut juger convenable d'introduire dans la législation de l'empire, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'art. 43 de la nouvelle charte. Le conseil suprême peut s'assembler en quelque lieu des trois présidences qu'il plaise au gouverneur-général de désigner.

Le gouverneur-général est en même temps gouverneur particulier de la présidence du Bengale, et peut être aussi gouverneur particulier (lord Auckland l'était tout dernièrement encore) des provinces de l'Ouest. Il peut réunir à ces dignités le grade de général en chef des armées dans l'Inde (quelquefois avec le titre de capitaine-général, comme l'a été lord Wellesley pendant son administration). Mais qu'il soit ou non général en chef, ou même quand il ne serait revêtu d'aucun grade militaire, il commande en chef la garnison du fort William ou de Calcutta.

Le gouverneur-général est investi de pouvoirs souverains plus étendus à de certains égards que ceux dont jouissent plusieurs rois en Europe. Non-seulement il est le chef suprême de l'état, il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme aux emplois, etc ; mais il peut faire des lois ou règlemens nouveaux, abolir ou modifier les règlemens antérieurs, et ses décisions législatives, quoique soumises au contrôle du gouvernement suprême en Angleterre, sont exécutoires dans l'Inde jusqu'à ce que la cour des directeurs ait fait connaître ses intentions.

Chaque présidence est administrée par un gouverneur en conseil, et chaque conseil se compose du gouverneur et de trois conseillers ; l'un de ces conseillers est nécessairement le général commandant en chef l'armée de la présidence. L'art. 38 de la nouvelle charte avait élevé le gouvernement d'Agra au rang de présidence, et cette quatrième présidence devait avoir son gouverneur et son conseil ; mais ces dispositions ont été modifiées depuis. Les provinces de l'Ouest ont maintenant un gouverneur sans conseil : des secrétaires d'état, revêtus de pouvoirs convenables, suffisent aux besoins du service.

Examinons quelle est l'action du gouvernement suprême de l'Inde tel que nous venons de le représenter, et commençons par nous rendre compte de son action politique.

Le gouvernement anglais a adopté dès l'origine, comme principe fondamental de sa politique dans l'Hindoustan, de n'intervenir, au moins ostensiblement, dans les relations des états voisins de son territoire, qu'autant qu'il y est forcé par des actes d'hostilité directe, ou par des agressions dont ses alliés seraient l'objet.

Les principaux états indépendans avec lesquels la compagnie a conclu des traités d'alliance ou de commerce, sont : l'empire Birman, qui borde la frontière anglaise au sud-est, le Napâl au nord-est, Lahore au nord. La compagnie a des ministres plénipotentiaires ou résidens à la cour d'Ava (empire Birman), à celle de Katmandou (Napâl), et un agent accrédité auprès de la cour de Lahore, mais qui réside sur le territoire anglais, à peu de distance de la capitale du maharadja. Les relations du gouvernement suprême avec le souverain de Lahore se modifient probablement en ce moment par suite des évènemens qui paraissent avoir placé Karak-Singh (fils de Randjit-Singh et son successeur) dans la dé-

pendance de Nao-Néhal-Singh, propre fils de ce prince. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet.

Une foule d'états secondaires dans l'Hindoustan central et dans le Dekkan sont également liés par des traités avec le gouvernement suprême de l'Inde anglaise, affectant ainsi le caractère d'une fédération dont ce gouvernement est le chef.

Les mesures politiques et les relations extérieures des états protégés sont soumises à la sanction ou au contrôle de ce régulateur suprême, arbitre des différends qui peuvent survenir entre eux. Protection effective d'un côté, déférence et soumission formelle de l'autre, telle a été la base de ce système.

Les états de quelque importance, en retour des garanties que leur offrent l'alliance et la protection du gouvernement, ont assigné une certaine portion de leur territoire au maintien d'un corps de troupes placé sous les ordres directs de l'agent du gouvernement suprême, et commandé par des officiers européens. Ils doivent, en outre, entretenir des forces suffisantes pour la police intérieure et pour agir au besoin comme contingent.

Parmi les petites principautés, les unes sont simplement tenues de payer un tribut ; les autres, trop pauvres pour offrir une redevance annuelle en échange de la protection qui leur est accordée, s'engagent au moins à fournir leur contingent militaire à la première réquisition.

Les princes qui vivent aujourd'hui sous la dépendance ou sous la protection immédiate de la compagnie, peuvent se diviser en quatre grandes classes : 1 princes dépossédés et pensionnés, qui se subdivisent à leur tour comme il suit : princes pensionnés à l'aide d'une certaine étendue de territoire, dont les revenus leur

sont assignés, et dont l'administration leur est conservée, dans certains cas, en tout ou en partie ; princes recevant une pension annuelle directement du trésor de la compagnie.

2 Princes indépendans dans l'administration intérieure de leurs états, mais non dans le sens politique.

3 Princes dont les états sont gouvernés par un ministre choisi par le gouvernement anglais et placé sous la protection immédiate du représentant ou agent de ce gouvernement, qui réside à la cour du souverain nominal.

4 Princes dont les états sont gouvernés en leur nom par le résident anglais lui-même et les agens de son choix.

L'expérience a déjà prouvé que, de ces quatre modes de gouvernement, les deux derniers, malgré leurs imperfections, sont ceux qui, dans les circonstances actuelles, présentent le plus de garanties pour le maintien de l'ordre public, et qui doivent amener à la longue, sans efforts et sans secousses, des modifications favorables au développement de la civilisation, et conséquemment au bonheur des peuples. Il paraît donc extrêmement probable que tôt ou tard les divers états soumis à l'influence immédiate du gouvernement de la compagnie se rangeront dans l'une ou l'autre de ces catégories. Toutefois le pouvoir protecteur ne marche vers ce but qu'avec sa lenteur et sa prudence accoutumées. Avec la prétention de ne rien négliger de ce qui doit amener au fond cette rénovation générale, les formes sont soigneusement respectées. La religion, les habitudes locales, les prérogatives de la caste et du rang, sont entourées de respects et d'égards. Les principaux chefs, les familles souveraines, sont inviolables dans leurs personnes et affranchis de la juridiction des

cours, excepté dans les cas de quelque importance politique. Les chefs d'un ordre inférieur sont traités avec la considération et les ménagemens indiqués par les usages du pays, et on ne peut les forcer à comparaître en personne dans aucune action civile ; mais le gouvernement suprême se réserve le droit de les priver de leur liberté ou de saisir leurs domaines, quand des raisons d'état ou l'infraction violente des obligations contractées réclament l'adoption de ces mesures de rigueur.

On peut énumérer aujourd'hui environ deux cent vingt royaumes, principautés et fiefs principaux, dépendans ou tributaires de la compagnie, sans compter une infinité de petits princes ou chefs secondaires qui ont des relations plus ou moins directes avec le gouvernement suprême.

Considérés sous le rapport des sectes religieuses auxquelles ils appartiennent ou sous celui de leur origine, les princes ou chefs dépendans de quelque importance se rangent sous les dénominations suivantes :

Princes musulmans, d'origine moghole. — L'empereur de Delhi, auquel le gouvernement anglais n'accorde cependant que le titre de roi ; le roi d'Aoudh ; le nizam, ou ancien soubehdar du Dekkan, etc.

Princes musulmans, afghans d'origine. — Nawab de Bhopâl ; nawab de Tonk, Serondje, etc. ; nawab de Karnoul, etc.

Princes musulmans, d'origine abyssinienne. Le nawab de Sutchîn ; le sidie de Djindjiera, etc.

Princes hindous : brahmanes. Le peshwa, ancien chef de la confédération Mahratte, aujourd'hui pensionné, sans territoire ;

le soubehdar de Djansi, le rânâ de Djalone, etc. Radjpouts. Le radjah d'Oudeipour, le radjah de Djeypour et autres chefs puissans du Radjpoutana, du Boundêlkund, de Malivâ, de Goudjrât, etc. Mahrattes. Le souverain de Baroda ou le gaékwar, le radjah de Satara, le maharadjah-scindhia, etc. Hindous de diverses castes. Le radjah de Mysore, le radjah de Cochin, le radjah de Bhartpour, etc.

Princes ou chefs sikhs indépendans du maharadjah de Lahore, et sous la protection de la compagnie. Le radjah de Djeend, le radjah de Patiala, le radjah de Sirmour, etc..

Àla tête de ce troupeau de rois déchus, marche, courbé sous le poids des souvenirs de sa race, le descendant de Timour, l'héritier des titres pompeux que justifiaient la conquête de l'Hindoustan et la splendeur des règnes d'Akbar et d'Aurengzeb, le shâh-hun-shâh (roi des rois), qui aurait pu commander comme ses ancêtres à tous ces tributaires, et qui, tombé plus bas qu'aucun d'eux, tend aujourd'hui à l'aumône de la compagnie sa main impériale. Par respect pour le souverain nominal, dont la compagnie tient ses droits aux yeux des peuples de l'Hindoustan, par une sollicitude étudiée pour les priviléges du rang et les exigences de l'étiquette, le résident à la cour de Dehli est encore astreint, dans ses relations avec le durbar, aux formes humblement cérémonieuses que l'usage prescrit à un inférieur. Toutes les prières de l'empereur sont des ordres en apparence, tous les ordres du résident sont des prières ; mais à mesure que le pouvoir du gouvernement anglais se consolide, ce vain étalage de soumission respectueuse se resserre dans de plus étroites limites, et le nom du souverain anglais a succédé à celui de l'empereur sur les monnaies frappées par ordre du gouvernement suprême.

Un domaine considérable avait été affecté à la subsistance et à l'entretien de la famille impériale ; ce domaine est aujourd'hui administré par les officiers de la compagnie, et une portion des revenus réalisés constitue la dotation garantie au vieil empereur. Cette pension, par suite de la mission en Angleterre du célèbre Ram-Mohun-Roy, chargé en 1830 des réclamations des illustres mendians, a été portée à 15 lacks de roupies ou environ 3,700,000 francs.

Il est quelques autres princes, autrefois sujets des empereurs moghols ou grands vassaux de leur couronne, mais plus tard souverains indépendans, et qui conservent encore aujourd'hui, sous la protection de la compagnie, quelques attributs du pouvoir suprême. L'étendue et la population de leurs états, l'importance de leurs revenus, méritent d'arrêter un instant nos regards.

Le roi d'Aoudh, dont les états occupent une superficie d'environ 26,000 milles carrés avec une population d'à peu près 6 millions d'habitans ; un revenu de 50 millions et une armée de 20 à 30,000 hommes, dont une partie commandée par des officiers de la compagnie. Le roi d'Aoudh passait, il y a quelques années, pour le souverain le plus riche de l'Hindoustan ; le père du roi actuel avait laissé un trésor évalué à plus de 350 millions.

Le nizâm, dont le territoire n'occupe pas une superficie moindre de 100,000 milles carrés ; ses revenus sont au moins égaux aux revenus actuels du roi d'Aoudh. La population est probablement au-dessus de 10 millions d'ames. L'armée régulière, commandée par des officiers anglais, s'élève à environ 12,000 hommes. Les forces locales proprement dites ne vont pas au-delà de 20,000 hommes de troupes irrégulières.

Le maharadjah-scindiah, roi de Gwalior ; on évalue l'étendue de ses états à 42,000 milles carrés, la population à 5 millions d'ames, les revenus nets de 25 à 30 millions. L'armée, commandée en partie par des Européens, s'élevait, il y a quelques années, à plus de 25,000 hommes.

Le gaékwar ou roi de Baroda, dont l'importance politique est inférieure à celle des princes déjà cités, et qui entretient un corps d'armée d'environ 10,000 hommes.

Les radjâhs ou ranâs d'Oudeipour, Djeypour et Djodpour, qui sont les trois souverains principaux du Radjpoutana, et qui peuvent mettre sur pied plus de 60,000 hommes de troupes, dont une cavalerie regardée comme la plus redoutable de l'Hindoustan, forme la majeure partie. Le gouvernement suprême se serait vu, d'après les derniers avis, forcé de déposer le souverain de Djodpour, Radjah Mân-Singh, et de prendre en main l'administration de ses états.

Il est très probable qu'avant long-temps ceux des princes hindous ou musulmans qui ont conservé quelque indépendance subiront le sort de Mân-Singh, et nous n'hésitons pas à penser que les populations aujourd'hui soumises à l'administration immédiate de ces princes gagneront en général à passer sous la domination directe du gouvernement anglais, qui prendra soin, toutefois, de donner par degrés une part active dans l'exercice du pouvoir à des agens subalternes choisis parmi les indigènes. Si quelque cause extérieure ou quelque haute imprudence politique ne vient pas troubler les habitudes de soumission auxquelles l'Inde est déjà façonnée envers sa superbe protectrice, ces grands changemens s'opéreront sans secousse, et donneront, dans un quart de siècle, un demi-siècle peut-être, à l'empire hindo-britan-

nique le caractère d'unité et de force politique qui lui manque encore. Mais en même temps le flambeau de la civilisation européenne aura éclairé jusqu'aux plus humbles vallons, jusqu'aux derniers hameaux de l'Hindoustan ; la race née du mélange des conquérans européens avec les races indigènes aura crû en nombre, en intelligence de ses besoins et de ses droits, en influence politique, en force en un mot ; les Indiens eux-mêmes, soit musulmans, soit Hindous, se seront familiarisés avec les armes puissantes qui les ont vaincus et réduits à l'obéissance, ils auront compris ce qu'il y a de merveilleux dans l'organisation, la subordination, le concours, ce que l'homme peut faire avec l'intelligence, la connaissance, la volonté. Alors, si l'amour du changement si naturel au cœur humain, comprimé pendant tant de siècles par des institutions fortes et sages à plusieurs égards, se fait jour au travers des castes et se communique des hautes classes à la masse de la population ; si la vie civile et politique leur apparaît tout à coup avec ses grandeurs européennes et son avenir illimité, si l'ambition et l'habileté de quelques hommes donne à ces émotions nouvelles le caractère d'un sentiment national ; alors, disons nous, les Hindoustanis oublieront peut-être qu'ils sont redevables à l'Angleterre des bienfaits de la civilisation ; alors se trouveront en présence quelques étrangers dominateurs et des millions d'hommes exaltés par le désir d'une vague indépendance, et qui n'ont qu'à se lever non-seulement pour dominer à leur tour, mais pour anéantir en un instant toute résistance ! Voilà ce qui peut arriver ; voilà très certainement quelles sont les tendances que le gouvernement anglais aura à combattre, et dont les germes déposés par la civilisation dans le sol politique de l'Inde percent déjà de toutes parts. D'autres puissances européennes, dans le but de faire prévaloir des préten-

tions plus ou moins fondées à la participation des avantages dont l'Angleterre jouit exclusivement aujourd'hui, pourront exciter à dessein l'esprit turbulent de certains peuples de l'Inde occidentale et du Dekkan, encourageant en même temps les projets d'envahissement des nations à demi sauvages de l'est, qui déjà plus d'une fois ont obligé les Anglais à des expéditions coûteuses pour les refouler au-delà des grands fleuves ou des montagnes qui les séparent du territoire de la compagnie. Cependant ce sont là des éventualités qui ne nous paraissent pas devoir se présenter avant un assez long temps, et comme la conduite du gouvernement anglais n'a manqué, à aucune époque décisive, ni de fermeté ni de prévoyance, il est naturel de penser qu'elle continuera à s'adapter à la marche des évènemens et à lutter avec son habileté ordinaire contre les causes de destruction qui ne cesseront de menacer la domination anglaise dans l'Hindoustan. Nous persistons donc à regarder le système de politique intérieure que nous venons de développer comme le plus applicable aux circonstances dans lesquelles le gouvernement de l'Inde anglaise s'est trouvé placé jusqu'à ces derniers temps à l'égard des princes du pays. L'administration civile, judiciaire et financière du territoire anglais proprement dit ne nous semble pas en somme avoir été dirigée d'après des principes aussi sages et des vues aussi saines et aussi libérales. Néanmoins, cette administration a eu de tout temps le mérite d'une organisation simple et concentrée, en harmonie avec la forme même du gouvernement. Le reproche le plus grave qu'on puisse lui adresser, c'est précisément l'excès de cette concentration, qui place fréquemment encore aujourd'hui dans la même main des pouvoirs qui devaient en bonne justice être totalement distincts, et qui fait passer sous les yeux d'un seul juge ou d'un seul collecteur les innombrables affaires créées par les conflits

d'intérêts d'une population trop considérable pour que l'activité et le dévouement d'un seul homme (fût-il aussi éclairé qu'actif et dévoué) puissent satisfaire même imparfaitement aux prétentions légitimes de chacun à un examen attentif de ses droits. Voici en peu de mots quelle est l'organisation administrative et judiciaire du pays.

La correspondance relative aux différentes branches du service est dirigée par un petit nombre de secrétaires du gouvernement, assistés chacun d'un ou deux secrétaires-adjoints. Le pouvoir exécutif est, dans tout ce qui concerne les mesures générales, réglé par des commissions spéciales ou plutôt des conseils ou bureaux permanens (boards), dont on compte six dans la présidence du Bengale, savoir 1 le bureau des finances (board of revenue), 2 le bureau des douanes, du sel et de l'opium (board of customs, salt and opium), 3 le bureau du commerce (board of trade), 4 le bureau militaire (military board), 5 le bureau de la marine (marine board), 6 le bureau médical ou conseil de santé (médical board). La présidence de Madras ne compte que trois de ces bureaux directeurs. Bombay n'en a qu'un seul. Il y a en outre, au siége du gouvernement suprême, une direction générale des postes, un bureau général des comptes (accountant general's office), un comité des monnaies (mint committee), un comité d'instruction publique, etc.

L'organisation judiciaire dans l'Inde, et en particulier dans la présidence du Bengale et dans les provinces de l'ouest, ne présente pas encore un ensemble régulier, et ses limites ne sauraient être nettement définies, attendu que les fonctions administratives, fiscales et judiciaires, sont quelquefois exercées toutes trois ensemble, et souvent deux d'entre elles par le même fonction-

naire. Nous ne pouvons donc qu'indiquer les principaux élémens d'un système qui a reçu des modifications continuelles, et qu'on ne peut regarder encore comme définitivement arrêté.

L'application de la loi anglaise aux Européens, aux serviteurs de la compagnie et aux sujets anglais dans l'Inde, est réservée à des cours suprêmes de judicature établies aux chefs-lieux des différens gouvernemens. La cour suprême de Calcutta est composée d'un grand juge et de deux juges ordinaires dont le traitement annuel s'élève, pour le grand-juge, à 200,000 fr. et, pour les juges ordinaires, à 150,000 fr. par an environ.

D'autres cours suprêmes d'appel et de police judiciaire, connues sous le nom de cours de sadder-diwany et nizamat-adâlat (cours suprêmes civile et criminelle), dirigent l'application des lois indigènes, c'est-à-dire des codes musulman et hindou. Ces cours se composent d'un nombre variable de juges : ceux de la cour suprême indigène de Calcutta, au nombre de quatre, reçoivent un traitement moyen de 130,000 fr. environ.

Viennent ensuite les cours d'appel et de circuit, ou cours provinciales, présidées par des juges qui ont un traitement d'environ 100,000 fr., puis des cours de zillahs ou cours de districts, dont les membres reçoivent en général de 30 à 75,000 fr. par an, et enfin des tribunaux secondaires où siégent des magistrats choisis surtout parmi des indigènes, et qui sont désignés par le titre d'amines (divisés en principaux, sadder amines, et ordinaires) et de mounsiffs. Ces magistrats décident les causes de 500 roupies (1,250 fr.) et au-dessous. Leur traitement varie de 3,000 à 15,000 fr., selon l'importance de leurs fonctions.

Ces détails se rapportent plus particulièrement à la présidence du Bengale. Les autres gouvernemens ont également leurs cours de judicature anglaise et des cours indigènes analogues à celles dont nous venons de parler, mais qui, dans leur constitution et dans la manière dont elles administrent la justice, sont modifiées par des considérations particulières et des habitudes locales qu'on a sagement respectées.

Ce système judiciaire qui semble, au premier coup d'œil, devoir satisfaire aux besoins de la population, a été, nous le répétons, et est encore, à beaucoup d'égards, fort imparfait dans son application, ce qu'il faut attribuer surtout à deux causes : l'une était l'emploi exclusif, dans tous les tribunaux, de la langue persane, qui n'était ni la langue des juges ni celle des parties ; cette cause de confusion et d'injustice, reste d'un système imposé par la conquête, va disparaître dans toute l'Inde et a déjà disparu complètement au Bengale. La langue la plus généralement parlée dans les divers gouvernemens a été substituée au persan dans toutes les procédures. Une autre cause de la mal-administration de la justice (et nous y avons déjà fait allusion) est la grande étendue des juridictions dans un pays où beaucoup de provinces sont très peuplées et où la population est naturellement très processive. Le gouvernement suprême s'est occupé avec une louable sollicitude de remédier aux imperfections du système judiciaire et du système administratif. Sous l'administration philantropique de lord W. Bentinck, et maintenant sous celle de lord Auckland, de grands efforts ont été faits dans ce but. Un des résultats les plus importans déjà obtenus est, sans contredit, la révision des codes mahométan et hindou, et leur refonte en un seul code où l'humanité éclairée de l'Europe chrétienne vient en aide, autant que les temps le permettent, aux populations de l'Hindoustan, si

longtemps opprimées par le despotisme, le fanatisme et la superstition.

Le nouveau Code pénal de l'Inde, rédigé par une commission spéciale et soumis à la sanction du gouvernement suprême, est un pas immense fait dans la carrière des améliorations que réclame l'administration de la justice. Pour donner une idée de l'esprit de libéralité, d'impartialité et de saine politique qui a présidé à la rédaction de ce beau travail, nous citerons l'exposé des motifs qui précède le chapitre XV du nouveau code, chapitre qui traite des délits relatifs à la religion et aux castes.

Voici comment s'exprime la commission, et nous appelons d'autant plus volontiers l'attention de nos lecteurs sur ce court et lumineux exposé, qu'il suffit pour donner, sous le point de vue religieux, une idée très nette de la position du gouvernement anglais à l'égard des populations de l'Inde :

Le principe sur lequel ce chapitre a été établi est un principe auquel il serait à désirer que tous les gouvernemens se conformassent, et duquel le gouvernement anglais dans l'Inde ne peut s'écarter sans risquer la dissolution de la société. Ce principe est que chaque homme doit être libre de suivre sa propre religion, et qu'aucun homme ne peut insulter à la croyance d'un autre.

« La question de savoir si les insultes faites à une religion doivent être punies, nous semble tout-à-fait indépendante de la vérité ou de la fausseté de la religion attaquée. La religion peut être fausse, mais le mal que ces insultes causent à ceux qui professent cette religion est réel. C'est souvent, et l'observation la plus superficielle peut nous en convaincre, une peine aussi réelle, aussi poignante qu'aucunes de celles qui puissent être causées

par des délits contre la personne, la propriété ou la réputation, et il n'existe rien qu'on puisse offrir en compensation. La discussion peut, il est vrai, faire jaillir la vérité, mais les outrages n'ont point cette tendance. Ils peuvent être dirigés aussi aisément contre la foi la plus pure que contre la plus grossière superstition. Il est plus facile de combattre le mensonge que la vérité, mais il est tout aussi facile de détruire ou de souiller les temples de la vérité que ceux du mensonge ; il est aussi facile de troubler par des paroles déshonnêtes et des clameurs injurieuses des hommes rassemblés dans des vues d'adoration rationnelle et pieuse, que des hommes occupés de l'accomplissement des plus absurdes cérémonies. De telles insultes, quand elles sont dirigées contre des opinions erronées, ont rarement d'autre effet que celui de fixer ces opinions plus profondément dans l'esprit, et de donner un caractère particulier de férocité aux discussions théologiques. Au lieu de faire ressortir la vérité, elles ne font qu'enflammer le fanatisme.

« Toutes ces considérations s'appliquent avec une force particulière à l'Inde. Il n'est peut-être pas de pays où le gouvernement ait autant à craindre de l'excitation religieuse parmi le peuple. Les chrétiens sont en très petite minorité dans la population, et en possession des emplois les plus élevés dans le gouvernement, dans les tribunaux et dans l'armée. Sous leur domination se trouvent placés des millions de mahométans de différentes sectes, mais tous fortement attachés aux articles fondamentaux de la foi mahométane, et des dizaines de millions d'Hindous, fortement attachés à des doctrines et à des rites que chrétiens et mahométans réprouvent également. Un tel état de choses est rempli de dangers qui ne peuvent être évités que par une ferme adhérence aux vrais principes de tolérance et de modération. Le gou-

vernement anglais, avec un profond jugement et un succès non moins remarquable, a agi jusqu'à présent d'après ces principes, et sur ces principes nous proposons d'établir cette partie du code pénal. »

Depuis un temps immémorial l'impôt foncier a été la principale source des revenus du gouvernement dans l'Inde. Le revenu territorial, dans ce pays, est une sorte de redevance basée sur ce principe que la terre appartient au souverain, et qu'il a droit à une certaine portion du produit. La terre est donc affermée au cultivateur ; mais la nature du bail varie suivant les provinces, et les conditions générales de la transaction n'ont pas encore revêtu un caractère de permanence, de rationalité et de justice qui protége également les intérêts du cultivateur et ceux du gouvernement.

D'après les comptes soumis au parlement pour l'année 1836-37, l'impôt territorial (land revenue) s'élevait à 10,200,000 liv. sterl. (environ 260 millions de francs). La plus importante des autres branches de revenus, dans ces dernières années, avait été la vente de l'opium, qui, en 1836-37, n'a pas rapporté moins de 143 lacs de roupies ou à peu près 36 millions de francs ; le monopole du sel, qui, dans la même année, a réalisé au Bengale 90 lacs de roupies ou environ 22,500,000 francs ; viennent ensuite les droits perçus par la douane ou les octrois, qui paraissent s'être élevés à la même époque à 6 ou 7 millions dans cette présidence, etc..

Le total des recettes, dans les quatre gouvernemens, s'est élevé en 1836-37 à un peu plus de 16 millions de liv. ster., environ 415 millions de francs. Les dépenses ont dépassé 14 millions de liv. ster. (environ 357 millions de francs), laissant en apparence

une balance de 58 millions disponible pour l'exercice suivant ; mais cet excédant de recettes, s'il a existé réellement, a dû être absorbé, et bien au-delà, par les dépenses des années 1838-39 et 1839-40. Nous n'avons sous les yeux que deux documens qui se rapportent à la question, mais ils suffisent pour faire présumer l'exactitude rigoureuse de nos conclusions ; ce sont deux bordereaux officiels des dépenses acquittées en Angleterre, chaque année, au compte du territoire de l'Inde, bordereaux qui font partie du budget de l'Inde, l'un pour l'exercice 1836-37, l'autre pour l'exercice 1838-39. Le premier s'élevant à 2,210,847 liv. ster., l'autre atteignant le chiffre de 3,643,980. La différence est de 1,433,133 liv. ster. ou plus de 36 millions de francs. Il est probable que l'expédition d'Afghanistan aura coûté quatre ou cinq fois cette somme, et il se passera plusieurs années avant que l'état des revenus de Shah-Shoudja permette à ce prince de rembourser au gouvernement anglais ces énormes avances. D'ailleurs les augmentations considérables dans le personnel et le matériel de l'armée anglo-indienne auxquels le gouvernement suprême s'est décidé postérieurement à cette expédition, les entraves mises par les évènemens politiques au commerce de l'opium, et les immenses préparatifs qu'entraîne la rupture entre l'Angleterre et la Chine, au sujet de cette drogue, et dont le gouvernement de l'Inde aura certainement à payer sa part ; ces diverses causes, disons-nous, ont une tendance manifeste à compromettre gravement et pour long-temps peut-être la position financière de l'empire hindo-britannique. Enfin, les derniers documens recueillis sur le commerce de l'Inde semblent indiquer une diminution considérable dans les produits de ce commerce depuis quelques années. De 1816 à 1825, la somme des importations et des exportations s'était élevée à 1,909,412,208 roupies. De 1826 à

1835, le total n'a été que de 1,897,300,886 roupies, donnant une différence de 12,111,332 roupies, ou environ 30 millions de francs en moins pendant les dix dernières années.

Cependant, à dater de 1835, il y a eu amélioration, car les relevés les plus récens nous donnent pour chiffre de la moyenne des entrées dans le port de Calcutta, pendant les années 1834-35, 35-36 et 36-37, 168,340 tonneaux, moyenne supérieure à celle des années précédentes. La part prise par la France dans ce mouvement commercial a été :

De ces navires, il n'y en a guère que dix ou douze, année commune, qui fassent leur retour directement en France. Les autres sont employés au transport des riz et blés pour l'approvisionnement de Bourbon, et utilisent ainsi le temps qui s'écoule jusqu'à l'époque favorable pour un chargement de retour.

« Soit, au change moyen de 2 fr. 50 fr., une valeur de 234 millions de francs. « Réduite qu'elle a été encore par l'effet des modifications apportées au tarif en 1836 et 1837, la participation de la France a bien rarement atteint, par ses exportations en valeur réelle, un chiffre de 2 millions de francs, et encore une notable partie de cette somme a-t-elle été introduite par navires anglais. Ses achats ou importations en produits indiens présentent une valeur réelle d'environ 16 à 18 millions de francs. « C'est donc un tribut annuel de 15 à 16 millions que la France paie à la compagnie des Indes, soit à l'empire britannique, pour le Bengale seulement ; tribut compté en numéraire pour acheter des traites au commerce anglais, ou des matières d'or et d'argent, qui vont se fondre et se convertir en roupies à l'hôtel des monnaies de Calcutta. « Sans doute l'équilibre entre ces rapports ne sera jamais possible. L'Inde sera toujours pour la France ce qu'elle est, ce

qu'elle a toujours été depuis les temps les plus reculés pour l'Europe entière, un pays de production agricole et non point de consommation industrielle, un gouffre où va s'engloutir l'or du continent européen ; mais notre participation à ce mouvement immense est trop infime, la disproportion qui existe entre son actif et son passif est trop considérable, pour tenir à des causes également équitables. Si on accorde quelque attention à leur recherche, on ne peut s'empêcher de reconnaître que les unes dépendent de nous-mêmes, de notre propre volonté, du système économique qui nous régit, système aussi vicieux en soi que fâcheux dans ses conséquences, et que les autres tiennent à un vouloir étranger qui nous sera toujours contraire, mais qu'une sollicitude plus active pourrait nous rendre moins défavorable. »

Le gouvernement anglais est occupé en ce moment de mesures importantes pour la protection et le développement des ressources commerciales de l'Inde. Ce que nous avons dit ailleurs sur ce sujet, et les renseignemens généraux que nous venons de présenter sur les recettes et les dépenses de l'empire suffisent pour montrer que le gouvernement de l'Inde doit chercher à augmenter ses revenus territoriaux par les encouragemens qu'il donnera à l'agriculture, par l'accroissement et le perfectionnement des voies de communication intérieures, par l'extension générale du commerce, et enfin par l'appropriation définitive de certains états tributaires dont les richesses naturelles ou les ressources sont méconnues par les gouvernemens indigènes ou imparfaitement réalisées et dissipées dans l'intérêt d'un despotisme égoïste.

La police générale de l'empire (divisé à cet égard en plusieurs grands arrondissemens) est confiée à des hommes éminens par leur instruction, leurs connaissances locales, l'activité et l'énergie

de leur caractère, et dont les efforts dans ces dernières années ont été surtout dirigés vers la suppression du tugguisme, cette association monstrueuse qui couvre l'Inde entière de ses réseaux, et qui depuis des siècles fait du meurtre et du vol une profession placée sous la protection de certaines pratiques superstitieuses. Pour maintenir l'ordre et la sécurité dans les divers districts, on a formé des corps de milice et une sorte de gendarmerie à pied et à cheval qui accélère la correspondance entre les chefs de service, magistrats, collecteurs, etc., presse la rentrée des contributions, surveille les malfaiteurs employés aux travaux publics, etc. Les relevés de la statistique criminelle indiquent depuis quelques années une diminution remarquable dans le nombre des délits.

Le gouvernement s'efforce de donner une impulsion salutaire à l'immense population aux destinées de laquelle il préside, en multipliant autant que possible les établissemens d'instruction publique. L'instruction primaire, dans toute l'étendue de l'Inde, paraît avoir été de tout temps dans un état plus florissant qu'en aucune partie de notre Europe, et des calculs récens donnent, pour la proportion du nombre des enfans fréquentant les écoles au nombre total des habitans, le rapport de 1 à 5.

La presse est libre dans l'Inde anglaise. Le nombre des journaux et des publications périodiques qui s'impriment à Calcutta, Madras, Bombay et autres villes considérables des provinces, tant en anglais qu'en persan, bengali, etc., s'élève à plus de quatre-vingts.

Malgré les habitudes généralement tranquilles et paisiblement industrieuses de la masse de la population, la stabilité de l'ordre de choses introduit par la domination anglaise doit être attribuée surtout à la présence d'une armée dont l'organisation actuelle,

parfaite à beaucoup d'égards, est le résultat d'une longue expérience et d'études approfondies sur le caractère des indigènes et les exigences du service. Ce serait une tâche curieuse et utile à la fois (par les nombreux points de comparaison qu'elle offrirait) que de tracer l'histoire de cette armée et d'entrer dans le détail de cette organisation si merveilleusement adaptée aux circonstances locales ; mais, sur ce point comme sur ceux qui précèdent, nous devons ici nous borner à des indications sommaires, quoique précises et suffisantes pour les appréciations de la politique. Nous ferons cependant quelques observations qui nous sont suggérées par les immenses résultats que l'Angleterre a obtenus de la formation de corps indigènes disciplinés plus ou moins complètement à l'européenne, et commandés par des officiers anglais. Il est permis d'espérer que nous réussirons à tirer parti des populations de l'Algérie de la même manière et en passant par des modifications analogues à celles qui, dans l'Hindoustan, ont fait par degrés un cavalier ou un fantassin accompli, un soldat brave, discipliné et dévoué à ses chefs, de celui qui n'était jadis qu'un maraudeur ou un pillard hardi. Le cypahi est bien payé ; il reçoit 7 roupies par mois (environ 17 francs) en garnison, et en marche une augmentation ou batta de 1 roupie 8 annas, ce qui porte sa solde à 21 francs à peu près. Il se nourrit lui-même, mais on a soin que le bazar (marché) du camp soit toujours bien fourni en grains, farine de bonne qualité etc. En santé, le cypahi est l'objet des soins, des égards, et (après de longs services, ou par suite de quelque action d'éclat) des distinctions les plus flatteuses, accompagnées d'une augmentation de solde ou de pension ; malade, il trouve dans les hôpitaux régimentaires des secours prompts et efficaces. En un mot, rien ne manque au comfort et au bien-être moral du cypahi pendant la période active de sa vie

militaire ; et quand l'âge, les infirmités ou les blessures le décident à prendre sa retraite, cette retraite est entourée d'aisance, de considération et de respect.

Les classes principales de la population indigène contribuent toutes à la formation de l'armée. L'élément hindou domine dans l'armée du Bengale, et en général dans l'infanterie des trois armées. L'infanterie compte au moins 30,000 Radjpouts. La cavalerie se recrute en général de mahométans dans les trois présidences, et plus particulièrement dans celle de Madras. Chacune de ces présidences a son armée, complètement organisée et commandée par un général en chef. Les trois armées forment ensemble l'armée de l'Inde, commandée en chef, en ce moment, par sir Jasper Nicolls, qui succède à sir Henry Fane.

L'armée régulière se compose d'Européens et d'indigènes commandés par des officiers européens. Les Européens se divisent en troupes de la reine à la solde de la compagnie, et troupes levées et organisées par la compagnie elle-même. Voici le relevé, par armes, des forces actuelles dans les trois présidences, comprenant 20 régimens européens de la reine, infanterie ; 6 de la compagnie et 4 régimens de cavalerie européenne de la reine ; 152 régimens d'infanterie indigène, et 21 régimens de cavalerie, etc..

TROUPES EUROPÉENNES.

TROUPES INDIGÈNES.

En supposant une population de 100 millions aux territoires anglais dans l'Inde et estimant l'armée indigène en nombre rond à 180,000, il paraîtrait que le gouvernement anglais ne lève

qu'un soldat sur 555 habitans. Le chiffre de l'effectif de l'armée a atteint près de 300,000 en 1826. Le budget de la guerre, dans l'Inde anglaise, doit s'élever maintenant à environ 250 millions de francs. En 1830, le chiffre dépassait 239 millions, et l'armée, forte d'environ 223,000 hommes comptait plusieurs milliers d'Européens de moins qu'aujourd'hui. En résumé, l'armée indienne, avec son organisation et son effectif actuels, est une des armées les plus belles, les mieux équipées et les mieux disciplinées du monde entier.

La marine de l'Inde est loin d'être sur un pied aussi respectable. La présidence de Bombay, la mieux pourvue sous ce rapport, et dont la marine militaire a été assez imposante autrefois, ne comptait dans ces derniers temps qu'une frégate, une dizaine de corvettes et de bricks, deux steamers armés en guerre, et quelques autres bâtimens de transport, etc. Le port de Calcutta compte douze gros bricks pilotes, qui font un service très actif à l'embouchure du Gange et entre cette embouchure et Calcutta. La présidence du Bengale entretient aussi quelques steamers. Madras n'a rien qui ressemble à une marine militaire. Le gouvernement suprême s'attachera, sans aucun doute, à multiplier les steamers, surtout en vue de l'exploitation complète de la navigation de l'Indus.

Quelque préoccupé qu'il puisse être de la protection et du développement des intérêts matériels, ce gouvernement donne une attention toute particulière aux besoins de la population chrétienne et aux moyens de propager avec une sage lenteur les doctrines évangéliques parmi les indigènes. Nous devons nous borner à quelques indications. L'Inde anglaise compte aujourd'hui trois évêchés, dont l'un métropolitain, celui de Calcutta, et deux

suffragans, ceux de Madras et de Bombay. L'évêque métropolitain de l'Inde relève de l'archevêque de Cantorbéry, son traitement annuel est d'environ 50,000 roupies, ou 125,000 francs ; il est logé dans un magnifique palais ; les frais de ses tournées épiscopales sont supportés par l'état. Les évêques suffragans jouissent des mêmes avantages, mais leur traitement n'est que de 24,000 roupies, environ 60,000 francs.

L'ensemble des hauts traitemens civils, judiciaires et ecclésiastiques, dans les trois présidences (les provinces de l'ouest comprises), s'élevait, en 1827-28, à plus de 50 millions de francs, et cette somme était répartie sur 1,306 individus, donnant un traitement moyen d'environ 40,000 francs par tête. Le chiffre actuel de cette dépense n'est probablement pas tout-à-fait aussi élevé, mais la différence ne saurait être considérable, et s'il est une vérité établie en statistique gouvernementale, c'est que la compagnie paie les fonctionnaires qu'elle emploie plus libéralement que ne l'a jamais fait aucune des puissances européennes. Si l'on considère les circonstances particulières et difficiles dans lesquelles ce gouvernement a été placé et son caractère mixte, commercial et politique, on jugera qu'il a sagement agi en payant mieux qu'aucun autre, et c'est surtout à cause de cela qu'il a été mieux servi.

Pour compléter ces indications générales, nous dirons quelques mots des traitemens alloués aux officiers-généraux, supérieurs et autres de l'armée. Le général commandant en chef dans l'Inde reçoit, indépendamment de la solde de son grade et à titre de traitement extraordinaire, environ 180,000 francs par an ; les officiers-généraux reçoivent de 36 à 40,000 roupies, ou de 90 à 100,000 francs par an ; les brigadiers environ

60,000 francs, les colonels de 36 à 45,000 francs (selon les armes et la différence entre la solde de garnison et la solde de marche ou sur pied de guerre, différence désignée sous le nom de batta) ; les lieutenans-colonels de 22 à 34,000 francs, les majors de 17 à 27,000, les capitaines de 10 à 16,000, les lieutenans de 6 à 10,000, et les sous-lieutenans, enseignes ou cornettes, de 4 à 9,000 fr. environ.

Les Hindous et les Musulmans forment les deux élémens principaux de la population de l'Hindoustan, et il semble au premier coup d'œil qu'il soit possible de grouper autour de l'une ou l'autre de ces deux grandes divisions toutes les races ou tribus secondaires ; mais il n'en est pas ainsi : plusieurs de ces races se refusent à de semblables rapprochemens, et vivent isolées par leurs mœurs, leur langage et leurs caractères physiques. D'ailleurs, les Hindous et les Musulmans se subdivisent eux-mêmes en un grand nombre de populations qui ne diffèrent pas moins les unes des autres que bien des nations de l'Europe entre elles. Il serait difficile de dire quelle est dans l'Hindoustan la proportion des Hindous aux Musulmans, les relevés étant fort incomplets jusqu'à ce jour ; mais nous pensons qu'on peut évaluer à une vingtaine de millions la population musulmane répandue dans toute l'Inde anglaise, y compris le Pandjâb et l'Afghanistan. Les Hindous proprement dits, appartenant à diverses sectes de la religion brahmanique, peuvent s'élever à 50 millions, dont 30 millions au moins habitent la présidence du Bengale. Le boudhisme compte peut-être dans toute l'Inde anglaise 2 à 3 millions de prosélytes, dont la population de Ceylan forme la moitié ; les autres croyances, dont quelques-unes participent à la fois de l'islamisme et du brahmanisme, et dont d'autres ne paraissent avoir aucun point de contact avec ces religions, se répartissent entre une

quantité prodigieuse de tribus. Pour donner une idée de l'immensité du champ que l'ethnographie aura à parcourir pour rassembler seulement les matériaux des importantes recherches qu'elle est appelée à faire dans l'Hindoustan, nous remarquerons, avec l'historien du Radjpoutana, qu'en suivant le cours de la rivière Tchamboul sur un développement d'environ 500 milles, on traverse des royaumes, principautés, petites républiques., etc, formés des races suivantes : Soundies, Tchanderawats, Siesoudias, Aaras, Gore, Djadoune, Sikerwal, Goudjeur, Djât, Touar, Tchohâne, Bhadoria, Katchwaha, Sengar, Bondéla, etc. Toutes ces races diffèrent plus ou moins par leurs caractères physiques, leurs mœurs, leurs coutumes, leurs occupations ordinaires et leurs langages. La taille, le teint et la physionomie des Hindous et même des Musulmans de l'Inde sont si variés, qu'aucune description ne peut suffire à faire connaître les diverses races qui composent la masse de la population. Parmi cette diversité infinie de types que présente cette population bigarrée de l'Hindoustan, il en est quelques-uns qui ont déjà été étudiés avec soin, et, avant de quitter ce sujet, nous essaierons de donner une idée de la race hindoue proprement dite, observée dans ses castes supérieures. En général, les habitans des plaines sont plus petits et plus sveltes, les montagnards, ou au moins les habitans des plateaux, d'une plus haute taille et d'un système musculaire plus développé ; mais les uns et les autres sont agiles, de formes élégantes, et capables de supporter de grandes fatigues ; tous ou presque tous sont éminemment propres à la vie militaire. On voit peu de personnes contrefaites, mais par différentes causes la cécité est assez commune. Le teint du peuple varie, selon le climat et les circonstances, d'un olivâtre foncé tirant sur le noir, à une riche teinte brune légèrement olivâtre ressemblant assez à celle

des Italiens du nord ou des Provençaux ; mais chez les Hindous, l'esprit est si bien discipliné, que le dehors trahit rarement les émotions du dedans. Le contour de la figure est ovale, le front élevé, mais légèrement comprimé, les yeux et les cheveux noirs, les sourcils arqués, le nez et la bouche de forme européenne, le regard calme, tranquille et prévenant, également éloigné de l'aspect sombre et farouche du Malais et de l'expression passionnée du Persan ou de l'Arabe. Le buste est en général dans de belles proportions ; la poitrine est large et profonde, la taille fine, les bras parfaitement attachés, les mains petites, mais nerveuses ; les extrémités inférieures comparativement grêles, et le pied plat, les orteils courts, mais bien détachés et très souples.

On trouve fréquemment parmi les Radjpouts et les montagnards du nord des hommes d'une stature gigantesque, qui seraient remarqués dans tous les pays de l'Europe par leurs proportions et leur force herculéennes. « Gokul-Dass, dit le colonel Tod, le dernier chef de Déoghar, était, de figure et de taille, un des plus beaux hommes que j'aie jamais vus : il avait environ six pieds six pouces ; il avait la corpulence d'un Hercule et se tenait parfaitement droit ; son père, à vingt ans, était beaucoup plus gros et devait avoir eu près de sept pieds de haut. » Les femmes, lorsqu'elles ne sont pas hâlées et flétries par le soleil et par un travail excessif, sont presque toujours d'une beauté extraordinaire ; elles ont les membres petits et arrondis, les articulations d'une grande souplesse, des traits pleins de douceur, des yeux noirs et languissans, les cheveux longs et soyeux, et la peau d'une finesse et d'un poli merveilleux. Les femmes hindoues de la caste brahmanique se font remarquer entre toutes. Le cou, les épaules et la poitrine sont ravissans, les membres en général d'une rare délicatesse et d'un moule exquis, les mouvemens aisés, nobles et

gracieux à la fois ; le contour de la face du plus bel ovale grec, le nez long et droit, la lèvre supérieure admirablement modelée, la bouche petite, le menton rond. Les yeux, ombragés de longs cils noirs et surmontés de sourcils élégamment arqués, sont grands, noirs, humides et étincelans d'expression. Il est difficile en un mot de rien voir de plus gracieux qu'une femme hindoue de haute caste, et il n'est pas jusqu'à la teinte dorée de cette peau si douce, si unie, si lustrée, dont le ton riche, chaleureux et diaphane, n'appelle le regard et n'excite l'admiration.

L'opinion paraît hésiter, quant à la supériorité morale et intellectuelle, entre la race hindoue et la race musulmane. Nous croyons que, sous le rapport de l'aptitude, de la pénétration et de l'intelligence, les Hindous sont au moins égaux aux Musulmans, et sous le rapport des qualités morales, des habitudes et surtout des penchans de l'une et l'autre nature, nous n'hésitons pas à donner la préférence aux sectateurs de Brahma. Nous considérons la population hindoue comme la plus propre à concourir au grand œuvre de la civilisation de l'Asie centrale. L'empire anglais dans l'Inde lui doit ses richesses agricoles, ses commerçans les plus actifs et les plus habiles, ses meilleurs soldats (fait remarquable, et qui suffit à lui seul pour prouver combien on s'était formé une idée fausse du caractère hindou) ; elle lui devra ses meilleurs administrateurs, ses agens les plus dévoués, et peut-être, au jour d'épreuve, ses alliés les plus fidèles et ses plus intrépides défenseurs. Mais il manque encore à cette masse intelligente et soumise ce qui manque, hélas ! à plus d'un peuple aujourd'hui : la confiance dans l'avenir.

Tel est, esquissé à grands traits, le tableau général des divisions politiques, militaires, administratives, de la population, de

l'organisation et des ressources de l'empire hindo-britannique. Jamais, à aucune époque de l'histoire et dans aucune partie du globe, si l'on en excepte l'empire chinois, une si vaste étendue de pays, une population aussi considérable, des élémens aussi variés d'industrie, de commerce, de civilisation, n'ont été soumis à un pouvoir unique et dirigés immédiatement par une seule volonté. Jamais un aussi grand ensemble, un système aussi compliqué de gouvernement, une domination aussi immense et offrant cependant quelques chances d'avenir, n'avaient été le résultat de la conquête. Il nous reste à examiner quelles sont en effet ces chances d'avenir et quelle est la situation politique actuelle de l'empire indien principalement dans ses rapports avec la Russie et la Chine.

II.

Quand Nader-Shah, après avoir envahi l'Hindoustan, se retirait, il y a un siècle, avec un butin estimé à plusieurs milliards de notre monnaie, l'empire moghol croulait de toutes parts, et le champ qu'abandonnait la domination musulmane était ouvert à l'ambition des chrétiens. La France et l'Angleterre s'y trouvèrent en présence. La suzeraineté de l'Inde devait tôt ou tard échoir à l'une de ces rivales. La plus riche, la plus persévérante, et, il faut le dire, la plus habile, a triomphé. Certes, toute nation grande et généreuse doit apprécier l'influence qu'une position politique et commerciale à laquelle elle aurait pu prétendre, lui aurait permis d'exercer sur une vaste portion du globe ; elle doit regretter que cette haute position, cette noble influence, lui aient été enlevées par sa faute. Sous ce point de vue, la France peut se repentir de s'être si mal acquittée du rôle qu'elle avait été appelée à jouer dans l'Inde et se trouver humiliée du rôle qu'elle y joue aujourd'-

hui. Mais, à dire vrai, la lutte dans laquelle nous avons succombé n'avait pas ce caractère élevé, ce but honorable qui justifient aux yeux de la postérité le vainqueur comme le vaincu, l'orgueil de la victoire et la douleur de la défaite. Les droits et les besoins de l'humanité n'étaient comptés pour rien dans le résultat anticipé de tant d'efforts ; cependant, et c'est là notre consolation et notre enseignement à la fois, l'humanité a triomphé. Elle a recueilli les fruits de tant d'agitations et de misères. Les peuples de l'Hindoustan jouissent aujourd'hui de plus d'indépendance relative, de repos, d'aisance et de bonheur qu'ils n'en avaient eu en partage pendant dix siècles. Le gouvernement sur qui pèse la responsabilité de leur avenir n'a cependant pas fait pour eux tout ce qu'il aurait pu, tout ce qu'il aurait dû faire ; mais, entraîné par le mouvement irrésistible de la civilisation et par les exigences de sa position, il comprendra peut-être que le temps est venu de substituer à une exploitation égoïste une administration prévoyante et paternelle. Il n'a su commander jusqu'à présent que l'étonnement et la crainte ; il lui faut conquérir la confiance et l'affection de ses sujets, et c'est une carrière toute nouvelle où les premiers pas ont à peine été faits depuis une dizaine d'années.

La domination anglaise dans l'Inde s'est établie par des moyens compliqués et développée par des causes souvent imprévues. La compagnie aspirait sans doute à étendre ses possessions territoriales, d'abord pour la protection et l'affermissement de son monopole, ensuite pour l'accroissement de ses revenus et de son influence politique ; mais elle n'avait pas le pressentiment d'une aussi haute destinée que celle que lui réservait la fin du XVIII siècle, et elle a voulu souvent, mais en vain, s'arrêter dans la route où l'entraînaient sa propre ambition et la force irrésistible des évènemens. L'agrandissement de son pouvoir a été au-

delà de toutes ses prévisions ; il a dépassé tous les calculs humains.

Parmi les causes immédiates de cet agrandissement, il en est deux très remarquables : l'une est la distance qui séparait les établissemens de la compagnie de la métropole européenne, où résidait le gouvernement suprême, distance de plusieurs milliers de lieues, qui a rendu jusque dans ces derniers temps les communications lentes et difficiles, et, par suite, placé les gouvernemens délégués dans une position comparativement indépendante ; l'autre est le nombre considérable d'hommes d'un mérite éminent qui se sont succédés dans l'administration des affaires civiles, politiques et militaires de la Compagnie, depuis près d'un siècle. Parmi ces hommes, il faut distinguer surtout lord Clive, Warren Hastings, lord Wellesley et lord Hastings. Par eux, les relations du gouvernement anglais avec les différens princes de l'Hindoustan ont acquis le caractère de suprématie et de dignité qui convenait à une grande nation : sous leur administration, et plus particulièrement sous l'administration de lord Hastings, le système de politique intérieure a pris la forme et la consistance qu'on lui reconnaît aujourd'hui et dont nous avons essayé de donner une idée.

Depuis quelques années, des améliorations importantes ont été introduites dans l'administration des provinces anglaises de l'Hindoustan. Ces améliorations datent principalement de l'avénement de lord W. Bentinck au pouvoir, et se distinguent par un caractère d'humaine sollicitude, de libéralité, d'impartialité et de justice envers les peuples de l'Inde, qu'il est de notre devoir de signaler. Sous ce rapport, lord Bentinck a bien mérité, non-seulement de son pays, mais de l'Inde britannique et de l'humanité

tout entière. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner dans quel but spécial d'économie et de réforme cet homme d'état avait été investi du gouvernement suprême, et quels moyens il a employés pour atteindre ce but. Nous n'avons non plus ni le temps ni l'intention d'apprécier les principaux actes de sa politique, et nous nous bornerons à cet égard à répéter ce que nous avons déjà exprimé en parlant du caractère de ses négociations avec le Sindh, que sa politique en général nous a paru manquer de dignité, d'habileté et de force ; mais le nom de lord W. Dentinck a mérité de vivre et vivra dans la postérité par le souvenir d'un acte qui suffisait à lui seul pour honorer tout un gouvernement : l'abolition du Satti.

L'administration de lord Auckland paraît s'être moins adressée aux sympathies de la masse des populations indigènes que celle de lord Bentinck. On l'accuse surtout d'avoir adopté des mesures financières dont le principe et le mode d'exécution blessent la justice et ne remplissent les coffres de l'état qu'aux dépens de l'affection des contribuables et souvent au mépris de leurs droits. Les réclamans, dit-on, ont été livrés à la merci des secrétaires et ont vainement sollicité la permission de faire un appel direct à la commisération et à l'équité du gouverneur-général. Des propriétaires ruinés, des princes dépossédés, auraient suivi sa seigneurie dans ses dernières tournées sans pouvoir obtenir d'audience. Deux fois lord Auckland aurait visité la ville impériale de Dehli, et deux fois il l'aurait quittée sans l'échange ordinaire de complimens officiels avec le chef de la plus noble race et de la plus ancienne peut-être du monde asiatique. Entouré de ses gardes, enivré des victoires que la vigueur et la prévoyance de sa politique avaient préparées, lord Auckland aurait ignoré toutes les misères infligées à la population par les mesures financières auxquelles nous avons fait allusion, et qui fournissent aux collecteurs des re-

venus de dangereux prétextes pour contester la validité des titres et ébranler des droits de propriété long-temps respectés ; en un mot, lord Auckland aurait été, sans le savoir, l'instrument d'une accablante oppression, et le gouvernement s'apercevra trop tard que l'estime et la confiance des peuples ont fait place à une haine implacable qui saisira avidement toutes les occasions de vengeance.

Il y a, nous n'en doutons pas, une grande partialité dans ce jugement porté sur l'administration intérieure de lord Auckland ; mais il nous paraît extrêmement probable que les préoccupations continuelles de la haute politique n'ont pas permis à ce gouverneur-général de donner son attention à des détails dont les parties intéressées se sont aisément exagéré l'importance, et on ne saurait nier que l'aspect général des affaires n'ait présenté dans ces dernières années des symptômes assez alarmans pour appeler toute la sollicitude, toute l'activité et toutes les ressources du gouvernement suprême. Les intrigues de la Perse et de la Russie d'un côté, l'attitude hostile du Népal et de l'empire birman de l'autre, les dispositions douteuses de certains états tributaires dans le nord-ouest et dans le Dekkan ; enfin, les complications que pouvaient amener d'un instant à l'autre la mort de Randjit-Singh et l'incapacité reconnue de l'héritier présomptif du trône du Pandjab ; toutes ces causes réunies faisaient une loi à lord Auckland de s'occuper, avant tout, du renversement de toute opposition intérieure à l'influence de son gouvernement et de faire avorter toute tentative extérieure contre le maintien de cette influence. Plusieurs démonstrations importantes, plusieurs expéditions décisives devaient avoir lieu dans ce but, et la chaîne de ces entreprises hardies, après avoir fixé son premier anneau sur le plateau de l'Afghanistan, traverse en ce moment les mers pour al-

ler trouver en Chine un nouveau point d'appui. Les opinions de quelques publicistes ont été partagées sur la question de savoir si la puissance anglaise doit perdre ou gagner, en dernier résultat, à l'expédition d'Afghanistan, et l'on a été jusqu'à soutenir que c'était une grande imprudence ou même une faute immense à lord Auckland que d'avoir passé l'Indus, et d'avoir ainsi attiré l'attention et les forces de la Russie de ce côté ! (Comme si l'attention de la Russie avait cessé, depuis Pierre-le-Grand, d'être dirigée vers la Perse et l'Asie centrale !) Selon nous, la véritable question, au moins la question préalable, est de savoir si l'Angleterre pouvait éviter de passer l'Indus, et nous ne craignons pas d'affirmer qu'elle se trouvait, depuis plusieurs années, dans la nécessité fatale de franchir cette barrière, non pour la détruire, mais pour en fortifier les approches et la rendre inexpugnable, autant au moins qu'il était au pouvoir de la politique et de la stratégie de le faire. Nous pensons que l'Angleterre a voulu sincèrement, cette fois, le rétablissement de Shâh-Shoudjah sur le trône de ses pères, et qu'il était d'une bonne et saine politique de songer à reconstruire avec les débris épars de la monarchie douranie un état qui pût couvrir l'Inde anglaise et qui eût intérêt à défendre cet empire contre les tentatives envahissantes de l'Occident. Nous croyons même, et nous l'avons déjà dit, qu'il eût été sage de faire, il y a six ans, ce qu'on a fait l'année dernière, et que lord W. Bentinck aurait pu recueillir, à moins de frais, pour la nation et pour lui-même, la moisson de gloire que son successeur a été conquérir dans l'Afghanistan.

Cette expédition que le ministère anglais, dans la séance du parlement du 6 février dernier, a qualifiée à juste titre de miracle moral, cette expédition qui a employé 22,000 hommes, un matériel immense, 27,000 chameaux, qui a parcouru une distance de

1,350 milles jusqu'à Caboul, se liait à un vaste système d'opérations dont l'accomplissement a exigé un surcroît de 40,000 hommes de toutes armes dans les forces anglo-indiennes. Ces précautions étaient nécessaires, et le ministère l'a déclaré dans cette même séance ; on avait su de la manière la plus positive que quelques-uns des chefs mahrattes, le radja de Népal, le souverain de Djodpour, le nawab de Karnoul, méditaient des projets hostiles. L'issue de la campagne d'Afghanistan doit avoir une influence salutaire sur la stabilité du pouvoir anglais dans l'Inde. L'effet moral de la prise de Ghizni et de Kélât a été immense ; il ne fallait rien moins que ces éclatans triomphes pour couper court aux intrigues ourdies par les chefs du Sindh, du Radjpoutana et du Dekkan, et arrêter les combinaisons hostiles du souverain d'Ara et des népalais. Aussi, dans les remerciemens votés à lord Auckland par le parlement, est-il rendu hommage au jugement et à l'habileté avec lesquels les ressources de l'empire anglais dans l'Inde ont été appliquées, sous sa direction, aux opérations militaires à l'ouest de l'Indus.

Les dernières nouvelles de l'Afghanistan nous montrent Shâh-Shoudjah et sir William Macnaghten occupés de la réorganisation du pays, de la soumission de quelques chefs turbulens, et surveillant du haut des passes de l'Hindou-Koush les mouvemens des Ouzbeks, chez lesquels Dost-Mohammed a trouvé un asile. Le shâh s'applique surtout à se créer une armée et plus particulièrement une infanterie disciplinée à l'européenne. Les Afghans sont en général plus propres au service de la cavalerie, et c'est comme cavalerie qu'ils se sont rendus redoutables à leurs voisins ; cependant le Kohistan de Kaboul fournit d'excellentes recrues pour l'infanterie. Si le shâh réussit à se concilier l'affection et la confiance des principaux khans douranis et ghilzies, il

ne tardera pas à exercer sur la nation, par l'intermédiaire de ces chefs, l'influence nécessaire à la consolidation de son autorité. Il pourra s'occuper alors de l'introduction de réformes qui doivent porter bien plus sur les vices de détail de l'administration intérieure que sur l'esprit même des institutions, institutions admirablement adaptées à l'établissement d'une monarchie tempérée par une représentation nationale dont tous les élémens sont pour ainsi dire sous la main. Nous l'avons déjà dit, Shâh-Soudjah et sir William Macnaghten doivent songer, avant tout, à imprimer aux relations de l'Afghanistan avec les provinces de Balkh et de Bôkhara d'un côté, avec les peuples qui habitent le Paropamise et le petit royaume d'Hérat de l'autre, le caractère de stabilité et d'influence qui leur manque depuis si long-temps. Les dispositions vacillantes de Shâh-Kamrân et le peu de sympathie de son visir Yâr Mohammed pour l'alliance anglaise, paraîtraient, d'après les derniers avis, avoir causé quelque inquiétude au gouvernement suprême ; mais le fait est que nous manquons de renseignemens sur tout ce qui se passe sur les frontières de la Perse et le versant septentrional de l'Hindou-Koush.

En soumettant à nos lecteurs le résultat de nos recherches sur l'état actuel des Indes anglaises, nous avons eu surtout pour but de fournir aux esprits sérieux en général, aux hommes politiques en particulier, des données précises sur les questions dont la solution intéresse l'avenir de l'Asie centrale et de l'extrême Orient. Nous avons dû donner plus d'attention aux questions tout récemment débattues, et c'est ce qui nous a déterminé à nous occuper avec quelque détail de l'Afghanistan et de l'Indus. Hérat et les pays du bassin de l'Oxus, qui ont été long-temps dans la dépendance de l'Afghanistan, méritaient d'être étudiés à part, en les envisageant surtout sous le point de vue de la question politique

et commerciale qui se débat entre l'Angleterre et la Russie. Nous avions eu l'intention de leur consacrer un article séparé ; mais sans renoncer à revenir plus tard, et sous une autre forme, à cet important sujet, nous avons senti la nécessité de nous borner dans notre travail actuel à des indications sommaires et à quelques considérations qui se rattachent plus particulièrement au tableau général que nous avons tracé de la domination anglaise dans l'Inde.

Les probabilités d'une invasion des Indes anglaises par la Russie, à une époque plus ou moins rapprochée, ont long-temps occupé et occupent encore les esprits. Les uns ont regardé cette expédition gigantesque comme impraticable ; les autres comme inévitable et devant s'accomplir par des moyens analogues à ceux qui ont conduit Alexandre aux rives du Sutledge et les conquérans musulmans au cœur de l'Hindoustan. Napoléon, aux trois grandes phases de sa vie politique, général, premier consul, empereur, avait rêvé la conquête de l'Hindoustan. Jusqu'en 1813 et pendant les conférences de Prague, il s'occupait de la possibilité d'attaquer les Anglais dans leur empire d'Asie, et le duc de Bassano, alors son ministre des affaires étrangères, recueillait, pour les lui soumettre, les renseignemens les plus précis que les voyageurs pussent fournir sur cette grande question. Napoléon n'est plus, et le monde a changé de face. Les moyens d'attaque et de défense se sont égalisés ; les nations cherchent dans des luttes d'intelligence et d'industrie des résultats plus complets et plus durables que ceux qu'elles devaient autrefois au hasard des batailles. Il y a donc ici encore une question préalable, c'est celle de l'opportunité. La Russie a-t-elle en ce moment, aura-t-elle d'ici à long-temps un intérêt véritable à menacer les possessions anglaises dans l'Inde ? Nous ne le croyons pas ; mais, en supposant

même qu'elle eût conçu le projet formel de substituer au moins en partie sa domination et son influence à la domination et à l'influence britanniques, nous sommes convaincu que les moyens d'exécution d'un semblable projet ne sauraient être réunis avant plusieurs années, et au nombre de ces moyens d'exécution nous n'hésiterions pas à placer, comme condition indispensable de succès, une alliance qui, dans l'état actuel de l'Europe, est impossible, ou du moins on ne peut plus improbable. Mais, en dehors de ces éventualités conjecturales, il y a des droits évidens, des intérêts actuels, qui peuvent et doivent trouver leur satisfaction. La Russie, par sa position géographique, est, de tous les états du continent, celui qui semble destiné plus particulièrement à servir d'entrepôt au commerce de l'Europe avec l'Asie centrale. Le principal obstacle qui s'oppose au développement de ce commerce est l'insociabilité des peuplades asiatiques voisines de la Russie. Cette puissance a un intérêt immédiat à changer le plus promptement possible un état de choses dont elle souffre dans le présent, et qui entrave évidemment son avenir. De là ses tentatives pour arriver à étendre et à assurer ses communications avec les contrées situées à l'est de la mer Caspienne. La plus importante de ses expéditions avait eu lieu sous Pierre-le-Grand. Le prince Bekevitche, envoyé à Khiva avec un détachement de soldats, fut assassiné avec toute sa troupe, malgré la foi des traités et des sermens. Une partie de son corps d'armée, qui avait été cantonnée sur les bords de la mer Caspienne pour y former des établissemens fortifiés, fut obligée de se rembarquer et de s'en retourner à Astrakhan. En 1813, près d'un siècle avait passé sur ces évènemens, et la Russie confia à un marchand arménien de Derbend une mission en Tourkomanie, qui n'eut aucun résultat important. En 1819, le capitaine Mouraviev fut envoyé à Khiva : il a publié

une relation intéressante de son voyage. L'importance de la possession de Khiva avait fortement frappé Mouraviev, qui ne semblait pas regarder comme douteux le succès d'une expédition dirigée contre ce petit état. « Si nous possédions Khiva, dont la conquête ne serait pas difficile, dit M. Mouraviev, les nomades du centre de l'Asie auraient redouté notre puissance, et il se serait établi une route de commerce par le Sind et l'Amou-Déria jusqu'en Russie ; alors toutes les richesses de l'Asie auraient afflué dans notre patrie, et nous eussions vu se réaliser le brillant projet de Pierre-le-Grand. Maîtres de Khiva, beaucoup d'autres états se seraient trouvés sous notre dépendance. En un mot, Khiva est en ce moment un poste avancé qui s'oppose au commerce de la Russie avec la Boukharie et l'Inde septentrionale ; sous notre dépendance, la Khivie serait devenue une sauvegarde qui aurait défendu ce commerce contre les attaques des peuplades dispersées dans les steppes de l'Asie méridionale. Cette oasis, située au milieu d'un océan de sable, serait devenue le point de réunion de tout le commerce de l'Asie, et aurait ébranlé jusqu'au centre de l'Inde l'énorme supériorité commerciale des dominateurs de la mer. La route de Khiva à Astrakhan pourraît être de beaucoup abrégée, puisqu'il n'y a que dix-sept jours de marche d'Ourghendj à la baie de Krasnovodks, d'où, par un vent favorable, on peut aller en peu de jours à Astrakhan. »

En 1820, des envoyés de Bôkhara ayant exprimé le désir de voir une ambassade russe se rendre dans leur pays, ce vœu fut accueilli par l'empereur Alexandre, qui nomma son chargé d'affaires auprès du khan de Bôkhara un conseiller d'état, M. de Négri. Parmi les personnes attachées à cette mission se trouvait le colonel de Meyendorff. La relation rédigée par cet officier a été publiée à Paris en 1826. M. de Meyendorff insiste, de son côté,

sur les avantages immenses qui résulteraient de l'établissement de cette influence légitime que la Russie a le droit d'exercer dans l'Asie centrale. « La marche progressive des lumières en Russie appelle ce vaste empire à réaliser une idée aussi généreuse. C'est à la Russie qu'il appartient de donner aux khanats de l'Asie centrale une impulsion salutaire, et de répandre sur ces contrées tous les bienfaits de la civilisation européenne. » La Russie a constamment entretenu, depuis cette époque, des relations actives avec Bôkhara, et il est probable que ce point sera le centre de la lutte commerciale qui s'engage aujourd'hui entre elle et l'Angleterre, lutte appuyée du côté des Anglais par l'expédition de l'Afghanistan, et du côté de la Russie par celle de Khiva. Cette dernière expédition, préparée à Orenbourg sous les ordres du général Perowski, avait été précédée d'un manifeste que nos journaux ont reproduit, et qui énumère les griefs très réels de la Russie contre le khan de Khiva. L'expédition, partie à la fin de novembre dernier, et dont on avait annoncé la marche au-delà de l'Emba, vers le 12 janvier, avait été attaquée près des bords de cette rivière par quelques partis de Khiviens qui avaient été repoussés et n'avaient plus reparu. Toutefois les froids extrêmes, les raffales de neige et les fatigues de la route paraissent avoir causé une perte considérable en hommes et la mort d'un si grand nombre de chameaux, que le général Perowski, se voyant encore à une distance considérable de Khiva à la fin de janvier, et craignant que tous les moyens de transport ne vinssent à lui manquer par suite de la rigueur inaccoutumée de la saison, a jugé à propos de rétrograder pour prendre position sur l'Emba, près de ses magasins. Il paraîtrait, d'après les dernières nouvelles, que ce mouvement rétrograde était complété au 14 février, et que de là, c'est-à-dire des rives de l'Emba, une partie du corps d'armée ex-

péditionnaire se serait repliée sur Orenbourg. L'expédition doit être conséquemment considérée comme abandonnée pour cette saison. Mais la Russie, une fois décidée à pousser à bout cette entreprise, ne reculera pas, et on peut être certain que dès ce moment des préparatifs sur une plus grande échelle et protégés par des précautions plus minutieuses encore que celles qui avaient été employées naguère, sont en pleine activité. Au reste, la conduite des troupes russes, pendant cette marche aventureuse et cette pénible retraite, ne paraît pas moins digne d'admiration et d'éloges que celle de l'armée anglaise franchissant, au milieu d'épreuves d'un autre genre, les passes du Bolan. Le cabinet russe ne se laissera pas démoraliser par un échec. Les tribus Kirghis et Kaissacks, qui ont aidé les Russes dans leur dernière tentative, seront encore leurs auxiliaires dans la nouvelle expédition qui se prépare. Trois cents lieues de pays ne sont pas un obstacle infranchissable pour des nomades qui peuvent aller partout où leurs chevaux trouveront de l'eau et des pâturages, et qui n'exigent pour leur propre subsistance que ce que la nature ne refuse nulle part. Toutefois, nous le répétons, il est de l'intérêt de la Russie de se borner en ce moment à prendre position dans l'Asie centrale pour la protection et l'agrandissement de son commerce ; c'est un droit qu'elle peut exercer sans que l'Angleterre puisse s'en offenser, et si la rencontre de ces deux puissances prenait, contre toute apparence, un caractère hostile, la faute n'en sera pas à la Russie. Il n'est pas au pouvoir de l'Angleterre d'arrêter la marche de la civilisation dans l'Inde. Ce qu'elle pouvait faire, c'était de s'associer au mouvement et de le diriger, et c'est ce qu'elle a fait ; mais, tout en s'efforçant de féconder les élémens divers de ses richesses territoriales, et de développer les ressources industrielles et commerciales de son empire, elle a

voulu avant tout, et pour son seul intérêt, exclure de cette œuvre d'avenir le concours des autres nations européennes, et même jusqu'à leur influence politique. C'est là, selon nous, qu'est le vice radical de son système, et nous ne pouvons croire qu'elle persiste dans cette voie d'exclusion. Malheureusement les nations, comme les individus, s'abusent parfois sur leur valeur réelle, se laissent aller au courant des habitudes et de la routine, caressant certains préjugés vaniteux, s'accoutumant à regarder comme un droit ce qui n'a été que le résultat de la tolérance ou de l'insouciance des autres nations. Les Anglais, en particulier, regardant la mer comme leur domaine, et les spéculations basées sur une exportation illimitée de leurs produits comme un privilége, s'étonnent, s'alarment et s'offensent même au besoin avec un naïf égoïsme de toute tentative de concurrence. C'est là l'écueil contre lequel viendra peut-être se briser l'avenir de l'Inde britannique. Il est toujours plus aisé de détruire que d'édifier, et, par une conséquence inévitable de ce principe, il sera toujours comparativement facile de s'entendre pour renverser une domination qui n'aura pas su se ménager d'alliances solides au dehors, et au dedans l'affection et la reconnaissance des peuples. L'existence de l'empire russe a été toute militaire jusqu'à ce jour, elle le sera long-temps encore. La Russie a besoin de la guerre ; si l'Angleterre lui fournit un prétexte, elle ébranlera bientôt l'Asie : Da mihi punctum, et terram movebo. Pierre-le-Grand avait dit : « Il faut maintenir l'empire dans un état de guerre perpétuelle… se pénétrer de cette vérité que le commerce des Indes est le commerce du monde, et que celui qui en peut disposer exclusivement est le maître de l'Europe. »

Il est de l'intérêt de l'Europe continentale, de celui de la France en particulier, que la Russie tienne l'Angleterre en échec

dans l'extrême Orient. Les forces matérielles de la Russie ne sauraient rester inactives ; si elle est repoussée du côté de l'Asie centrale, elle retombera de tout son poids sur l'Occident, et une politique traditionnelle lui fait une loi de se mêler à toutes les querelles de l'Europe. Il ne faudrait pas cependant non plus laisser le champ trop libre à la Russie du côté de l'Inde ; car, si une lutte sérieuse s'engageait entre elle seule et l'Angleterre, en supposant cette lutte terminée en sa faveur et l'Angleterre ruinée, où serait la digue qui arrêterait le torrent ? Quant à présent, l'attitude de la France doit être celle de l'observation, mais de l'observation active. Tout en désirant le maintien de la paix, la France ne doit pas permettre qu'on dispose de l'avenir politique de l'Orient, et surtout de son avenir commercial, sans sa participation. Le temps a emporté bien des questions ; mais, comme le faisait observer un homme d'état dans le sein de notre parlement, la question d'Orient est restée et grandit tous les jours. Autour de cette question désormais s'agiteront les ambitions les plus hautes et se grouperont les plus vastes ressources, les combinaisons les plus hardies. L'organisation politique de la Russie est très favorable à l'accomplissement de ces grands desseins. La force du gouvernement ne s'use pas comme chez nous, dans ces derniers temps, en luttes électorales, en débats de tribune, en vaines agitations de politique intérieure, efforts stériles où il s'est dépensé journellement plus de capital intellectuel, plus d'activité physique et de temps, qu'il n'en eût fallu pour doter la France d'une bonne moitié des avantages qui lui manquent encore. La question financière, c'est-à-dire commerciale, est celle qui préoccupe le plus vivement le gouvernement impérial. Celle de la domination russe en Orient s'y rattache par des conséquences nécessaires, et c'est ce qui inspire aux Anglais une jalousie et une inquiétude dont la

correspondance entre les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg a fait foi.

Nous avons indiqué plus haut les symptômes d'hostilité latente qui, dans l'Inde anglaise, paraissaient se rattacher d'un côté à l'influence de la Perse et de la Russie, de l'autre à celle de l'Hindo-Chine. Cet état de choses exige une surveillance continuelle de la part du gouvernement, et ne lui permet pas de dégarnir de troupes les points intérieurs qui commandent le pays. En même temps, à mesure que les frontières de l'empire reculent dans une direction quelconque, l'occupation militaire des points les plus importans du territoire nouvellement acquis devient indispensable, et c'est ainsi qu'il a fallu procéder dans le Sindh, en Afghanistan, à Karnoul, à Djodpour ; c'est ainsi qu'il a fallu déposer le radja de Sattara et entretenir un corps d'observation sur les bords du Sutledge, pour être prêt à intervenir dans les troubles dont le Pandjab est menacé, depuis la mort de Randjît-Singh, par l'incapacité de Karrak-Singh, l'ambition de son jeune fils et les prétentions rivales des serdars sikhs. Les relations du gouvernement suprême avec la cour d'Ava ne sont pas amicales, mais il n'est pas douteux que les triomphes obtenus par l'armée anglaise dans l'Afghanistan auront fait réfléchir le souverain birman et considérablement refroidi son ardeur guerrière et ses projets de vengeance ; cependant il nous paraît probable que la lutte n'est que retardée. Les Anglais se verront forcés, avant long-temps, de se rendre maîtres du cours de l'Irrawadi, comme ils se sont rendus maîtres des cours du Barrampouter et de l'Indus, ou du moins de substituer un pouvoir ami à une domination hostile dans les pays situés au-delà du Barrampouter.

Le gouvernement anglais a fait de grands efforts pour mettre son armée dans l'Inde sur un pied tel qu'il devînt possible de satisfaire à toutes ces conditions. Il a fait plus encore. La rupture violente et imprévue de ses relations amicales avec la Chine, par suite de l'abolition du trafic de l'opium prononcée par l'empereur, a déjà amené des collisions sanglantes, et pourrait entraîner une longue guerre. Une expédition a dû faire voile du golfe du Bengale, à la fin de mars, pour les mers de Chine, avec des troupes de débarquement et un matériel considérable. De l'issue de cette expédition dépend en grande partie l'avenir du commerce anglais dans ces mers.

Cette grande affaire de Chine, qui mérite à tant d'égards d'être étudiée et suivie avec soin, a déjà donné lieu à mille conjectures, et amené la publication d'un nombre infini de pièces officielles, de renseignemens particuliers ; elle a fait éclore plusieurs plans de campagne, et les appréciations les plus diverses des causes qui ont provoqué la rupture, comme aussi des conséquences probables de ce grand évènement. La conduite du surintendant anglais et celle des hauts fonctionnaires chinois ont été surtout l'objet d'une polémique active. Il serait difficile de faire dès à présent la part des hommes et des choses dans cette lutte imprévue, où figurent des personnages que la main de la Russie pousse peut-être, sans qu'ils s'en doutent, au premier plan. Le premier acte de ce drame étrange se terminait le 3 novembre dernier par un combat entre deux corvettes anglaises et vingt-neuf jonques de guerre chinoises, combat où l'activité et la précision fatale de l'artillerie européenne ont remporté une victoire sanglante et décisive. Une des jonques a sauté, trois ont coulé bas, le reste a pris la fuite dans le plus grand désarroi, et tout espoir d'accommodement s'est évanoui pour long-temps sans doute. On se trompe ce-

pendant si l'on pense que la rupture des relations régulières entre les deux peuples ait fait un tort considérable et immédiat au commerce anglais dans l'Inde. Le commerce de l'opium, depuis la saisie opérée par le commissaire Lin, a repris une activité prodigieuse, et le gouvernement suprême de l'Inde se croit tellement sûr des débouchés que lui ménagent l'audace et l'intelligence des contrebandiers, qu'il a fait des avances aux cultivateurs indigènes sur la même échelle de production que par le passé, comme si rien ne devait entraver ce monstrueux trafic. Quoique nous ne puissions entrer dans les détails et aller au cœur de cette question d'opium en particulier, nous signalerons en passant une erreur dans laquelle sont tombés plusieurs publicistes à l'égard de l'extension donnée à la culture du pavot dans l'Inde anglaise. Selon eux, « le revenu de l'Inde presque tout entier est engagé dans le commerce de l'opium, et pour suffire à une immense production, il a fallu que presque toute l'Inde fût transformée en un champ de pavots ! » Pour la première partie de cette assertion, nous renvoyons nos lecteurs aux chiffres que nous avons donnés plus haut sur les diverses sources des revenus de l'Inde anglaise ; quant à l'extension réelle de la culture du pavot, voici des données précises :

La culture du pavot se fait principalement dans quelques districts du Malwa et des provinces de Bénarès et de Patna. Des recherches faites avec beaucoup de soin par ordre du gouvernement, en 1820, avaient établi que, dans le Malwa, 87,000 bigahs de terre (environ 22,000 hectares) étaient consacrés à cette culture, et fournissaient à l'exportation environ 8,000 mands, ou 4,000 caisses d'opium. En 1838, il a été expédié de Bombay 25,000 caisses, ce qui suppose que la production a sextuplé depuis 1820, ou, en d'autres termes, que la culture du pavot occu-

pait en 1838 de 130 à 140,000 hectares. Or, le Malwa produit à lui seul plus de la moitié de la quantité totale, et à la même époque, 1838, le Bengale a produit 19,500 caisses, ce qui donne à peu près 100,000 hectares de culture. En somme, on peut estimer à 250,000 hectares environ la superficie occupée par la culture du pavot. Il y a loin de là aux conclusions que nous avons cru utile de combattre, et les conséquences de la cessation partielle du commerce de l'opium ne sauraient être aussi graves qu'on se l'est imaginé. Quoi qu'il en soit néanmoins, l'Angleterre a un intérêt immense à amener, par la combinaison de mesures énergiques avec les ressources ordinaires de la diplomatie, le rétablissement du commerce légal entre la Chine et elle. Les Anglais ont réuni, dans ce but, comme nous l'avons dit, des forces imposantes de terre et de mer pour appuyer ces négociations d'un ordre nouveau qu'ils se proposent d'ouvrir avec le céleste empire. Les mesures hostiles annoncées par le gouvernement de la reine ont mis en émoi le parlement, qui n'a approuvé qu'à une bien faible majorité (neuf voix) la conduite tenue par le ministère dans la direction des grands intérêts qui lui sont confiés.

L'Angleterre a décidé que la suspension de son commerce avec la Chine ne serait que momentanée, et elle espère que l'arrivée de l'expédition formidable qui a été préparée à cet effet suffira pour faire accepter à l'empereur les conditions qu'on aura soin d'offrir avant de pousser les choses aux dernières extrémités, conditions qui auraient pour résultat d'asseoir les futures relations des deux puissances sur des bases plus conformes à la dignité de l'Angleterre et à ses intérêts. Il serait possible, c'est du moins l'opinion de plusieurs personnes qui ont été à même d'étudier le caractère chinois, que les Anglais rencontrassent de plus sérieux obstacles qu'ils ne l'ont supposé. Mais en Chine comme ailleurs l'énergie,

l'intelligence et la science militaire peuvent faire beaucoup ; l'or répandu à propos peut faire le reste. Les principaux griefs qui ont été mis en avant pour justifier les mesures hostiles de la Grande-Bretagne sont énumérés dans un document rédigé par le capitaine Elliot, surintendant du commerce anglais en Chine, dans l'intention de le soumettre à la cour céleste. Nous ne citerons que les derniers paragraphes de cette pièce, dont la date est, du reste, antérieure de plusieurs mois à la rupture définitive. Faisant allusion à la violation des promesses faites par le commissaire impérial Lin, après la cession des vingt mille caisses d'opium appartenant au commerce anglais en Chine, le capitaine Elliot s'exprime ainsi :

« Peut-on opérer une grande réforme morale et politique en sacrifiant tous les principes de vérité, de modération et de justice ? ou peut-on penser que ces mesures spoliatrices anéantiront le commerce de l'opium ? De telles espérances sont futiles, et l'empereur a été trompé.

« Mais, s'est-on demandé de l'autre côté, les intentions sages et justes de l'empereur ne peuvent-elles pas et ne doivent-elles pas être remplies ? Assurément, elles pourraient et devraient l'être.

« Il est certain, cependant, que les dernières mesures du commissaire ont retardé l'accomplissement de la volonté impériale, ont donné une immense impulsion au trafic de l'opium, qui était, plusieurs mois avant son arrivée, dans un état de stagnation, et ont ébranlé la prospérité de ces provinces florissantes.

« Il est probable que le résultat de ces mesures sera de semer l'agitation sur toutes les côtes de l'empire, de ruiner des milliers

de familles étrangères et indigènes, et d'interrompre les relations de paix qui ont existé depuis près de deux siècles entre la cour céleste et l'Angleterre.

« Les marchands et les navires de la nation anglaise ne se rendent pas à Canton et à Whampoa, parce que toute protection leur est refusée au mépris des gracieux commandemens de l'empereur, parce que l'on a caché la vérité à sa majesté impériale, parce qu'il n'y a plus de sûreté pour une poignée d'hommes sans défense, si ces hommes se mettaient à la merci du gouvernement de Canton, parce qu'il serait dérogatoire à la dignité de leur souveraine et de leur nation d'oublier toutes les insultes et outrages dont ils ont été l'objet, avant que justice entière ait été rendue, et jusqu'à ce que toutes les relations commerciales et autres aient été placées sur un pied honorable et sûr, tant pour cet empire que pour l'Angleterre. Le temps approche ; la gracieuse souveraine de la nation anglaise fera connaître la vérité au sage et auguste prince qui occupe le trône de cet empire, et toutes choses seront réglées selon les principes de la plus juste raison.

« Elliot et les hommes de sa nation en Chine soumettent les expressions de leur plus profonde vénération pour le grand empereur. »

Un ancien employé de la compagnie des Indes à Canton, M. Hamilton Lindsay, a publié, sur la question de Chine, un petit écrit où, de son point de vue, il résume nettement les principales circonstances du démêlé entre les autorités chinoises et le surintendant. Les conclusions de M. Lindsay, tout exclusivement anglaises qu'elles puissent être, nous semblent indiquer avec assez de probabilité la marche que le gouvernement de la reine suivra pour arriver au but : nous les reproduirons donc avant de termi-

ner ce que nous avons à dire, quant à présent, sur cette immense question.

Selon M. Lindsay, les conditions à imposer au céleste empire sont les suivantes :

1 Indemnité pour la valeur de l'opium livré par le capitaine Elliot, et pour toutes les pertes éprouvées par les sujets anglais, par suite de la cessation de commerce ;

2 Satisfaction de l'insulte faite à sa majesté dans la personne de son représentant.

Voilà pour le passé. Quant à l'avenir, le premier point et le plus important à obtenir pour le maintien de la bonne intelligence est un libre accès à la cour impériale, ce qui ne peut se faire que par la résidence d'un ambassadeur à Pékin. Ceci sera désagréable aux Chinois ; mais comme on peut montrer un précédent dans l'établissement d'une mission russe qui a résidé long-temps à Pékin, le gouvernement chinois pourrait céder sans se compromettre et s'avilir aux yeux de la nation. Ce point une fois obtenu, on arriverait naturellement à la conclusion d'un traité de commerce ouvrant aux Anglais un ou plusieurs ports du nord, et établissant un système défini de règlemens pour les relations futures. Bien des gens en Angleterre pensent que la possession de quelque île sur la côte de Chine, où les sujets de sa majesté britannique pourraient faire le commerce sous la protection du pavillon national, serait une chose désirable. De grandes et sérieuses objections, selon M. Lindsay, se présentent à l'adoption de cette mesure. Rien ne tendrait autant à dégrader le gouvernement impérial, aux yeux du peuple chinois, que la demande d'une telle concession, qui, même en ne considérant que les inté-

rêts anglais, aurait une tendance funeste. Le but des Anglais en Chine doit être, non un agrandissement territorial, mais le maintien des relations commerciales, et il serait à craindre qu'une fois le drapeau britannique planté sur un territoire enlevé au céleste empire, des circonstances ne vinssent forcer les Anglais à reculer les limites de ce territoire, et commencer ainsi en Chine la répétition de ce qui s'est passé dans l'Inde anglaise. Rien ne serait plus aisé que de précipiter cet empire dans la confusion et l'anarchie, car il y règne beaucoup de mécontentement, et la dynastie actuelle n'est rien moins que solidement assise sur le trône. Il suffira de donner au gouvernement chinois une leçon sévère. M. Lindsay opine pour qu'on fasse sauter tous les forts à l'embouchure de la rivière de Canton, ce qui sera l'ouvrage d'un jour pour une escadre anglaise telle que celle qui, probablement, est dans les mers de Chine au moment où nous écrivons. Un grand point, selon M. Lindsay, serait de s'emparer du commissaire Lin, qui réside fréquemment au Bogue, ou de tout autre mandarin de haut rang, qui servirait merveilleusement pour nouer des négociations utiles avec l'empereur. Après avoir fait preuve de force, on serait libre de montrer une modération et une réserve qui ne pourraient plus être attribuées à la crainte. Si le gouvernement impérial n'était pas suffisamment humilié pour souscrire aux demandes des Anglais, il faudrait recourir à un blocus de la côte, blocus qui comprendrait les ports de Canton, d'Amoy, de Ningpo et de Shanghae.

Voilà le plan de M. Lindsay. Il a au moins le mérite d'être exposé avec franchise et d'indiquer d'honnêtes convictions. L'opinion de cet ancien fonctionnaire n'est certes pas favorable au caractère du gouvernement chinois ; en revanche, il pense beaucoup plus de bien des Chinois en général, qu'on n'aurait pu s'y at-

tendre. M. Lindsay termine son exposé par les considérations et les détails suivans, qu'il nous a paru intéressant de reproduire :

« Mon but, en présentant cette brochure au public, a été de prouver que, dans les hostilités pendantes, la justice était de notre côté. Je ne suis point mu par des motifs de vengeance ou d'animosité contre les Chinois ; loin de là : je trouve que le gouvernement a toujours été injuste et oppressif à l'égard des étrangers, mais j'aime la nation, et je suis convaincu que, sous un système tel que celui que j'espère voir bientôt en vigueur, les relations les plus amicales pourraient exister entre eux et nous. J'ai connu intimement beaucoup de Chinois dans l'intégrité et l'honneur desquels je placerais une confiance aussi entière que dans ceux d'aucun de mes compatriotes. La conduite jalouse du gouvernement s'est opposée jusqu'à ce jour à l'extension des relations sociales ; mais si cet obstacle disparaissait, nous verrions alors les traits plus aimables du caractère chinois dans leur véritable jour. « Je conclurai en racontant une anecdote relative à un Chinois de mes amis, anecdote qui se rapporte jusqu'à un certain point aux troubles récens et qui lui fait tellement honneur, que j'ai grand plaisir à la rappeler. Cet homme était un très honorable et très intelligent marchand de soieries qui faisait fréquemment le commerce de l'opium. En 1837, il avait pris des engagemens avec notre maison pour livrer, l'année suivante, des soieries à un prix fixé, et avait reçu une somme considérable d'argent en avance. Quand les troubles commencèrent, le nom de mon ami parut sur le livre noir du gouverneur, parmi ceux des principaux spéculateurs en opium, et une forte récompense fut promise pour son arrestation. La saison avançait, et nous n'entendions pas parler de lui ; en même temps, le prix des soieries avait haussé, de sorte qu'il n'eût pu remplir son engagement qu'en subissant une

perte de 15 pour 100. Je dois avouer que, dans ces circonstances, nous n'avions que peu d'espoir de revoir notre soie ou notre argent, lorsqu'une nuit, en décembre 1838, au moment où la persécution de tous ceux qui étaient enveloppés dans l'affaire de l'opium était à son apogée, un Chinois vint me trouver et m'annonça que mon ami était à Canton et désirait me parler. Je l'accompagnai à une petite boutique chinoise où je trouvai mon ami. Il me dit : « Je suis venu à Canton au péril de ma vie, pour remplir mes engagemens envers vous et envers messieurs... Les soieries que je vous ai promises sont entre les mains d'un tel. Il faut que vous preniez des arrangemens pour les faire passer par l'entremise d'un marchand hong sans m'exposer, car, si elles sont saisies, ma mort est certaine. Si elles ne sont pas d'aussi belle qualité que celles que j'avais promises, mon ami en a davantage à votre disposition ; vous pourrez choisir ce que vous voudrez, et je paierai, s'il y a lieu, la différence en valeur. » J'avoue que je fus vivement touché de cette conduite si honorable, et je le pressai fortement de ne pas perdre un instant pour retourner dans le lieu qui lui servait d'asile et qui se trouvait dans une province éloignée. Le lendemain, je vis le Chinois auquel il m'avait adressé, et je reçus de lui toute la soie qu'il devait me remettre et qui se trouva de la plus belle qualité. Je suis heureux de pouvoir dire que mon ami échappa aux griffes de l'inquisition chinoise, et qu'il était en sûreté d'après les derniers avis que j'ai reçus. « Un trait pareil fait également honneur à l'individu et à la nation, et je crois fermement que de tels hommes sont nombreux en Chine. Que nous obtenions seulement liberté et sûreté dans nos relations avec la Chine, et les deux peuples en retireront de grands avantages. »

Nous pensons, avec M. Lindsay, qu'il est à désirer que les relations de l'Angleterre avec le céleste empire prennent un caractère de dignité, de libéralité et de justice qu'elles n'ont pas eu jusqu'à ce jour ; mais nous pensons aussi, avec ou sans M. Lindsay, que le temps est venu pour les autres nations européennes, et pour la France surtout, de prendre une part active, régulière, durable au commerce de la Chine. Nous espérons, dans tous les cas, que la France observera attentivement la marche des évènemens, depuis les bouches de l'Indus jusqu'à Canton et au-delà ; qu'elle n'oubliera pas que les produits de ses manufactures peuvent chercher et doivent trouver de nouveaux débouchés dans l'extrême Orient ; que des marchandises de peu de volume, expédiées de Marseille, pourront bientôt, quelque merveilleux que cela paraisse, arriver à Bombay ou à Karatchi en trente jours, à Loudianah en six semaines ; que le commerce des îles de la Sonde et des mers de Chine doit nécessairement recevoir une impulsion nouvelle et salutaire des évènemens mêmes qui semblent devoir entraver le commerce de l'Angleterre dans ces parages ; qu'il y a place dans ces spéculations pour nous comme pour les Américains ; qu'en un mot la France doit se présenter dans les mers de l'Inde et de la Chine, partout où l'avenir de ses relations commerciales l'invite à faire flotter son pavillon.

A. de Jancigny.

Cette singulière classification n'est plus en rapport avec les formes et le but de l'administration actuelle.

Shâh-Shoudjah, de son côté, a institué un ordre de chevalerie qu'il a appelé Ordre de l'empire Douranie, et dont les principaux officiers anglais faisant partie de l'expédition d'Afghanistan ont été décorés, il y a quelques mois.

Le maharadjâh sikh, Randjît-Singh, avait dévancé Shâh-Shoudjâ dans la création de distinctions honorifiques à l'instar de celles d'Europe. L'Ordre du Pandjâb avait été conféré déjà, du vivant de Randjît-Singh, à plusieurs officiers de l'armée anglaise et à nos braves compatriotes au service du maharadjâh.

Des dispositions toutes récentes ont porté l'effectif des régimens d'infanterie de la reine (servant dans l'Inde) à 1,000 hommes, et des régimens d'infanterie de la compagnie à 900.

05

DE

LA PUISSANCE ANGLAISE

EN CHINE ET DANS L'INDE EN 1840.

I. EXPÉDITION DE CHINE.

En Asie comme en Europe, de grandes questions ont été décidées ; de plus grandes sont en suspens. La France a permis que le sort de l'Égypte et de la Syrie fût réglé provisoirement sans son intervention. La Russie, après avoir fait un pas vers l'Asie centrale, a rétrogradé devant l'action mystérieuse de l'Angleterre bien plus qu'elle n'a cédé à la rigueur inaccoutumée du climat, et semble abandonner au commerce et à la politique de son habile rivale l'influence qu'elle se croyait naguère appelée à exercer sur les destinées de l'Afghanistan, de la Tartarie, de la Chine peut-être. Il y a dans ces évènemens quelque chose d'étrange et d'im-

prévu qui révèle l'action de causes encore imparfaitement étudiées, ou tout-à-fait incomprises. Cependant les véritables intérêts des peuples sont les mêmes ; le fond des grandes questions n'a pas changé ; les solutions sont modifiées ou ajournées par des accidens : voilà tout. Si des tendances rivales font halte en quelque sorte d'un commun accord, c'est qu'on a besoin, de part et d'autre, de gagner du temps : la rencontre n'est que différée, le choc aura lieu un jour, et c'est dans le calme qui précède l'orage qu'il faut que les nations se préparent aux luttes de l'avenir. Étrange spectacle que celui que présente le monde à la fin de l'année 1840 ! En Europe, la paix armée ; en Asie, la guerre, mais reléguée aux extrémités du grand continent, et ne se montrant, pour ainsi dire, qu'en parlementaire pour demander, au nom d'une reine européenne, à l'antique empire de Chine, réparation de l'insulte faite à la dignité d'un peuple, et garantie pour les intérêts du commerce et de la civilisation ! Quelles sont les causes véritables qui ont amené l'insulte ? Comment ces intérêts ont-ils été compromis ? Ce sont là des questions dont l'examen est plein d'enseignemens pour quiconque les étudie de sang-froid, et dont la cupidité insouciante des contrebandiers a pu seule méconnaître l'importance. Le gouvernement anglais ne nous semble cependant pas avoir donné assez tôt aux affaires de Chine toute l'attention qu'elles méritaient, et sa prévoyance habituelle s'est trouvée en défaut non moins que son habileté, quand il a négligé, en 1834, de se mettre en garde contre les éventualités dont l'abolition du privilége exclusif de la compagnie et l'introduction d'un nouvel ordre de choses menaçaient les relations de l'Angleterre avec le gouvernement chinois. D'ailleurs, plusieurs dispositions du nouveau bill (China bill) étant de nature à mécontenter les Anglais, tout en offensant les Chinois, on devait craindre que

l'application de la mesure ne soulevât tôt tard de graves difficultés.

Nous sommes, au reste, porté à croire que la question de Chine, même au moment où nous écrivons, est encore ouverte à certains égards, et que la solution définitive pourra tromper plus d'un calcul ; mais nous pensons que le sens général de cette solution est désormais du gouvernement anglais, en ce qui touche le commerce de l'opium et les droits respectifs comme les intérêts politiques des deux empires, ont été l'objet d'une appréciation inexacte ou partiale, et que l'issue de la lutte engagée sera profitable non-seulement à l'Angleterre, mais au monde entier. Ainsi le différend entre l'Angleterre et la Chine aura eu, selon nous, une portée autre que celle qu'on lui attribuait généralement ; la contrebande de l'opium n'aura été qu'une des causes inévitables d'une rupture dont il fallait chercher le véritable caractère dans la question générale des relations de l'Europe avec la Chine, relations basées sur un système vieilli, qu'une secousse devenue nécessaire pouvait seule rajeunir et faire tourner à l'avantage réel de la civilisation et du commerce. C'est de ce point de vue qu'il faut envisager les affaires de Chine.

Depuis un grand nombre d'années l'opium est importé en Chine non-seulement des possessions anglaises dans l'Inde, mais encore de plusieurs autres parties du globe, tant par les Européens que par les Américains. Les autorités chinoises avaient ostensiblement prohibé l'importation et l'usage de cet article ; mais jusqu'en 1839 la cour céleste n'avait pris aucune mesure décisive pour mettre fin à ce trafic. Le commerce de l'opium était par le fait une contrebande non pas seulement tolérée, mais soutenue et protégée pour ainsi dire en plein jour par des officiers chinois

de tous les rangs, dont la connivence se payait par une commission de 60 à 120 piastres par caisse d'opium (selon que l'opium était livrable à Macao ou à Canton), commission réglée et perçue presque aussi ouvertement que s'il se fût agi de tout autre article d'importation étrangère. Cette contradiction monstrueuse entre la solennité des décrets prohibitifs et les faits devait avoir pour résultat inévitable l'accroissement rapide du mal que signalaient ces décrets journellement éludés. Cependant, après l'abolition du privilége de la compagnie, le gouvernement anglais, pressentant le danger qui pourrait résulter de l'extension illimitée de ce trafic prohibé, prit des mesures pour en obtenir la légalisation ou pour le supprimer entièrement. Le gouvernement chinois examina sérieusement la question de son côté. Plusieurs conseils furent tenus à la cour impériale de Péking, afin de décider si l'opium serait admis en payant un certain droit ; l'avis contraire prévalut définitivement à la petite majorité, dit-on, de deux ou trois voix. Selon quelques versions, un grand nombre d'officiers de l'état, consultés à ce sujet, donnèrent leur opinion formelle en faveur de l'importation, moyennant le paiement d'un droit ; mais les ministres de l'empereur, influencés peut-être, soit directement, soit indirectement, par les agens de la Russie, rejetèrent cet avis. Aussitôt que lord Palmerston eut connaissance de ce résultat, il donna l'ordre au surintendant anglais à Canton d'informer tous les négocians de sa nation et tous les capitaines de vaisseaux marchands « que le commerce était illégal, que le gouvernement britannique ne pouvait intervenir dans le but de mettre ses sujets à même de violer les lois du pays avec lequel ils commerçaient, et que, s'ils persistaient à faire la contrebande, ils devaient en subir les conséquences. » Conformément à ces instructions, le capitaine Elliot ne négligea aucune des mesures que commandait la

gravité des circonstances, se montrant disposé à donner toute satisfaction raisonnable aux autorités chinoises et évitant de la manière la plus marquée, comme représentant du gouvernement anglais, toute relation avec les contrebandiers. Une proclamation à cet effet fut publiée en 1838. La contrebande néanmoins se faisait comme par le passé, les autorités chinoises se prêtant au trafic, tandis que le gouvernement impérial et le surintendant anglais continuaient à l'interdire par leurs décrets.

En février 1839, cependant, les injonctions les plus sévères envoyées de Péking prescrivirent de faire exécuter les ordres de l'empereur, et, conformément à ces ordres, un Chinois, convaincu d'avoir participé au trafic d'opium, fut pendu le 26 devant les factoreries étrangères. Cet acte violent d'une justice tardive, acte complètement inattendu au milieu des habitudes d'impunité qui avaient réglé jusque-là tous les rapports des parties intéressées, fut regardé par les Européens comme une insulte, et les factoreries amenèrent leurs pavillons.

Le 10 mars, le commissaire impérial Linn arriva à Canton avec la mission spéciale d'abolir sans délai et de déraciner complètement ce commerce illicite. Le 18, il rendit deux décrets, l'un adressé aux marchands hongs, l'autre aux étrangers ; ce dernier exigeait, sous peine de mort, que tout l'opium chargé, tant sur les navires entrepôts (store-ships) que sur les vaisseaux mouillés au dehors, fût livré au gouvernement. Le surintendant Elliot et les autres résidens européens à Canton, qui n'avaient jamais pris la moindre part au commerce de l'opium, furent saisis, privés de nourriture, et menacés d'une mort certaine, si le décret n'était pas exécuté sous trois jours. Le représentant de la reine d'Angleterre n'avait devant les yeux que l'alternative du supplice ou

d'une soumission entière et immédiate ; il prit ce dernier parti. Le 27 mars, le capitaine Elliot requit tous les sujets anglais résidant en Chine de livrer l'opium qu'ils pouvaient avoir en leur possession, se rendait responsable des valeurs ainsi livrées pour le compte du gouvernement. De cette manière, vingt mille deux cent quatre-vingt-onze caisses d'opium furent remises aux autorités chinoises. Le 21 mai, à deux heures du matin, la remise était complétée ; mais les conditions consenties par les Chinois ou n'avaient point été exécutées ou ne l'avaient été que partiellement. Ces conditions étaient, 1 que les serviteurs des prisonniers seraient relâchés quand le quart de l'opium aurait été livré ; 2 que les embarcations pourraient aller et venir pour le service des Anglais après livraison du second quart ; 3 que les relations commerciales interrompues seraient rétablies après livraison des trois quarts ; 4 que les choses reprendraient en tout leur cours ordinaire quand la livraison de l'opium serait complétée.

Faisant allusion à la violation de ces promesses, le surintendant Elliot, dans un document que nous avons fait connaître l'année dernière, et que l'on assure avoir été communiqué à l'empereur, s'exprimait ainsi : « L'empereur a été trompé… Il est certain que les dernières mesures du commissaire ont retardé l'accomplissement de la volonté impériale, ont donné une immense impulsion au trafic de l'opium, qui était, plusieurs mois avant son arrivée, dans un état de stagnation, et ont ébranlé la prospérité de ces provinces florissantes. Il est probable que le résultat de ces mesures sera de semer l'agitation sur toutes les côtes de l'empire, de ruiner des milliers de familles étrangères et indigènes, et d'interrompre les relations de paix qui ont existé depuis près de deux siècles entre la cour Céleste et l'Angleterre. » Ce langage, tout mesuré qu'il est, fait pressentir une rupture sérieuse ; mais le pa-

ragraphe suivant va droit au but en menaçant respectueusement le grand empereur de lui faire connaître la vérité et d'exiger réparation des insultes et outrages dont les sujets de la reine ont été l'objet. Il résulte même de ce passage, que nous reproduisons textuellement, qu'à l'époque où il a été écrit, le surintendant devait savoir que le gouvernement de la reine avait déjà pris son parti. « Le temps approche, dit le capitaine Elliot, la gracieuse souveraine de la nation anglaise fera connaître la vérité au sage et auguste prince qui occupe le trône de cet empire, et toutes choses seront réglées selon les principes de la plus juste raison. »

Les vingt mille deux cent quatre-vingt onze caisses d'opium furent solennellement ouvertes, et leur contenu, réduit en pâte et délayé dans des cuves construites à cet effet sur la plage, fut jeté à la mer, en présence d'un immense concours de peuple, le 7 juin. À dater de cette époque, bien que le surintendant se fût flatté pendant quelques jours de l'espérance de rétablir les relations commerciales sur un pied amical, et de les mettre à l'abri de nouvelles secousses par l'adoption de certains règlemens concertés avec les autorités chinoises, les choses ne firent qu'empirer, et une collision sanglante entre deux corvettes anglaises et vingt-neuf jonques chinoises, près de l'embouchure de la rivière de Canton, fit évanouir, au commencement de novembre 1839, tout espoir d'accommodement. Cependant le trafic de l'opium, depuis la saisie opérée par le commissaire Linn, reprit une activité prodigieuse, et les spéculateurs anglais trouvèrent leur salut dans la violence même des mesures que les autorités chinoises venaient de diriger contre eux. C'est ici le lieu d'examiner quelle est la part que le gouvernement de la compagnie a prise à la production de l'opium et quelle peut être la véritable extension de la culture du pavot dans les possessions anglaises de l'Inde.

Le monopole de l'opium, considéré comme mesure administrative, avait été le sujet d'une enquête rigoureuse de la part de la commission nommée par le parlement pour examiner l'état des affaires de la compagnie antérieurement à la nouvelle charte, et la correspondance officielle entre les autorités de Londres et celles de l'Inde, au sujet de cette branche de revenus, depuis 1816 jusqu'en août 1830, a été publiée dans un appendice à l'un des rapports de la commission. Ces documens montrent distinctement les vues et les principes adoptés par le gouvernement au sujet du monopole.

En 1817, la cour des directeurs, faisant allusion aux vains efforts du gouvernement de l'Inde pour empêcher la culture du pavot dans certains districts, et à la nécessité de s'assurer à l'avenir d'un approvisionnement permanent pour la consommation intérieure, s'exprimait ainsi : « Notre seul but (et certainement c'en est un honorable) est de substituer une culture autorisée à une culture illégale, de restreindre un mal qui ne peut pas être entièrement réprimé, de régulariser une habitude entraînante de laquelle on ne peut sevrer le peuple, et d'employer le monopole moins comme un instrument de gain, que comme préservatif pour la santé et les principes de la communauté. Nous devons faire observer que notre désir est non-seulement de ne pas encourager la consommation de l'opium, mais encore d'en diminuer l'usage ou plutôt l'abus, et dans ce dessein, comme en vue de l'augmentation de nos revenus (prenant en considération les effets d'un commerce illicite dans nos propres possessions, et la concurrence que peut nous faire à l'étranger l'opium produit dans d'autres pays), nous pensons qu'il est convenable que le prix, tant au dehors qu'à l'intérieur, soit aussi élevé que possible. S'il dépendait de nous d'empêcher l'usage de l'opium, nous le fe-

rions de grand cœur par compassion pour l'espèce humaine mais cela étant absolument impraticable, nous ne pouvons qu'employer tous nos efforts pour régulariser et pallier un mal qui ne peut pas être déraciné. »

La commission parlementaire à laquelle l'examen de cette importante question était renvoyé quinze ans après (en 1832), arrivait aux conclusions suivantes : « Dans l'état actuel des finances de l'Inde, il n'est pas prudent de renoncer à une source aussi importante de revenus, un droit sur l'opium étant un impôt qui tombe principalement sur l'étranger, et qui paraît au total moins sujet à objection que tout autre qu'on pourrait lui substituer. » — « Il ne faut pas perdre de vue, dit ailleurs le rapport, qu'une saine politique exige que cette dépendance éloignée de l'empire soit soumise à un système d'impôts aussi modéré que les besoins de son gouvernement peuvent l'admettre. » Ces mêmes considérations ont été reproduites avec force pendant la dernière session du parlement, dans le cours de la discussion relative aux affaires de Chine.

La compagnie a donc pu croire qu'en se rendant maîtresse de la production, elle agissait d'après des principes de saine administration, et même, en ce qui concernait ses propres sujets, avec une sollicitude toute paternelle. Une fois la nécessité du monopole admise, il faut reconnaître que la compagnie se trouvait dans l'obligation de fournir aux besoins de la consommation. Elle n'a pu, il est vrai s'aveugler sur l'existence de ce fait, que la plus grande partie de l'opium acheté à ses ventes publiques était importée en contrebande en Chine, en opposition avec les lois du pays, et contribuait nécessairement à l'abrutissement des populations ; mais la connaissance de ce fait, quelque déplorable qu'il

pût être, n'imposait pas au gouvernement de l'Inde anglaise l'obligation de suspendre ses ventes, ou de prohiber une culture profitable à ses sujets. Si la culture eût été parfaitement libre, et que l'opium exporté eût payé un droit à l'exportation, comme d'autres marchandises, la Chine eût été inondée plus promptement, à meilleur marché, et d'un opium de qualité inférieure. Voilà ce qui paraît certain. Ce que la compagnie pouvait et devait éviter, c'était de se rendre complice d'un trafic illégal, et c'est une règle qu'elle a observée d'une manière scrupuleuse. Empêcher l'introduction clandestine et illégale de l'opium en Chine et en d'autres pays était évidemment l'affaire et le droit exclusif des gouvernemens de ces pays. Il serait, il faut en convenir, plus raisonnable de mettre sur le compte de nos gouvernemens tous les excès causés par l'ivrognerie et la démoralisation dégradante qui résulte de l'abus des liqueurs fortes, dont la consommation (source importante de revenus) est légalisée dans nos climats, que de déclamer, comme on le fait, contre la compagnie des Indes anglaises, au sujet du monopole de l'opium. Nous pensons même que, si la compagnie eût repoussé avec une vertueuse horreur ce revenu net de 30 à 40 millions que lui procure l'opium aux dépens des étrangers, et eût cherché à remplacer cette source de revenu par un impôt levé sur ses propres sujets, une pareille conduite eût été stigmatisée comme le comble de la folie et de l'hypocrisie à la fois. On s'est beaucoup apitoyé sur les maux qu'imposerait à la population indienne une production forcée de cette drogue pernicieuse, et on a imprimé plusieurs fois que les misères qui résultent, pour les Indiens employés à la culture du pavot, de la contrainte exercée à leur égard, et de l'insuffisance du prix des journées, sont comparables aux souffrances des esclaves dans les pays les moins civilisés de la terre. Ces assertions

sont contredites par des documens officiels et par le témoignage des personnes les mieux instruites de ce qui se passe. Il n'est pas moins inexact de prétendre que la culture du pavot ait pris une extension tellement prodigieuse dans l'Inde, qu'elle menace d'envahir la presque totalité du sol arable. On peut estimer à deux cent cinquante mille hectares environ la superficie occupée par cette culture dans l'Inde anglaise. Cela suppose une production d'environ quarante mille caisses. La consommation n'avait pas encore atteint ce chiffre en Chine, mais elle avait augmenté dans ces dernières années de manière à causer les inquiétudes les plus légitimes au gouvernement chinois, moins touché des effets pernicieux de la drogue sur la santé et le moral des sujets du céleste empire, qu'effrayé de la quantité de numéraire que l'habitude, comparativement récente, de payer l'opium en argent, enlevait à la circulation. La question, envisagée sous ce point de vue, avait été mise dans tout son jour par les hauts fonctionnaires que l'empereur avait consultés. Les ressources financières de son vaste empire semblaient menacées en effet par le progrès de cette consommation, dont les documens publiés à Canton même ont donné une idée exacte pour les années antérieures à 1838. Il résulte de la comparaison de ces documens que la consommation avait presque triplé en neuf ans (mais il faut bien se garder d'en conclure qu'elle pourrait tripler ainsi tous les neuf ou dix ans) ; que l'importation de l'opium Malwâ avait presque doublé depuis l'abolition des priviléges de la compagnie en Chine (1833) ; que l'importance relative des exportations d'opium Malwâ et d'opium Bengale (c'est-à-dire celui récolté sur les terres de la compagnie) était dans la proportion de 15 à 11, et que les sommes réalisées par les ventes d'opium en Chine (indépendamment des importa-

tions d'opium de Turquie qui se font principalement par navires américains) s'évaluaient, en 1836, à plus de 92 millions de francs.

Nous sommes sans renseignemens exacts ou complets pour les années 1838 et 1839. On a calculé cependant que la quantité d'opium exportée de l'Inde en 1839 aurait pu être de trente-cinq à quarante mille caisses sans l'interruption des relations commerciales. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'opium était à peu près invendable à l'époque de l'arrivée du commissaire impérial Linn, et que, sans son intervention et la destruction des vingt mille caisses confisquées, le trafic aurait rétrogradé au lieu d'avancer. Nous ajouterons que sur les vingt mille deux cent quatre-vingt-onze caisses confisquées par les autorités chinoises en 1839, un tiers seulement provenait des ventes de la compagnie, douze mille caisses environ venaient du Malwâ (par Bombay), et mille caisses de Turquie. Nous croyons ces détails suffisans pour mettre le lecteur à même de juger du véritable caractère des relations entre la Chine et l'Angleterre, en ce qui touche le commerce de l'opium. Revenons aux relations générales entre les deux gouvernemens et aux évènemens qui les ont si puissamment modifiées.

La déclaration du capitaine Elliot, du 21 juin, était le résultat d'un système arrêté. Après cet engagement solennel de demander et d'obtenir réparation, une fois surtout que les discussions et les actes des représentans des deux gouvernemens eurent pris le caractère d'hostilité permanente dont ils furent marqués à la fin de l'année 1839, il n'y avait plus possibilité de traiter sur les anciennes bases, et une déclaration de guerre de la part de l'Angleterre devenait inévitable. Dans la rédaction du document dont nous avons cité les principaux passages, on voit cependant l'in-

tention manifeste de rejeter sur les intermédiaires les torts qu'on pourrait reprocher directement au gouvernement impérial. — L'empereur a été trompé ; le gouvernement anglais se chargera de lui faire connaître la vérité ; il ne doute pas d'avance que justice ne soit rendue, et que toutes choses ne soient réglées selon les principes de l'équité et de la raison. — C'est là un parti pris, habilement et sagement pris selon nous, et on peut être assuré que toutes les déterminations et tous les actes du gouvernement britannique, quel que soit le caractère apparent d'hostilité dont ils soient revêtus, seront désormais subordonnés à cette conviction officielle de l'ignorance où se trouvait l'empereur des infractions au droit des gens et aux principes les plus sacrés de l'humanité et de la justice, commises par ses délégués à Canton. L'Angleterre avait, en effet, un intérêt immense à amener, par la combinaison de mesures énergiques avec les ressources ordinaires de la diplomatie, le rétablissement du commerce légal entre elle et la Chine.

Le commerce de la Chine est lié si étroitement, depuis quelques années, avec celui de l'Inde, qu'on ne peut guère les séparer dans l'évaluation des ressources de l'empire hindo-britannique. C'est cette combinaison intime des intérêts mercantiles des Indes et de la Chine qui a donné à la rupture momentanée entre l'Angleterre et le céleste empire une importance beaucoup plus grande qu'on n'aurait dû s'y attendre, si l'on n'eût envisagé que l'état plus ou moins prospère du trafic de l'opium. La Chine était, par le fait, le milieu principal par lequel s'opéraient les grands échanges commerciaux entre l'Inde, l'Amérique et l'Europe, ce qui faisait dire à l'un des membres de la commission nommée par la chambre des lords pour s'enquérir de l'état commercial de l'Inde, qu'interrompre le commerce de Canton, c'était

interrompre le commerce du monde entier. En 1837-38, on pouvait estimer la masse des exportations de l'Inde et de la Chine pour la Grande-Bretagne à 9,600,000 livres sterling (environ 245,000,000 de francs). L'indigo figure dans ce compte pour environ 2,000,000 liv. sterl. (à peu près 50,000,000 de francs), le thé pour près de 60,000,000 de francs, le coton pour plus de 20,000,000, etc. Les exportations se balançaient, du côté de l'Angleterre, 1 par les remises annuelles faites par l'Inde anglaise, soit pour compte du gouvernement, soit pour compte des particuliers, se montant à plus de 90,000,000 de francs ; 2 par les importations de produits de manufactures anglaises (dans l'Inde et en Chine) s'élevant à 79,000,000 ; du côté de l'Inde anglaise, par la vente de l'opium et du coton qui réalisaient au profit de cette balance de 76 à 80,000,000 de francs.

En présence de ces faits, on se figure aisément quels dangers entraînait pour l'avenir du commerce anglais, et conséquemment pour la Grande-Bretagne elle-même, la suspension de la bonne intelligence entre les deux états, et on comprend de quelle importance il était d'asseoir les rapports futurs de l'Angleterre et de la Chine sur des bases plus larges et plus durables. Mais si l'on tombait d'accord en Angleterre sur cette nécessité d'imposer au gouvernement chinois un traité de commerce qui protégeât l'avenir, des spéculations auxquelles l'Inde anglaise et la Grande-Bretagne ne voulaient pas renoncer, on ne s'entendait pas aussi bien sur les moyens d'exécution de cette grande mesure. Dans l'opinion de plusieurs personnes qui avaient été à même d'étudier d'assez près le caractère chinois et les ressources de la Chine, ou plutôt les élémens de résistance dont elle pouvait disposer, les Anglais devaient rencontrer des obstacles plus sérieux que ceux auxquels on s'était attendu. En France, cette opinion comptait de nom-

breux partisans : notre consul-général à Manille, M. Adolphe Barrot, dans un travail remarquable publié par la Revue des Deux Mondes, avait examiné la question avec soin, et se croyait autorisé à prédire que les Anglais échoueraient dans toute tentative de représailles. Mais en ne tenant compte que des difficultés de l'invasion, des dangers de l'occupation présumée d'une partie du territoire et de l'obstination d'un gouvernement qui ne recule devant aucun sacrifice pour résister à une agression étrangère, on paraissait oublier ce que peuvent l'énergie, l'intelligence et la science militaires, l'artillerie et les navires à vapeur de l'Europe, opposés à la vanité indolente, à l'ignorance puérile, aux armes inutiles, aux jonques des Chinois. On ne réfléchissait pas que le gouvernement chinois lui-même avait intérêt à ce que l'interruption des relations commerciales ne se prolongeât pas sans nécessité ; qu'enfin, dans un pays où la vénalité des fonctionnaires publics est un fait universellement reconnu, l'argent répandu à propos peut au besoin aplanir bien des obstacles. D'ailleurs on s'était mépris jusqu'à un certain point et sur les causes véritables de la rupture entre les deux gouvernemens, et sur les moyens que l'Angleterre devait mettre en usage pour faire accepter à l'empereur les conditions qu'il était prudent de lui offrir avant de pousser les choses aux dernières extrémités.

Le plan d'opérations adopté par le gouvernement anglais est fort analogue à celui dont nous avions donné une idée l'année dernière, d'après un petit écrit de M. H. Lindsay, ancien employé de la compagnie des Indes à Canton.

Dès le 4 novembre 1839, des instructions avaient été envoyées au gouvernement supérieur des Indes anglaises, pour préparer avec toute la célérité possible une expédition destinée à venger

les insultes faites par les autorités chinoises au représentant de la reine et aux sujets anglais. On équipait en même temps, en Angleterre, une escadre et des bâtimens de transport destinés à joindre l'expédition de l'Inde, avec un supplément de troupes de débarquement. Toutefois la déclaration officielle des intentions du gouvernement de la reine ne fut promulguée que dans les premiers jours d'avril 1841. Un ordre de la reine en conseil, portant la date du 4 avril, autorise la haute cour de l'amirauté et les cours coloniales instituées à cet effet à prononcer sur toutes captures, prises et saisies, qui pourraient être faites de tous vaisseaux, navires et cargaisons chinois, par les bâtimens de guerre anglais, dans le cas où la saisie et la détention provisoire desdits vaisseaux, navires et cargaisons ne détermineraient pas le gouvernement chinois à accorder la satisfaction et la réparation demandées. Le cas échéant, les navires et cargaisons ainsi détenus provisoirement seraient confisqués et vendus, pour le montant en être appliqué ainsi qu'il serait statué ultérieurement. La reine en conseil justifiait dans les termes suivans la détermination d'user de représailles envers le gouvernement chinois : « Attendu que nous avons pris en considération les torts et injures (injurious proceedings) faits dernièrement par certains officiers de l'empereur de la Chine à certains de nos officiers et sujets, et attendu que nous avons donné des ordres pour qu'il fût demandé au gouvernement chinois satisfaction et réparation de ces procédés injurieux ; attendu en outre, qu'il est à propos, dans le but d'obtenir lesdites satisfaction et réparation, que les vaisseaux, navires et cargaisons appartenant à l'empereur de la Chine et à ses sujets soient saisis et détenus provisoirement, etc… à ces causes, notre conseil privé entendu, il nous a plu ordonner, etc. »

Du mois d'octobre 1839 au mois de mars 1840, les détenteurs des obligations souscrites par le surintendant Elliot au profit des négocians anglais qui avaient livré aux autorités chinoises, par l'intermédiaire de cet officier, l'opium détruit le 17 juin 1839, en présence du commissaire impérial Linn, s'efforcèrent d'obtenir du gouvernement de la reine d'abord le paiement des traites dont ils étaient porteurs, ensuite la promesse d'une compensation. Ces démarches n'eurent d'autre résultat officiel qu'une déclaration formelle de la part du ministre qu'il n'avait à sa disposition aucuns fonds applicables au paiement des traites du capitaine Elliot, qu'il ne pouvait s'engager à indemniser les parties lésées qu'avec l'autorisation du parlement, et qu'il n'avait nullement l'intention de soumettre aucune proposition au parlement à cet effet. On devait s'y attendre ; mais d'un autre côté le principe de la compensation était implicitement compris dans les résolutions adoptées à l'égard du gouvernement chinois, et il devenait évident que la Chine aurait à payer, si les plans de l'Angleterre devaient réussir, non-seulement les frais de la guerre, mais l'indemnité réclamée par le commerce anglais à Canton.

Le 7 avril, après une discussion très animée sur la motion de sir James Graham, tendant à ce que la conduite du ministère dans la direction des affaires de Chine, fût blâmée par la chambre des communes, les dispositions hostiles annoncées par le gouvernement de la reine furent sanctionnées par un vote qui ne justifiait cependant qu'à une bien faible majorité, celle de dix voix, les mesures adoptées par les ministres pour la protection des grands intérêts qui leur étaient confiés.

Le 27 juillet, la chambre des communes vota un crédit provisoire de 173,442 livres sterling pour les dépenses de l'expédition

de Chine (environ 4 millions et demi de francs). Dans la discussion qui s'établit sur ce vote, les ministres eurent à se défendre contre des attaques très vives qui portaient principalement sur le défaut de prévoyance du gouvernement, qui avait négligé, disait-on, d'envoyer des instructions positives et complètes au surintendant Elliot. Toutefois la détermination prise de demander satisfaction au gouvernement chinois des actes de violence et des outrages de ses délégués obtint l'assentiment de la grande majorité de la chambre. Avant cette époque, l'expédition, dont le rendez-vous avait été indiqué à Singapour, était complètement organisée et avait commencé ses opérations dans les mers de Chine. Elle était placée sous le commandement supérieur du contre-amiral George Elliot, arrivé à Singapour, sur le Melville, de 74, le 16 juin. L'amiral remit à la voile le 18 avec plusieurs autres bâtimens de guerre. Il avait été précédé de quelques jours par le commodore sir Gordon Bremer, commandant la première division de l'escadre. On estimait, au mois de juillet, les forces de l'expédition à dix-sept navires de guerre et quatre grands steamers, également armés en guerre ; les troupes de débarquement fournies par l'Inde anglaise s'élevaient à 6,666 Européens et 2,175 cypahis ou lascars (plus 1,080 non combattans). Il était venu d'Angleterre environ 5,000 hommes, soldats et matelots, en sorte que le personnel atteignait à peu près le chiffre de 15,000 hommes de toutes armes et non combattans. Les plans du gouvernement avaient été tenus aussi secrets que possible. Cependant on s'attendait généralement à un strict blocus de la rivière de Canton, peut-être à la destruction des ports à l'entrée de la rivière, au blocus de quelques autres ports dans l'est, et à l'occupation d'une portion du territoire chinois ; on supposait assez communément que ce serait un des principaux points de l'île Formose. On avait

aussi parlé de la plus grande des îles du groupe de Chusan comme du but préliminaire de l'expédition ; l'évènement justifia cette dernière conjecture.

Les premiers bâtimens de la flotte anglaise arrivaient à la bouche du Tigre au moment où les Chinois essayaient vainement, pour la troisième fois, d'incendier, à l'aide d'une flottille de brûlots, les navires marchands en rade de Capsingmoun. Le blocus de la rivière de Canton fut officiellement proclamé par le commodore Bremer, le 22 juin, pour prendre effet à dater du 28. Le commodore laissa, pour former le blocus, cinq des bâtimens de sa division, et remit à la voile le 25. Le 28, l'amiral Elliot, arrivant à son tour, prit le surintendant Elliot à son bord et fit voile vers le nord pour rallier sa division d'avant-garde. Elle était concentrée le 2 juillet près de l'île du Buffle (Buffalo island), située au sud de l'archipel de Chusan, et où le général Oglander, commandant les troupes de l'expédition, mort de la dyssenterie dans les derniers jours de juin, fut enterré. Le brigadier Burrel le remplaça dans le commandement. Enfin la flotte se dirigea sur la grande île de Chusan, et jeta l'ancre, le 4, dans la rade Ting-haé-hîin, sous les murs de la ville de ce nom, chef-lieu de l'île et de tout le groupe. Le gouverneur, sommé de se rendre, et tout en alléguant l'impossibilité d'opposer aucune résistance sérieuse aux forces anglaises, vint à bord du commodore exposer lui-même la nécessité où il se trouvait, pour sauver l'honneur des armes chinoises et le sien, comme aussi pour sauver sa tête, de ne point livrer la place sans coup férir. On lui donna jusqu'au lendemain à la pointe du jour pour réfléchir, en le pressant de se rendre à discrétion et de ne pas obliger les vaisseaux anglais à faire feu sur la ville ; mais on n'entendit plus parler de lui, et le lendemain, 5 juillet, les troupes anglaises débarquèrent sous la protection du feu des vaisseaux.

Les Chinois soutinrent à peine quelques instans ce feu terrible, et abandonnèrent précipitamment les jonques de guerre mouillées près de terre et les positions qui dominaient La ville. Pendant la nuit, ils évacuèrent la ville elle-même, que des fortifications très étendues défendaient cependant contre un coup de main et quand le général anglais, ayant fait ses dispositions pour l'assaut, fit reconnaître la place le 6 à la pointe du jour, on acquit la certitude que non-seulement les troupes chinoises, mais toute la population avaient pris la fuite. Les dispositions arrêtées par le brigadier Burrel pour l'occupation de Ting-haé ne paraissent pas avoir été dictées par un esprit de prévoyance même ordinaire, ou du moins il n'a pas su faire respecter ses ordres, s'il est vrai, comme le disent toutes nos correspondances, que cette ville désertée à la hâte, et où le mobilier des maisons particulières et les magasins du gouvernement étaient encore intacts, ait été pillée et dévastée par les troupes de débarquement, les soldats européens ayant malheureusement trouvé l'occasion de se livrer avec excès à leur penchant pour les liqueurs fortes. La ville de Ting-haé et ses faubourgs contenaient plusieurs distilleries et un immense approvisionnement de cette boisson spiritueuse qui paraît former une branche d'exportation considérable pour le commerce de Chusan, et qui est connue sous le nom de sam-chou. Ces entrepôts furent découverts dès l'abord, et il s'ensuivit des désordres déplorables. Le brigadier Burrel, dans son rapport officiel, fait allusion au pillage, dont il affecte de rejeter tout le tort sur la populace chinoise, lors de l'évacuation de la ville par les habitans ; mais il ne dit pas un mot des honteux excès auxquels se sont livrées ses propres troupes. Les tentatives faites pour rassurer les populations et déterminer les habitans de Ting-haé à rentrer dans leurs foyers restèrent long-temps sans succès. La santé des

troupes souffrit beaucoup et du changement de climat et de la rareté des provisions et, il faut le croire, des suites de ces excès que nous avons signalés. Chusan ne doit être considéré que comme un point d'occupation temporaire. Les Anglais l'avaient visité pour la première fois en 1700, et y avaient été bien accueillis ; ils avaient commencé à y faire un trafic assez considérable, mais en 1701, un ordre de l'empereur leur interdit toutes relations avec ce port. Cependant un vaisseau anglais, le Northumberland, paraît avoir obtenu la permission du gouvernement chinois de jeter l'ancre devant Ting-haé en 1704, et lord Macartney y envoya chercher des pilotes en 1793. La population de tout le groupe des îles Chusan s'élève à environ soixante mille ames ; l'intérieur de la grande île est bien cultivé et produit beaucoup de grains, du thé, du coton pour la consommation locale. Les habitans sont adonnés à l'usage de l'opium ; ils font un commerce assez actif avec le continent chinois, principalement avec le port de Ningpo, d'où ils reçoivent, en échange de leur sam-chou, des étoffes de soie, de la poterie, etc. Pendant que les troupes anglaises débarquaient à Chusan, une frégate était envoyée à Amoy (lieu où les Anglais ont eu une factorerie qui ne fut abandonnée qu'à la fin du XVII siècle), dans le but d'ouvrir par cette voie des communications avec Péking. Mais l'insolence et les provocations des Chinois, qui tirèrent sur un officier envoyé en parlementaire, amenèrent une collision dont le résultat fut la destruction du fort d'Amoy par quelques bordées de la frégate. L'amiral Elliot, arrivé le 6 à Chusan, en était bientôt reparti pour tenter de faire parvenir de Ningpo (ville considérable située dans l'ouest et à environ neuf lieues marines de Chusan) l'ultimatum de son gouvernement à l'empereur de la Chine, et établir avant tout le blocus des ports d'Amoy, Ningpo et Ting-haé. L'amiral devait ensuite se

rendre dans le golfe de Pé-Tchî-Li, se rapprocher autant que possible de Péking, et ouvrir de gré ou de force des communications directes avec le gouvernement impérial.

Nous avons toujours pensé que des démonstrations vigoureuses, comme celles qui se résumaient, aux premiers jours de juillet, dans l'occupation de l'île de Chusan, la destruction du fort d'Amoy par la frégate la Blonde, et le blocus des principaux ports chinois, suffiraient pour déterminer la cour céleste à négocier avec les représentans de la reine d'Angleterre sur des bases favorables aux intérêts britanniques et aux intérêts du commerce et de la civilisation en général. La marche des évènemens a justifié complètement ces prévisions.

Les premières nouvelles de l'ouverture des négociations entre l'amiral Elliot et la cour de Péking avaient été apportées à Calcutta, le 16 novembre, par le navire de guerre le Croiseur (Cruizer, corvette de 16 canons). Le gouvernement n'avait pas jugé à propos de publier le résultat des opérations de l'amiral, mais on savait positivement qu'accompagné du capitaine Elliot, surintendant du commerce anglais en Chine et chargé de conduire les négociations, il s'était présenté avec son escadre à l'entrée du Peyho, dont un steamer et plusieurs embarcations armées avaient franchi la barre par ses ordres, se rapprochant ainsi de Péking ; que ces deux officiers avaient réussi à se faire reconnaître comme les représentans de la reine d'Angleterre et à traiter comme tels avec un des grands dignitaires de l'empire. L'empereur avait désavoué les mesures prises par le commissaire Linn, qui avaient amené la rupture entre les deux nations. Annonçant les intentions les plus bienveillantes pour l'avenir, et rejetant sur ses délégués à Canton la responsabilité du passé, il avait consenti à adop-

ter pour bases d'un traité définitif les conditions présentées par M. Elliot, c'est-à-dire la reconnaissance formelle du gouvernement anglais par le gouvernement chinois, le paiement à l'Angleterre d'une indemité considérable, l'autorisation d'importer l'opium moyennant un droit qu'on fixerait plus tard, et la cession d'une île à l'entrée de la rivière de Canton, faite par la Chine à l'Angleterre, qui restituerait l'île de Chusan. Le traité définitif devait se discuter, non à Péking, mais à Canton, où l'empereur avait envoyé à cet effet un mandarin d'un rang très élevé, Ké-sben, vice-roi de la province de Pé-tchi-li, et le troisième personnage de l'empire. Quant à l'expédition de l'amiral Elliot dans le golfe de Pé-tchi-li et aux négociations entamées avec la Chine, bien que la presse anglaise et la presse française s'en soient beaucoup occupées, nous croyons devoir en donner un récit complet, en nous servant tant de la relation publiée sous le nom de lord Jocelyn que de nos renseignemens particuliers, venus de l'Inde, et des journaux de Calcutta. Ce récit servira peut-être à rectifier à certains égards les versions diverses qu'on a déjà pu lire.

L'escadre, composée d'un vaisseau de 74, le Wellesley, de la frégate la Blonde, de 46, des corvettes la Modeste, de 18, le Volage, de 28, le Pylade, de 20, le Madagascar, steamer armé, le David-Malcolm et l'Ernaad, transports armés, fit voile de Chusan le 28 juillet, et entra dans la baie de Pé-tchi-li le 8 août. Le Wellesley, portant le pavillon de l'amiral Elliot avait à bord le lord Jocelyn, secrétaire militaire, MM. Astell et Clarke, employés civils de la compagnie, le lieutenant Cotton, du génie, appartenant à l'armée de Madras, et M. Morrison, interprète pour la langue chinoise. Le 9 août, on se rapprocha de l'embouchure du Pey-ho. La Modeste, le Volage et le Pylade furent envoyés en reconnaissance ; le reste de la flotte mouilla le 10, par

38° 35′ 20″ lat. N. et 118° 0′ 10″ long. E. de Greenwich, à la distance d'environ onze milles de la terre, qu'on pouvait apercevoir de la pomme du grand mât du Wellesley. Le même jour, l'interprète prépara une lettre adressée au principal mandarin du district le plus voisin, annonçant le but de l'arrivée de l'amiral dans ces parages avec la flotte, et exprimant le désir qu'une personne dûment accréditée fût envoyée pour recevoir des mains de l'amiral la lettre adressée par le gouvernement de sa majesté britannique à la cour de Péking. Une flottille de six canots bien armés, mais ayant la précaution de cacher leurs armes, fut envoyée le lendemain à l'embouchure du Pey-ho avec la lettre de l'amiral. Les instructions étaient d'obtenir, s'il était possible, une conférence, et de s'assurer de l'état des choses. À l'entrée de la rivière, on remarqua, sur chaque rive, un fort mal construit, à moitié ruiné, et qui n'était armé que de quelques canons en apparence hors de service. Cependant à mesure que les canots approchaient, on put s'apercevoir que tout était en mouvement sur les forts. On voyait apporter des djendjâls, qu'on plaçait à intervalles le long des remparts, et tout semblait prendre une apparence hostile. Le souvenir de ce qui venait de se passer à Amoy, dans des circonstances semblables, fit songer à s'emparer de quelque indigène pour porter une lettre à terre, et attendre le résultat. Mais l'extrême terreur causée par l'apparition des embarcations anglaises ne permit pas de communiquer avec le petit nombre de bateaux pêcheurs qu'on avait vus, et la flottille continua à avancer, quand enfin on aperçut un bateau monté par deux mandarins, faisant voile à la rencontre de la flottille ; on agita le pavillon parlementaire pour les encourager, et ils vinrent immédiatement le long du bord de l'embarcation montée par M. Morrison, et entrèrent en conférence avec lui. Ils consentirent à se charger de la lettre de

l'amiral, expliquant en même temps que le vice-roi de Pé-tchi-li, Ké-shen, se trouvait à Ta-kou , ville située à quelques milles de distance, et que la lettre lui serait envoyée pour qu'il y fît réponse. Ils ajoutèrent que les embarcations pouvaient jeter l'ancre à l'endroit où elles se trouvaient, ou retourner aux vaisseaux, où l'on ferait parvenir la réponse du vice-roi. En conséquence, le capitaine Elliot, qui accompagnait la flottille incognito, donna l'ordre à quatre des embarcations de mouiller à la distance d'un mille environ des forts, tandis que les deux autres suivraient le bateau mandarin dans la rivière. Un des mandarins fut bientôt mis à terre, et se dirigea à cheval vers l'intérieur. Après un laps de temps considérable et au moment où les bateaux allaient s'en retourner, on vit un nouveau dignitaire s'approcher du rivage, et comme d'après la nature boueuse de la plage, il eut été fort incommode, pour ne pas dire presque impossible d'y débarquer, il fut décidé que le mandarin se rendrait à bord d'une vieille jonque de guerre mouillée tout près de là, et que les officiers anglais s'y rendraient de leur côté. On avait d'abord invité ces derniers à venir conférer avec un fonctionnaire qui se trouvait dans le fort, ce à quoi ils s'étaient refusés par le motif indiqué ci-dessus. À l'entrevue qui eut lieu sur la jonque de guerre, le mandarin annonça simplement qu'il était chargé d'un message verbal de Ké-shen, à l'effet de prévenir l'officier anglais (porteur de la lettre de l'amiral), qu'il n'avait pas le temps de répondre immédiatement à la lettre comme il l'aurait désiré, que sa réponse serait envoyée le lendemain par une personne autorisée à recevoir la dépêche destinée à l'empereur pour qu'elle fût transmise à Péking. Les manières du mandarin paraissent avoir été peu courtoises, bien que son langage n'eût rien d'offensant ; il affecta de ne point se lever et de ne pas saluer les officiers anglais à leur arrivée à bord, et

après voir délivré le message du vice-roi, il ajouta que, s'ils avaient quelque chose à dire, ils feraient bien de le dire tout de suite, attendu qu'on ne leur accorderait pas une autre occasion de le faire.

D'après les observations qu'on put faire pendant que la flottille était à l'ancre dans la rivière, on pensait qu'il n'aurait pas fallu plus d'une demi-heure aux équipages des six embarcations pour se rendre maîtres des deux forts. Il n'y avait qu'un très petit nombre de soldats ou de gens armés soit dans ces forts, soit aux environs ; mais on y remarquait une vingtaine ou une trentaine de mandarins de différens ordres (comme on en pouvait juger par leurs boutons), évidemment envoyés pour cette occasion particulière ; attendu qu'il n'y avait d'autres habitations visibles sur les rives du fleuve que quelques misérables huttes. On remarqua que quelques hommes étaient occupés à élever une espèce d'épaulement avec fossés. Ce retranchement s'étendait depuis le fort placé sur la rive méridionale du fleuve, jusqu'à une sorte de plate-forme élevée, flanquée d'un fossé communiquant à la rivière et sur laquelle, à une visite subséquente, on fut assez étonné de voir six pièces de campagne en cuivre de bonne apparence, montées sur leurs affûts, et que l'on eut toute raison de croire être les mêmes canons dont lord Macartney, lors de son ambassade, avait fait présent au céleste empereur. Ainsi, par une de ces étranges révolutions dans les affaires humaines que l'histoire a eu à enregistrer depuis un demi-siècle, ces canons se trouvaient aujourd'hui tournés contre les donateurs, quarante-sept ans, presque jour pour jour, après l'arrivée de l'ambassade de lord Macartney dans ces mêmes parages. Il est vrai que les Chinois n'affectent de voir dans les autres peuples que des tributaires. Au reste, d'après tout ce qu'on put observer, il parut évident que la

visite de la flotte avait été un évènement tout-à-fait inattendu. Les mandarins envoyés aux forts, et ces préparatifs guerriers poussés en apparence avec tant d'activité à l'embouchure de la rivière, tout cela ne pouvait guère en imposer sur la pauvreté et l'insuffisance des moyens de défense.

Les embarcations revinrent au mouillage dans la soirée. Le jour suivant, dans la matinée, un mandarin vint à bord du Wellesley avec une lettre de Ké-shen à l'amiral, annonçant qu'il recevrait avec plaisir la dépêche dont l'amiral était porteur, et serait prêt à la transmettre à Péking pour qu'elle fût soumise à l'empereur et qu'on prît les ordres de sa majesté impériale à cet égard, mais qu'il faudrait dix jours pour qu'on pût recevoir et faire parvenir à l'amiral la réponse. Le vice-roi faisait observer que les gouverneurs des provinces de Ning-Po et Amoy étant d'un rang inférieur, n'avaient pas qualité pour prendre une décision à l'égard des lettres destinées à la cour impériale, et que c'était à cette cause qu'il fallait attribuer le refus fait dans ces deux endroits de recevoir la lettre envoyée par le gouvernement de sa majesté britannique ; mais que lui, Ké-shen, étant d'un rang supérieur, pouvait prendre sur lui de l'expédier et s'en chargerait en conséquence. La distance à laquelle on se trouvait de la côte, le peu de vent qui soufflait, et d'autres considérations importantes déterminèrent l'amiral à renvoyer le messager sur le steamer ; il s'ensuivit quelque retard dans l'expédition de la lettre, qui ne put être transmise à Péking que le 15. À dater de cette époque, un délai de dix jours fut accordé par les plénipotentiaires, selon ce qui avait été stipulé par Ké-shen, pour les délibérations de la cour impériale et pour la transmission de l'ultimatum. Le mandarin qui avait été envoyé à bord du Wellesley parut aux anglais être un homme remarquablement intelligent et dans des dispositions

bienveillantes. Lord Jocelyn le désigne sous le nom familier de capitaine Blanc, d'après son bouton, et peut-être aussi d'après la signification de son nom, Pi. C'était une espèce d'aide-de-camp de Ké-shen et un officier de cavalerie ; ses idées, sa manière de juger et de décrire les choses amusèrent beaucoup les officiers anglais. Selon lui, les employés civils ne demandaient pas mieux que de voir les affaires arrangées à l'amiable, tandis que tous les militaires étaient pour la guerre, où ils espéraient mériter des distinctions, des honneurs, des boutons, etc. En arrivant à bord, il lui fut impossible de maîtriser entièrement l'émotion de surprise que lui causa la vue de cet ensemble imposant que présentent le pont et la mâture d'un 74 ; mais, quand on lui montra les batteries hautes et basses avec leurs longues lignes de canons de 32 et l'appareil de guerre dont ils étaient entourés, il trouva moyen de se contenir et ne manifesta ni surprise ni admiration. On s'est assuré depuis que cet officier était musulman. Après cet arrangement avec Ké-shen, la flotte se dispersa. Quelques vaisseaux allèrent croiser sur la côte de Tartarie, d'autres aux îles du sud et à l'est du mouillage, pour faire provision d'eau et de vivres, tous avec l'ordre de se retrouver au mouillage vers le 26, époque à laquelle on attendait la réponse de sa majesté chinoise. Deux ou trois des vaisseaux passèrent en vue de la grande muraille et à peu près à la même distance que l'Alceste en 1810. La Blonde alla croiser devant les côtes de Tartarie, où elle put se procurer des provisions en abondance, et où elle fit aussi, à un endroit nommé Too-tchou (situé lat. 39° 20′ 18″ et long. 121° 48′ est), la curieuse découverte de l'existence d'un commerce de charbon de terre. On trouva à l'ancre trois navires chargés de ce minéral, dont on se procura quelques échantillons, mais trop peu considérables pour qu'on pût juger de la qualité. On crut pouvoir conclure cependant

de l'examen des petits échantillons apportés à bord que c'était une espèce d'anthracite.

Le 27, l'escadre se trouva de nouveau réunie au premier mouillage ; mais, comme on ne voyait venir aucune jonque du côté de la terre, l'ordre fut donné de se préparer à l'offensive. On avait découvert un chenal par lequel on pensait que la Modeste, que l'on pouvait alléger de manière à ce qu'elle ne tirât qu'un peu moins de douze pieds d'eau, entrerait dans le Pey-ho, attendu que le steamer le Madagascar, tirant onze pieds neuf pouces, y avait déjà passé et avait évité le banc de sable qui ferme en partie l'embouchure de la rivière. La corvette fut envoyée à l'entrée du passage, où elle jeta l'ancre, prête, avec ses embarcations, à passer la barre et à agir contre les forts dans la matinée suivante. (Lord Jocelyn assure que la corvette n'aurait pu franchir cet obstacle, son tirant d'eau étant encore trop considérable, et que le steamer lui-même n'aurait pu pénétrer dans la rivière qu'à la faveur des plus fortes marées). En même temps, on prépara et on arma toutes les embarcations de l'escadre, et on fit l'appel d'environ sept à huit cents hommes de troupes de débarquement, dont cent cinquante soldats de marine. Cependant, le matin de très bonne heure, l'escadrille d'avant-garde signala une jonque mandarine gouvernant sur la flotte, ce qui eut pour effet de refroidir considérablement l'ardeur et les espérances belliqueuses de ceux qui avaient déjà rêvé l'invasion de Péking. La jonque vint le long du bord du Wellesley, l'aide-de-camp parut bientôt, et, produisant la lettre promise de Ké-shen, annonça qu'il était venu le jour précédent au rendez-vous, mais que, ne voyant aucun des vaisseaux au mouillage, il était reparti pour passer la nuit à terre. Tout devint donc de nouveau couleur de rose. La lettre annonçait qu'on avait pris les ordres de l'empereur mais que dans une af-

faire aussi compliquée, on devait s'attendre à ce qu'il se présentât de nombreuses difficultés qu'on pourrait espérer résoudre plus aisément dans une conférence ; qu'en conséquence le vice-roi proposerait que l'un des plénipotentiaires lui fît la faveur de le visiter à terre, et qu'il aurait l'honneur de le recevoir dans ses tentes, où l'on pourrait discuter à l'aise le sujet important qui les avait amenés. Il paraît que les termes et les expressions dont se servait Ké-shen dans sa lettre étaient parfaitement convenables. Il proposait que ce fût le capitaine Elliot qui prît la peine de se rendre à terre, et il expliquait cette proposition en faisant observer que, « selon les usages de son pays, il ne pouvait sans déroger à la dignité de son rang (qui, comme vice-roi de Pé-tchi-li, province métropolitaine, le constitue le troisième personnage de l'état), quitter le territoire de l'empire pour aller en mer rendre une visite de cérémonie à un dignitaire étranger, et qu'il concluait que la même cause empêcherait un chef du rang des plénipotentiaires, et plus spécialement l'amiral, de quitter son vaisseau dans un but analogue. Néanmoins, comme il savait que le capitaine Elliot était familiarisé depuis long-temps avec les manières et les usages des Chinois, et reconnaîtrait sans doute de quelle importance serait une conférence, il espérait qu'il voudrait bien, dans cette circonstance, mettre le cérémonial de côté et accéder à sa proposition. » Ainsi donc, le barbare Elliot, dont les lettres, tout dernièrement encore, auraient été rejetées par les subordonnés de Linn (lui-même un commissaire d'un rang inférieur), si elles n'eussent été endossées de ce mot odieux pinn (supplique), est aujourd'hui pressé de la manière la plus respectueuse, par le troisième grand dignitaire de l'empire, de venir au rendez-vous que celui-ci propose, et de traiter avec lui d'égal à égal. La proposition fut, comme on le pense, bien acceptée, et le

30 août au matin six embarcations bien armées, mais avec toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer d'alarme, nagèrent vers la rive du Pey-ho avec le capitaine Elliot, M. Morrison, l'interprète, et un nombreux détachement d'officiers de différentes armes en grand uniforme. Quand la flottille approcha de la barre, un bateau vint avec deux mandarins pour escorter les embarcations anglaises ; et, tandis que l'un des mandarins retournait dans un canot pour faire les derniers préparatifs du débarquement, l'autre alla trouver le capitaine Elliot qu'il accompagna à terre, où l'on s'aperçut bientôt que les Chinois, avec leur activité ordinaire avaient su tirer parti du temps qui s'était écoulé depuis la dernière visite des embarcations, pour effectuer de grands changemens et des améliorations importantes. Les deux forts avaient été réparés et mis en état de défense ; le parapet et le fossé, sur la rive méridionale, avaient été complétés et armés de djendjâls et d'autres pièces légères ; les approches du fort avaient été rendues plus difficiles à l'aide de fossés creusés de part et d'autre ; on voyait en arrière de nouveaux ouvrages de campagne sur la rive opposée, et près de la ville, située à une assez grande distance, de longues lignes de tentes. On calcula qu'il y en avait assez pour abriter environ deux mille hommes de troupes, quoiqu'on ne vit que peu de soldats sous les murailles du fort, et aux environs des tentes qui avaient été dressées pour la réception de ces visiteurs incommodes. Sur la partie la plus élevée de la plage boueuse qui s'étendait entre le fort, sur la rive méridionale du fleuve et le bord de l'eau, on avait formé un enclos rectangulaire à l'aide de quanâts (espèce de paravents en toile ou coutil), et au centre de cet espace se trouvait la tente occupée par Ké-shen, dont les dimensions et l'apparence n'avaient rien d'extraordinaire, et quelques autres tentes pour servir de salle à man-

ger, d'office, etc. On avait fait écouler les eaux de l'enclos à l'aide de tranchées pratiquées tout autour, et l'on avait établi un pont de bateaux depuis l'enclos jusqu'à la rivière, en sorte que le capitaine Elliot, suivi de son état-major, put se rendre de pied sec dans la tente de Ké-shen. Celui-ci se leva en apercevant le capitaine Elliot, et reçut les officiers anglais avec les salutations ordinaires en Chine ; il les engagea à passer dans les tentes voisines où il avait fait préparer un repas composé de tout ce que la saison et la cuisine chinoise pouvaient fournir de plus excellent et de plus délicat, avec abondance de confitures, gâteaux, thé, etc. Il eut ensuite une conférence avec le capitaine Elliot, M. Morrison servant d'interprète. Cette conférence dura plusieurs heures ; voici ce qui a transpiré des résultats. Le capitaine Elliot avait eu soin d'apporter un fac-simile en cire du grand sceau royal d'Angleterre, qu'il montra à Ké-shen comme preuve des pleins pouvoirs dont il était revêtu, en l'invitant à produire de son côté une preuve semblable du pouvoir qui lui avait été délégué. Ké-shen montra d'abord quelque émotion de curiosité en voyant le grand sceau de la commission britannique, mais il retomba bientôt dans cette apathie apparente que les mandarins de haut rang croient un attribut nécessaire de leur dignité ; puis il fit observer que, ne s'étant pas attendu à pareille demande, il ne pouvait en ce moment exhiber la preuve qui lui était demandée. Mais, comme le capitaine Elliot insista sur la nécessité (en cas d'une autre entrevue pour prendre des arrangemens définitifs) que chacun des plénipotentiaires se présentât muni de ce qui paraissait si essentiel pour établir leurs caractères respectifs et maintenir une parfaite intelligence entre les parties contractantes, Ké-shen n'hésita pas à admettre que la demande était parfaitement raisonnable, et promit d'y satisfaire en temps et lieu.

Entrant alors dans la question générale, il dit que le désir de l'empereur était que les choses reprissent leur cours habituel et que le commerce continuât comme par le passé, évitant surtout une guerre de laquelle il ne pouvait résulter que pertes et malheurs des deux côtés ; qu'un haut commissaire impérial (lui-même selon toute probabilité) allait être envoyé à Canton, où les Anglais seraient invités à se rendre également, et qu'ainsi tous les arrangemens et toutes les mesures nécessaires au rétablissement de la paix pourraient être pris sur les lieux mêmes qui avaient été le théâtre des évènemens causés par l'imprudente conduite de Linn ; que ce dernier avait excédé ses instructions et serait puni ou même (aurait ajouté Ké-shen) mis à la merci des Anglais. Ké-shen écouta avec la plus grande attention et le plus vif intérêt les explications qui lui furent données dans cette entrevue sur le véritable état de la question relative à l'exportation de l'argent sycee ; il parut réfléchir profondément sur le fait avancé par le capitaine Elliot, qu'en conséquence du prix élevé de l'opium et de l'impossibilité d'empêcher qu'il ne se vendît le long de la côte pour de l'argent comptant, il était sorti de l'empire, dans ces derniers temps, une bien plus grande quantité de ce précieux métal que lorsque le commerce se faisait ouvertement et que l'on recevait du thé et de la soie, en échange de l'opium. Ké-shen demanda si le gouvernement britannique serait disposé, de son côté, à mettre un terme au commerce de l'opium et était en mesure de le faire. On lui fit comprendre, probablement pour la première fois, l'impossibilité où se trouvait le gouvernement anglais d'empêcher l'exportation par aucun moyen légitime. À la fin de la conférence, Ké-shen annonça que, pour l'édification complète de l'amiral aussi bien que pour la satisfaction et la commodité des plénipotentiaires, il s'engageait à récapituler dans une lettre, qu'il

enverrait le jour suivant, les vues de l'empereur sur cette grande question, et les mesures que la cour céleste se proposait d'adopter dans les circonstances présentes. On remarqua que pendant toute la durée de la conférence Ké-shen fit invariablement usage des termes les plus convenables et les plus respectueux en parlant de la reine et de la nation anglaise, ayant soin d'employer précisément les mêmes expressions, toutes les fois qu'il avait à faire allusion au rang et à la dignité de la reine ou de l'empereur. Il n'est pas moins remarquable que dans les forts et dans le camp rien n'indiqua, au sujet de cette entrevue, le désir si ordinaire aux Chinois d'en imposer par la profusion des étendards aux couleurs éclatantes, les mouvemens de troupes, la musique assourdissante des gongs, et autres symptômes de la vanité nationale ; il semblait au contraire que tous se fussent donné le mot pour traiter cette rencontre comme une affaire sérieuse et de grande importance. Il paraît que les officiers anglais cherchèrent à obtenir la permission de pénétrer dans les forts et à s'assurer par leurs propres yeux de l'état des choses ; mais on ne leur en donna pas l'occasion, et tout ce qu'ils purent faire fut d'estimer à peu près le nombre de tentes dressées dans la plaine et de pièces en position. On estima qu'il pouvait y avoir quinze pièces en batterie, y compris les six canons de cuivre de lord Macartney, et environ vingt canons de rempart, et tout cela si mal établi, que quelques bordées de la Modeste auraient probablement suffi pour tout démolir.

Le capitaine Elliot avec sa suite prit enfin congé de Ké-shen, retourna à ses embarcations et rejoignit la flotte au mouillage, où l'on vit arriver peu de temps après d'amples provisions de toute espèce, vingt bœufs, deux cents moutons, trois cent quatre-vingt-huit volailles, de l'huile, de la farine, etc. Le jour suivant, la dé-

pêche promise fut apportée au vaisseau amiral, et après avoir dûment considéré et le contenu de cette dépêche et la substance de ce qui avait été avancé par Ké-shen à l'entrevue du 30, les plénipotentiaires expédièrent une lettre où ils donnaient avis au vice-roi qu'ils n'avaient encore reçu aucune réponse précise aux propositions et demandes des ministres de sa majesté britannique, et que, comme l'arrangement proposé par le commissaire impérial ne semblait contenir que de vagues promesses de concessions de la part de la cour de Péking, les plénipotentiaires se voyaient dans la nécessité de terminer toute négociation et de commencer les hostilités, selon les ordres qu'ils avaient reçus, à moins que le gouvernement céleste ne leur donnât un gage immédiat de sa sincérité en autorisant le nouveau commissaire impérial, qu'il annonçait vouloir envoyer à Canton, à consentir à certaines propositions définies, et à mettre à exécution les mesures que ces nouveaux arrangemens rendraient nécessaires.

Cette déclaration péremptoire amena une prompte réplique de Ké-shen, qui suppliait les plénipotentiaires de suspendre encore leur décision pour donner le temps de prendre de nouveau les ordres de l'empereur, ne douta pas qu'on ne reçût promptement une réponse satisfaisante de tout point. On eut égard à cette demande, et un délai de six jours, porté ensuite à dix, à la demande expresse et urgente de Ké-shen, fut accordé. Pendant la trêve, une partie de l'escadre alla croiser sur différens points. L'amiral, sur le steamer, alla reconnaître la grande muraille, dont il se trouvait à moins de deux milles, quand il releva l'extrémité orientale de cette construction prodigieuse, qui venait se terminer à la plage par un fort carré dont la position fut déterminée par des observations prises à bord du Madagascar. On trouva pour la longitude de ce point 120° 2′ ouest, et pour sa latitude

40° 4′ nord. La vue de la grande muraille paraît avoir produit une très vive impression sur toutes les personnes qui étaient à bord et qui, à la distance où se trouvait le Madagascar, pouvaient embrasser de l'œil un grand développement de cette ligne imposante. On la voyait distinctement couronner le sommet d'une chaîne de montagnes parallèles à la côte, et, à la distance de cinq ou six milles, descendant dans la plaine qui s'étend entre ces montagnes et la mer, se terminer au rivage par le fort assez considérable dont nous venons de parler. On distinguait des tours élevées à des intervalles égaux, se détachant en saillie sur toute la ligne, et on put remarquer, en examinant les parties de l'ouvrage qui pouvaient donner pour ainsi dire une idée de la section de la muraille, qu'elle était flanquée d'un parapet de part et d'autre. On voyait dans l'intérieur du fort des tentes et des soldats, et un petit camp près de la porte du côté de la Tartarie ; le tout, selon les témoins oculaires, ayant l'air d'être arrangé pour l'occasion.

Il paraît que la dépêche contenant la réponse définitive du gouvernement chinois fut apportée au Wellesley par l'aide-de-camp du vice-roi le 12 ou le 13 septembre. Ké-shen écrivait aux plénipotentiaires en leur envoyant copie des instructions qu'il avait reçues du gouvernement impérial. On s'occupa immédiatement de la réponse, qui fut envoyée le lendemain matin par le steamer. L'aide-de-camp avait supplié, dit-on, l'amiral de ne pas repartir avant que Ké-shen eût le temps de communiquer une dernière fois avec lui ; mais l'amiral ne voulut pas y consentir, et le 13 (ou le 15 selon quelques correspondances), toute la flotte mit à la voile, gouvernant sur un petit groupe d'îles près de l'entrée de la baie. On mouilla sous une de ces îles, celle de To-kay, et, on envoya quelques embarcations à terre. M. Morrison trouva

en ce lieu une affiche qu'il reconnut être une des nombreuses proclamations du gouvernement de la province, au sujet de l'expédition de Chusan. La proclamation, faisant allusion à la prise de cette île par les troupes anglaises, ordonnait, au nom de l'empereur, que sur toute la côte on fît des préparatifs pour résister à l'invasion ; que dans les lieux fortifiés on se hâtât de réparer les fortifications et de les augmenter ; que là où il n'y en avait pas, on en élevât sans délai ; que si dans quelques villes ou villages de la côte il se trouvait peu ou point de soldats, toute la jeunesse vigoureuse fût prête à s'armer pour la défense nationale, les autorités ayant reçu les armes et l'argent nécessaires à cet effet, etc. À quelques heures de navigation de ces îles, sur la terre ferme, se trouve Tong-tchéou, ville assez considérable et fortifiée, d'où l'on vit venir une jonque ayant à bord une espèce de mandarin qui savait quelques mots d'anglais ; il était porteur des complimens du gouverneur de la place, qui paraissait fort empressé de se concilier la bienveillance des barbares et de leur fournir ce dont ils pourraient avoir besoin. Son envoyé fut reconnu pour avoir été employé, par une maison anglaise, à Canton, comme comprador pendant les crises de 1839, en sorte que tous les détails de la grande affaire entre Elliot et Linn lui étaient familiers. Il donna quelques détails intéressans sur l'état actuel du pays et sur les moyens que le gouvernement chinois pouvait mettre en usage pour défendre ses côtes contre les incursions des barbares. Selon lui, le Yang-tsé-kiang étant considéré comme pouvant conduire aux points les plus vulnérables de l'empire, on faisait de grands préparatifs de résistance tant à Nanking que dans les autres villes situées sur la rivière. Le gouvernement avait annoncé qu'une armée de 50,000 hommes était rassemblée dans la province ; mais la majeure partie de ces forces n'existait que sur le papier, et les

troupes réelles étaient mal armées et sans artillerie. Parlant de Péking, il dit que c'était une ville beaucoup plus pauvre et contenant beaucoup moins de grands édifices (le palais impérial et autres palais exceptés) que la ville de Canton ; qu'on s'était attendu à une attaque dirigée contre cette dernière ville, et qu'on avait rassemblé beaucoup de troupes dans le voisinage. Par l'intermédiaire de ce personnage, des communications s'établirent entre l'escadre et la ville de Tong-tchéou, et la Modeste ayant été envoyée près de terre pour faire quelques observations, les autorités chinoises se montrèrent extrêmement polies et empressées. Le capitaine Eyres passa la nuit à terre dans une tente qu'on fit dresser pour lui près d'un camp, et où les mandarins vinrent lui rendre visite. La ville parut être d'une grande étendue, entourée d'un mur tant soit peu endommagé, et dont un angle était baigné par la mer. À cet endroit, la Modeste aurait pu s'approcher juqu'à demi-portée de pistolet du rempart.

L'escadre rallia les bâtimens en rade de Chusan, le 28 septembre. Le capitaine Elliot se rendit le 2 octobre, sur le steamer l'Atalante, à l'embouchure de la rivière de Ning-po, et eut à terre, dit-on, une entrevue avec le ministre de la guerre E, arrivé de Péking depuis quelques jours. On ne savait pas précisément ce qui s'était passé à cette conférence ; mais il semblerait que le gouvernement chinois se serait refusé à rendre immédiatement quelques prisonniers que le naufrage du transport armé le Kite et d'autres circonstances accidentelles avaient fait tomber en son pouvoir. Parmi ces prisonniers se trouvaient le capitaine Anstruther, enlevé de Chusan pendant qu'il était occupé, à peu de distance de la ville, à la levée d'un plan, et transporté à Ning-po, et le lieutenant Douglas, de la marine royale, l'un des naufragés du Kite. Les prisonniers, au reste, paraissent avoir été traités avec

toutes sortes d'égards, et on s'attendait à ce qu'ils fussent envoyés à Canton et rendus à leurs compatriotes aussitôt l'ouverture des conférences entre les plénipotentiaires.

Cependant la division anglaise de blocus devant Canton avait détruit, le 19 août, après une action plus sérieuse que l'affaire de Chusan, les lignes fortifiées établies par les Chinois sur le petit col qui joint la presqu'île de Macao au continent. On avait répandu le bruit que cet acte d'hostilité avait été suivi de l'attaque et de la destruction des forts situés à l'entrée de la rivière de Canton ; mais, à dater de cette époque, toutes démonstrations hostiles de part et d'autre avaient cessé. L'amiral Elliot et le surintendant, après avoir conclu une trêve avec le gouverneur de la province de Tchi-kiang (dont les îles Chusan font partie), avaient fait voile pour Canton avec le Melville, le Wellesley, le Blenheim et la Modeste, laissant à Chusan une forte division pour la protection de cet établissement. Ils étaient arrivés le 20 novembre à Toun-koubay, et le 21 le steamer Queen s'avança, avec le surintendant Elliot, à l'entrée du Bogue (Bocca Tigris), et envoya un canot avec pavillon parlementaire pour communiquer avec les autorités chinoises. Les batteries chinoises firent feu sur cette embarcation ; le steamer riposta, et l'amiral se rapprocha de l'entrée de la rivière avec toute son escadre et des troupes de débarquement prêtes à agir contre les forts du Bogue, si les Chinois ne faisaient pas d'amples excuses. Ces excuses ne se firent pas attendre. « Toute cette affaire, dirent et écrivirent les mandarins était le résultat d'une méprise. Les ordres les plus stricts avaient été donnés pour que les bâtimens anglais fussent respectés. » Linn avait été disgracié et sa conduite soumise à une enquête rigoureuse. Le haut commissaire impérial Ké-shen avait fait son entrée solennelle à Canton le 29 novembre, et les négociations s'étaient ou-

vertes presque aussitôt. On parlait d'offres d'indemnité qui auraient été rejetées par le capitaine Elliot, comme insuffisantes. L'amiral Elliot, à qui sa santé, altérée subitement, ne permettait plus de prendre une part active aux négociations ou aux opérations navales avait remis le commandement de l'escadre au commodore sir Gordon Bremer, et s'était embarqué pour l'Europe.

L'escadre de blocus devant l'embouchure de la rivière de Canton comptait dix-huit bâtimens de guerre ou steamers. La division devant Ting-haé était forte de sept bâtimens. La garnison continuait à souffrir beaucoup par les maladies ; cependant les dernières lettres reçues annonçaient une amélioration dans l'état sanitaire des troupes, et mentionnaient positivement que les provisions étaient plus abondantes ; la confiance des populations renaissait par degrés, et les habitans rentraient dans la ville. L'amiral Elliot avait fait fortifier l'île, ce qui indiquait qu'on avait l'intention de s'y établir pour long-temps. On attendait à Chusan sir Hugh Gough, envoyé de Madras sur le Cruizer, pour prendre le commandement à la place du brigadier Burrell.

Les frais de l'expédition de Chine sont payés par le gouvernement de la reine. La compagnie paraît avoir supporté provisoirement une partie de ces frais ; mais elle a reçu l'assurance positive que ses avances lui seraient remboursées, et qu'aucune portion de la dépense ne resterait à sa charge.

Tel est le résumé exact de ce que l'on connaît jusqu'à ce jour des affaires de Chine.

Àen croire les journaux de Calcutta et de Bombay, particulièrement ces derniers, les conditions offertes par l'amiral et le surintendant Elliot, ou consenties par eux, seraient défavorables aux

véritables intérêts de l'Angleterre, et honteuses pour son gouvernement. En admettant que le traité doive en effet reposer sur les bases énoncées plus haut, et réduit, comme nous le sommes encore, à des conjectures sur ce qui s'est passé dans le voisinage de Péking entre l'amiral et le gouvernement impérial, nous ne verrions plus qu'un point de grande importance à éclaircir : celui de savoir si les Anglais ont stipulé qu'il leur serait accordé l'autorisation d'avoir à l'avenir un ambassadeur résidant à Péking. Quant au reste, si réellement les Chinois cèdent aux Anglais un point d'occupation permanente à leur convenance dans le voisinage de Canton, l'île de Chusan, qui n'a aucune importance commerciale, ni par elle-même, ni par son voisinage d'un port où les Anglais trouvent en ce moment à commercer avec avantage, peut être restituée sans hésitation, aussitôt que les conditions relatives à l'indemnité et à la régularisation du commerce de l'opium auront été remplies. Les journaux anglais affectent de déplorer l'influence que le surintendant Elliot a exercée et pourra encore exercer dans les négociations entamées avec les Chinois. C'est un homme, disent-ils, qui a toujours été dupe des Chinois et le sera encore, un homme qui ne comprend pas que le seul système qui puisse réussir avec le gouvernement chinois, c'est celui de l'intimidation ; un homme qui a compromis, par ses hésitations, sa crédulité, son défaut de caractère, les intérêts du commerce et la dignité de la nation anglaise, etc.

Il peut y avoir quelque chose de vrai dans les reproches qu'on adresse au surintendant, mais il ne faut pas perdre de vue que le capitaine Elliot ne pouvait, à lui seul et de sa propre autorité, changer le système des relations établies depuis tant d'années entre le gouvernement anglais et les Chinois, système qui soumettait les Anglais comme toutes les autres nations européennes,

aux humiliations d'un protocole à la faveur duquel leurs commerçans réalisaient d'immenses bénéfices. Il faut bien se persuader aussi que le gouvernement anglais n'aurait pas maintenu le capitaine Elliot dans ses importantes fonctions de surintendant, et l'aurait encore moins chargé de conduire les négociations délicates que l'Angleterre voulait ouvrir avec la cour céleste, s'il se fût élevé des doutes raisonnables sur la capacité de ce fonctionnaire et sa connaissance des véritables intérêts de son pays dans la question pendante entre les deux gouvernemens. Malgré les déclamations des journaux de l'Inde, nous persistons à croire que les négociateurs anglais peuvent traiter avantageusement sur les bases annoncées. L'impression déjà faite sur le commerce à Singapour, à Calcutta et à Bombay par les nouvelles de la conclusion d'un arrangement entre l'amiral Elliot et le gouvernement impérial, justifie nos conclusions. À Londres même, on compte sur la reprise prochaine du commerce direct avec la Chine. On a en Angleterre un approvisionnement de thé suffisant à la consommation de dix-huit mois. Avant l'expiration de ce délai, on s'attend à recevoir directement du thé de Chine à des conditions avantageuses. Il faut donc croire en somme que les résultats obtenus par les agens du gouvernement anglais en Chine sont satisfaisans.

Les journaux de l'Inde ont publié, d'après des lettres et des journaux de Canton, divers édits ou actes émanés du gouvernement impérial et dont le ton et même le sens politique semblent contredire jusqu'à un certain point les déclarations toutes pacifiques du haut commissaire Ké-shen. Les Chinois veulent probablement gagner du temps ; et les Anglais, de leur côté, évitent de recourir à des mesures extrêmes qui compromettraient de plus en plus les intérêts de leur commerce, et dont l'exécution serait

peut-être entravée par la saison. Nous ne sommes pas encore, nous le répétons, suffisamment informé ; mais deux points importans sont bien établis, l'ouverture des conférences pacifiques à Canton avec le haut commissaire impérial Ké-shen sur un pied d'égalité, et la désapprobation officielle donnée par le gouvernement chinois à la conduite de Linn.

Il est peut-être à propos que nous disions ici ce que nous pensons du degré de confiance qu'il faut ajouter aux journaux de l'Inde, quant au jugement qu'ils portent sur les mesures ou les actes du gouvernement suprême, comme aussi du degré d'exactitude avec lequel la presse française reproduit, analyse ou commente les journaux anglais en ce qui concerne la Chine. La presse est libre dans l'Inde, et les journaux de l'opposition n'y sont ni moins nombreux (proportion gardée) ni plus modérés qu'ils ne le sont chez nous. À Bombay en particulier, la presse est mal disposée à l'égard du gouvernement de Calcutta, et cela par diverses causes tant politiques que commerciales, qui peuvent se résumer dans un désir toujours croissant à Bombay de s'affranchir de la tutelle impérieuse de Calcutta, qui nuit, à en croire les journaux de Bombay, au développement légitime des ressources et de l'influence de cette dernière présidence. Les mécontens ont trouvé des sujets spéciaux de plainte dans les vexations et délais de toute espèce dont, à ce qu'ils assurent, le gouvernement suprême s'est rendu coupable au sujet de l'établissement de la banque de Bombay ; dans l'interdiction dont est frappé le gouvernement de Bombay quant à la publication des rapports officiels sur les opérations militaires à l'ouest de l'Indus, rapports qui doivent, avant tout, être envoyés au gouvernement suprême, etc. Il résulte de cet état de choses une disposition habituelle, dans les journaux de Bombay, à interpréter de la manière la plus défavorable les

actes du gouvernement, à plus forte raison ses intentions, et une sorte de parti pris d'envisager sa politique intérieure et extérieure comme imprudente, inhabile et aussi injuste qu'imprévoyante. Les journaux du nord de l'Inde et en particulier le Agra Akbar, ne sont pas moins hostiles que les journaux de Bombay et en partie par la même cause : jalousie des avantages de centralisation politique et commerciale dont jouit la présidence du Bengale. Ces journaux accueillent naturellement de préférence les lettres des mécontens de toutes les classes ; or, comme les nouvelles de l'Inde nous viennent par Bombay, et que les journaux de Bombay sont les seuls qu'on reçoive à Paris, on comprend que, hormis les rapports des fonctionnaires publics et autres pièces officielles, on ne peut espérer trouver dans ces journaux des récits bien exacts des faits, ou une appréciation impartiale des actes du gouvernement.

Quant à nos journaux, nous ne sachons pas qu'on puisse s'attendre encore à ce que les extraits ou les traductions qu'ils contiennent de temps à autre, relativement aux nouvelles de l'Inde et de la Chine, donnent une idée générale de ce qui se passe réellement ou au moins probablement dans ces régions lointaines. C'est un sujet trop imparfaitement étudié et compris jusqu'à présent ; les détails de certains évènemens qui intéressent la politique ou le commerce sont souvent inexactement reproduits, faute de connaître l'histoire du pays, les principales habitudes sociales et commerciales, et le sens de certaines expressions. Le mieux renseigné comme le plus circonspect de nos journaux trahit souvent son ignorance de certaines notions premières indispensables à l'intelligence de l'Inde ; il s'est fait, selon nous, l'opinion la plus fausse sur l'état des affaires dans l'Inde et même en Chine. Pour ce qui concerne les affaires de Chine, nous

nous bornerons à dire que la presse française n'a suffisamment étudié ni la question du commerce de l'opium, ni celle des véritables causes de la rupture entre l'Angleterre et la Chine. Selon nous, les autorités chinoises ont plus contribué au développement du commerce de l'opium que les spéculateurs anglais eux-mêmes. L'impulsion donnée à la production d'un côté, à la consommation de l'autre, est devenue irrésistible pour longtemps peut-être ; et comme il est tout aussi impossible de supprimer ce trafic aujourd'hui qu'il le serait d'obliger certaines classes de nos populations européennes à s'abstenir de l'usage des liqueurs fortes, ce qu'il y a de mieux et de plus sage à faire en ce moment, c'est de régulariser le débit de cette drogue. D'ailleurs il ne faut pas perdre de vue que l'Angleterre s'imposerait un sacrifice non-seulement immense, mais complètement inutile, en renonçant à la culture du pavot. D'autres nations ne manqueraient pas de s'occuper d'une branche de revenus aussi productive, et exploiteraient, avec une avidité plus que tout ce que l'on s'est cru en droit de reprocher à l'Angleterre dans cette question, la passion des Chinois pour l'opium. Quant à la prétendue futilité des motifs qui ont déterminé l'Angleterre à faire la guerre à la Chine, ou plutôt à appuyer ses négociations par des démonstrations belliqueuses, nous croyons en avoir dit assez en résumant les évènemens qui ont amené la rupture pour prouver qu'il faut bien se garder de croire nos journaux ou les journaux anglais sur parole. Les torts ne sont pas tous du côté de l'Angleterre. Les Chinois, dans plusieurs circonstances, ont montré dans leurs relations avec les Anglais, surtout depuis deux ans, le mépris le plus complet pour les plus simples règles de l'humanité et de la justice. Il est entièrement inexact de dire qu'ils ne se sont jamais rendus coupables d'aucun acte de violence et de barbarie à l'égard des

sujets britanniques, et quant à la conduite générale des affaires, aux relations de gouvernement à gouvernement, surtout depuis l'arrivée du commissaire Linn à Canton, nous n'hésitons pas à dire que l'Angleterre l'a emporté de beaucoup sur la Chine en modération, en longanimité, en prudence et en justice.

Le seul reproche grave qu'on puisse adresser aux agens du gouvernement anglais en Chine, c'est d'avoir manqué, dans plusieurs circonstances, de résolution, et, dans l'ensemble de leur conduite, de dignité ; ce qu'il faut attribuer surtout à la crainte de compromettre les immenses intérêts confiés à leurs soins, intérêts qui n'étaient pas suffisamment protégés par l'attitude politique de l'Angleterre vis-à-vis de la Chine. Voyez quelle avait été l'impression produite par la conduite du surintendant Elliot, dans l'Inde et en Chine, parmi les Anglais qui y résident ! C'est à qui blâmera la modération et la politesse exagérées de son langage ! — « Que dira-t-on en Angleterre, s'écriaient les journaux de l'Inde, quand on verra que le représentant de notre gouvernement déclare que le peuple anglais vénère une nation qui admet comme parties légitimes de sa tactique militaire l'empoisonnement et l'incendie, et dont le gouvernement professe hautement le plus souverain mépris pour le gouvernement anglais, pour la nation anglaise et pour notre auguste reine ?

Au reste, il faut voir, si nous ne nous trompons, la question de plus haut. L'Europe actuelle ne pouvait conserver plus longtemps avec la Chine des rapports que le commerce n'avait maintenus qu'à l'aide d'un système d'humiliante résignation à des formes insultante d'expédiens temporaires et de la contrebande. Les Anglais, ayant la part la plus considérable de beaucoup dans le commerce de la Chine, devaient être les premiers à secouer le

joug de ces honteuses habitudes et à chercher à établir leurs relations politiques et commerciales avec la Chine sur des bases durables. Ils se sont trouvés, par la force des choses, à la tête de la colonne, et c'est par eux qu'a commencé le grand mouvement qui s'opère, et auquel toutes les puissances maritimes sont appelées à contribuer. Le premier contact réel entre la Chine et l'Europe vient d'avoir lieu. C'est le commencement inévitable d'une ère nouvelle pour la politique et le commerce dans l'extrême Orient. L'Angleterre a de grands intérêts dans l'Inde et en Chine. Elle a senti la nécessité de les protéger ; elle le fait, si nous en jugeons par l'ensemble de ses mesures, avec énergie, avec intelligence. Que les autres nations qui peuvent et qui veulent participer à l'extension du commerce dans ces mers lointaines, au lieu de déclamer contre l'Angleterre, imitent son exemple. La cause de l'humanité et de la civilisation ne peut, selon nous, qu'y gagner.

Au moment où nous terminions ces pages, la malle de l'Inde, arrivée à Marseille le 4 du courant, apportait la nouvelle d'une convention conclue avec la Chine et les détails des hostilités qui avaient précédé cette convention. Les détails donnés par le Bombay overland Courier, reçu à Paris le 8 avril, justifient pleinement nos prévisions. Les derniers avis apportés à Calcutta par le steamer Entreprise, le 14 février, sont du 24 janvier. Les lenteurs étudiées et (selon les journaux de Canton) le manque de franchise (insincerity) du commissaire impérial avaient déterminé le plénipotentiaire Elliot à donner l'ordre d'attaquer les ouvrages extérieurs des forts du Bogue, le 7 janvier au matin. Environ sept cents cypahis, deux cents soldats européens et quatre cents matelots et soldats de marine, sous le commandement du major Pratt, du 26 régiment, furent débarqués par les steamers Entreprise, Némésis et Madagascar au pied du fort de Tchuempê. En même

temps, les vaisseaux de guerre Calliope, Larne et Hyacinth s'embossèrent en face de la batterie basse du fort, contre laquelle ils ouvrirent leur feu, pendant que les steamers Némésis et Queen lançaient des obus dans le fort supérieur, ou tour de garde, qui commandait les autres batteries. Les troupes, ayant réussi à gravir la côte, prirent possession du fort supérieur, et ouvrirent de là un feu meurtrier de mousqueterie sur les batteries basses, qui furent bientôt abandonnées par les Chinois. On les voyait, des navires, essayant de se sauver en passant au travers des embrasures, et s'élançant sur les rochers d'une hauteur de vingt pieds, parti désespéré qui fut fatal à plusieurs d'entre eux, tués ou gravement blessés dans la chute. À onze heures et demie, les Anglais étaient en possession du fort, et le pavillon britannique flottait sur ses murailles. La perte des Chinois a été immense. On évalue le nombre de leurs morts à six ou sept cents. Celle des Anglais ne paraît pas avoir excédé trois hommes tués et trente-trois blessés. Les bâtimens de guerre n'ont souffert en aucune manière, quoique le fort fût armé de trente-cinq canons, dont dix dans la partie supérieure et le reste dans les batteries basses. Tandis que ces évènemens avaient lieu à Tchuenpê, quatre autres navires, les frégates ou corvettes le Samarang, le Druide, la Modeste et la Colombine, prenaient position vis-à-vis du fort de Ty-cock-tao, à trois milles environ au sud de Tchuenpê, et ouvraient sur ce fort le feu le plus nourri. Les Chinois y répondirent, mais leurs canons furent bientôt hors de service, et un détachement de soldats de marine débarqua pour monter à l'assaut. Les Chinois firent une résistance vigoureuse, et le premier lieutenant du Samarang fut blessé à la poitrine d'un coup de pique. Cependant, à onze heures, les marins avaient complètement mis en fuite les soldats chinois et le pavillon anglais flottait aussi sur ce point. Après la

prise des forts, les steamers furent mis en mouvement pour aller détruire la flotte des jonques de guerre dans la baie d'Anson. Un seul de ces bâtimens, toutefois, la Némésis, put approcher suffisamment de la flotte chinoise pour lui causer quelque dommage. La Némésis donnait la remorque à dix ou douze embarcations armées, fournies par les vaisseaux de guerre. La première fusée tirée de la Némésis atteignit la soute aux poudres d'une jonque, qui sauta aussitôt. Les dix-huit autres furent incendiées par les équipages des embarcations anglaises, et sautèrent successivement en l'air. Malgré les efforts des Anglais, plusieurs jonques parvinrent à se sauver par une crique qui va joindre les eaux du Bogue. Le 8 janvier au matin, le vaisseau le Blenheim (74) s'était déjà embossé vis-à-vis le fort principal d'Anunghoy, et le bateau à vapeur Queen avait commencé à lancer des obus sur les batteries de Wantong, lorsque le capitaine Elliot reçut du commandant en chef chinois un message, en conséquence duquel le Wellesley (74) fit signal à la division d'attaque de suspendre les hostilités. Le 20 janvier, le plénipotentiaire anglais publia une circulaire, adressée aux sujets de sa majesté britannique, dont nous reproduirons les passages les plus importans : « Le plénipotentiaire de sa majesté britannique annonce la conclusion des arrangemens préliminaires entre le commissaire impérial et lui-même, renfermant les conditions suivantes : 1 la cession de l'île et du port de Hong-Kong à la couronne d'Angleterre ; toutes les charges et tous les droits à percevoir pour l'empire sur le commerce établis dans cette île seront payés comme si le commerce se faisait à Whampoa ; 2 le paiement d'une indemnité au gouvernement anglais de 6 millions de dollars, dont un million payable immédiatement, et le reste en paiemens égaux qui se termineront en 1846 ; 3 relation directe officielle entre les deux pays sur le pied de l'égalité ;

4 le commerce du port de Canton sera ouvert dix jours après la nouvelle année chinoise, et se fera à Whampoa jusqu'à ce que des arrangemens ultérieurs soient devenus praticables dans le nouvel établissement. Les détails de l'arrangement seront l'objet de négociations ultérieures… « Le plénipotentiaire ne terminera pas sans déclarer que le règlement pacifique des difficultés doit être surtout attribué à la scrupuleuse bonne foi (to the scrupulous good faith) du très éminent personnage avec lequel les négociations sont encore pendantes. » Une autre circulaire annonce que le plénipotentiaire britannique ne négligera rien auprès du gouvernement de la reine et du gouverneur-général des Indes pour faire valoir les droits des sujets anglais aux indemnités qu'ils ont réclamées.

Ainsi se trouvent confirmées les conclusions générales que nous avions tirées de l'examen des faits accomplis avant l'arrivée de la malle de l'Inde du 1 mars. Il est à remarquer que le plénipotentiaire Elliot ne fait pas la plus légère allusion, dans le document que nous venons de reproduire, au règlement prochain de l'importante question du commerce de l'opium. — Une foule d'autres questions devront être agitées et résolues, et on ne saurait guère douter qu'elles ne le soient toutes à l'avantage de l'Angleterre. — Quelle influence ces importans changemens, aujourd'hui certains, dans les rapports de l'Angleterre et de la Chine, auront-ils sur la politique des autres nations que le commerce met en relation journalière avec le céleste empire, sur la politique de la Russie et de l'Amérique en particulier ? Ce sont là des questions d'un intérêt immense, et dont les solutions ne sont pas aussi aisées à prévoir.

II. — LES INDES ANGLAISES EN 1840.

Pendant que l'amiral Elliot allait porter à l'empereur Tao-Kwang le cartel de la reine Victoria, les Chinois pouvaient profiter des relations que l'on sait exister entre la cour de Péking et les souverains d'Ava et de Napâl, pour exciter ceux-ci à attaquer les Anglais dans un moment où l'élite de leurs troupes achevait de soumettre l'Afghanistan et surveillait le Pandjâb, moment qui semblait favorable à l'invasion du Bèhar et de l'Assam. Mais le gouverneur-général était prêt à tout évènement, et la manière dont il a dirigé cette grande affaire d'Afghanistan est la preuve la plus complète qu'aucune crise n'eût trouvé sa vigueur en défaut. « En supposant que le but de la Chine eût été atteint, disait dernièrement la Revue d'Édimbourg, les Anglais eussent pu avoir à livrer bataille à une armée de Tartares dans les plaines de Bèhar, au milieu de ces champs de pavots qui ont fait une si mauvaise réputation à la compagnie, ou parmi les plantations rivales du haut Assam, qui doivent bannir le thé de Chine des marchés européens. » Lord Auckland avait la conscience de sa force, et rien ne prouve mieux, selon nous, qu'il était à la hauteur de la mission que lui avait confiée l'Angleterre, que la modération de son langage et son attention constante, dans ses rapports officiels avec les princes du pays, à faire ressortir les avantages de la civilisation et du commerce, et à placer la gloire du législateur et de l'administrateur éclairé bien au-dessus de celle du conquérant.

L'Angleterre doit beaucoup à lord Auckland, pour la fermeté avec laquelle il a su depuis 1837, maintenir une politique pacifique dans ses discussions avec le souverain birman. Le résident anglais à la cour d'Ava, le commissaire chargé de l'administration des provinces méridionales (cédées par les Birmans en 1825), et plusieurs des autorités civiles ou militaires, qui connaissaient ou prétendaient connaître le caractère et les vues du nouveau souve-

rain, et les intérêts du gouvernement britannique dans ses relations politiques avec l'empire birman, proclamaient hautement et avec instance la nécessité absolue de venger l'honneur anglais par un appel immédiat aux armes. L'armée, naturellement avide des chances d'un service actif, de promotions et de butin, prêtait sa puissante voix à ces manifestations entraînantes. La presse fit son possible pour appuyer les efforts de la passion et de l'égoïsme ; elle n'avait pas de termes assez durs pour stigmatiser la soumission honteuse du gouvernement, ou l'imprudence de sa politique, en permettant au roi d'Ava d'insulter les Anglais avec impunité, en lui donnant le temps de consolider son pouvoir, de rassembler et de discipliner ses troupes, et de se préparer à sa convenance une guerre ouverte. Lord Auckland, sans s'émouvoir de ces clameurs, continua tranquillement ses préparatifs, et fit signifier aux Birmans qu'il était en mesure non-seulement de repousser toute agression, mais de châtier les agresseurs. Depuis cette époque, Tharawadi a jugé à propos de rester dans l'inaction. Les relations du gouvernement suprême avec la cour d'Ava ne sont pas amicales ; mais le souverain birman a reçu, de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes anglaises, un avertissement utile dont l'influence durera probablement quelques années.

Cependant, pour quiconque a étudié le caractère birman, il ne pourrait être douteux que dans un avenir peu éloigné, les relations de l'Inde anglaise avec ce pays prendront un caractère décisif d'hostilité. L'ignorance et l'arrogance de la cour d'Ava sont au-dessus de tout ce que nous pouvons nous figurer en Europe. Quand Maha-Baudoula, le général favori du dernier roi, envahit le district de Tchittagong au commencement de la dernière guerre, il apportait avec lui des chaînes en or destinées à lord Amherst, et il avait ordre, une fois Calcutta pris, de marcher sur

Londres, et de s'en emparer ! Les défaites succédèrent aux défaites, sans dissiper cette ivresse d'aveugle orgueil qui caractérise si particulièrement les Hindo-Chinois. Les officiers birmans, fuyant devant l'armée anglaise, qui s'avançait sur la capitale, tout persuadés qu'ils dussent être enfin de l'inutilité d'une lutte prolongée, ne s'en croyaient pas moins obligés (ainsi que leurs lettres interceptées l'ont prouvé) de pallier par les rapports les plus absurdes leur impuissance à arrêter l'ennemi ; et le malheureux général qui commandait dans la dernière occasion où les Birmans essayèrent de tenir, à un endroit nommé Paghammiou, fut condamné à être foulé aux pieds des éléphans, quand il apporta la nouvelle de sa défaite. Les yeux du roi ne s'ouvrirent sur le danger de sa situation que lorsque les troupes anglaises n'étaient plus qu'à trois marches de la capitale (mai 1825). Il fallut céder alors ; cependant il est peu probable que la terrible leçon que reçurent les Birmans ait suffi à leur donner une idée exacte de l'immense supériorité de leurs adversaires. Quinze ans ont passé sur ces évènemens ; un nouveau souverain est monté sur le trône, et ne rêve que l'affranchissement des stipulations honteuses imposées par le canon anglais à son prédécesseur. On ne peut sans une extrême difficulté négocier avec un peuple aussi orgueilleux que les Birmans, ni résister aux provocations continuelles de leur stupide insolence, et du pillage auquel ils se livrent parfois, en empiétant sur les limites que ce traité leur a assignées ; néanmoins le gouvernement de l'Inde a sagement évité jusqu'à ce jour d'accepter les occasions de rupture que l'imprévoyante ambition de Tharawadi lui a offertes. Le succès des armes anglaises dans l'Afghanistan a aidé lord Auckland à se maintenir dans cette ligne difficile. Pourtant les Anglais se verront contraints, nous n'en doutons pas, de se rendre maîtres du

cours de l'Irrawadî ; et quand nous disons que les Anglais seront contraints d'étendre leur domination dans ces contrées, nous exprimons la conviction où nous sommes en effet qu'ils ne sauraient se soumettre sans répugnance à la nécessité d'une guerre comme celle dont les menace l'ignorante présomption des Birmans. « Il n'y a ni profit, ni honneur, disait naguère un de leurs écrivains politiques, à gagner dans une pareille guerre. La nature du pays, l'éloignement de ses parties vitales qu'il faudrait cependant occuper, rendront à la fois la campagne longue et dispendieuse. Amahrapoura, siége actuel du gouvernement, est situé à l'extrémité supérieure de la longue vallée de l'Irrawadî, à six ou sept cents milles de la mer. La partie inférieure de cette vallée est un marais pestilentiel pendant une portion considérable de l'année, et bien que la route la plus courte par les montagnes d'Arrakân fût indubitablement celle que choisirait notre armée, les frais de transport d'un matériel aussi considérable que celui que nécessiteraient des opérations de cette importance, munitions et provisions de toute espèce, pour avancer dans un pays que les Birmans (comme ils l'ont déjà prouvé), sauraient si bien dévaster ; la dépense, en un mot, qu'entraînerait cette expédition gigantesque, serait nécessairement énorme. » Quant au résultat d'une semblable expédition, il ne saurait être douteux, si les Birmans combattent seuls, ou s'ils n'ont pour auxiliaires que les autres populations bouddhistes de l'extrême Orient. La dernière guerre leur a enlevé de vastes contrées que la conquête avait placées dans leur dépendance, mais cette accession de territoire n'a eu d'autre avantage réel pour l'Inde anglaise que celui d'empêcher ce contact immédiat qui menaçait chaque année les fertiles provinces du Bengale. Le gouvernement anglais avait été fatalement entraîné à cette guerre par l'insolence et l'agression de la

cour d'Ava. Les plus ambitieux parmi les gouverneurs-généraux de l'Inde n'avaient pas songé à étendre l'empire de ce côté. Lord Hastings, à la fin de son administration, avait soigneusement évité la lutte en affectant de rejeter sur l'imposture les torts d'une provocation indirecte, mais menaçante. Cependant lord Amherst, le plus modéré, le plus pacifique de ces vice-rois, fut obligé, peu de temps après, d'ajouter à l'empire, déjà si énorme des Indes anglaises, de vastes provinces couvertes pour la plupart de forêts impénétrables, presque désertes, malsaines, en dehors des limites naturelles de cet empire. On ne pouvait douter qu'il ne s'écoulât bien des années avant qu'aucune de ces provinces pût payer les dépenses auxquelles cette prise de possession entraînerait le gouvernement ; mais il n'y avait pas à reculer. Il était absolument nécessaire d'interposer cette barrière entre les paisibles sujets de la compagnie et leurs barbares voisins, et de procurer en même temps un asile aux tributaires forcés ou sujets à moitié soumis des Birmans qui avaient franchement aidé les Anglais pendant la guerre. Il n'était pas moins nécessaire d'infliger aux Birmans un châtiment dont ils pussent se souvenir. Ces diverses conditions, auxquelles il a fallu satisfaire, ont placé les Anglais comme maîtres d'Assam, Arrakân et Tanasserim, parmi les souverains de l'Hindo-Chine. L'Angleterre, après avoir franchi l'Indus, a donc aussi désormais de hautes destinées à accomplir au-delà du Barrhampoutter, et peut-être de grands dangers à courir, car la tête tourne quand il faut voir de si haut et si loin. L'œil de l'homme ne peut envisager sans crainte un pareil avenir.

Quant au Napâl, quoique sa puissance ait été considérablement amoindrie par le traité que lui imposa lord Hastings, au mois de décembre 1815, après deux campagnes assez meurtrières, c'est encore un voisin formidable pour la compagnie. Les

Ghaurkas, race dominante du pays, ont toute la fierté, le courage, l'ardeur impétueuse de caractère qui distinguent généralement les montagnards. Le pays, naturellement fort par sa configuration plastique, oppose sa redoutable inertie à la science militaire et à la haute discipline de l'armée anglaise. Toute la population libre dans le Napâl a une éducation essentiellement militaire, et est soumise à un système de recrutement à la fois efficace et populaire. Elle a des communications sûres et secrètes avec les Birmans, d'un côté, et les passes de ses montagnes peuvent la conduire inaperçue, de l'autre, à l'entrée des grandes et fertiles provinces de Bénarès et de Patna. Les dispositions belliqueuses des Napâlais, et la confiance tant soit peu orgueilleuse qu'ils ont dans les ressources stratégiques de leur pays, les entraîneront peut-être à essayer de laver dans le sang anglais l'outrage du traité de 1815. Mais l'état politique de ces contrées donne plutôt à penser que les Anglais auront à intervenir dans des dissensions intestines, et finiront par établir d'une manière définitive leur influence suzeraine sur ces populations désunies. Le prince régnant, jeune homme d'une intelligence bornée, se laisse gouverner par les femmes ; il a mis à mort une ministre habile, et le général distingué aux talens duquel on devait attribuer principalement la résistance prolongée des Napâlais devant les armes britanniques dans les campagnes de 1814 et 1815. Tous les hommes de quelque distinction ont été disgraciés ou exilés. Le peuple, sous cette domination inhabile et oppressive, se démoralise rapidement, et l'intervention anglaise serait peut-être accueillie comme un bienfait par la masse des habitans.

L'Afghanistan a été le théâtre d'évènemens importans depuis que Shâh-Shoudjâ, rentrant à Kaboul, sous l'escorte d'une armée anglo-indienne, est remonté sur le trône de ses pères.. La fin de

l'année 1840 a surtout été marquée par le renouvellement de la lutte que l'on pouvait croire terminée entre l'amîr Dost-Mohammed-Khan et le souverain dont les Anglais avaient épousé la cause. Cette lutte, dans sa courte durée, a offert quelques incidens remarquables qu'il ne sera pas sans intérêt de signaler.

Nous devons rappeler, avant tout, que le pays au nord du fleuve de Kaboul, où pénétra une des divisions de l'armée d'Alexandre, est connu aujourd'hui sous le nom de Kohéstan de Kaboul. Les Anglais ont eu à livrer plusieurs petits combats dans ces mêmes districts, où l'autorité du Shâh-Shoudjâ n'est pas encore fortement établie ; mais le véritable danger qui menaçait la restauration avait sa source dans le nord-ouest du Kohéstan, au-delà de Bâmian, à Khouloum, où le Dost (comme les Anglais dans l'Afghanistan désignent familièrement Dost-Mohammed-Khan) avait trouvé un appui dans le wali ou chef ouzbek de cette province, et rassemblé quelques milliers d'hommes, à la tête desquels il espérait pénétrer dans le Kaboul, soit par Bâmian, soit par le Kohéstan. Les négociations entamées depuis longtemps avec ce redoutable vaincu n'avaient eu pour résultat que de déterminer le nawab Djabbar-Khan, et quelques autres personnes de sa famille, à se placer sous la protection du gouvernement anglais. Il ne cherchait pour lui-même dans ces négociation qu'un avantage, celui de gagner du temps et d'étendre son influence parmi ses compatriotes, plus disposés à ressaisir les habitudes d'une vie aventureuse qu'à se rallier autour d'une légitimité qui leur était imposée par la civilisation ambitieuse d'un peuple européen. Dost-Mohammed-Khan, chef brave, habile et long-temps heureux, regretté par d'anciens compagnons d'armes qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour se ranger de nouveau sous son étendard ; plusieurs avaient déjà déserté la cause de Shâh-

Shoudjâ, et quand il fut avéré que le vieux serdar Barekzaï approchait de Bamiân par la passe Ak-Robât, que les avant-postes des troupes anglo-afghanes venaient d'abandonner pour se replier sur le quartier-général, une compagnie tout entière d'un régiment afghan, commandée par un officier anglais, décampa pendant la nuit et passa à l'ennemi. Cependant les mouvemens de Dost-Mohammed ne pouvaient échapper à la vigilante surveillance de sir William Macnaghten, et quand il ne fut plus permis de douter qu'il approchait des passes, des troupes furent envoyées de Kaboul pour renforcer la brigade de Bamiân, sous le commandement du brigadier Dennie. Cet officier-général, ayant poussé une forte reconnaissance dans la direction où il s'attendait à rencontrer seulement l'avant-garde du corps ennemi, se trouva inopinément, le 18 septembre dernier, en présence de la petite armée que l'ex-amîr de Kaboul dirigeait en personne contre Bamiân. Sans hésiter un instant, et malgré l'infériorité numérique de ses troupes (puisqu'il n'avait que cinq cents hommes d'infanterie régulière, moitié hindoustanis, moitié ghaurkas, trois à quatre cents hommes de cavalerie et deux pièces de canon à opposer à cinq ou six mille Ouzbeks et déserteurs afghans), le brigadier marche droit à l'ennemi, le déloge en un instant de ses positions, le met dans une déroute complète, et lance à sa poursuite sa cavalerie, qui en fait un grand carnage. Dost-Mohammed-Khan, blessé dans l'action, s'échappe à grand'peine avec un de ses fils et quelques centaines de cavaliers ; les tentes et tous les équipages de l'armée tombent au pouvoir des vainqueurs. Le résultat de cette brillante affaire du 18 septembre fut de déterminer le chef ouzbek de Khouloum à traiter immédiatement avec les Anglais. Dost-Mohammed, abandonné de ses alliés et voyant ainsi les débris de sa petite armée réduits à deux ou trois cents cava-

liers, voulut encore, par une tentative désespérée, se placer subitement au milieu de ses partisans du Kohéstan proprement dit. Il pénètre dans cette province à la fin d'octobre, parvient à rassembler un corps de trois mille cinq cents fantassins et de cinq cents chevaux, et le 2 novembre il engage une dernière lutte avec les troupes anglaises à un endroit nommé Parwar ou Parwân, à égale distance à peu près de Bamiân et de Kaboul. Dans ce combat, le 2 régiment de cavalerie légère anglo-indienne, chargé par le Dost en personne à la tête de deux cents cavaliers d'élite, est ramené avec une perte considérable ; une terreur panique s'empare des sawars, qui abandonnent leurs officiers à l'attaque furieuse de Dost-Mohammed. Le docteur Lord, agent politique dans le nord-ouest, et plusieurs officiers, sont tués dans cette charge meurtrière. Cependant cet effort désespéré de l'ennemi ne pouvait le sauver ; l'amîr est forcé de battre précipitamment en retraite devant l'infanterie et l'artillerie, dont les manœuvres savantes et le feu terrible ont en un instant réparé l'échec éprouvé par l'avant-garde anglaise. Dost-Mohammed, voyant ses dernières espérances anéanties, disparaît après l'action, galope droit à Kaboul accompagné d'un seul cavalier, se présente inopinément le 3 novembre au soir à sir William Macnaghten, se nomme, et, trop fier pour rendre hommage à un souverain dont il a porté quinze ans la couronne, remet son sabre au représentant de la puissance anglaise dans l'Afghanistan, et se déclare son prisonnier. Sir William, surpris et touché de cette démarche chevaleresque et de la noble confiance qu'elle indique, rend à l'amîr son sabre, fait dresser une tente pour lui près de la résidence, et le traite avec toutes sortes d'égards. Ainsi finit la carrière politique de Dost-Mohammed. Ce prince, devenu à son tour l'objet de l'admiration et de la sympathie tardive des Anglais, atteint en ce moment,

avec toute sa famille, et sous une nombreuse escorte, le lieu qui lui a été assigné pour résidence dans l'intérieur de l'Hindoustan.

Dans le Béloutchistan les armes de la compagnie avaient éprouvé quelques échecs assez sérieux, qu'il fallait attribuer à une confiance prématurée de la part des Anglais dans la terreur de leurs armes et dans la soumission apparente des anciens vassaux de la couronne de Kaboul. Les Anglais n'avaient pas pourvu avec leur prudence ordinaire, ou n'avaient pourvu qu'imparfaitement à l'occupation militaire des points principaux du pays. Ces échecs sont aujourd'hui réparés ; ils ont été, au reste, considérablement exagérés par les journaux, et n'ont jamais eu pour résultat, ainsi qu'on l'a imprimé et réimprimé, soit en France soit en Angleterre, d'interrompre sérieusement et pour long-temps les communications de l'armée d'Afghanistan avec l'Hindoustan. Kélat, tombé pour quelques jours au pouvoir du jeune fils de Mehrâb-Khan, est occupé de nouveau par les Anglais, depuis le 3 novembre dernier. Le 1 décembre, le jeune khan, Nasser, à la tête d'un corps considérable composé en grande partie de Brahoïs, l'une des plus redoutables tribus du Béloutchistan, attaqué par un corps anglo-indien fort de neuf cents baïonnettes, soixante chevaux et deux pièces de canon, a été mis dans une déroute complète. Nasser-Khan prit la fuite au commencement de l'action ; quatre des principaux chefs et cinq cents hommes de ses troupes restèrent morts sur le champ de bataille. Le général brahoïs, Mîr Bohar, est au nombre des prisonniers. Les opérations militaires destinées à soumettre définitivement quelques tribus à demi barbares du voisinage, ou les petits chefs rebelles sur divers points de l'Afghanistan, continuent jusqu'à présent avec un plein succès, et on s'attend d'un jour à l'autre à ce que le jeune khan fugitif viendra se mettre à la merci du gouvernement anglais.

Quant au Sindh, la tranquillité de cette province n'a jamais été sérieusement troublée, et d'ailleurs elle est placée, politiquement parlant, et par sa position géographique, dans la dépendance immédiate de la présidence de Bombay. Tout fait donc présumer que Shâh-Shoudjâ va pouvoir régner paisiblement sur l'Afghanistan, car la soumission complète du Kohéstan est moins que jamais douteuse depuis que Dost-Mohammed s'est rendu sans condition.

Autant que l'Afghanistan, et plus que le Napâl, le Pandjâb, depuis la mort de Randjît-Singh, et celles toutes récentes de son fils et de son petit-fils, appelle l'attention et la surveillance incessantes du gouvernement suprême. Karrak-Singh et No-Nahâl-Singh, son fils, ont succombé presqu'en même temps, victimes, assure-t-on, d'un empoisonnement. Le prince Shère-Singh, que Randjît n'avait jamais voulu reconnaître pour un de ses fils, mais auquel il avait cependant accordé le rang et les honneurs de prince de son sang, paraît devoir succéder à la couronne. Une des princesses, veuve de Karrak-Singh, disputait à Shère-Singh le pouvoir souverain, qu'elle voulait retenir au profit d'un enfant dont elle se prétendait enceinte, et les principaux chefs ainsi que quelques officiers européens, paraissaient s'être rangés de son côté ; mais les derniers avis nous montrent Shère-Singh triomphant après une lutte sanglante de quelques jours. Son pouvoir cependant ne semble pas s'appuyer sur les sympathie des chefs les plus influens, et le seul fait certain pour nous, en ce moment, est l'existence de prétentions rivales sur lesquelles le gouvernement anglais aura à prononcer.

Le royaume du Pandjâb a été formé par l'habileté et l'énergie de Randjit-Singh, et il est probablement destiné à survivre bien

peu d'années, comme état indépendant, à l'homme extraordinaire dont l'ambition, tolérée et même appuyée dans ces derniers temps par les Anglais, lui a donné naissance. C'est la seule partie de l'ancien empire Moghol qui ne soit pas, par le fait, sous la domination immédiate de l'Angleterre. La domination sikhe s'étend sur des pays essentiellement favorisés par la nature, tant sous le rapport de la fertilité que sous celui des moyens de transport. Elle tient dans Peshawar la clé de l'Afghanistan, commande la navigation de l'Indus, et, sans l'intervention des Anglais, qui venaient de songer sérieusement à la restauration de Shâh-Shoudjâ, Randjît-Singh se serait rendu maître de tout le cours de ce fleuve.

Ce prince, dont la sagacité savait contenir son ambition subtile dans les bornes de la discrétion, paraît avoir eu de bonne heure confiance dans sa fortune ; mais en même temps il comprit la nécessité d'entretenir les relations les plus amicales avec le gouvernement anglais. Ainsi, lorsque sir Charles Mitcalfes, agissant d'après les instructions de lord Merito, contraignit Randjît à abandonner le dessein qu'il avait formé de s'approprier les petites principautés sikhes à l'est du Sutlegde, toutes les vues de Randjît se dirigèrent vers l'extension de ses possessions du côté opposé. Là encore, les Anglais intervinrent pour protéger le Sindh, état mahométan, que sa position sur le cours inférieur de l'Indus rendait une acquisition des plus tentantes pour l'ambition du chef sikh ; il se résigna à cet échec, et ce qui prouve le mieux la haute intelligence et le tact politique de Randjît, c'est que, tout fier qu'il était de la force effective de son armée, et de la supériorité évidente qu'elle lui donnait sur les autres souverains indigènes, il a eu la conscience de sa faiblesse relative à l'égard de ses redoutables amis de Calcutta, et a toujours fini par se soumettre

aux exigences de leur politique. Mais il est à présumer que son fils et son petit-fils (ce dernier exerçait de fait l'autorité souveraine sous le nom de son père, et annonçait la prétention d'étendre la puissance sikhe bien au-delà de ses limites actuelles) n'auraient pas été aussi prudents, et qu'ils se seraient laissés entraîner à la folle tentative d'essayer leurs forces contre les Anglais. En ce cas, le résultat inévitable de la collision eût été l'extension de l'empire anglo-indien jusqu'à sa limite naturelle, l'Indus, et Shâh-Shoudjâ, profitant de la chute du royaume sikh, aurait repris, par la main de l'Angleterre, cette belle province de Peshawar, que Randjît avait enlevée aux Afghans. Les revenus ainsi que le commerce de l'Inde anglaise se seraient accrus considérablement par cette accession du riche territoire du Pandjâb. Peut-être les évènemens inattendus qui viennent de se passer à Lahore amèneront-ils immédiatement et l'intervention directe des Anglais et le remaniement au profit de Shâh-Shoudjâ, de ces deux monarchies dont l'Inde anglaise veut faire ses barrières au nord et à l'occident.

Le Pandjâb est depuis trois ans, au reste, sous la dépendance réelle de l'Inde anglaise ; et nous ne serions pas étonné que les Anglais montrassent peu d'empressement à se saisir de l'administration directe des affaires dans ce pays. Ils préfèrent, en général, familiariser par degrés, les populations avec leur intervention, à titre d'alliés ; ils arrivent ensuite à exercer les droits de suzeraineté, et à les faire reconnaître, et enfin, ils succèdent presque naturellement et sans secousses aux souverains indigènes. Quel que soit le parti que le gouvernement suprême juge à propos d'adopter à l'égard du Pandjâb dans les circonstances actuelles, on peut se faire une idée exacte des rapports qui existent entre les deux états, par le résultat suivant de l'enquête parle-

mentaire commencée l'année dernière, sur la situation actuelle et les ressources commerciales de l'Inde anglaise. Nous trouverons, page 78 et suivantes, du rapport fait à la chambre des communes, le 21 juillet 1840 (interrogatoire de M. Trevelyan, ancien sous-secrétaire d'état au département des affaires étrangères dans l'Inde), les passages que voici :

Question 1438. — Quand vous avez quitté l'Inde, notre influence dans le royaume d'Aoudh était-elle précisément la même que celle dont nous jouissons maintenant dans l'Afghanistan et le Pandjâb ? Réponse. — Oui, généralement la même ; peut-être moindre alors dans le Pandjâb qu'à Lacknow ; cette influence varie avec le cours des évènemens politiques. Question 1444. — La position du royaume d'Aoudh et celle du Pandjâb, à l'égard du gouvernement de l'Inde, sont-elles les mêmes politiquement parlant ? Réponse. — Non. Nominalement les positions sont très différentes, mais en réalité le souverain du Pandjâb est tout aussi bien soumis à notre influence que le roi d'Aoudh. Question 1451 — Cette circonstance (le traité qui existe entre la compagnie et le roi d'Aoudh et qui diffère de celui conclu avec le Pandjâb) ne constitue-t-elle pas, selon vous, une grande différence dans nos relations avec ces deux pays ? Réponse. — Non, et ceci me force à entrer dans quelques détails. La classe influente dans le Pandjâb est celle des sikhs, mais ils sont en minorité ; outre la population ordinaire, il existe une population mahométane puissante et nombreuse. La domination de Randjît-Singh était entièrement nouvelle, formée par lui-même et maintenue par la seule puissance de ses grands talens personnels. La première occasion qu'il eut de nous connaître fut lorsque lord Lake chassa Holkar à travers le Pandjâb ; la seconde, lorsque sir Charles Metcalfe, alors un très jeune homme, fut envoyé pour former un traité d'alliance

avec lui contre les Français. La grande fête mahométane du ramadân eut lieu pendant son séjour à Lahore ; il n'avait pour escorte qu'une seule compagnie dans laquelle se trouvaient quelques soldats mahométans, qui, selon l'usage, firent un tazia, ou image de la tombe de Hussein à Karbalâ, qu'ils promenèrent en procession. Ceci irrita les sikhs, et quelques milliers d'entre eux se précipitèrent pour nous écraser ; mais notre petite bande se forma en carré, et, après un feu roulant qui dura quelque temps, finit par les mettre en fuite. Randjît-Singh vint féliciter les vainqueurs sur leurs succès, et se tournant vers ses serdars : « Voilà donc, leur dit-il, les gens auxquels vous me conseillez de faire la guerre, lorsque quelques milliers d'entre vous n'ont pu battre une seule compagnie ? » Depuis cette époque, Randjît-Singh avait adopté pour règle invariable de sa conduite à l'égard de notre gouvernement de céder toutes les fois qu'il nous voyait déterminés sur quelque question que ce fût. Nos derniers exploits dans le voisinage ont confirmé ses successeurs dans l'adoption de cette ligne politique. Question 1452. — L'influence anglaise dans le Pandjâb reposerait sur la conviction où était le chef des sikhs (Randjît-Singh) de la supériorité de notre pouvoir et des avantages qui résulteraient pour lui d'une intime alliance avec nous ? Réponse. — Oui, et connaissant les vices de l'organisation intérieure de son pays, il avait le sentiment de sa propre faiblesse. Ces vices d'organisation étaient tels que, si nous nous fussions déclarés ses ennemis par proclamation, sa domination se fût écroulée à l'instant. Il n'y avait aucun respect héréditaire pour sa famille ; un grand nombre de chefs puissans qu'il avait humiliés ou dépossédés se seraient levés contre lui au moindre signe d'encouragement de notre part. Les Mahométans étaient ses ennemis invétérés, et tous regardaient d'un œil d'envie la prospérité et la

paix dont jouissaient sous notre protection les états sikhs entre le Sutledge et la Djamna.

Un corps d'armée considérable escortant un convoi a traversé dernièrement le Pandjâb pour se rendre dans le Kaboul. D'autres troupes sont toujours concentrées à Firosepour, prêtes à se porter sur Lahore. On continuait à regarder les hostilités entre les Napalois et la compagnie comme imminentes. Il nous semble peu probable que les Napalois se hasardent à envahir le territoire anglais, surtout en présence des derniers évènemens dont les mers de Chine ont été le théâtre, et dont le contre-coup s'est fait sentir à Katmaudon. En tout cas, il est évident que le gouvernement suprême est en mesure. Des troupes sont rassemblées au pied des montagnes ; le Napâl serait occupé au besoin en quelques semaines.

Nous dirons quelques mots des relations actuelles du gouvernement suprême avec les princes qui sont dans une dépendance plus ou moins absolue de ce gouvernement, et dont les états sont compris dans les limites générales de l'empire. Les principaux parmi eux sont le roi d'Aoudh ou de Laknow, et le Nizam, dont la capitale est Hyderabad (qu'il ne faut pas confondre avec un autre Hyderabad capitale du Sindh) ; ces princes sont mahométans ; Scindiah et le radjah de Berar, dont les capitales sont respectivement Gualior et Nagpour ; ces chefs sont hindous, d'extraction mahratte ; enfin les princes Radjpoutes, Hindous de haute caste, chez lesquels cette illustration séculaire s'unit à une réputation incontestée de franchise, d'honneur et de courage militaire. Les dynasties mahométanes d'Aoudh et d'Hyderabad sont entièrement usées. Les principales familles princières mahrattes ne valent guère mieux. Les radjahs du Radjpoutana seuls semblent

avoir assez de vitalité politique pour qu'on puisse espérer de les ressusciter, et le gouvernement anglais paraît n'avoir pas renoncé à l'espoir de faire revivre dans les principautés de Djeypour et de Djodpour, en particulier, un sentiment national et un esprit d'indépendance qui ne seraient pas incompatibles avec la confiance et la déférence que réclamerait ce gouvernement comme ami et comme protecteur à la fois. Cependant il nous semble bien difficile que les rapports du gouvernement suprême avec les chefs du Radjpoutana puissent reposer sur une base plus libérale que celle d'une intervention pour ainsi dire toujours imminente, et ce qui s'est passé il y a un an, précisément à Djodpour, est une indication très significative de ce qu'on peut attendre de l'avenir. Quoi qu'il en puisse être, il ne saurait s'élever un doute raisonnable sur l'état de nullité dans lequel sont tombés les soi-disant souverains mahométans de l'Inde, nullité dangereuse et déplorable dans ses effets, attendu que le gouvernement anglais est obligé par les traités, ou se croit obligé le plus longtemps possible, à défendre chacun de ces petits tyrans contre tout ennemi intérieur ou extérieur.

Ces populations opprimées sont ainsi condamnées à souffrir tous les maux qu'entraîne à sa suite un gouvernement faible et corrompu, et le joug sous lequel elles gémissent est maintenu par l'irrésistible force d'inertie du gouvernement anglais. « Le remède ordinaire d'un mauvais gouvernement dans l'Inde, disait sir Thomas Mauro (gouverneur de Madras), dans une lettre au marquis de Hastings, est une révolution qui s'accomplit tranquillement dans l'intérieur du palais ou en dehors par la violence, c'est-à-dire par la révolte ou l'invasion étrangère ; mais la présence des forces anglaises détruit toute chance de remédier ainsi au mal, en maintenant le prince sur le trône contre toute opposi-

tion intérieure ou extérieure. Cet appui le rend indolent en lui apprenant à se reposer sur nous du soin de sa sûreté, cruel et avare en l'assurant qu'il n'a rien à craindre de la haine de ses sujets. » Cela peut donner une idée des misères que le système subsidiaire (subsidiary system), système né de la nécessité de priver ces soi-disant princes des moyens de recouvrer la souveraineté réelle qu'exercent les Anglais, a infligées aux plus belles provinces de l'Hindoustan. Les hommes d'état, en Angleterre et dans l'Inde, ont très bien compris que tout l'odieux de ce despotisme retomberait sur le gouvernement anglais, que d'ailleurs les dépenses inévitables qu'entraîne une pareille situation augmentent considérablement les charges de l'état, obligé de maintenir une force armée qui puisse suffire à toutes les éventualités. Chacun de ces mannequins couronnés entretient un corps de troupes commandé par des officiers anglais, et il a en outre à sa solde un ramassis de troupes irrégulières qui, en temps de paix, ne sont redoutables qu'aux paisibles sujets de leur maître, mais qui, en cas de guerre sur la frontière, ou d'insurrection, ou de mutinerie, surtout si les troupes anglaises éprouvaient quelque échec partiel, peuvent devenir et deviendraient infailliblement la cause de désordres et de maux infinis. Tels sont les dangers de cette position anormale où les hésitations d'une politique long-temps entravée par les étroites exigences du monopole ont placé le gouvernement suprême des Indes anglaises. Le gouvernement n'a aujourd'hui que le choix entre deux maux. Il faut que, dans son respect pour les traités, il consolide l'oppression, ou qu'il attende au moins en silence que les effets du despotisme, devenus désormais intolérables, nécessitent son intervention ; sinon il faut qu'il manque à la foi jurée, et qu'il ait le courage de montrer plus de respect pour les droits imprescriptibles de l'humanité que pour des traités

dont l'ambition et l'intérêt matériel pouvaient seuls non pas justifier, mais expliquer l'origine. Ce serait là sa gloire, et, nous n'hésitons pas à le dire, ce serait également une des plus précieuses garanties du bonheur et de la prospérité de ces vastes et populeuses contrées. L'examen des ressources commerciales de l'empire hindo-britannique, commencé par la chambre des communes à l'occasion de la pétition présentée au parlement par la compagnie dans l'intérêt de l'Inde agricole et industrielle (pétition sur laquelle nous reviendrons bientôt), a mis cette vérité dans tout son jour.

L'opinion formelle des fonctionnaires qui ont été consultés par la chambre des communes, sur les moyens politiques à employer pour donner au commerce de l'Inde l'extension dont il est susceptible, est que l'Inde entière en deçà de l'Indus devrait, le plus tôt possible, être considérée et traitée, sous le rapport de la législation commerciale, comme un seul empire, ce qu'elle est en effet. L'Inde anglaise comprend aussi bien, en réalité, les états natifs indépendans (native states), que les divers territoires placés sous l'autorité immédiate du gouvernement anglais. Ces états sont unis et comme incorporés à l'empire, par les liens étroits de l'alliance subsidiaire ; ils fournissent des contributions régulières soit en troupes, soit en argent, pour les dépenses générales de cet empire, et doivent se conformer aux instructions qu'ils reçoivent du gouvernement suprême, dans toute affaire relative au bien de l'état, que le cas ait été prévu par la lettre des traités ou non. Des devoirs inséparables de l'exercice du pouvoir suzerain dans l'Inde prescrivent d'appuyer par la force l'exécution des mesures d'utilité générale, et entraînent la coopération de tous les états de l'Inde, qui, sous le rapport de leurs intérêts particuliers et de leurs rivalités, ont constamment besoin de la faveur et de la pro-

tection du gouvernement anglais. Nul doute que l'influence de ce gouvernement n'ait amélioré à un degré très remarquable la situation générale, politique et commerciale de l'Inde. Ainsi les Anglais, du moment que leur suprématie a été reconnue, sont intervenus constamment pour le maintien de la paix entre les princes indigènes ; ils ont mis un terme aux pillages et aux dévastations des Pindaries ; ils ont poursuivi sans relâche et achèveront d'exterminer (l'humanité l'espère au moins) les abominables associations des Thags ; ils ont vigoureusement et noblement usé de leur influence pour abolir le satti et l'infanticide. Ils ont apaisé bien des révoltes intérieures soulevées dans les états natifs par la turbulence des chefs puissans ; ils ont, par de vives remontrances, réprimé d'innombrables actes d'oppression de la part des gouvernemens indigènes, ces gouvernemens sachant bien que leur désobéissance aux instructions émanées du pouvoir suprême les priverait de ce redoutable, mais indispensable appui, et que la désorganisation et la destruction de leur propre puissance en seraient la suite inévitable. Les efforts du gouvernement anglais ont été parfois utilement dirigés vers la réduction des taxes exorbitantes et l'amélioration de certaines routes qui présentaient de grands obstacles au commerce. Cependant les mesures prises sous ce rapport n'ont été jusqu'à présent, de l'aveu même des principaux agens du gouvernement, ni très judicieuses ni très suivies, et, jusqu'à une époque très récente, le commerce dans l'Inde anglaise a été entravé, dans les territoires mêmes de la Compagnie, par l'existence d'un système de douanes pire que celui d'aucun état indigène, le Pandjâb excepté. Les droits de transit perçus autrefois dans les territoires de la compagnie ont été abolis pour les présidences de Calcutta et de Bombay ; ils ne tar-

deront pas à être supprimés également dans toute l'étendue de la présidence de Madras.

Lord Wellesley avait négocié des traités de commerce, sur le principe européen de réciprocité, avec les états de Lacknau, de Napâl, d'Hyderabad et de Nagpour ; mais les clauses de ces traités étaient ou trop compliquées dans leur rédaction pour s'adapter à l'intelligence des natifs, ou peut-être (et cela nous paraît plus probable) trop assujettissantes pour leur convenir ; et l'attention du gouvernement ayant été bientôt après dirigée sur d'autres points, les traités furent oubliés. Après six années de négociations avec les états qui bordent le cours du Sutledge et celui de l'Indus, on parvient enfin à s'entendre sur les moyens de rouvrir la navigation de ces deux fleuves. Le principe adopté fut celui de substituer aux exactions infinies et arbitraires du passé un droit unique de transit modéré dans son chiffre, percevable à un seul endroit, et le même pour tous les bateaux de quelque dimension qu'ils fussent, et quelle que fût la nature de leur chargement. Ainsi les bateaux ne sont forcés de s'arrêter qu'à un seul endroit, Mitthun-Kote, situé au confluent des rivières du Pandjâb avec l'Indus, et entre les points extrêmes de la navigation utile. Au reste, tous les états natifs sont obligés par l'usage, et plusieurs d'entre eux par les traités en vigueur, à laisser passer, libres de tous droits, les approvisionnemens de toute espèce, expédiés pour le service du gouvernement suprême, et il ne paraît pas qu'en aucune circonstance ils aient essayé de contrevenir à cette règle.

En résumé, le gouvernement suprême des Indes anglaises a déjà beaucoup fait pour la sécurité et l'extension du commerce intérieur, mais il lui reste plus encore à faire pour atteindre le

but. Or, nous ne voyons qu'un moyen, à la fois loyal et efficace, d'y parvenir : c'est d'user largement, ouvertement, et avec toute la promptitude que la prudence peut autoriser, de l'influence que les traités et (ce qui est plus fort encore que les traités) les besoins et les vœux des populations donnent au gouvernement pour intervenir, à l'égard des états indépendans de l'Hindoustan, dans les matières relatives au commerce. Les agens du gouvernement suprême reconnaissent eux-mêmes que les traités existans ont cette tendance. « Dans une confédération comme celle de l'Inde, disent-ils, il doit exister une autorité qui ait le pouvoir de remédier au mal et de travailler au bien commun ; tous les traités avec les états natifs reconnaissent plus ou moins le gouvernement anglais comme investi de cette autorité qu'il a été plus d'une fois forcé d'exercer, non-seulement dans les cas expressément reconnus par les traités, mais encore dans des cas nouveaux, tel qu'il s'en est montré, et doit nécessairement s'en montrer de temps à autre. »

La sécurité et le développement de la navigation de l'Indus et de ses affluens doivent être aujourd'hui le principal objet de la sollicitude du gouvernement, en ce qui touche aux grands intérêts du commerce intérieur. Mais le gouvernement de l'Inde ne peut se promettre l'accomplissement de la tâche qui lui est imposée qu'autant que l'Angleterre elle-même comprendra qu'il est de son honneur et de son intérêt de s'y associer. Si le gouvernement de Calcutta encourage d'un côté la production, il faut que le pouvoir législatif, à Londres, encourage à son tour l'exportation des produits de l'Inde. Il est bien démontré aujourd'hui qu'obligée à des remises annuelles qui s'élèvent en moyenne à 3,200,000 livres sterling (environ 81 millions de francs), l'Inde ne peut trouver les moyens de fournir pendant long-temps à ses

dépenses intérieures et extérieures que dans le développement normal de son industrie agricole et manufacturière. Traiter l'Inde en pays conquis, et lui imposer un tribut éternel sans compensation, au moins probable, dans l'avenir, c'est à la fois de l'oppression et de la mauvaise administration, à la fois un crime et une faute politique. La compagnie, sur qui pèse la responsabilité immédiate de cet avenir de l'Inde britannique, a senti que le moment était venu d'appeler, par un vigoureux effort, l'attention du parlement sur l'état actuel de l'agriculture et du commerce de cette immense colonie. La pétition formulée à cet effet, a été présentée à la chambre des communes le 11 février 1840, le 14 à la chambre des lords. La commission nommée par la chambre des communes (le 25 février) pour examiner cette importante affaire, et procéder à une enquête complète sur tous les points indiqués par la pétition, n'avait pu terminer son travail pendant la session de 1840, et a dû se borner à publier les premiers résultats de ses démarches. La commission nommée par la chambre haute conclut, le 2 avril, son enquête commencée le 2 mars, et fit son rapport, qui fut envoyé à la chambre des communes le 2 juin. Les conclusions de ce rapport sont, en somme, favorables aux pétitionnaires, et les vœux qu'il exprime et qu'il appuie ne sauraient manquer d'être accueillis par le parlement dans le cours de la session qui vient de s'ouvrir. Déjà le ministère, répondant aux observations faites par lord Ellenborough, en déposant une pétition de l'Association des Indes-Orientales et de la Chine (pour la réduction des droits sur les produits de l'Inde), a pris l'engagement de présenter très prochainement un projet de loi qui consacrerait le principe de l'égalisation des droits sur le rhum des Indes Orientales et Occidentales.

La compagnie, en même temps qu'elle place les grands intérêts commerciaux de l'empire indien sous la protection du pouvoir législatif, ne néglige aucun des moyens d'action directe dont elle peut disposer pour l'encouragement de l'agriculture et du commerce dans ses vastes possessions. Elle s'est occupée surtout, dans ces derniers temps, des perfectionnemens à apporter à la culture du coton et dans les détails de la récolte et du nettoyage. Le coton en effet, comme article d'exportation, est un des plus importans des produits de l'Inde, et peut devenir le plus important de tous si la qualité est suffisamment améliorée pour pouvoir rivaliser avec les belles qualités de coton américain. Aujourd'hui, les importations de cotons des Indes s'élèvent, année commune, à quarante-huit millions de livres pesant, ce qui représente un capital d'au moins 20 millions de francs. C'est environ le huitième de la quantité nécessaire à la consommation des manufactures anglaises.

Il en est du bien-être actuel et de l'avenir des nations comme du bien-être et de l'avenir des familles. Les intérêts matériels ne sont pas tout ; un bon gouvernement doit se préoccuper avec une égale sollicitude des intérêts moraux et intellectuels des peuples. Sous ce rapport, il y a encore beaucoup à faire dans l'Inde, et la difficulté de subordonner à un plan général toutes les modifications de détail qui se présentent comme également nécessaires ; bien qu'à des titres si différens selon les localités dans un si vaste empire, cette difficulté est immense ; peut-être est-elle insurmontable ! La Providence y pourvoira par ces interventions inattendues qui remédient aux fautes de l'humanité. Mais il faut le reconnaître, jamais les conjectures de l'homme d'état, jamais les méditations du philosophe, n'ont dû embrasser des élémens plus importans et plus divers, et on se demande involontairement ce

que deviendra l'Inde sous la domination mercantile et guerrière de l'Angleterre, et sous la triple influence des lois de Brahma, de Mahomet et de Jésus-Christ. Quelle complication étrange ! que d'élémens de vie ! que de germes de mort ! Ne semble-t-il pas que ce corps gigantesque soit condamné à grandir irrégulièrement sans relâche et à se briser enfin sous son propre poids ? Lord Clive avait été le premier des délégués du pouvoir souverain dans l'Inde anglaise à prévoir et à prédire hautement ce développement fatal. Quelques années avaient à peine passé sur les prophétiques paroles de ce grand homme, que le parlement anglais déclarait solennellement que « les plans de conquête et d'agrandissement dans l'Inde étaient contraires au désir, à la politique et à l'honneur de la nation. » Les évènemens sont venus donner le plus éclatant démenti à ces théories parlementaires, et confirmer les prévisions du vainqueur de Plassey. Et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est qu'à dater de cette protestation contre toute entreprise ambitieuse, les accroissemens de territoire sont devenus plus considérables et plus fréquens. Quand lord Cornwallis arriva dans l'Inde, en 1786, il trouva sir John Macpherson engagé dans des négociations avec les Mahrattes et le Nizâm, négociations qui devaient entraîner le gouvernement suprême dans une guerre avec Tippo-Saïb. Le premier acte de lord Cornwallis fut de rompre ces négociations, en déclarant que les Anglais ne s'engageraient que dans des guerres strictement défensives. Son second acte fut de proposer une alliance à ces mêmes Mahrattes, à ce même Nizâm, et de commencer de concert avec eux une lutte dont le résultat fut un agrandissement considérable du territoire de la compagnie. Ce n'était pas la faute de lord Cornwallis, mais bien celle des circonstances dont le torrent l'a entraîné malgré ses efforts. Comme lui, la plupart de ses successeurs, loin de pla-

cer pour ainsi dire les évènemens dans la dépendance de leur politique, ont dû se résigner à voir leur politique tomber dans la dépendance des évènemens. Dans un intervalle de moins d'un siècle, l'Angleterre a planté son pavillon sur la citadelle de Ghizni et sur les murs de Rangoun, et toutes les contrées intermédiaires ont été rangées sous sa domination immédiate, ou reconnaissent sa suprématie. Voilà les résultats acquis, les faits accomplis, et l'activité infatigable de la race britannique prépare à l'histoire de nouveaux et immenses matériaux dans l'extrême Orient. Cette race ambitieuse et prudente à la fois, qui a pu commander l'estime ou exciter l'admiration du monde sans mériter les sympathies de l'humanité, saura-t-elle consolider son œuvre en Asie, ou devra-t-elle remettre en d'autres mains le flambeau de la civilisation nouvelle qui luit sur ces vastes contrées ? Voilà la question. Il ne nous appartient pas d'y répondre ; mais nous avons rempli, selon nos forces, la mission qui nous était imposée de recueillir en quelques pages les données principales de ce grand problème.

Ainsi donc, en résumant les faits principaux qui pendant l'année 1840 ont marqué les progrès de la domination ou de l'influence anglaise dans l'extrême Orient, nous trouvons : l'Afghanistan soumis, Dost-Mohammed, le jeune khan de Kélat et les principaux chefs barekzaïs et beloutchis prisonniers, morts ou dispersés ; le Pandjâb passé sous la dépendance politique immédiate du gouvernement suprême ; le Napâl, à la veille d'être réuni au territoire de la compagnie ; l'empire birman maintenu dans l'inaction ; l'empire chinois lui-même, humilié par les armes anglaises, forcé de traiter d'égal à égal avec la reine de la Grande-Bretagne et de rouvrir ses ports au commerce de l'Inde.

Quant aux puissances de troisième ordre que l'Angleterre décore du titre d'alliées, les renseignemens précis que nous avons donnés, et des déclarations aussi positives que celles que nous avons reproduites à l'égard du Pandjâb, ne sauraient laisser aucun doute sur la nature réelle des relations du gouvernement anglais avec ces états auxquels on donne encore pour la forme le nom d'indépendans. Il ne saurait y avoir non plus la moindre incertitude sur l'opinion que se font les Anglais du degré de résistance que les princes indigènes pourraient opposer à leurs volontés. On voit qu'ils se croient trop forts et trop redoutés pour appréhender en aucun cas une résistance sérieuse, et il faut avouer que, dans l'état actuel de l'Inde, ils ont raison. Mais ils auraient grand tort d'oublier que les dominations durables se fondent bien plus sur la confiance que sur la crainte, et que les élémens de résistance ou de révolte ne disparaîtront du territoire de ce vaste empire que lorsque les populations auront foi, pour leur bien-être matériel et moral, dans l'avenir de la civilisation nouvelle que l'Angleterre leur impose.

Cette civilisation a pour tendance inévitable l'introduction d'un système d'idées religieuses dont la beauté et l'utilité resteront longtemps incomprises et dédaignées. Certaines formes du christianisme, il est vrai, s'éloignent moins des habitudes de la masse de la population indienne que celles de l'islamisme ; mais la religion protestante, simple et froide, surtout dans le rite de l'église anglicane, s'adressant bien plus à la raison qu'à l'imagination ou au cœur de l'homme, trouve peu de sympathie sur les rives de l'Indus et du Gange, et la domination chrétienne sous cette forme soutient une lutte dangereuse avec les habitudes séculaires, les préjugés superstitieux, la foi passionnée des Hindous et des musulmans. Ce ne sera qu'à l'aide de ménagemens ex-

trêmes et d'immenses bienfaits qu'elle parviendra à se faire accepter. On la subit aujourd'hui, on se réfugie dans son sein comme le voyageur dans le creux d'un roche pendant l'orage ; les peuples ont même, jusqu'à un certain point, le sentiment de son intelligence et de sa force, mais elle n'a pas encore su se faire aimer.

L'Angleterre a donc à soutenir, sous ce dernier rapport, une lutte morale ; elle le sait et ne recule pas. Bien que dans ces derniers temps on ait beaucoup parlé de sa décadence et que ce prétendu déclin de la puissance britannique ait même servi de texte à divers écrits, jamais la Grande-Bretagne n'a dépensé plus d'énergie et n'a triomphé de plus d'obstacles. Victorieuse dans l'Inde, en Chine, en Syrie, elle conserve ses anciennes possessions et augmente les ressources de son avenir. C'est peut-être dans les complications redoutables de la situation intérieure du royaume-uni qu'il faut chercher le secret de son attitude extérieure. Voué à l'action, il accepte résolument ce rôle périlleux, car il comprend que pour les nations l'immobilité, c'est la mort. Quoi qu'il en soit, l'exemple de l'Angleterre prouve ce que l'on peut faire avec ce gouvernement représentatif qu'elle possède, dont nous ne lui avons guère emprunté que la forme, et qui chez elle, loin de favoriser l'indifférence et l'apathie publiques, encourage et avive une activité incessante, infatigable, féconde en lumières, en acquisitions et en conquêtes.

A. de Jancigny.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/%C3%89tat_actuel_des_Indes_anglaises. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.